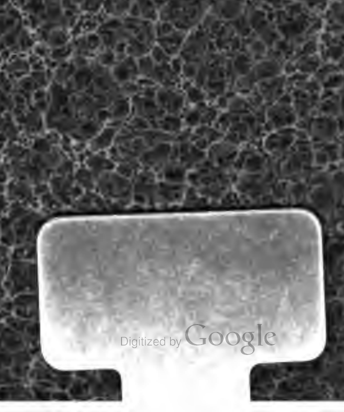





AZ 704.2

HISTOIRE

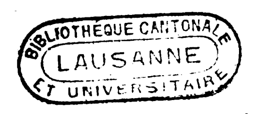
DES

PEUPLES D'ITALIE,

PAR CHARLES BOTTA.

TOME SECOND.

A PARIS,
CHEZ RAYMOND, ÉDITEUR
DE LA BIBLIOTHÈQUE DU XIXe SIÈCLE,
RUE DE LA BIBLIOTHÈQUE, N. 4.
1825.



HISTOIRE

DES PEUPLES

D'ITALIE.

Nous allons entrer dans une époque hideuse par l'ambition des grands, les invasions des étrangers, les scandales de Rome. Les germes étaient jetés, le terrain préparé, on devait récolter des fruits conformes. Les peuples d'Italie ne pouvaient plus placer aucune espérance dans les étrangers; l'expérience douloureuse en était faite : les villes détruites, les richesses enlevées, les champs frappés de stérilité, disaient assez haut quel appui on pouvait attendre de ceux qui n'y venaient que pour en chasser des nations rivales et fonder leur puissance sur les ruines des indigènes. La condition des Italiens eût été moins insupportable si du moins un état durable les avait consolés de l'oppression domestique; mais rien de certain ne se présentait, sous ce rapport, à leurs yeux : placés entre l'Allemagne et la France, ils se voyaient exposés à une vicissitude de dominations se détruisant et succédant sans interruption l'une et l'autre. On a fait de nos jours, et certes à bien

juste titre, des tableaux effrayants de la révolution française, qui pourtant n'a duré que vingt-cinq ans; quelle idée doit-on se former des révolutions d'Italie, qui ont duré une longue suite de siècles ? Si les Français ou les Allemands eussent acquis, dans la péninsule, une supériorité tellement prépondérante qu'ils n'eussent plus eu rien à craindre de la nation rivale, leur empire s'y serait établi sur des fondements solides, et, avec le temps, il serait devenu national; mais les forces de ces deux nations puissantes se balançant, il en résultait une incertitude perpétuelle, et les Français et les Allemands étaient toujours regardés comme des étrangers.

Dans une pareille situation, il n'est pas étonnant que les Italiens, à la mort de Charles-le-Gros, aient désiré de secouer toute espèce de joug étranger et de se gouverner par eux-mêmes. Les circonstances étaient favorables à ce dessein : par la faiblesse du gouvernement des derniers Carlovingiens, les ducs italiens s'étaient élevés à une grande puissance. Parmi eux brillaient principalement ceux de Frioul et de Spolette, dont l'un influait davantage sur la Lombardie, l'autre sur Rome. Le premier avait plus d'espoir d'arriver à posséder la couronne du royaume d'Italie, l'autre pouvait saisir plus facilement le diadème impérial. Dans les idées de l'époque, Rome seule pouvait le donner; mais comme, depuis quelque temps, on était accoutumé à voir ces deux qualités d'empereur d'Occident et de roi d'Italie réunies dans la même personne, on prévoyait que si les ducs ne parvenaient pas à s'entendre, de nouvelles guerres civiles auraient nécessairement

suivi l'absence des étrangers. Le duc de Bénévent, qui aurait pu, ou compliquer la situation des choses, ou faire pencher la balance en sa faveur s'il avait conservé son ancienne puissance, affaibli par les divers démembrements, et par toutes les calamités qui avaient affligé sa principauté, n'était plus en état d'entrer en concurrence : ainsi la lutte devait nécessairement s'établir entre les ducs de Frioul et de Spolette.

Nous verrons, dans le récit des événements qui vont s'ensuivre, un troisième pouvoir, qui, de l'humble rôle de pasteur de l'église, s'éleva si haut qu'il régla presque entièrement à sa volonté les destinées de l'Europe, acharnée, alors comme auparavant, à se disputer l'empire d'Italie. Ce pouvoir est celui des pontifes romains, vivant d'abord des offrandes des fidèles, possédant ensuite de grandes richesses, devenus enfin souverains d'un vaste territoire, sanctionnant, par la consécration, les élections des empereurs et des rois, cherchant continuellement à faire prévaloir les intérêts spirituels sur les temporels. Les papes avaient non seulement conçu une grande idée de leur puissance, mais ils supportaient impatiemment cette espèce de dépendance sous laquelle les princes prétendaient les tenir par le droit d'investiture. Il leur paraissait que puisqu'on était arrivé au point que les empereurs et les rois avaient l'air de tenir leur dignité et leur pouvoir de la sanction pontificale, il n'était ni convenable ni juste que les princes s'arrogeassent un pareil droit sur la nomination des papes : de là à une indépendance totale, et de celle-ci à une suprématie sur tous les

pouvoirs de la terre, le passage n'était pas difficile, il n'y avait qu'à oser; l'homme qui osa se trouva tout prêt, et nous ne tarderons pas à raconter les événements importants que son audace fit éclater au milieu du monde étonné.

Un reste de piété évangélique aurait pu seul mettre un frein à ces désirs immodérés. Mais Rome donnait le spectacle de tous les scandales; les courtisanes nommaient les papes. « Quel hideux » spectacle, dit Baronius, présentait l'église ro- » maine lorsque de viles courtisanes y exerçaient » un pouvoir sans bornes. Les siéges épiscopaux » étaient changés à leur gré, elles dictaient les choix » des évêques, et, ce qui est encore plus horrible, » elles faisaient monter sur la chaire de saint Pierre » leurs amants; infâme spseudo-papes, qui ne fi- » gurent sur le rôle des pontifes romains que pour » constater l'ordre des temps. »

Les factions aussi qui divisaient le peuple romain portaient au siége du chef des apôtres des hommes de parti, des individus tout-à-fait indignes de l'occuper; la turbulence de ce peuple les en faisait descendre souvent pour y faire monter des personnes qui ne valaient pas mieux que celles que l'on détrônait. On mettait en prison celui-ci, on aveuglait celui-là, cet autre, on l'étranglait, ou bien on déterrait ses cendres pour leur insulter. Jamais on ne vit autant de schismes pour la possession du trône pontifical qu'à cette époque déplorable : à chaque instant on voyait s'élever des anti-papes, suivant que les factions de Rome, ou les ducs d'Italie, ou les princes étrangers maîtrisaient les événements.

Une soif effrénée de commander s'était emparée de tout le monde; tous les moyens pour arriver au siége suprême étaient indifférents : il n'y avait plus rien de sacré. Cela fait voir combien il est difficile de rasseoir la société sur ses bases lorsqu'une fois elle a été bouleversée : elle ressemble à la mer; une vague en appelle une autre, et il n'y a pas toujours un Neptune prêt à les apaiser. La lassitude des peuples, l'ascendant d'un grand homme, le hasard peut-être plus que tout le reste, peuvent seuls ramener le calme au milieu des tempêtes politiques.

L'exemple des étrangers venant de loin pour désoler l'Italie n'était pas non plus sans influence. Nous avons vu des Russes, des Cosaques et des Allemands, en un mot des Scythes envahir tour à tour le jardin de l'Europe. Des Africains se sont ensuite présentés sur la scène, et l'occupèrent quelque temps ; les Scandinaves vont maintenant se montrer, d'abord comme aventuriers, ensuite comme corps de nation; ils apporteront à l'extrémité de la péninsule leurs lois et leurs coutumes, en chasseront les Africains, y fonderont un royaume qui sera à son tour détruit par des peuples méridionaux. En attendant, les ténèbres de l'ignorance s'épaissiront, la confusion effroyable du régime féodal exercera ses ravages partout, le peuple n'aura plus aucun droit, une force aveugle et capricieuse gouvernera seule l'Italie, le monstre de la féodalité y effacera jusqu'aux derniers restes des lois lombardes et carlovingiennes qui donnaient encore quelques garanties, quoique faibles, au peuple contre

la tyrannie des grands. On verra, à la fin de ce drame lugubre, reparaître les lumières et la civilisation, mais non le bonheur de l'Italie, comme si elle eût été destinée à être victime du mal sans être appelée au partage du bien.

La lutte que nous verrons s'élever entre les puissances impériale et pontificale divisera l'Italie en deux grands partis; la dissension éloignera les villes des villes, les familles des familles, les individus des individus; les haines se multiplieront, s'envenimeront, et troubleront le repos des populations pour long-temps. Au milieu de ces sanglantes querelles, des cris de liberté se feront entendre dans quelques villes lombardes; efforts inutiles, des tyrans s'emparent de ces généreuses communes et y étouffent dans des torrents de sang tout sentiment d'humanité et de liberté. Non contents de réduire à l'esclavage leurs propres concitoyens, ces hommes abominables veulent encore attenter à la liberté de leurs voisins: la guerre civile ensanglante la Lombardie; une complication informe de mouvements désordonnés, de désastres et de ruines laisse en doute si une destruction totale n'eût pas été préférable aux tourments que l'on éprouvait.

Cependant l'excès du mal enfanta quelque bien: on vit sortir du désastre et de la désolation des contrées italiennes quelques nouvelles républiques qui firent refleurir le commerce et les arts en Italie, et changèrent tout-à-fait la face de ce pays. Ceci prouve clairement que l'oppression féodale ne peut donner naissance à aucune idée noble et généreuse, et que le bien social ne peut exister que là où les

individus sont comptés pour quelque chose et peuvent exercer librement leurs facultés et leur industrie. Après plusieurs siècles de ténèbres, l'aurore de la civilisation ne commença à poindre que dans les pays où, par les efforts des habitants et par le concours de circonstances extraordinaires, le régime féodal avait été aboli. Ceci prouve encore combien sont ridicules certains hommes de nos jours, qui s'intitulent amis de la liberté, et qui pourtant, sur les rêves de quelques romanciers anglais et d'après une sotte manie d'embellir les temps passés, vont cherchant des exemples de vertu, de patriotisme et de liberté dans les siècles de la féodalité. C'est là un des travers les plus déplorables, pour ne pas dire des plus comiques, de notre époque. Ces hommes, sous l'apparence de sentiments généreux, renversent toutes les idées reçues et répudient le plus bel héritage du genre humain. Ils brûleraient, s'ils l'osaient, Tite-Live; ils brûleraient Montesquieu : ils ne feraient grâce qu'à quelques vieilles chroniques de moines ignorants ou à quelques poudreux mémoires d'un châtelain impérieux. Ils crient liberté, et admirent les œuvres de la féodalité ; ils crient humanité, et n'ont pas assez d'éloges pour les conquérants; ils vantent les lumières, et s'extasient devant un clan d'Écosse. On dirait qu'ils ont pris à tâche de nous prouver jusqu'où peuvent aller l'extravagance, la déraison et la contradiction dans les idées. Il ne resterait plus qu'à nous dire que le mal est préférable au bien, le vice à la vertu, le crime à l'innocence, puisqu'on a tant d'admiration pour les écrivains qui emploient le beau génie

dont la nature les a doués à appeler l'intérêt sur des brigands. C'est une maladie de nos jours, c'est un *spleen* universel; il n'y a que le ridicule qui puisse en faire justice, il n'y aurait qu'un Voltaire qui pût nous en guérir.

Mais il est temps d'entrer en matière, et de reprendre le fil des événements. Pour le faire avec plus de fruit, nous suivrons de près l'historien Giannone, qui a exposé avec un admirable talent d'analyse les guerres civiles dont l'Italie a été le théâtre depuis la chute de la dynastie carlovingienne jusqu'au moment où l'empire d'Occident fut dévolu aux princes allemands. Charles-le-Gros étant mort sans laisser d'enfants mâles, les princes italiens se mirent en mouvement pour s'emparer du royaume d'Italie et de la dignité impériale. Bérenger, duc de Frioul, et Gui, duc de Spolette, étaient les deux princes le plus en état, par leurs propres forces et celles de leurs partisans, d'y aspirer; et comme ils sentaient leurs forces égales, ils prirent le parti de s'accorder en convenant entre eux que Bérenger attaquerait l'Italie et Gui tournerait ses armes contre le royaume des Francs. Bérenger se rendit maître, presque sans opposition, du royaume d'Italie : mais le duc de Spolette n'eut point en France le même succès, car on lui opposa Eudes, comte de Paris, tuteur de Charles-le-Simple, qui ensuite fut élevé à la royauté. Gui voyant son projet échoué, revint à Spolette, et commença à chercher les moyens de déposséder Bérenger, qui avait été, suivant la coutume, couronné dans Pavie par Anselme, arche-

vêque de Milan, et qui, à l'imitation de ses prédécesseurs, avait choisi cette ville pour le lieu de sa résidence. Quoique Bérenger parût solidement établi, Gui ne laissa pas, soutenu d'un parti considérable et de la bienveillance des Romains, de se faire couronner roi d'Italie par le pape. On voit donc ici, d'un côté le pape, de l'autre l'archevêque de Milan, prêter l'assistance de leur ministère sacré à deux prétendants, dont l'un, s'ils n'étaient pas tous deux illégitimes, était nécessairement un usurpateur.

L'Italie eut donc le malheur de se voir divisée en deux factions qui avaient chacune un roi à leur tête. Quoique la cause de Bérenger parût la plus juste, le parti de Gui, aidé du pape et des Romains, s'accrut au point qu'il fut bientôt en état de mettre sur pied une puissante armée avec laquelle il sortit de Spolette pour aller détrôner son rival. On combattit avec fureur de part et d'autre; et après divers avantages et pertes réciproques, Bérenger fut défait entièrement et obligé de quitter le royaume. Gui entra dans Pavie en l'année 890; il soumit toute la Lombardie sans éprouver de résistance, et fut élevé l'année suivante à la dignité impériale par l'acclamation du peuple : il vint à Rome, où il fut couronné empereur par le pape Étienne et proclamé Auguste.

C'est ici qu'après bien des révolutions l'empire passa dans les mains des Italiens. On assure que Gui voulut donner au pape une marque de sa reconnaissance en lui confirmant toutes les donations et tous les priviléges que l'église de Rome avait reçus de

Pepin, de Charlemagne et de Louis-le-Débonnaire.

Cet empereur, de retour à Pavie, y convoqua, selon la coutume des rois d'Italie ses prédécesseurs, les états du royaume, c'est-à-dire le clergé et la noblesse, et accorda divers priviléges à plusieurs villes et églises; il publia, au mois de mai de l'année 891, à Pavie, diverses lois pour le bien public.

La mort du pape Étienne, qui arriva dans la même année, remplit Rome et l'Italie de trouble. Sergius fut élu pape à sa place, et un parti contraire nomma Formose. Gui soutenait Sergius, ainsi Bérenger ne manqua pas de se déclarer pour Formose. Bérenger avait eu recours à Arnolfe, roi d'Allemagne, fils naturel de Carloman, pour recouvrer son royaume; ce prince soutenait également le pape Formose. Arnolfe, qui aspirait à l'empire d'Occident, se prêta volontiers aux désirs de Bérenger; il envoya en Italie son fils Zuendebau à la tête d'une puissante armée, mais ses efforts furent inutiles; dans diverses rencontres, Gui eut toujours l'avantage sur lui, de sorte qu'il prit enfin le parti de s'en retourner en Allemagne. Gui, enflé de sa victoire, associa à l'empire Lambert, son fils.

L'issue de cette guerre prouve que les Italiens avaient commencé à s'aguerrir, et que les descendants des barbares, qui combattaient à côté d'eux, servaient avec fidélité; car l'armée de Gui était composée de soldats de ces nations diverses. L'armée de Zuendebau était bien disciplinée et présentait des bataillons dignes des nations guerrières dont ils étaient issus. Ce n'est donc pas un événement de peu d'importance que la victoire remportée par

une armée nationale sur des troupes accoutumées à vaincre et qui professaient un grand mépris pour les soldats italiens.

Gui ne jouit pas long-temps de sa fortune; Bérenger, toujours occupé du soin de regagner sa couronne, alla joindre Arnolfe à Worms, où il tenait une diète. Il l'engagea à venir en personne chasser Gui, et lui rendre le royaume. Cette entreprise eut tout le succès que Bérenger en pouvait attendre. Arnolfe prit d'abord Bergame, Milan, Pavie et Plaisance, et ayant envoyé à Milan Othon, l'aïeul du grand Othon, il rétablit Bérenger sur son trône. Gui et Lambert son fils furent obligés de s'enfuir du côté de Spolette, poursuivis encore par le vainqueur. Gui mourut peu après, en l'année 894, d'un vomissement de sang, et laissa à Bérenger l'espérance de posséder plus tranquillement sa couronne. Ce prince fixa de nouveau son séjour à Pavie, où il commença à s'occuper tout entier du soin de rétablir le bon ordre dans le royaume.

Cependant la mort de Gui n'assoupit pas la querelle. Ceux de son parti s'unirent par des nœuds plus étroits à son fils Lambert qui s'était retiré à Spolette, lui offrirent des secours, et le pressèrent de se mettre en mouvement contre son ennemi.

Ainsi Lambert, soutenu par ses partisans, attaqua Bérenger qui, abandonné des siens, fut contraint de quitter Pavie; le vainqueur y entra triomphant; on le proclama roi. Bérenger implora de nouveau l'assistance d'Arnolfe, et le pape Formose joignit ses prières aux siennes. Arnolfe revint une seconde fois en Italie, marcha droit à Rome, s'empara de

cette capitale, chassa le pape Sergius et ses partisans, rétablit Formose, se fit couronner empereur par ses mains, et l'engagea à lui prêter serment de fidélité. Cette révolution arriva en l'année 896. Arnolfe fut le premier Allemand qui, après les Français et les Italiens, posséda l'empire d'Occident; on vit ainsi dans un court espace de temps, trois empereurs, Gui, Arnolfe et Lambert, car Bérenger n'avait encore été que roi d'Italie. Arnolfe persécuta depuis Lambert. Le pape Formose étant mort et son parti s'affaiblissant, Étienne VI fut élu pape par le parti contraire. Le nouveau pape annula les actes faits par Formose, et le condamna comme simoniaque; la fureur du parti de Sergius alla à un tel excès, que le cadavre de Formose fut jeté dans le Tibre. Étienne déclara nulle l'élection d'Arnolfe à l'empire, et il oignit Lambert empereur. Le parti d'Étienne s'étant à son tour affaibli, les Romains se saisirent de sa personne et le mirent dans une prison où il fut étranglé vers la fin de l'année 900. On élut à sa place Romain : celui-ci détruisit tout ce qu'avait fait son prédécesseur, le fit condamner, et déclara nul ce qu'il avait prononcé contre Formose. Romain étant mort peu de mois après, il fut remplacé par Théodore, qui suivit ses traces, et rétablit ceux qui avaient été chassés par Étienne : Rome ne fut jamais dans un si grand désordre qu'en ces temps vraiment déplorables, où les élections des papes se faisaient toujours par la faction qui l'emportait sur celle qui lui était contraire.

Les désordres et les révolutions entre les autres princes ne furent pas moins considérables. La domi-

nation de Lambert devenue à charge aux Italiens, il se forma de nouvelles séditions; ce prince fut tué et Bérenger remis à sa place. Il semblait que les partisans de Lambert eussent dû mettre fin aux troubles en se soumettant à Bérenger; mais fixes dans leur animosité, ils invitèrent Louis, qui régnait en Provence, à venir en Italie, lui promettant que, s'il chassait Bérenger, on le proclamerait roi lui-même. Ce prince, neveu de l'empereur Louis II, accepta ces offres, vint en Italie, chassa Bérenger qui se retira en Bavière, et se fit couronner roi d'Italie par l'archevêque de Milan. Il fut encore, dans la suite, reconnu empereur et reçu avec de grands honneurs par Albert, marquis de Toscane.

Bérenger revint à la charge; il combattit Louis, le défit, l'emprisonna et lui fit crever les yeux. Il demeura donc enfin seul maître du royaume d'Italie; il fut ensuite couronné empereur par le pape Jean X, en l'année 915: mais les Italiens, inconstants, ne purent souffrir long-temps sa domination; ils appelèrent Rodolphe, roi de Bourgogne, et le nommèrent leur roi. Il s'alluma en conséquence entre ces deux princes une guerre vive et sanglante. Enfin, Bérenger fut tué à Vérone par les gens de Rodolphe. Ce dernier jouit peu de son royaume, les Italiens en usèrent à son égard de même qu'avec Bérenger: ils lui opposèrent un prince nouveau, et appelèrent Hugues, comte de Provence, petit-fils de Lothaire, roi de Lorraine. Hugues vint en Italie, mit en fuite Rodolphe, et aussitôt qu'il eut été couronné, en 926, par Lambert, archevêque de Milan, il tâcha de rétablir le bon ordre dans son royaume. Effrayé par le

sort de ses prédécesseurs, il s'unit d'une étroite amitié avec Henri, roi d'Allemagne, et avec Romain, empereur d'Orient. Il associa ensuite au trône Lothaire, son fils, afin que dès son vivant il pût s'établir en Italie; mais ses efforts furent inutiles, on rappela Rodolphe, et comme ce prince craignait de s'exposer à de nouveaux malheurs, il ne voulut pas venir. On présenta la couronne à Bérenger II, né d'une fille de Bérenger I; en effet, il fut proclamé roi, en haine contre Hugues, que les Italiens ne pouvaient souffrir. Lothaire, affligé de l'infortune de son père, engagea les Milanais à le recevoir au moins pour leur souverain; ils y consentirent, et régna seul pendant très peu de temps, car il mourut bientôt après, en l'année 949. Bérenger, avec son fils Adelbert, fut ensuite couronné roi d'Italie.

Les calamités sous lesquelles l'Italie gémissait n'auraient point encore fini si les peuples, excédés par la tyrannie de Bérenger, n'eussent suivi les conseils du pape et recouru à un roi puissant qui, en les délivrant de leurs princes, ou plutôt de leurs oppresseurs, mit fin à leurs malheurs; ce fut Othon-le-Grand, roi d'Allemagne.

Tel fut le malheureux état dans lequel l'Italie gémit pendant plus de soixante ans que les Italiens possédèrent l'empire dont ils s'emparèrent lorsque la race de Charlemagne s'éteignit. « Incapables de » souffrir une domination étrangère, dit Giannone, » ni de se gouverner par eux-mêmes, ils n'eurent » personne qui sût donner à la patrie les soulage- » ments qu'elle reçut d'Othon-le-Grand, prince vrai- » ment digne de porter une aussi belle couronne. »

Le roi d'Allemagne jouissait dans toute l'Europe d'une réputation qui ne le cédait en rien à celle de Charlemagne ; il avait déjà soumis les Saxons et les Esclavons, et dans le gouvernement civil, il s'était fait remarquer par la fermeté de son caractère, la grandeur de ses conceptions et un amour constant de la justice. Le conseil que le pape avait donné aux Italiens, c'est-à-dire aux chefs féodaux et ecclésiastiques, car le peuple n'avait aucune part à ces délibérations, était donc non seulement commandé par les circonstances, mais encore par les qualités personnelles du monarque qui en était l'objet. Les Bérenger, c'est-à-dire Bérenger dit le jeune et son fils Adelbert, tout souverains nouveaux qu'ils étaient et au milieu de factions contraires puissantes, semblaient prendre à tâche de soulever contre eux, par leur tyrannie, le mécontentement des Italiens. Une cause particulière vint se joindre à l'influence du pape pour déterminer Othon à écouter les propositions qui lui étaient faites. Adélaïde, veuve de Lothaire, possédait la ville de Pavie, qui lui avait été assignée pour son douaire : Bérenger fit proposer à cette princesse, alors jeune et aimable, d'épouser son fils Adelbert, et sur le refus qu'elle en fit, il l'assiégea dans Pavie, se rendit maître de sa personne, et l'envoya comme prisonnière dans le château de Garda. Adélaïde sut se procurer par elle-même sa liberté, et fit ensuite proposer au roi Othon de lui donner sa main et de lui céder ses droits sur le royaume d'Italie.

Othon, informé du mérite et des agréments de cette princesse, n'hésita pas à la secourir, vint en Italie

avec une armée nombreuse, la délivra de toutes les persécutions qu'elle avait à craindre de la part de Bérenger, et rendant ensuite à ses vertus ainsi qu'à sa beauté l'hommage qui leur était dû, il l'épousa et l'emmena avec lui en Allemagne.

Ce prince, en quittant l'Italie, chargea Conrad, duc de Lorraine, du soin de poursuivre Bérenger et son fils; ils furent obligés de se rendre en Allemagne et de recevoir la loi qu'il plut à Othon de leur donner; ils lui firent hommage et serment de fidélité. Il les confirma ensuite dans la possession de leurs états, à la réserve du Véronais et du Frioul qu'il donna à son frère Henri, duc de Bavière.

Mais la reconnaissance n'eut pas plus de pouvoir sur les deux Bérenger que la modération : aussitôt qu'ils furent rentrés dans la possession de leurs états, ils commencèrent à conspirer contre Othon et à maltraiter ses sujets. L'Italie entière était exposée à des vexations inouïes de leur part; le pape, les évêques et les seigneurs éprouvaient également ce que pouvait leur tyrannie. Ils en portèrent leurs plaintes à Othon, le supplièrent de les prendre sous sa protection, et de passer de nouveau les monts pour les délivrer de tout ce qu'ils avaient à souffrir de la part de Bérenger et d'Adelbert. Le pape et les Romains offrirent à Othon le royaume d'Italie et la couronne impériale. Valpert, archevêque de Milan, l'assura qu'il était prêt à le couronner et l'oindre roi; pour donner plus de poids à leurs promesses, ils envoyèrent à Othon une ambassade solennelle.

Les offres des Italiens étaient trop séduisantes pour ne pas être acceptées. Othon se disposa à ren-

trer en Italie avec une armée considérable; de leur côté les Bérenger avaient fait quelques préparatifs de défense: les ducs de Lombardie avaient fourni chacun le contingent de troupes auquel ils étaient obligés par la constitution de l'état. L'armée se trouvait assemblée à Trente, pour y disputer le passage aux Allemands. Une circonstance imprévue la fit dissoudre et ouvrit le chemin à l'ennemi; les Italiens outrés d'indignation, par la tyrannie de Bérenger, avaient envoyé auprès de lui son fils Adalbert avec mission de l'engager à renoncer, en sa faveur, à la couronne. Le père paraissait assez disposé à cette abdication; mais l'ambition de Guilda, sa mère, s'y opposa. La patience des Italiens fut poussée à bout par ce refus; l'indignation s'empara de l'armée, elle se débanda: chacun des ducs regagna le lieu de sa résidence, pour y attendre dans l'inaction les événements qui se préparaient. Othon s'avança donc sans obstacle, et entra dans Pavie dans l'attitude du triomphe. On convoqua, à Milan, une diète des grands du royaume; il s'y rendit, et fut proclamé et couronné roi de Lombardie et d'Italie. Cette cérémonie fût accompagnée de la plus grande solennité, et on mit sur la tête du nouveau roi la couronne de fer, que l'on conservait soigneusement dans la cathédrale de Monza. Le roi d'Italie aurait cru qu'il manquait quelque chose à sa dignité s'il n'eût pas ceint en même temps le diadème impérial. Pour arriver à l'accomplissement de ses désirs il se rendit à Rome, où il fut couronné empereur d'Occident par le pape Jean XI. Il lui restait à soumettre les faibles restes du parti des Bérenger. La reine

Guilda s'était retirée dans l'île de Saint-Jules, située au milieu du lac d'Orta, qui à cette époque était censée une des principales forteresses de l'Italie ; Adelbert occupait quelques places fortes sur le lac de Garda ; Bérenger s'était enfermé dans le fort de San-Léo : Othon les y assiégea, la reine fut obligée de capituler, et alla rejoindre son mari à San-Léo. Adelbert eut le bonheur de s'échapper et erra long-temps dans des pays éloignés sans jamais pouvoir relever sa fortune. Après avoir soutenu un long siége, Bérenger se soumit et fut envoyé avec sa femme à Bamberg, où il termina, sinon dans le contentement, du moins dans le repos une vie extrêmement agitée ; avec lui s'éteignirent les dynasties italiennes, et l'empire d'Occident se raffermit dans la personne d'un prince allemand. Ses successeurs le gardèrent jusqu'à son extinction totale, qui eut lieu de nos jours. Il arriva seulement que, peu de temps après le règne d'Othon Ier, et sous Othon III, les Romains ayant donné des sujets de mécontentement au pape Grégoire V, celui-ci pour s'en venger les priva du droit de nommer les empereurs, et en investit six princes de l'Allemagne, savoir les évêques de Mayence, de Trèves et de Cologne et les trois ducs de Brandebourg, Palatin et de Saxe. De cette manière, non seulement la dignité impériale, mais aussi le droit d'élection passa aux Allemands ; en même temps le mode d'élection revêtit des formes fixes, et ne dépendit plus de la volonté désordonnée des armées ou du peuple romain.

Othon ne se contenta point de régner sur cette

partie de l'Italie qui représentait l'ancien royaume des Lombards ; il en ambitionnait la possession entière. Les papes gouvernaient comme des princes indépendants, les ducs de Capoue, de Bénévent et de Salerne avaient reconnu l'autorité des empereurs d'Orient ; ces empereurs y possédaient encore des territoires importants : Naples, Gaëte, Amalfi, et quelques autres villes se maintenaient sous la protection des empereurs de Constantinople en état de république. Othon se ménagea un pouvoir presque absolu dans Rome, par la déposition qu'il prononça du pape Jean XII, qui avait remplacé, sur la chaire de saint Pierre, Jean XI, et favorisé le parti d'Adelbert contre l'empereur ; il fit nommer en remplacement de Jean, Léon VIII. Les ducs, effrayés de la puissance d'Othon, lui jurèrent obéissance en abandonnant tout-à-fait les empereurs d'Orient ; les petites républiques se rangèrent aussi de son parti : quant aux possessions qui reconnaissaient directement l'autorité des souverains de Constantinople, Othon voulut se prévaloir d'une mesure politique pour les réduire sous son obéissance ; il demanda pour son fils Othon la main de la princesse Théophanie, fille de Théophanie, impératrice d'Orient.

L'empereur Nicéphore, beau-père de la jeune Théophanie, après quelques difficultés, eut l'air de consentir, en invitant Othon à envoyer quelques régiments d'infanterie et de cavalerie dans la Calabre, pour y recevoir, avec les honneurs convenables, la jeune épouse de son fils. Othon dans la franchise et l'élévation de son caractère ne soupçonnait point la trahison du vil Nicéphore. Ce dernier ayant aposté

des troupes dans les endroits par où celles d'Othon devaient passer, en fit un grand carnage. L'empereur d'Occident, indigné d'une pareille lâcheté, marcha avec des forces considérables contre les Grecs, et en ayant pris un grand nombre, leur fit couper le nez et les envoya dans cet état de mutilation à Constantinople. La nouvelle de la trahison de Nicéphore et le spectacle de leurs soldats mutilés, irritèrent tellement les habitants de cette ville, qu'ils se soulevèrent contre l'auteur de ce désastre, le détrônèrent et le mirent à mort : ils élevèrent à sa place, à la dignité impériale, Jean Témiche. Le nouvel empereur, pour apaiser Othon, envoya sur-le-champ la princesse Théophanie en Italie où elle épousa son fils. Ce mariage mit pour le moment fin à la guerre entre les deux empires. Quoiqu'il ne soit pas constant qu'Othon ait possédé, à titre de dot de sa bru, les pays de domination grecque en Pouille et en Calabre, il paraît pourtant certain qu'il y exerça une grande autorité à laquelle par crainte et par respect les empereurs d'Orient n'opposèrent point d'obstacles. Ainsi Othon se trouva maître d'une partie considérable de l'ancien empire d'Occident.

Sous le règne de ce grand prince, l'Italie espérait de respirer de ses longs malheurs; mais il ne vécut pas assez de temps pour consolider sa puissance et réaliser les projets qu'il avait conçus pour le bonheur de ses nouveaux sujets : il mourut un an après les noces de son fils.

Le règne d'Othon II, quoique de peu de durée, ne laissa pas de causer de grands maux à l'Italie;

il fut remarquable surtout par une guerre funeste à l'empereur, et par deux indignités qui, bien que fréquentes dans les annales du monde, ne doivent pas moins être exécrées dans la mémoire de la postérité. Othon II manifesta l'intention de s'emparer de vive force des villes qui, situées vers l'extrémité de l'Italie, conservaient encore quelque dépendance envers les empereurs de Constantinople. Il mit en mouvement des troupes pour cet objet; les empereurs grecs n'eurent pas honte d'appeler à leur secours les Sarrasins, maîtres encore de la Sicile, et tenant un pied sur quelques points du littoral de la Pouille et de la Calabre. Othon fut mis en déroute, fait prisonnier, et n'échappa des mains de ses ennemis que par sa grande habileté dans l'art de la natation.

Des dissensions s'étaient élevées dans le sein de Venise; deux partis se disputaient le pouvoir, les Caloprini et les Morosini. Les derniers eurent le dessus et chassèrent leurs adversaires. Les Caloprini, errant dans l'exil, s'adressèrent à Othon, en l'invitant à la guerre contre leur patrie, et lui promettant l'appui de leurs partisans; ils lui exagérèrent leur puissance et représentèrent la conquête de Venise comme facile; ambition détestable de tous les temps, de vouloir fonder sa puissance sur la ruine de sa patrie. L'empereur écouta leurs propositions, et se disposait à marcher contre Venise pour la mettre en son pouvoir, et la livrer aux vengeances de ses enfants dénaturés. Il se détermina d'autant plus volontiers à ce parti, qu'il était irrité contre les Vénitiens à cause de leur politique de s'attacher aux

empereurs d'Orient plutôt qu'à ceux d'Occident.

Les Vénitiens, hors d'état de résister avec leurs propres forces à la puissance de l'empereur, qui comptait au nombre de ses troupes des bataillons aguerris d'Allemands, cherchèrent à conjurer l'orage par des négociations. Leur doge Vital Candian, obtint la paix; mais, sur de nouvelles instances des Caloprini, Othon s'était mis nouvellement en état d'hostilité. Le danger était grave, parceque l'ennemi, maître de la terre ferme, pouvait priver les Vénitiens des subsistances qu'ils en tiraient, mais la mort de l'empereur, survenue peu après, mit fin à leurs inquiétudes, et laissa le cours libre à l'accroissement d'une puissance qui devait figurer avec honneur pendant quatorze siècles sur la scène du monde.

Othon, troisième du nom, succéda à son père; mineur encore, on ne pouvait attendre de lui qu'il s'occupât sérieusement des affaires du gouvernement; en outre, se trouvant au moment de la mort de son père en Allemagne, son éloignement lâcha le frein à toutes les ambitions en Italie. Les ducs et les autres chefs féodaux en agirent avec plus de sûreté et d'indépendance contre le peuple; les empereurs grecs purent rasseoir leur puissance sur les restes de leurs possessions dans la grande Grèce, et les ducs de Bénévent, de Capoue et de Salerne songeaient déjà à agrandir leurs territoires.

Un phénomène digne de la plus grande attention prit naissance à peu près à l'époque de la minorité d'Othon III, surtout dans les villes, qui, se trouvant sous le joug féodal, avaient conservé

quelque simulacre de liberté; c'étaient des familles puissantes qui, s'élevant tout-à-coup au-dessus du niveau des autres, s'attribuaient un pouvoir prépondérant dans les affaires politiques, et comme ces sortes de supériorité ne peuvent exister sans que des familles rivales ne s'élèvent dans l'intention de leur disputer le pouvoir, il arrive nécessairement que des partis se forment et déchirent le sein de la cité. Ce fut là la première origine de ces factions qui désolèrent pendant si long-temps les villes libres d'Italie. On vit à l'époque qui nous occupe, c'est-à-dire vers la fin du IXe siècle, des exemples de ce que nous venons de dire, principalement dans la ville de Rome. Les Albéric y avaient exercé, en dépit des papes et des rois d'Italie, une suprématie extraordinaire. Les souverains temporels portaient respect à Rome; les papes n'avaient d'autres moyens de résister à ces usurpations que la faveur du peuple; mais comme cette famille traînait après elle une partie de ce même peuple, il s'ensuivait que le pouvoir de s'opposer et de garantir la plénitude de la souveraineté leur échappait. L'exemple des Albéric réveilla l'ambition d'un certain Crescentius, personnage fameux dans l'histoire civile et ecclésiastique. Ce tyran de Rome tourmentait continuellement le pape Jean XV, qui, pour s'en débarrasser, recourut à Othon, déjà arrivé à l'âge de pouvoir gouverner par lui-même. L'empereur vint en Italie; Crescentius se soumit; Jean recouvra la totalité de sa puissance, mais ce pontife étant mort peu de temps après, Othon lui fit donner pour successeur Grégoire V, son cousin.

Après cette nomination, l'empereur retourna en Allemagne, mais il fut bientôt obligé de voler au secours de Grégoire que Crescentius, redevenu insolent, avait chassé de Rome, après avoir nommé un anti-pape dans la personne de Jean de Calabre, archevêque de Plaisance. Crescentius, pour résister à l'empereur qu'il savait être déterminé à venger tant d'affronts, méditait des projets encore plus noirs; il voulait soumettre l'Italie et la ville de Rome elle-même au pouvoir de Basile et de Constantin, empereurs d'Orient; mais il n'eut pas le temps de conduire à leur fin ses odieuses trames. Othon arriva, l'assiégea dans le château Saint-Ange, le prit et le fit mourir du supplice des traîtres. Grégoire fut rétabli sur le siégé pontifical; mais il mourut au milieu de ces événements. Par le crédit de l'empereur, le choix du nouveau pape tomba sur le savant Gerbert, abbé de Bobbio. Othon, croyant avoir assis sur des bases solides la paix de l'Italie, reprit le chemin de l'Allemagne, mais l'hydre des factions releva la tête dans Rome; Gerbert, qui avait pris le nom de Sylvestre II, était menacé à chaque instant de perdre l'autorité et la vie. L'empereur vint une troisième fois, c'était au commencement du XI[e] siècle, pour remettre l'ordre dans cette ville désolée et mourut quelques mois après, au moment où il avait repris le chemin de l'Allemagne: la race des empereurs Saxons, car Othon III mourut sans enfants mâles, s'éteignit dans sa personne. On voit dans les rois Othons des princes recommandables par leur piété et leur valeur, mais le fils et

le petit-fils du grand Othon premier du nom, ont vécu trop peu de temps pour pouvoir parcourir jusqu'au bout la carrière que leur glorieux prédécesseur leur avait ouverte.

Après la mort du dernier des Othons, le ciel de Rome s'obscurcit de nouveau ; les factions se relevèrent et jetèrent de plus profondes racines ; une famille puissante en remplaçait une autre, et elle était combattue à son tour par une autre famille rivale : cette maladie politique devint indigène, et se perpétua jusques au règne d'un pape des temps plus rapprochés de nous, qui, d'une main inexorable, écrasa ces chefs de parti, toujours empressés de fonder leur puissance sur l'affaiblissement de l'autorité souveraine et l'asservissement du peuple.

Après la mort du dernier des Othons, Henri fut élevé à la dignité impériale. Quoique rigoureusement parlant la couronne de l'empire et celle du royaume d'Italie ne fussent pas réunies, les empereurs prétendaient toujours qu'elles étaient inséparables, et que celui qui possédait la première devait aussi porter la seconde. Le nouvel empereur se proposait en conséquence de venir en Italie non seulement pour recevoir la couronne impériale des mains du pape à Rome, mais encore pour se faire couronner roi d'Italie à Pavie. L'exécution de ces projets rencontra un grand obstacle dans Ardouin, marquis d'Ivrée, homme réunissant à un caractère emporté une grande activité et des talents militaires très remarquables. Au moment même où l'on délibérait en Allemagne sur la nomination du successeur d'Othon, Ardouin, le plus puissant et le plus

considéré des princes de Lombardie, saisit l'occasion, assembla à Pavie un grand nombre d'évêques, d'abbés et de barons, et se fit nommer et couronner roi d'Italie. Les votes des évêques et des abbés en sa faveur, ne furent pas tout-à-fait désintéressés. Loin delà, selon la coutume du temps, les ecclésiastiques qui intervinrent à cette diète exigèrent du nouvel élu de nouvelles donations de biens temporels et la confirmation des précédentes : c'était un échange d'ambition d'un côté, de cupidité de l'autre. Ces scandales se renouvelaient à chaque élection de souverain. Il est à présumer que les barons lombards votèrent en faveur d'Ardouin plutôt par crainte que pour tout autre motif; car ils aimaient mieux un souverain étranger qu'un indigène ; parceque le premier ne résidant pas dans le pays, leur domination avait moins de frein. Ardouin d'ailleurs était homme, et ils le savaient, à se faire obéir et à ne pas permettre qu'ils abusassent contre le peuple de l'autorité dont ils étaient investis.

La nomination d'Ardouin arrêta pendant quelque temps l'exécution des projets de Henri, retenu d'ailleurs par quelques dissensions intestines en Allemagne ; mais les violences que son rival exerçait sur ceux qui l'avaient élevé à la royauté, aplanirent les voies, et créèrent en Italie un parti puissant en faveur de l'empereur. Effectivement il se livra contre eux, et surtout contre quelques évêques, à des emportements indignes de celui qui le premier devait donner l'exemple du respect aux personnes et de l'obéissance aux lois; il en résulta que plusieurs barons et évêques se liguèrent ensemble et

appelèrent Henri en Italie. Cependant la première tentative ne fut pas heureuse ; car Othon, duc de Carinthie, neveu du côté maternel du dernier empereur de son nom, et père du pape défunt Grégoire V, que l'empereur Henri avait chargé de l'expédition, fut défait par Ardouin et contraint de retourner en Allemagne.

Une seconde tentative faite par Henri en personne fut plus heureuse que la première ; mais l'empereur, cette fois-ci, eut l'appui d'Arnolfe, archevêque de Milan, qui n'hésita pas à convoquer les grands du royaume à Roncaille, et y fit proclamer Henri roi, sans tenir aucun compte d'Ardouin. Henri descendit effectivement en Italie, arriva à Pavie, y fut proclamé et couronné roi avec de très grandes démonstrations de joie du parti contraire au marquis d'Ivrée. Mais la même cause qui avait indisposé les Lombards contre ce dernier, servit à relever son parti, et produisit un violent mécontentement contre l'empereur. Il n'y eut pas d'excès auquel les troupes impériales ne se livrassent ; personne n'était épargné. La révolte éclata sur plusieurs points, même dans la ville capitale de Pavie : soit à cause de ces troubles, soit par les discordes d'Allemagne, l'empereur retourna dans ses états au delà des Alpes, laissant pourtant son pouvoir assez bien affermi dans la basse Lombardie. Quant au haut pays, il resta entre les mains d'Ardouin qui, profitant de l'absence de l'empereur, persécutait sans relâche ses partisans et gagnait continuellement du terrain. Henri fut donc obligé de revenir avec de nouvelles forces ; il combattit son adversaire. Ardouin, abandonné d'une

partie des barons et des évêques qu'il avait mécontentés par la violence de ses procédés, fut enfin dépouillé de la couronne, et alla terminer ses jours dans un cloître. Il existe encore dans la province d'Ivrée des traditions relatives à ce roi. On y prétend que c'est dans l'ancienne abbaye de Saint-Bénigne de Fructuaire qu'il prit l'habit monastique, et que ses cendres reposent sous le clocher de son église : on prétend aussi qu'il avait une maison de campagne dans un petit village qu'on appelle encore aujourd'hui *Corte reggia*, *cour royale*, où l'on voit effectivement quelques restes de vieux murs sur les bords de la rivière torrentueuse de l'Orco, appelée dans le pays *eau d'or*, parceque effectivement ses sables recèlent des parcelles de ce métal. Ardouin mourut en 1015, après quinze années d'un règne inquiet et agité.

Le règne de l'empereur Henri est une des époques les plus importantes de l'histoire d'Italie. C'est ici que l'alliance que les nobles et les ecclésiastiques avaient contractée entre eux pour exercer le pouvoir suprême et exclure entièrement le peuple du maniement des affaires publiques, commence à s'affaiblir. L'éloignement des souverains résidant en Allemagne, les soins qu'ils devaient donner aux gouvernements de leurs états héréditaires, les inquiétudes que de puissants rivaux leur donnaient continuellement dans une contrée qui était bien loin de se trouver dans une assiette stable, et avouée de tout le monde, faisaient en sorte que ces souverains ne pouvaient donner à leurs possessions d'Italie toute l'attention qu'elles méritaient. Il résultait

de là une grande mollesse dans la manière de gouverner; ce qui augmentait d'autant le pouvoir des ducs, marquis, comtes, barons, évêques et abbés. A cet inconvénient venait se joindre celui de la constitution élective du royaume. Il était naturel que les rois d'Italie, nommés par la haute aristocratie, eussent des ménagements à garder envers ceux qui les avaient élus, sinon par reconnaissance, au moins par le désir de faire tomber après eux le choix sur leurs enfants. Effectivement le pouvoir des chefs féodaux et ecclésiastiques était immense et presque illimité; mais un germe de discorde d'où pouvaient naître les libertés publiques se glissa peu à peu entre la noblesse et le clergé. Les nobles avaient reçu à peu près tout ce qu'ils pouvaient obtenir; leurs droits, leurs terres, leur juridiction, ne pouvaient guère s'accroître; au contraire, ils se voyaient déchoir chaque jour de leur ancienne puissance par le morcellement qui s'opérait continuellement, soit par les ordres des rois, soit par les divisions entre frères, de leurs droits féodaux; car il paraît qu'à cette époque l'institution des primogénitures n'était pas encore en vigueur. Ces grands duchés, ces vastes marquisats s'étaient peu à peu changés, par des divisions et des subdivisions continuelles, en très petits arrondissements, qui avaient perdu de la considération en proportion de la diminution de leur puissance.

D'un autre côté, les richesses et le pouvoir des évêques et autres chefs ecclésiastiques s'accroissaient chaque jour. Comme rién n'empêchait qu'ils acquissent toujours de nouveaux domaines et de nou-

veaux priviléges, ils ne manquaient pas de saisir toutes les occasions que leur heureuse situation leur présentait pour arriver à ce but. Aussi, à chaque avénement, à chaque élévation de chef de parti, à chaque loi importante à rendre, de nouveaux bienfaits du souverain venaient les enrichir. Les donations des particuliers, devenues plus fréquentes par l'exemple, ajoutaient encore aux avantages qui s'accumulaient déjà sur la tête des ecclésiastiques. Les ressources immenses dont ils pouvaient disposer, les bienfaits qu'ils répandaient, le luxe qu'ils affichaient, le nombreux domestique qui les entourait, le grand nombre de serfs qui leur obéissaient, les forteresses enfin qu'ils avaient construites, et les soldats qu'ils pouvaient mettre sur pied, et qu'ils conduisaient quelquefois eux-mêmes à la guerre, avaient fini par leur donner une telle supériorité que les nobles en devinrent jaloux, et cherchèrent à séparer leurs intérêts de ceux de leurs puissants rivaux.

Si d'un côté les richesses et le pouvoir excessif du clergé avaient réveillé la jalousie de la noblesse, de l'autre le relâchement excessif des mœurs des ecclésiastiques dans le dixième siècle leur avait fait perdre ce respect dont, dans les temps antérieurs, les peuples étaient pénétrés à leur égard. Indépendamment de la multiplication et de l'intensité des désirs que les moyens de les satisfaire entraînent toujours à leur suite, les soins que les évêques devaient donner au gouvernement de leurs domaines temporels les empêchaient nécessairement de remplir leurs devoirs épiscopaux avec l'exactitude que

leur propre conscience et le bien de leurs ouailles aurait toujours dû leur inspirer. De même que la haine qui s'attache à l'exercice du pouvoir devait rendre moins agréables au peuple les évêques devenus comtes, marquis et conducteurs de bataillons armés, de même l'abandon de ces occupations qui leur avaient concilié l'estime et la confiance publique devait refroidir la vénération qu'on avait autrefois pour le caractère sacré dont ils étaient revêtus. Cette tiédeur des peuples envers les ecclésiastiques était entretenue à dessein par les nobles, espérant par là d'ôter à leurs adversaires le principal appui de leur puissance.

Ces mauvaises dispositions de la noblesse et du peuple envers les évêques trouvaient encore un aliment dans l'habitude contractée par ces chefs de l'église d'accorder des terres à condition de redevances et de charges, soit civiles, soit militaires, à leurs parents ou bien aux personnes qui leur avaient donné des marques d'attachement à l'occasion de leur élévation aux nouvelles dignités. Ces personnes étaient souvent peu recommandables par leur caractère; de plus, fortes de la confiance de leurs maîtres, elles croyaient pouvoir exercer en toute sûreté des actes de tyrannie sur le peuple. Les individus lésés ne pouvaient obtenir justice; les esprits s'aigrissaient, les haines s'accumulaient contre ceux qui avaient transgressé le précepte de Jésus-Christ en usurpant une partie de la puissance de César. « Il n'était pas besoin, pour me servir des » paroles de Denina, il n'était pas besoin d'une » connaissance bien profonde de la science canoni-

» que pour trouver de spécieux prétextes pour re-» prendre la vie trop magnifique et trop mondaine » que menaient les évêques de cette époque : la bar-» barie et l'ignorance qui y régnaient, toutes épaisses » qu'elles étaient, ne pouvaient empêcher que les » hommes ne censurassent avec liberté les actions de » leurs supérieurs. Il résulta de là que les nobles et » les plébéiens tombèrent bien vite d'accord pour » retrancher le plus qu'ils pouvaient de cette auto-» rité civile que les évêques s'étaient arrogée. »

Ainsi le pouvoir excessif et les scandales du clergé au dixième siècle furent les premières causes de la naissance du pouvoir populaire, et produisirent la liberté là où les circonstances favorisaient son développement. Aussi long-temps que les deux classes supérieures de la société, la noblesse et le clergé, se trouvèrent d'accord, aucun espoir de liberté ne pouvait luire pour le peuple. Mais aussitôt que la division se mit parmi elles, la nécessité pour le plus faible de trouver un nouvel appui, lui fit rechercher l'alliance du peuple. En effet, nous verrons les nobles devenir les premiers défenseurs de la liberté dans les villes italiennes, qui, comme Gênes, Florence et Pise, après avoir secoué le joug des empereurs ou de leurs ducs particuliers, s'érigèrent en républiques. Singulière vicissitude des temps ! les ministres de la religion avaient été dans les premiers siècles l'appui du peuple contre les grands ; ils s'associèrent ensuite avec les grands pour tenir le peuple dans l'esclavage ; ils devinrent enfin seuls instruments de la tyrannie contre les nobles et le peuple : ils influèrent d'abord par la

pauvreté et la vertu, ils perdirent ensuite leur ascendant par les richesses et le vice.

A la mort de l'empereur Henri second du nom, Conrad, dit le Salique, monta sur le trône d'Allemagne. Quant à sa domination en Italie elle ne fut bien établie qu'après un certain temps, parceque les évêques et les barons du royaume, indisposés contre les Allemands, avaient fait quelques démarches pour avoir un prince français. La ville de Pavie, de son côté, se rappelant ce qu'elle avait souffert sous le règne du prédécesseur de Conrad, répugnait extrêmement à rentrer sous le joug d'un prince germanique. Cependant, par l'appui principalement de l'archevêque de Milan qui favorisait ouvertement les intérêts du nouvel empereur, Conrad fut enfin reconnu roi d'Italie dans un voyage qu'il y fit en l'année 1026.

Mais avant d'entrer plus avant dans la série des événements qui vont se dérouler sous les yeux des lecteurs, il est nécessaire, pour en faciliter l'intelligence, d'exposer en peu de mots et dans un aperçu général l'état de l'Italie au commencement du onzième siècle. Mainfroid, marquis de Suze, prince jouissant à cette époque d'une grande réputation, possédait à peu près le pays compris maintenant sous le nom de Piémont depuis les Alpes cottiennes jusques à la rivière de Gênes, et depuis le Monviso jusques à Asti, ville qui reconnaissait le gouvernement de son évêque, frère du marquis.

Henri, se souvenant de la puissance d'Ardouin marquis d'Ivrée, avait démembré ce marquisat, en accordant une partie à l'évêque de Verceil, lui-même seigneur suzerain de cette ville, et en

laissant le reste, ainsi qu'il paraît vraisemblable, sous le gouvernement du marquis de Suze.

Milan obéissait à ses archevêques, qui y exerçaient presque sans aucune restriction le pouvoir souverain. Leur autorité s'étendait sur les villes voisines, de manière que ces archevêques étaient devenus des princes très puissants, et exerçant une influence considérable dans les affaires du royaume; à part qu'ils ne frappaient pas monnaie, droit régalien dont le véritable souverain ne se désaisissait jamais, et qu'ils payaient un certain tribut au roi, dans tout le reste ils agissaient comme s'ils étaient investis de toute la plénitude de la souveraineté. Ils nommaient aux places et rendaient la justice avec le droit de vie et de mort. Les évêques qui gouvernaient certaines villes du royaume et d'autres parties de la péninsule usaient à peu près du même pouvoir que les archevêques de Milan. C'étaient de véritables rois avec une très faible dépendance envers les empereurs d'Allemagne et les rois d'Italie. C'était un gouvernement royal et théocratique à la fois : la tiare et l'épée étant réunies dans la même main, la religion servait le pouvoir, et le pouvoir appuyait la religion. Cet ordre de choses avait été amené peu à peu par l'exemple des papes et l'ambition des évêques. Mais la domination de ces derniers était bien plus absolue et plus tranquille que celle des premiers, à cause que les villes de province étaient plus façonnés à l'obéissance que Rome, où d'anciens souvenirs, et la part que le peuple prenait naguère à la nomination des papes, exerçaient de l'influence.

Si l'on s'en rapporte au célèbre historien Muratori, les villes de Modène et de Reggio, ainsi que le pays circonvoisin, vivaient déjà sous le gouvernement des ascendants de la maison d'Este; mais cette opinion sent peut-être trop la reconnaissance de l'historien envers cette illustre maison qui le comblait de bienfaits; il est plus vaisemblable, ou que ces mêmes villes étaient gouvernées par des évêques, ou que des familles laïques, dont le nom ne s'est pas conservé, y exerçaient le pouvoir souverain.

Le Véronais, qui comprenait une grande partie de la terre ferme vénitienne, était un pays de trop d'importance à cause du passage de l'Allemagne en Italie, pour que les princes allemands songeassent à le laisser entre les mains d'un prince italien, sur lequel l'esprit de parti ou la voix de l'Italie agissant avec force, auraient pu l'amener à des déterminations préjudiciables aux souverains résidant au-delà des monts. C'est pourquoi les empereurs en investissaient toujours des princes qui dépendaient entièrement d'eux. Les ducs de Carinthie, parents des empereur Henri II et Conrad-le-Salique, en eurent le plus souvent le gouvernement. C'était une clef qu'on ne voulait pas laisser sortir de la famille, ou des mains des amis les plus dévoués.

Les révolutions avaient à peu près épargné la Toscane, soit qu'on puisse l'attribuer au caractère du peuple, ou à la nature particulière du pays entouré de tous côtés par des montagnes qui en forment comme un district à part, soit enfin qu'on doive le reconnaître de la prudence et de la fermeté

des marquis qui la gouvernaient : il est certain que cette petite contrée s'est maintenue dans un état plus calme que celles qui l'environnaient. Cette circonstance n'a pas manqué de l'élever à un grand degré de puissance. Les marquis Rainier et Boniface, ce dernier, père de la comtesse Mathilde, que nous verrons bientôt jouer un grand rôle dans les affaires politiques du monde, étaient comptés parmi les princes les plus considérables du siècle.

La Romagne devait, plus que toute autre province, être regardée comme un pays indépendant par l'effet des donations des rois français au premier siége. Certes, si, dans les idées du temps, quelque chose devait être respecté, c'était bien ce qu'on appelait le patrimoine de saint Pierre; mais les papes, comme nous l'avons déjà remarqué, étaient continuellement inquiétés par l'insubordination du peuple romain, et les familles, chefs de faction. Le reste du duché romain ne jouissait pas de plus de tranquillité : loin de là, ce pays était sans cesse tourmenté par la guerre civile, ou du moins par des dissensions suscitées par les barons, parmi lesquelles ceux de Tusculum figuraient au premier rang. Les duchés de Spolette et de Camerino avaient leurs gouvernements particuliers qui reconnaissaient bien la haute suzeraineté des rois d'Italie, lorsque ceux-ci se trouvaient présents et capables, par la force de leurs armées, de faire respecter leur autorité, mais qui du reste agissaient comme pouvoirs indépendants, à l'exemple des marquis de Toscane et des autres seigneurs laïques et ecclésiastiques de la Lombardie.

Quant à Ravenne, ses archevêques avaient enfin

réussi à obtenir le gouvernement temporel de ce fameux exarcat, et à prendre l'attitude de ducs ou vicaires impériaux.

La partie de l'Italie formant actuellement le royaume de Naples était aussi divisée et subdivisée en plusieurs états plus ou moins grands, plus ou moins puissants. Non seulement Salerne, Capoue et Bénévent formaient trois duchés distincts à cause du partage fait du duché de Bénévent par les princes lombards, mais aussi chacune de ces petites principautés était divisée en plusieurs comtés, qui, se voyant gouvernés par des princes descendants des anciens ducs de Bénévent, prétendaient à l'indépendance, ou tout au plus professaient une espèce de faible vasselage envers les ducs voisins. Cette division fut cause que les princes issus du sang lombard virent s'éteindre tout-à-fait, dans ces contrées, le pouvoir qu'ils y avaient conservé plus d'un siècle après la destruction du royaume de Lombardie.

La Pouille et la Calabre, après la défaite d'Othon II, obéissaient aux empereurs de Constantinople, qui les gouvernaient en leur nom par un recteur ou président général, nommé d'un mot grec composé, qui signifie au-dessus de tout, *catapan*. Les fonctions du catapan étaient semblables à celles des chefs politiques, que nous avons vus figurer dans quelques constitutions des temps modernes.

Les Sarrasins, quoique bien déchus de leur ancienne puissance sur le continent d'Italie, conservaient encore une espèce de repaire dans les environs du mont Gargan, d'où ils ne cessaient d'in-

fester, par des incursions subites, les districts possédés par les Grecs, les princes de la race bénéventane, et l'église de Rome : c'était une confusion et une lutte perpétuelle de peuples mahométans, schismatiques, catholiques, dont chacun ne savait ni vaincre ni respecter son rival; l'ambition les faisait continuellement sortir du repos, et aucune des parties n'avait assez de forces pour placer sous son joug la puissance rivale; elles ne savaient pas s'unir par des traités, ni se vaincre par les armes; aussi l'état d'anarchie s'y perpétuait-il d'une manière effrayante.

Au milieu de ces différents états plus ou moins indépendants, quatre villes se faisaient remarquer, dont une n'avait jamais été sujette à la tyrannie féodale, et les trois autres commençaient à s'en débarrasser; elles se distinguaient par un esprit de commerce qui les enrichissait et nourrissait chez elles l'amour de la liberté, c'étaient Venise, la plus remarquable de toutes, Amalfi, située à la dernière extrémité de l'Italie orientale, Gênes et Pise, sur la mer de Toscane : il est vrai qu'à l'exception de Venise, qui jouissait d'une indépendance entière, les autres étaient encore unies, par quelques liens politiques, à des souverains étrangers. Amalfi dépendait en quelque sorte des empereurs grecs et de leurs catapans. Pise et Gênes n'étaient pas exemptes de sujétion envers les rois d'Italie et les marquis de Ligurie et de Toscane ; mais elles ne laissaient pas de faire en leur propre nom des expéditions importantes, non seulement dans les îles voisines de Sicile, de Corse et de Sardaigne, mais dans des

contrées éloignées : elles traitaient de la paix et de la guerre sans aucune intervention des souverains qui prétendaient encore sur elles un droit de haute domination. Elles réglaient ces affaires, qui supposent une souveraineté absolue, par la seule autorité de leurs communes respectives : on peut regarder ces villes comme le berceau de cet esprit de liberté qui se propagea ensuite avec force et prévalut irrésistiblement dans toute l'Italie.

En traitant de cette matière, nous ne voulons pas laisser échapper l'occasion de faire remarquer la différence qui distingue, relativement à la liberté politique et civile, les peuples agriculteurs des peuples commerçants. Les premiers, menant une vie uniforme, contractent nécessairement des habitudes renfermées dans un cercle très étroit. Ces habitudes prennent des racines très profondes, parcequ'elles ne changent jamais et se reproduisent souvent. Il suit de là que l'agriculteur devient l'esclave de ses habitudes, et qu'il croit que, hors sa petite sphère d'activité, il n'y a rien de bon dans le monde. Les agriculteurs peuvent être divisés en deux grandes classes, les libres et les serfs; chez les premiers un certain esprit d'indépendance rachète ce qui leur manque du côté de la liberté ; chez les seconds, la servilité est complète. Ce dernier cas est précisément celui où se trouvèrent les Italiens des dixième et onzième siècles; attachés à la glèbe dans les vastes domaines des seigneurs tant ecclésiastiques que laïques, ils ne pouvaient conserver aucun sentiment généreux; à la force des habitudes venait se joindre une trempe d'âme disposée à servir. Livrés tout en-

tiers à des travaux renouvelés avec la même uniformité tous les jours, ne voyant que la terre qui les nourrissait, habitués à des hommages continuels envers leurs seigneurs, ils seraient sortis difficilement du cercle des idées qu'ils avaient constamment devant les yeux. Le monde était pour eux tout entier dans leur petite famille et leur village : ils ne pouvaient aimer ce qu'ils ignoraient. D'après ces considérations, on ne sera pas étonné que la liberté ne soit pas née au milieu des plébéiens habitant l'intérieur des terres. L'excès même du despotisme n'aurait pu les réveiller, parceque leur ignorance ne leur permettait pas de supposer qu'il pouvait y avoir une meilleure manière d'exister. Dans cette condition de la société, la liberté ne pouvait pas venir de bas en haut; il fallait nécessairement qu'elle vînt de haut en bas. C'est ce qui arriva effectivement, lorsque les nobles, indignés de la supériorité des ecclésiastiques, formèrent le projet de tirer le peuple de l'état d'inaction et d'abjection où il languissait. Ce n'était pas encore de la liberté ni de l'égalité civile, parceque les droits féodaux subsistaient toujours, mais c'était du moins un commencement de vie : de là à la surveillance sur l'exécution des lois, au désir de lois plus équitables, à la volonté d'obtenir des garanties, il n'y avait plus qu'un pas à franchir. L'alliance du clergé et de la noblesse avait été la mort du tiers-état; leur désunion fut sa résurrection.

Chez les peuples se livrant au commerce, ces expédients ne furent pas nécessaires ; la liberté y naquit d'elle-même. Les commerçants, citoyens du monde plutôt que de leur pays, n'étant pas fixés

dans un endroit déterminé, comme les agriculteurs, voyant continuellement de nouvelles lois, de nouvelles mœurs, de nouvelles coutumes, n'étaient guère susceptibles de contracter des habitudes pour ainsi dire de commande : leur seule habitude était de n'en point avoir. En voyageant sans cesse, ils avaient occasion de se convaincre que tout le monde n'était pas leur pays, qu'il y avait ailleurs quelque bien dont on n'avait aucune idée chez eux, et qu'on pouvait être heureux autrement qu'en suivant des bœufs et en portant tous les dimanches d'humbles offrandes à son seigneur. Il était naturel que de pareils hommes en retournant dans leur patrie eussent plus de peine à se plier aux habitudes serviles dont leurs compatriotes ne savaient point sortir ; ils désiraient une plus grande liberté de vivre : l'adoration envers les seigneurs, dont ils s'étaient dépouillés chez les peuples étrangers, n'était plus un soutien de la servitude ; ils portaient le front haut parcequ'ils n'étaient plus habitués à le baisser.

Ajoutons à cela que les plébéiens qui se livraient au commerce avaient les moyens de s'enrichir, et s'enrichissaient en effet. Les agriculteurs n'avaient pas cet avantage, attendu qu'ils possédaient peu ou rien, et travaillaient pour d'autres intérêts que pour les leurs. En effet, on voit chez les peuples agricoles peu de familles plébéiennes qui aient acquis de grandes richesses, tandis qu'on en remarque un très grand nombre chez les peuples commerçants. Les uns arrosaient les plantes productives pour leur maître, les autres recueillaient le fruit de leurs propres labeurs. Or l'homme riche consent plus diffici-

forment à devenir l'esclave d'un autre, parcequ'une inexorable nécessité ne le force point à renoncer à l'estime de lui-même et à faire taire la voix de l'amour-propre qui parle si haut aux hommes : il peut bien se résoudre à voir autour de lui des égaux, mais il verra toujours des supérieurs avec regret, surtout lorsqu'il aura affaire à des supériorités auxquelles le hasard de la naissance ou l'abus de la force, plutôt que les talents ou la vertu, auront donné naissance.

Il est donc constant que les éléments de liberté devaient se manifester plus tôt chez les peuples commerçants d'Italie que dans les pays adonné à l'agriculture. Ceci explique pourquoi les Génois, les Pisans, les Amalfitains, jouirent plus tôt de la liberté. Les chefs féodaux existaient bien toujours chez eux, mais les liens de la féodalité se relâchaient toujours davantage à leur profit; parceque les droits féodaux peuvent plus facilement s'asseoir sur les terres que sur les capitaux, et que les terres que ces trois peuples possédaient n'étaient presque rien en comparaison de leurs capitaux. Les richesses acquises, une plus haute opinion conçue d'eux-mêmes, en voyageant dans toutes les parties du monde, une plus grande liberté de penser, formée en voyant tant d'opinions, tant de coutumes, tant de lois diverses, devaient leur donner l'envie de jouir chez eux d'une liberté plus étendue. Le régime féodal ne pouvait donner cette liberté ; on créa de nouvelles lois pour la protéger. En déliant les liens qui les unissaient aux chefs féodaux, ils durent en former de nouveaux pour s'unir plus étroitement

entre eux : c'était la résurrection du régime municipal que la féodalité avait étouffé. Venise fut toujours un grand municipe indépendant et se réglant par ses propres lois ; les trois villes nommées plus haut, mais principalement Gênes et Pise, le devinrent à leur tour. On les appela républiques parcequ'elles l'étaient devenues en effet ; ne possédant guère, dans l'origine de cette nouvelle existence, d'autre territoire que celui de leur banlieue, n'exerçant que sur elles-mêmes les droits de souveraineté, elles représentaient l'image d'un véritable gouvernement municipal ; elles représentaient aussi la liberté dans toute sa pureté. Le commerce fonda donc la liberté sur quelques points du littoral de l'Italie. Heureux ces peuples si, ne se mêlant jamais des querelles de leurs voisins, renonçant à tout esprit de conquête, se renfermant strictement dans le rôle de villes anséatiques, ne s'écartant point de leurs habitudes commerciales, ils eussent toujours donné l'exemple de cette modération qui est le principal fondement du bonheur et de la durée des États ! mais en voulant devenir puissances, ils furent écrasés par les puissants.

Toutefois l'exemple de ces petites républiques, pour ainsi dire maritimes, ne fut pas perdu pour les villes de l'intérieur. Nous en verrons s'élever à la liberté par l'affaiblissement de l'autorité royale, incapable de les protéger, parcequ'elle était éloignée, par l'appui des nobles et par le désir d'imiter ce qui avait été fait par les quatre communes, plus heureuses, du littoral. Quelle reconnaissance ne doit-on pas à ces petites républiques des bords de la Mé-

diterranée! l'une produisit Colomb, l'autre les Cabot, une troisième inventa la boussole; et si Pise n'engendra point de ces phénomènes extraordinaires, elle étonna du moins par des prodiges de patriotisme qui doivent l'honorer à jamais dans les annales du monde.

Avant d'en venir à la fin du règne de Conrad-le-Salique, nous devons parler d'une nation qui s'est rendue célèbre par son humeur aventurière, par sa valeur extraordinaire, par ses conquêtes dans la basse Italie, par la part principale qu'elle eut, en réunissant des parties éparses, à la fondation du royaume de Naples, tel que nous le voyons aujourd'hui. Ce fut vers la fin du huitième siècle et sous le règne de Charlemagne que, pour la première fois, les Normands parurent et piratèrent sur les rivages de la France; environ quarante ans après, ils commencèrent à exercer le même métier contre la Hollande. En l'année 882, les rois de France, pour se racheter des désordres qu'ils commettaient, furent obligés de leur abandonner la Frise pour leur habitation; mais ce pays, dont le climat est si rigoureux et si désagréable, ne leur convenant point, ils se formèrent en corps d'armée sous la conduite de Rollon ou Raoul leur chef, pirate d'une grande bravoure, s'avancèrent vers le cœur de la France, en commettant partout des ravages et des dégâts effroyables, et finirent par mettre le siége devant Paris. Charles-le-Simple, désespérant de résister à ces barbares, traita avec eux et leur céda la Neustrie, qui de leur nom fut appelée Normandie.

Ce fut cette nation qui délivra l'Italie et la Sicile

des courses et du joug des Sarrasins, vainquit les Grecs et les descendants des Lombards, parvint à soumettre les deux royaumes de Naples et de Sicile, et y fonda un état que ses princes conservèrent pendant long-temps. Il passa ensuite dans la maison de Souabe par le mariage d'une princesse, dernier et unique rejeton de leur sang. Ce qui rend encore plus étonnants les exploits de ce peuple valeureux, c'est que dans les commencements, et lorsque la réussite était plus difficile, ils ne furent que l'ouvrage d'une poignée de braves suivant les bannières d'une seule famille. « Certainement il » n'est aucune nation, dit l'historien du royaume de » Naples, si nous en exceptons la romaine, à laquelle » il soit arrivé de s'élever ainsi presque du néant au » plus haut période de la puissance. Nous avons vu » que les Goths et les Lombards furent conquérants ; » on a sans doute observé que c'est avec de nombreuses armées qu'ils vinrent à bout de soumettre » nos provinces, au lieu que les Normands parurent » parmi nous comme de simples voyageurs et passagers. »

Les Normands, d'après l'exemple de Raoul, leur premier duc, avaient embrassé la religion chrétienne. Comme on a aujourd'hui l'habitude de voyager pour voir les institutions, les modes et les mœurs des peuples, ainsi que les curiosités de la nature ou de l'art, on entreprenait dans les siècles dont nous nous occupons maintenant, des voyages par dévotion. Ce n'était pas pour voir des musées d'antiquités ou d'histoire naturelle que l'on quittait ses foyers, mais bien pour visiter au loin des sanctuai-

res ou pour faire un pèlerinage jusques aux lieux saints qui renferment le berceau vénéré du christianisme. Les plus célèbres de cette époque étaient, après Jérusalem, le mont Gargan, situé dans le royaume de Naples, que l'on appelle aujourd'hui *Mont-Saint-Ange*, à cause de l'apparition de Saint-Michel, et le mont Cassin, à cause de la sainteté du lieu et des miracles qu'y avaient opérés saint Benoît et ses religieux.

Les Normands se trouvaient précisément dans cette ferveur que donnent toujours les premiers moments d'une religion qu'on vient d'embrasser. Ils étaient, au reste, par la vie aventurière et vagabonde qu'ils avaient menée jusqu'alors, habitués à voyager. Une petite troupe de leur nation, composée tout au plus d'une centaine d'individus, quitta la Neustrie pour aller visiter les lieux saints en Orient, et dans ce voyage, jusques à ce qu'ils fussent arrivés à Jérusalem, ils massacrèrent une grande quantité d'infidèles ; ils prirent une autre route pour leur retour, et, s'embarquant sur la Méditerranée, vinrent aborder aux rivages de Salerne. Les habitants de cette ville, charmés de voir des guerriers aussi vaillants que pieux, les reçurent honorablement.

Les Sarrasins ne perdaient aucune occasion de rançonner la principauté de Salerne. Le duc Guimar n'ayant pas des forces suffisantes à leur opposer, se rachetait de leur piraterie à prix d'argent. Précisément lorsque les Normands étaient dans Salerne, les Sarrasins s'en approchèrent avec un grand nombre de bâtiments, et menaçaient de le saccager à moins

qu'on ne leur livrât une somme considérable : Guimar, hors d'état de se défendre, était prêt à subir la loi. Tandis que lui et ses officiers s'occupaient à recueillir les contributions nécessaires pour fournir à ce paiement, les Sarrasins vinrent camper dans l'espace de terrain entre la ville et la mer ; et là, attendant la somme qui devait leur être payée, s'abandonnèrent à la débauche et à toutes sortes d'excès.

Les Normands, peu accoutumés à de semblables outrages, reprochèrent aux habitants la lâcheté avec laquelle ils se soumettaient à leurs insolents ennemis, plutôt que de songer à se défendre. Ces généreux étrangers ne s'en tinrent pas aux exhortations : ne consultant que leur courage, ils résolurent de venger eux-mêmes l'injure que l'on faisait à leurs hôtes. Ils allèrent ainsi les armes à la main attaquer les Sarrasins qui, n'étant point prévenus de leur dessein, continuaient leurs débauches, et étaient ou noyés dans le vin, ou accablés de sommeil ; ils les chargèrent avec tant de fureur et de hardiesse, qu'une partie trouva la mort sous leurs coups ; les autres, effrayés, prirent la fuite, retournèrent sur leurs vaisseaux avec plus de diligence qu'ils n'en étaient sortis, et abandonnèrent le terrain où ils campaient.

Une expédition si glorieuse remplit de joie les habitants de Salerne et leur fit admirer les Normands. Le prince Guimar ne sachant comment leur témoigner sa reconnaissance, les pria de s'établir dans ce pays, leur offrit des habitations et les emplois les plus considérables ; mais ces braves guer-

riers protestèrent que dans cette entreprise ils n'avaient point eu pour objet leur intérêt particulier, et qu'ils ne voulaient d'autre récompense que celle du plaisir qu'ils trouvaient en satisfaisant leur zèle pour leur religion, et combattant pour des chrétiens contre des infidèles. Cependant, pour répondre aux empressements de Guimar, et au désir qu'il leur marquait d'avoir auprès de lui des hommes de leur sorte, ils lui promirent qu'ils reviendraient eux-mêmes, ou qu'ils enverraient des jeunes gens leurs compatriotes dont la valeur serait égale à la leur.

Après une œuvre si méritoire, ces braves Normands prirent la résolution de retourner dans leur pays qu'ils étaient impatients de revoir. Le prince Guimar ne pouvant plus les retenir, ne négligea rien pour les engager à lui envoyer aussitôt qu'ils seraient arrivés les jeunes gens qu'ils lui avaient promis; il les fit accompagner par plusieurs de ses officiers embarqués sur de petits bâtiments chargés de rafraîchissements les plus exquis, et qui les suivirent jusques en Normandie; il leur donna de riches étoffes d'or et de soie, et des harnois de chevaux d'un grand prix. Ces attentions produisirent l'effet que Guimar en avait espéré; les Normands, de retour dans leur patrie, firent le récit de sa générosité et du grand empressement avec lequel il attendait les personnes de la nation qui voudraient aller s'établir dans son pays. Un grand nombre, parmi lequel des individus de la première noblesse, se détermina d'autant plus volontiers à prendre ce parti qu'une querelle de famille avait divisé la noblesse normande, et les circonstances du pays occupé par les

Grecs en Italie les y invitaient. Un certain Drangeot, chef d'une des principales familles de Normandie, s'étant, contre la défense expresse du duc Robert, battu en duel, et ayant tué le chef d'une autre famille puissante, fut obligé de s'expatrier. Trois de ses frères, parmi lesquels Raïnolfe, qui devint dans la suite le plus célèbre de tous, avec leurs enfants, neveux, parents et amis, au nombre d'environ deux cents, voulurent l'accompagner dans son exil. Les peintures avantageuses que leurs compatriotes avaient faites de la Basse-Italie, les engagèrent à aller y chercher fortune. La Pouille était en ce moment en proie à la guerre civile ; un nommé Mélo, citoyen jouissant d'un grand crédit dans la ville de Bari, avait formé un parti contre les Grecs, dont un catapan avait, par ses extorsions, soulevé l'indignation publique. Mélo faisant entendre les cris de liberté, un grand nombre de partisans s'unirent à lui ; il réussit à ramasser en peu de temps une armée assez considérable, et se mit en devoir de chasser les Grecs d'Italie. Grecs et Italiens se battaient avec beaucoup d'acharnement ; ce fut dans ces circonstances que la troupe de Normands conduite par les frères Drangeot arriva sur les côtes de Naples. Mélo n'eut rien de plus empressé que d'appeler à son secours ces étrangers qui avaient, peu d'années auparavant, laissé dans le pays des preuves si brillantes de valeur. Les Normands épousèrent avec empressement la cause des peuples qui avaient si bien traité leurs compatriotes, s'unirent à eux, et firent pencher la balance en faveur des indigènes. Les Grecs furent vaincus, plusieurs villes leur furent enlevées ; la re-

nommée, qui faisait sonner très haut les faits de ces aventuriers, et les attraits du pays appelaient continuellement de nouvelles troupes d'hommes aguerris sur le champ de bataille en Italie. Ils remportèrent des avantages signalés sur les Grecs, et auraient fini par les chasser entièrement s'ils n'eussent pas eu le dessous dans une bataille que Basile Bugien, catapan, leur avait livrée, après les avoir attirés dans une embuscade près de Cannes, en Pouille; le généreux Mélo perdit la vie dans cette cruelle affaire. Cette victoire sauva les Grecs d'une ruine totale et détruisit les espérances que les Italiens avaient conçues de leur indépendance. Les Normands continuèrent néanmoins à rester dans le pays, et s'étant mis à la solde des princes de Capoue et de Salerne, qui venaient de se déclarer vassaux des empereurs d'Occident, soutenaient leur parti contre les forces des empereurs d'Orient, et contre les habitants de la ville de Naples, qui, sous une certaine dépendance de l'empire grec, vivaient en république. Pour qu'ils pussent mieux employer leur bonne volonté, désirant eux-mêmes de quitter le métier d'aventuriers et d'acquérir une existence plus stable dans le pays qu'ils défendaient, les princes que nous avons nommés plus haut leur assignèrent un terrain situé sur la frontière des deux états, entre Capoue et Naples. Les Normands y bâtirent une ville, à laquelle ils donnèrent le nom d'Aversa, nom qu'elle porte encore de nos jours. Rainolfe en fut proclamé chef, sous le titre de comte. Ce fut là la seconde expédition des Normands dans l'Italie méridionale. On voit que dans ces deux expéditions

ils ne jouèrent pas le rôle de conquérants, mais qu'ils se contentèrent de se porter comme auxiliaires au secours des Italiens attaqués ou par les Grecs de Constantinople ou par les Sarrasins de Sicile.

Mais il était difficile que cette nation, qui, bien qu'établie solidement dans la Neustrie, n'avait pas encore perdu son esprit aventurier, ne se sentît pas pénétrée du désir de réduire en son pouvoir une contrée où ses compatriotes avaient été si heureux, et qui présentait, par son climat et les productions de son sol, tant d'avantages : la faiblesse des Grecs, les divisions des Italiens, leur propre courage, et l'habitude de chercher de nouveaux royaumes, tout les engageait à tenter l'aventure.

Nous allons voir comment les Normands réussirent, tantôt par leur valeur guerrière, tantôt par leur politique, à se rendre maîtres de l'Italie méridionale et de la Sicile, et à y fonder un royaume que nous voyons encore aujourd'hui figurer honorablement sur la scène de l'Europe.

Tancrède, comte de Hauteville, qu'on croit fils de Guillaume II, cinquième ou sixième duc de Normandie, avait eu de deux femmes douze enfants, à chacun desquels il était impossible d'assigner, dans la seule Normandie, des états convenables. Les trois frères aînés, Guillaume, dit Fier-à-Bras ou Bras-de-Fer, Drogon et Umbert, après avoir inutilement cherché fortune en plusieurs endroits, réunirent un nombre considérable de leurs compatriotes, et tournèrent leurs pas vers la Basse-Italie, où ils étaient peut-être invités par Rainolfe, comte

d'Aversa. Ils comprirent que, pour se rendre maîtres du pays et y fonder un nouvel état, il était nécessaire d'abord de se signaler au service de quelque prince indigène. La connaissance acquise des hommes et des lieux, le bruit de leurs victoires, peut-être même la reconnaissance des peuples, auraient fait le reste. Ils se souvenaient des hauts faits de leurs compatriotes dans la principauté de Salerne, et de la reconnaissance que les princes leur avaient vouée. Guimar IV régnait alors à Salerne; ils demandèrent à entrer, et furent reçus avec beaucoup d'empressement à son service. C'était à l'époque où l'empereur Conrad, vers l'année 1036, était venu en Italie pour reconnaître dans la Pouille les droits de l'empire et du royaume d'Italie. Guimar obtint de lui des concessions importantes, à l'aide desquelles et de ses auxiliaires normands, il recula tellement les limites de ses états, qu'il devint maître d'une partie considérable de ce qui forme actuellement le royaume de Naples.

Les Normands de Guimar, après lui avoir acquis une étendue si considérable de pays, furent appelés à de nouveaux exploits en Sicile; car le renom de leur valeur et de leur habileté dans l'art de la guerre était monté si haut qu'on croyait ne pouvoir se dispenser de leur secours dans les entreprises les plus difficiles. Les affaires des Grecs en Sicile étaient allées tellement en déclinant, qu'ils se voyaient sur le point d'en être chassés entièrement par les Sarrasins. L'empereur de Constantinople, Michel Paflagon, y avait bien envoyé, pour les rétablir, en qualité de catapan, Georges Maniace, militaire

qui ne manquait pas d'une certaine habileté : Maniace, persuadé qu'il ne pourrait, avec les seules forces qu'il avait amenées de la Grèce, venir à bout de son entreprise contre un ennemi formidable et habitué à la victoire, eut recours à Guimar, en le priant de lui accorder le secours de ses Normands. Le duc de Salerne, qui commençait à se méfier de ces soldats étrangers, cachant moins leurs intentions à mesure qu'ils devenaient plus puissants, se rendit volontiers aux vœux du général grec, et lui envoya les troupes qu'il demandait. Les Normands ne demandaient pas mieux que de se battre ; la Sicile au reste leur présentait de nouveaux attraits : ils brûlaient du désir de se mesurer avec les Sarrasins, peuple formidable à cette époque. D'ailleurs un nouvel accroissement de gloire était pour eux un moyen de plus pour arriver au but qu'ils se proposaient. Ils allèrent donc en Sicile, et maltraitèrent tellement les Sarrasins, qu'il restait à ces derniers peu d'espoir de conserver leur ancienne conquête. Le butin fut immense, car les Sarrasins avaient accumulé de grandes richesses dans un pays qu'ils avaient élevé à un haut degré de prospérité. L'avarice des Grecs leur fit oublier promptement le service important que les Normands venaient de leur rendre. Dans le partage des dépouilles de l'ennemi, ils s'approprièrent tout, et n'eurent aucun égard à leurs vaillants auxiliaires. Les Normands, indignés, conçurent une haine profonde contre les Grecs, quittèrent brusquement la Sicile et revinrent sur le continent; les Normands d'Aversa se réunirent à eux. Devenus plus puissants par cette réunion, ils

déterminèrent de se venger sur les Grecs de l'affront qu'ils en avaient reçu. Ils attaquèrent leurs possessions sur le continent, et les mirent en déroute toutes les fois qu'ils purent les rencontrer, tant dans la Pouille que dans la Calabre.

Jusqu'à présent ils avaient agi avec courage, nous allons les voir employer l'adresse. Après tant de victoires, ils auraient pu se donner pour souverain un individu de leur nation; les sujets dignes de cette élévation ne manquaient pas parmi eux, puisque les valeureux enfants de Tancrède vivaient encore; mais ils jugèrent que le temps n'était pas encore venu pour prendre sans inconvénient un parti si décisif. Ils craignirent d'indisposer les habitants par une mesure qui aurait changé leur rôle d'auxiliaires en celui de maîtres. Cependant ils ne voulurent plus se mettre à la solde de personne, et se décidant à se conserver en corps de nation, ils s'arrêtèrent à l'idée de nommer pour leur souverain un prince indigène. Leur choix tomba sur Adénolfe, frère du duc de Bénévent; mais bientôt, mécontents de lui, parcequ'il se montrait favorable aux Grecs, ils le déposèrent en nommant à sa place Argyre, fils de Mélo, premier moteur de tous ces mouvements, et pour la mémoire duquel les peuples professaient la plus grande vénération; ils le regardaient comme le défenseur de la liberté italienne contre la tyrannie des Grecs; ils l'appelaient martyr de la cause la plus sacrée qui puisse enflammer le cœur des hommes généreux: mais Argyre n'aimait pas mieux les Normands que son père n'avait aimé les Grecs, ce n'était pas là non plus ce que les Normands voulaient.

Ils s'aperçurent facilement de l'aversion qu'il avait pour eux, et lui enlevèrent le pouvoir. Mais cette fois-ci, croyant n'avoir plus de ménagements à garder, ils jetèrent tout-à-fait le masque, et créèrent pour leur chef Guillaume Bras-de-Fer, l'aîné des fils de Tancrède, et qui avait été le chef principal de cette seconde émigration des Normands. Guillaume ne prit pas le titre de duc, il se contenta de celui de comte de Pouille. Il n'était pas cependant seul maître de la province; car, divisée en plusieurs districts, on en assigna aux frères du comte et aux principaux chefs de l'expédition; cependant Guillaume exerçait sur les autres une certaine suprématie, et les insignes de la souveraineté se conservaient auprès de lui.

On voit par cette esquisse que le gouvernement établi en Pouille par les Normands lorsqu'ils enlevèrent aux Grecs cette province, et crurent pouvoir déclarer ouvertement leurs intentions, tenait plutôt de l'aristocratie que de la monarchie absolue : ils adoptèrent à peu près la même forme qui avait été en usage chez les Lombards. Ils choisirent Amalfi pour leur ville capitale, dans laquelle ils assemblaient de temps en temps leurs diètes pour délibérer sur les affaires générales de l'état. On croira sans peine que la puissance des Normands présentant un certain degré de stabilité, des Italiens de toutes conditions, ou attirés par la valeur extraordinaire de cette nation, ou mécontents de leur propre gouvernement, vinrent se joindre à eux; ce qui ne contribua pas peu à raffermir la domination de ces étrangers.

Guillaume ne jouit pas long-temps du fruit de ses travaux; il mourut trois ans après son avénement: son frère Drogon, qui avait reçu en partage le gouvernement de Venouse lui succéda; mais il fut assassiné par ses propres sujets, soudoyés par les Grecs qui, impuissants de revendiquer à force ouverte leurs anciennes possessions sur les Normands, crurent pouvoir recourir à la trahison. Umbert, troisième fils de Tancrède, le remplaça sur le trône de la Pouille. L'assassinat de Drogon indisposa fortement les Normands contre les indigènes, et ils commencèrent à traiter leurs sujets avec plus de dureté qu'ils ne l'avaient fait jusqu'alors; ils crurent d'autant mieux de ne plus avoir besoin de ménagements, qu'ils venaient de recevoir de l'empereur Henri III, successeur de Conrad, venu à Rome en 1046, pour s'y faire couronner, l'investiture de tout le pays qu'ils avaient conquis. Cette mesure avait son côté politique, tant de la part de l'empereur que des Normands. Le premier se donnait des alliés puissants contre l'empereur grec son rival, les derniers acquiéraient un titre qui paraissait consacrer leur conquête, et lui ôter aux yeux des peuples ce qu'elle pouvait avoir de violent et d'illégitime. Enhardis par leurs succès et par cette concession impériale, ils ne cessaient d'inquiéter leurs voisins dans le but d'étendre leur domination; dans leur rage ils ne respectaient rien: églises, monastères, sanctuaires, récoltes, objets précieux, tout devenait la proie de leur rapacité. Le pape Léon IX s'apprêta à mettre un frein à ces courses, qui faisaient craindre même pour la sûreté de Rome. Il prépara une expédition contre

les Normands, et se mit lui-même à la tête des troupes qui devaient en faire partie: c'était pour la première fois qu'on voyait un pontife de Rome conduire des soldats à la guerre. L'issue de l'expédition ne fut pas conforme aux pieuses intentions de Léon: non seulement les Normands furent vainqueurs, mais ils eurent le bonheur de s'emparer de la personne du généreux pontife. Le pape tombé entre les mains de ses ennemis, fit servir son malheur à l'agrandissement de la dignité pontificale, en jetant le premier fondement du droit du siége apostolique sur le royaume de Naples, droit qui devint dans la suite la source de tant de querelles, de guerres et de révolutions en Italie. L'histoire ne nous indique pas clairement quelle espèce d'hommage les Normands promirent au saint siége, ni quel droit le saint père accorda à cette nation sur les provinces qu'elle avait occupées, et sur celles qu'elle se préparait à envahir; on ne peut pas non plus ajouter une foi entière à ce que les historiens napolitains ont consigné dans leurs écrits sur les marques de respect et de compassion qu'ils prétendent que les Normands prodiguèrent à leur prisonnier; il est même à présumer que le pontife mourut de douleur peu de temps après sa malheureuse expédition. Quoi qu'il en soit, l'investiture que les Normands avaient reçue, soit par force, soit par adresse du pape saint Léon, paraissait avoir éloigné l'idée d'usurpation, et les comtes de Pouille prirent leur place dans les rangs des souverains légitimes. On voit par ce que nous venons d'exposer, que les Normands réunissaient à une grande bra-

voure militaire une adresse politique très remarquable. L'habileté dont ils durent nécessairement faire preuve dans leurs négociations pour obtenir l'investiture de l'empereur et la concession du pape, l'idée seule d'avoir recherché ces deux titres qui devaient être considérés comme deux principaux fondements de leur puissance, feraient honneur aux politiques les plus déliés de notre époque; il suit de là que l'édifice qu'ils élevèrent dans le royaume de Naples ne fut pas seulement l'œuvre du hasard et d'une force aveugle, mais qu'il est dû en grande partie à une prudence consommée, et dont on aurait difficilement cru ces peuples capables à l'époque dont il s'agit.

Mais la sagacité politique de cette nation ne se borna pas là; elle connaissait le grand pouvoir que le siége apostolique exerçait sur l'esprit des peuples; elle crut que plus elle réussirait à le mettre dans ses intérêts, plus facilement aussi elle pourrait arriver à l'accomplissement de ses vœux, qui embrassaient la possession de toute l'Italie méridionale. Quoiqu'ils ne se fussent pas montrés très religieux dans leur précédente guerre contre le pape, ces hommes habiles jugèrent que flatter la religion et le pape, qui en était le chef, était pour eux un moyen aussi utile que les armes. Nicolas II était monté sur le siége de saint Pierre; les Normands ne manquèrent pas de le prier de convoquer un concile à Amalfi pour y régler les affaires de la religion. Le pape le convoqua en effet, et alla le présider en personne; cent évêques y assistèrent. Les Normands n'oublièrent aucune démonstration de respect et de religion pour

s'avancer dans les bonnes grâces du pontife. Ils y parvinrent si bien que Nicolas crut convenable de resserrer ses liens d'amitié avec eux, et de consacrer, par l'autorité de son ministère, les conquêtes qu'ils pourraient faire dans leur nouvelle patrie. Umfroid, comte de Pouille, venait de mourir; Robert, son frère, arrivé en Italie quelques années après ses trois frères aînés, fut appelé au gouvernement suprême de la nation au détriment de deux enfants mâles qu'Umfroid avait laissés. Ce Robert, qui ne le cédait en rien pour la bravoure personnelle à ses autres frères, les surpassa beaucoup en sagacité et en adresse; et c'est pour cela qu'on lui donna le surnom de Guiscard, qui en langue normande signifiait un homme fin et rusé. Fort de la condescendance du pape, confiant sur la valeur des siens, Robert fit la conquête d'une grande partie de la Calabre; il voulut alors prendre le titre de duc : le pape Nicolas le lui accorda. Le nouveau titulaire, avec plus de solennité encore que ne l'avait fait son prédécesseur envers Léon IX, s'avoua vassal de la sainte église romaine, reconnut tenir en fief du siége apostolique la Pouille et la Calabre, et par anticipation la Sicile dont il méditait la conquête.

Cependant la branche normande qui s'était établie à Aversa n'était pas restée dans l'inaction pour agrandir ses domaines : un de ses comtes nommé Richard et l'un des successeurs de Rainolfe, après avoir épousé la sœur du duc Robert, s'empara de vive force de la principauté de Capoue, possédée alors par Pandolfe V, dernier rejeton de la race lombarde; il prit le titre de prince de Capoue. Le pape lui

accorda l'investiture de son nouvel état. Il tourna alors ses armes contre la ville même de Naples, qui continuait à se gouverner sous forme de république. Ainsi l'ancien duché de Bénévent tout entier et la puissance des Grecs en Italie s'écroulaient à la fois sous les coups des Normands.

Sur ces entrefaites, Roger, autre fils de Tancrède et bien digne de son origine, vint joindre son frère Robert. Ayant réuni leurs moyens, ils soumirent entièrement la Calabre et portèrent leurs armes jusque en face de la Sicile. Les affaires des Grecs étaient dans un état presque désespéré dans cette île. Après le départ des Normands, les Sarrasins y avaient pris tellement le dessus, qu'à quelques places fortes près, elle était tombée en leur pouvoir. Les deux frères Robert et Roger brûlaient du désir de les en chasser. Outre l'ambition qui les stimulait, le saint pape Alexandre II les exhortait continuellement à prendre sur eux de faire rentrer dans le sein de la chrétienté un pays trop long-temps resté sous le joug des mécréans. C'était la piété qui engageait Alexandre à tenir un pareil langage aux deux frères normands, mais c'étaient aussi les conseils d'Ildebrand, son conseiller et son ministre, le même qui, créé d'abord cardinal et ensuite pape, devint si fameux sous le nom de Grégoire VII. Roger fut chargé particulièrement de l'expédition; Ildebrand le créa général du siége apostolique et lui envoya, au nom du pape, le gonfalon de l'église. Roger encouragé par ces démonstrations, et saisissant l'occasion de quelques dissensions nées entre les chefs des Sarrasins, passa le détroit et s'empara dans le courant de l'année 1061

de la ville de Messine. Robert vint alors rejoindre son frère, et telles furent leur habileté et leur audace, qu'ils chassèrent en peu de temps de poste en poste leurs ennemis, étonnés d'avoir en tête de si vaillants adversaires, et s'emparèrent de la presque totalité de l'île. Les Sarrasins, bien que supérieurs en nombre, furent obligés de s'enfermer dans Palerme, où les Normands ne tardèrent pas à les assiéger.

La puissance des Normands était arrivée, par la conquête de la Sicile, au plus haut point de prospérité; la division qui se mit entre les deux frères Robert et Roger faillit la perdre. Le motif était en ce que Robert ne voulut point partager avec Roger la Calabre qu'il avait pourtant conquise à l'aide du bras de son frère. Une guerre civile s'ensuivit, dans laquelle Robert fut vaincu et fait prisonnier. Dans cette circonstance si malheureuse pour le frère aîné, Roger n'oublia pas sa générosité naturelle, remit en liberté son captif, se réconcilia sincèrement avec lui, et ils se partagèrent d'un commun accord la province, première origine de cette funeste rupture.

Les deux frères, après leur réconciliation, assaillirent de nouveau la Sicile, prirent Palerme, dernier refuge des Sarrasins, et les obligèrent à se dessaisir du pouvoir dont ils avaient été en possession pendant plus de deux cents ans. Ils ne les chassèrent point pour cela, seulement ils les forcèrent à reconnaître leur souveraineté et à vivre dans l'obéissance.

La chute de l'empire des Sarrasins en Sicile marque en même temps la fin de la puissance grecque

dans l'île. Désespérant de résister aux Normands, eux qui n'avaient pu s'opposer aux Sarrasins, ayant très peu de forces, n'occupant d'ailleurs que quelques postes de peu d'importance, les Grecs abandonnèrent l'île, et reprirent le chemin de Constantinople. C'est ainsi que la puissance impériale fondée par les Romains en Sicile arriva au terme de son existence.

La conquête de la Sicile, en procurant un état à Roger, écarta tout motif de discorde entre les deux frères. Roger garda la souveraineté de l'île à la réserve de Messine, le val de Demona et la moitié de Palerme que Robert voulut conserver en son pouvoir. Il y a même plus; comme tout dans ce siècle devait prendre la forme de fief, et qu'il ne paraissait y avoir de possession légitime si elle n'était pas sanctionnée par une investiture, Robert investit son frère Roger de la Sicile comme d'un fief relevant du duché de Pouille; malgré cela et à part une vaine formalité d'hommage, Roger gouverna la Sicile en souverain absolu, ne s'abstenant d'aucun de ces actes qui sont l'apanage exclusif de la souveraineté.

Robert, de retour de son expédition en Sicile, s'occupa de reculer encore les limites de son duché de Pouille et de Calabre, en cherchant à s'emparer de ce qui restait de l'ancienne domination grecque ou lombarde. Il dépouilla Gisolfe de la principauté de Salerne et d'Amalfi; il s'apprêtait même déjà à mettre en sa possession Bénévent, considéré comme un fief relevant du saint siége, où, par la mort de Pandolphe, sixième du nom, venait de s'éteindre

la race des princes lombards; mais ici le prince normand se trouva en contact avec un adversaire formidable; c'était Grégoire VII. On sait que ce pape, loin d'être disposé à se relâcher des droits qu'il croyait lui appartenir, empiétait sans scrupule sur ceux des autres. Il arriva donc qu'à cause de ces tentatives sur le duché de Bénévent, Grégoire lança sur Robert les foudres de l'excommunication; mais Robert, qui n'était pas homme à se laisser intimider, ni à abandonner ses projets par les décrets du Vatican, assembla une armée considérable, et marcha contre le redoutable pontife. Déjà il menaçait la Campagne de Rome et la Marche d'Ancône. Grégoire ne se fiant pas tout-à-fait aux armes spirituelles, avait aussi assemblé une armée, et inspirant à ses soldats l'audace dont il était animé lui-même, se mesura avec le Normand, et l'arrêta dans sa course, vers le centre et sur le flanc du domaine ecclésiastique. En ce moment de doute et d'incertitude, Didier, abbé du mont Cassin, se porta médiateur entre les deux parties belligérantes que tant de haines poussaient l'une contre l'autre. La paix convenait à toutes deux. Le pape, qui se trouvait en discussion sérieuse avec l'empereur Henri, écouta volontiers les propositions du vénérable abbé, parce-qu'il craignit que trop d'obstination ne jetât le prince normand dans les bras de son impérial ennemi. La paix convenait également à Robert; l'état d'interdiction dans lequel il vivait n'était pas sans danger au milieu de populations pénétrées de respect pour le saint siége. D'ailleurs il lui importait beaucoup que le pape consentît à lui donner l'investiture de

la principauté de Salerne et d'Amalfi, sa dernière conquête. L'accord fut donc signé de part et d'autre. Grégoire garda Bénévent ; ses territoires furent évacués par les Normands. Il releva Robert des censures, et lui accorda, quoique avec certaines restrictions, l'investiture de Salerne et d'Amalfi. Ainsi l'heureux chef de la dynastie normande se trouva possesseur non contesté du royaume de Naples, et le pape put vaquer plus tranquillement aux discussions sérieuses qu'il avait avec l'empereur.

Quant à Roger, après avoir soumis les derniers restes des Sarrasins, retirés et fortifiés dans le val de Mazara, il jouit sans contraste de sa conquête, et fut le fondateur de la monarchie sicilienne. Robert, sur le continent, trouva la législation des fiefs établie, et il se garda bien de l'affaiblir, puisque cette législation même faisait partie du droit normand ; mais elle n'existait pas en Sicile. Roger l'y mit en vigueur, ce qui détruisit tout d'un coup les bienfaits dont les Siciliens étaient redevables aux Sarrasins. Les colons, de libres qu'ils étaient, retournèrent à la condition d'esclaves ; les pâturages nourrissant les chevaux destinés à l'armée, les bois, les serfs mêmes furent soumis à des contributions. Un gouvernement fiscal et investigateur remplaça le régime large et tolérant des Sarrasins. L'agriculture en souffrit, le commerce aussi. La Sicile eut des seigneurs, mais la prospérité disparut ; et ce ne fut que plus tard que les sources du bien public furent ouvertes.

Cependant, c'est aux Normands que l'on doit l'institution du parlement en Sicile et dans le

royaume de Naples. Accoutumés qu'ils étaient dans leur pays à se réunir deux fois par an en assemblée générale pour y délibérer sur les affaires de la nation, ils ne dérogèrent point à cette habitude; et bien que, dans les commencements, ces assemblées ne fussent composées que de Normands, peu à peu les anciens habitants y furent admis; ce qui contribua efficacement à fondre en une seule la nation conquérante et la nation conquise. Comme ces assemblées portaient chez eux le nom de parlement, le même nom s'est perpétué dans le royaume des Deux-Siciles. Mais ces parlements n'étaient pas une véritable représentation nationale; le vice féodal paraissait ici dans tout son jour. Les barons et les ecclésiastiques seuls y étaient admis; le peuple n'y avait point de part. Ils étaient divisés en deux ordres ou chambres qu'on appelait bras: ainsi l'on voyait le bras baronal et le bras ecclésiastique. Ici, comme en France, le tiers-état n'était considéré pour rien: c'était la suite nécessaire de la servitude. Il était clair que là où aucune franchise municipale n'existait, et le peuple était la propriété des barons et des abbés, aucun représentant populaire ne pouvait être admis. Mais comme plus tard les villes furent mises en possession du droit de se racheter de la seigneurie des barons et comme celles qui avaient fait usage de cette faculté devenaient libres, c'est à dire sujettes seulement à l'autorité royale, et que, dès lors, il parut inconvenant qu'elles ne fussent pas représentées dans l'assemblée générale de la nation, on créa dans le parlement une troisième

chambre, composée des députés des villes rachetées ; on l'appela bras domanial, parceque ces villes étaient réputées relever uniquement du domaine du roi. Tel était le parlement sicilien, tel était aussi le parlement napolitain ; ils durèrent jusques à nos jours, mais convoqué plus souvent, le parlement se conserva mieux en vigueur en Sicile que sur le continent où il était presque tombé en désuétude.

Nous n'avons pas voulu interrompre le récit de tout ce qui concerne l'arrivée et l'établissement des Normands dans la Basse-Italie ; nous avons mieux aimé présenter ces événements dans un seul tableau, au lieu de les morceler en suivant l'ordre des temps : nous allons maintenant reprendre la suite de notre histoire au règne de Conrad-le-Salique où nous l'avons laissé. Ce souverain, après avoir été reconnu roi d'Italie, entreprit le voyage de Rome pour y recevoir la couronne impériale des mains du pape. Il était reçu en principe à cette époque que les rois d'Italie n'étaient pas souverains légitimes des pays situés vers le centre et l'extrémité de l'Italie avant qu'ils ne fussent revêtus de la dignité impériale. Il trouva quelques obstacles dans les marquis de Toscane, alors très puissants, jaloux de leur indépendance, supportant avec peine la domination des Allemands. Cependant, après avoir vaincu Rainier, souverain de ce pays, il arriva à Rome où il fut solennellement couronné empereur d'Occident. Son pouvoir s'accrut avec sa nouvelle dignité ; l'Italie presque entière le reconnut pour son souverain, les prin-

ces de race lombarde qui régnaient encore à Capoue et à Bénévent, les Normands eux-mêmes qui avaient commencé à mettre pied dans la Pouille et près de Naples, ne firent pas difficulté de se soumettre à ce puissant empereur.

Le séjour de Conrad en Italie fut remarquable par la réunion de presque tous les peuples italiens en une seule masse et sous le même sceptre; mais il le fut encore davantage par une constitution écrite que cet empereur donna à Roncaille, et qui régla d'une manière uniforme les successions en matière féodale. Cette constitution fut observée et s'observe encore de nos jours dans les pays où les institutions féodales n'ont pas été abolies. Bien qu'il fût reçu que les fiefs passassent de père en fils suivant l'ordre de la succession naturelle, il n'y avait pas de loi formelle qui établît cet usage; la confirmation du souverain était presque toujours exigée pour que la possession du fils fût censée légitime. Il en résultait de cette lacune dans la législation plusieurs inconvénients. Les marquis, les comtes et en général les barons qui s'étaient élevés à un certain degré de puissance, se fortifiaient tellement dans leur possession qu'il n'était guère possible au roi d'en déposséder leurs enfants; son consentement devenait donc forcé, ce qui était peu honorable pour l'autorité royale. La succession de père en fils étant d'ailleurs passée en habitude, le refus du souverain de la ratifier était regardé comme un affront. Malgré cela les empereurs et les rois s'efforçaient toujours de conserver le pouvoir de donner ou de refuser leur consentement aux

successions; et lorsqu'ils ne pouvaient empêcher les successions directes, ils tâchaient au moins de faire en sorte que la consuétude ne s'étendît aux neveux ou aux frères des feudataires qui mouraient sans postérité.

Ces contestations avaient lieu non seulement dans les grands fiefs, comme marquisats et comtés, mais aussi dans les fiefs subalternes, dont les marquis et les comtes investissaient leurs inférieurs, et qu'on pourrait appeler sous-fiefs. Ces feudataires en sous-ordre prétendaient à la perpétuité du fief dans leur famille sans le consentement de leur chef en féodalité, comme ces derniers la prétendaient des chefs de l'état. Les marquis et autres seigneurs, ecclésiastiques et séculiers, dépendant immédiatement du souverain, inféodaient souvent des châteaux et des terres en faveur de leurs créatures, particulièrement de celles qui les avaient suivis à la guerre. On cédait ces biens à titre de récompense, moyennant une redevance, l'immobilité de la chose inféodée et son retour au donateur, en cas d'extinction de la famille favorisée. Tout était hommage et inféodation à cette époque. Mais comme rien n'est plus sujet à variation que la faveur des grands seigneurs, au gré de leurs nouvelles affections ou de leurs caprices, ils cherchaient à retirer de leurs petits feudataires les bienfaits dont ils les avaient comblés, pour les donner en fief à d'autres. Souvent aussi, car les retirer du vivant des individus favorisés avait trop l'air d'une violence, ils attendaient l'occasion d'une succession pour reprendre ce qu'ils avaient donné. Un chevalier ou un baron se voyait quelquefois forcé

d'abandonner ses terres ou son petit manoir pour faire place aux nouvelles créatures du seigneur, ou il craignait du moins qu'après sa mort, ses fils, neveux, ou parents, en fussent chassés. Un pareil système donnait naissance à une infinité de brigues, de cabales, d'intrigues, de jalousies, de soupçons, d'inimitiés qui troublaient jusqu'au fond la paix des familles et menaçaient la tranquillité publique. L'agriculture aussi en éprouvait les plus grands dommages. Il était évident qu'on devait prendre peu d'intérêt à la culture des terres qu'on risquait de perdre à chaque instant: aucune amélioration n'était possible; les dégâts s'en mêlaient; les forêts étaient abattues, les possesseurs aimant mieux tirer parti d'un présent certain que de semer pour un avenir beaucoup trop incertain. Ces inconvénients si graves, fruit de cette manie de fieffer qui s'était emparée de tout le monde, se faisaient sentir partout; les feudataires eux-mêmes étaient les premiers à s'en plaindre.

Dans ces circonstances, plusieurs barons du royaume se trouvant à la cour de Conrad au moment où, après avoir pris la couronne royale à Milan, il se disposait à aller à Rome pour y ceindre celle de l'empire, lui représentèrent vivement les inconvénients qui résultaient du système féodal alors en vigueur, en le suppliant de régler, par une loi écrite, l'ordre des successions féodales. Ils manifestèrent le vœu que les grands feudataires comme les petits fussent tenus à se conformer à cette loi. Ils ajoutèrent que c'était là le seul moyen de mettre un terme aux inquiétudes et aux désordres qui nuisaient à la prospérité du royaume.

Mû par ces motifs, Conrad promulgua, en 1036, sa fameuse constitution sur les fiefs, par laquelle il fut réglé que les vassaux subalternes ne pouvaient être dépossédés de leurs fiefs par les feudataires, leurs supérieurs sans une cause débattue devant le roi ou ses commissaires, et que ces fiefs devaient passer des pères aux fils, au défaut de fils, aux neveux, et enfin au défaut de ces derniers, aux frères du possesseur. Quoiqu'il ne soit question ici que des fiefs subalternes, cette loi passa en usage, même pour les grands fiefs; il s'établit ainsi dans la société un grand nombre de lignées possédant des biens immobilisés et par conséquent soustraits entièrement à la circulation.

L'empereur Conrad, contre lequel de forts mécontentements s'étaient manifestés en Lombardie, de la part des évêques, particulièrement d'Erbert, archevêque de Milan, mourut à Utrecht où il s'était rendu pour célébrer la fête de la Pentecôte. Henri, troisième du nom, lui succéda. Le nouveau souverain alla en Italie en 1046, mit ordre aux affaires de Rome, qui se trouvaient dans une grande confusion à cause des schismes et des élections ou violentes ou entachées de simonie des papes; fut couronné empereur aux acclamations des peuples, et reçut enfin l'hommage des princes de la Pouille, et des états composant actuellement le royaume de Naples.

Les événements vont acquérir un nouveau degré de gravité; pour bien les comprendre, il faudra se rappeler que la Lombardie appartenait aux empereurs d'Allemagne comme rois d'Italie; que le

pape était souverain de Rome et de tout le patrimoine de saint Pierre, que le royaume de Naples et la Sicile, à quelques petites exceptions près, obéissaient aux princes normands. Il faut ajouter qu'une puissance jusques à présent presque inaperçue s'était élevée au centre de l'Italie, que déjà elle était capable de jeter un grand poids dans la balance des affaires de la péninsule; elle était même en état de se mesurer avec les princes les plus puissants de cette époque. Cette puissance était celle de la comtesse Mathilde, souveraine de la Toscane. Elle ne se composait pas seulement de la Toscane proprement dite, mais elle comprenait en traversant les Apennins plusieurs villes importantes dans la vallée du Pô, telles que Parme, Reggio et Mantoue, avec une partie du pays qui forme actuellement ce qu'on appelle les légations. Mathilde tenait ce bel héritage de son père Boniface; encore bien qu'il n'y eût pas de loi expresse qui défendît aux femmes de posséder les grands fiefs, l'usage avait cependant prévalu qu'elles en fussent exclues. Il paraissait que puisque l'un des premiers devoirs du feudataire était de marcher à la tête de ses vassaux à la guerre, lorsque le souverain l'avait décidée, il n'était pas convenable que les femmes possédassent ces sortes de propriétés, puisqu'on ne pouvait les astreindre au service militaire. Par cette raison, Mathilde se trouva fort embarrassée à la mort de son père dont elle était fille unique; mais il y a des accommodements dans toutes les affaires humaines. Les femmes qui, comme Mathilde, se trouvaient dans le cas d'hériter des fiefs, éludaient

la loi en épousant des individus qui fussent agréables aux empereurs : alors, par une espèce de tolérance, le mari était censé en possession du fief; il le gouvernait effectivement, lorsque la femme n'était pas de caractère à gouverner par elle-même, ou bien elle prenait les rênes du gouvernement lorsqu'elle se sentait capable de les tenir. C'était le cas de la Toscane. Mathilde épousa plusieurs maris, Geoffroy de Lorraine, Guelfe de Bavière, et pourtant par l'ascendant de son caractère, ce fut toujours elle qui dirigea les affaires de l'état.

Nous n'oublierons pas de remarquer qu'à cette même époque une femme régnait à Suze, qui sous aucun rapport n'était inférieure à la souveraine de la Toscane : c'était Adélaïde, marquise de Suze, qui, après être restée veuve deux fois, la première d'Oriman, duc de Souabe, la seconde de Henri de Montferrat, avait épousé en troisièmes noces Odon, comte de Maurienne; cette princesse possédait une grande étendue de pays et se trouvait souvent en discussion avec les archevêques de Turin, qui, à l'imitation des ecclésiastiques constitués en dignité, exerçaient une juridiction temporelle considérable et s'arrogeaient un pouvoir souverain. Son mariage avec le duc de Maurienne constituait un lien politique de la plus haute importance, et c'est probablement cette considération qui le fit conclure. La Maurienne appartenant à un prince, Suze à un autre; il en résultait qu'il fallait réunir deux volontés pour le libre passage du mont Cenis, passage alors le plus fréquenté entre la France et l'Italie. Des intérêts divers, des caprices même

de l'un des deux souverains qui en avaient les clefs, pouvaient le fermer au détriment du commerce ou au préjudice politique des autres princes. Mettre le passage au pouvoir d'un seul était donc une mesure importante pour les puissances qui s'agitaient alors en Europe, surtout la France, l'Italie et l'Allemagne: ce fut ce qui résulta de la réunion des deux maisons auxquelles étaient confiées les destinées des pays arrosés par la Doire ripaire et l'Isère. Mais ce ne fut pas la seule conséquence importante de l'union contractée entre Adélaïde et Odon. Cette princesse étant seule héritière du marquisat de Suze, il s'ensuivit que son fils Amédée lui succéda, et ce fut ainsi que la maison de Savoie, dont les comtes de Maurienne étaient la première souche, acquit un premier territoire au-delà des Alpes, territoire qu'une conduite constamment habile dans la paix et dans la guerre augmenta au point qu'elle devint une des premières puissances de l'Italie.

Ces deux princesses, Adélaïde et Mathilde, eurent entre elles des points de ressemblance vraiment dignes de remarque: toutes deux ont épousé plusieurs maris, toutes deux avaient une grande vénération pour les papes, toutes deux enfin influèrent puissamment sur les destinées de l'Italie: la première, pour avoir agrandi, par l'adjonction de ses propres états, une famille gardienne naturelle des Alpes; l'autre, pour avoir eu une grande part dans les affaires du temps, et résisté avec ses seules forces à toute la puissance d'un empereur d'Allemagne.

Henri III était mort, Henri IV, à peine sorti de l'enfance, lui avait succédé. L'histoire de ce prince forme une des époques les plus mémorables du moyen âge. Le choix des cardinaux, en partie libre, en partie forcé, car l'audace du prétendant au trône pontifical en imposait à bueaeoup de monde, s'était porté sur Ildebrand, qui se fit appeler Grégoire VII. L'empereur Henri et le pape Grégoire étaient l'un et l'autre d'un caractère à ne reculer devant aucune difficulté; et comme leur volonté était inflexible, leur ambition n'avait pas de bornes. En présence de deux caractères si inflammables, les plus petites causes pouvaient produire un grand incendie: la fortune, ennemie du repos du monde, fournit plus qu'il ne fallait pour produire une épouvantable discorde. La question la plus sérieuse et la plus importante qu'il fût possible d'agiter entre les deux puissances qui se partageaient alors l'empire sur les hommes, savoir la puissance temporelle et la puissance spirituelle, vint mettre en action les germes que la nature avait mis dans le cœur d'Henri et de Grégoire.

Nous avons vu, dans le volume précédent, que la nomination des papes n'était pas censée valable et que les papes eux-mêmes n'entraient pas dans l'exercice de leurs fonctions avant que leur nomination ne fût confirmée par les empereurs. Nous avons vu également que la nomination des évêques et abbés était sujette au droit d'investiture de la part du souverain temporel, qui, en signe de son approbation, leur envoyait l'anneau et le bâton pastoral. Cette approbation n'était donnée qu'après le paiement de

certains droits qui formaient un des revenus du souverain. Grégoire, par son caractère impérieux, ne pouvait supporter une telle dépendance, et avait déjà, dès la nomination d'Alexandre II, son prédécesseur immédiat, fait en sorte que la confirmation de l'empereur ne fût pas demandée. Effectivement, Alexandre fut installé sur la chaire pontificale sans cette confirmation préalable. Après son avénement, Grégoire, quoiqu'au premier moment il eût eu recours à l'empereur pour l'approbation, probablement à cause de quelques ménagements qu'il voulait encore garder, finit (c'était en l'année 1076) par donner une décrétale, en vertu de laquelle il défendait à ses successeurs, et à tous évêques, abbés et ecclésiastiques, appelés à des bénéfices, de recourir, pour l'approbation, à la puissance temporelle. Jusques ici personne ne pourra disconvenir que le tort ne fût du côté du pontife, puisqu'il défendait une mesure qui avait été constamment en usage depuis les premiers siècles de l'église, et que les papes eux-mêmes avaient sanctionnée par leur consentement. Il y a même plus : quoi qu'on puisse penser de l'approbation impériale relativement à la nomination des souverains pontifes, il n'en est pas moins constant que, quant aux dignités inférieures de l'église, archevêques et évêques compris, l'approbation du souverain temporel doit être recherchée sous une forme ou sous une autre. Il est impossible de supposer que des fonctions aussi importantes que celles de l'épiscopat, fonctions qui influent si directement et si puissamment sur l'esprit des peuples et sur la tranquillité publique, puissent

être exercées sans l'aveu du souverain, à qui Dieu même a confié le gouvernement de ses peuples et le repos de la société. Sans cette précaution, l'état serait à la merci de l'église. Ce qui s'est passé dans certains siècles prouve qu'on ne peut pas s'en rapporter tout-à-fait sur ce sujet à la modération des gens de l'église. Cela est si vrai que dans les temps postérieurs et plus voisins de nous, et même de nos jours, le droit de présentation des sujets destinés à l'épiscopat a été reconnu explicitement dans les souverains temporels. Or, le droit de présentation supplée au droit de confirmation; il est même plus fort que lui. Ce principe va même plus loin, puisque l'attache de l'autorité civile est nécessaire pour que les vicaires généraux et les curés nommés par les évêques puissent exercer leurs fonctions. Or, le fait même que les papes ont reconnu et reconnaissent encore, dans le souverain temporel, le droit de présentation d'un côté, celui d'approbation de l'autre, constitue une condamnation palpable des principes émis par Grégoire VII dans les discussions que ce pape eut avec l'empereur Henri. Ce prince soutenait, en ce qui regarde les archevêques, les évêques et autres dignitaires de l'église, un principe incontestable, tutélaire, indispensable pour la conservation et le repos de la société, quelle que soit la forme qu'on veuille donner à ce même principe.

Mais l'empereur, du côté duquel militait le bon droit, méritait des reproche quant à la forme dans laquelle lui ou ses ministres prétendaient l'exercer. Il paraît certain que les droits que les empereurs exigeaient à chaque investiture étaient fixés d'une ma-

nière invariable par une loi ou règlement quelconque. Il est impossible de supposer qu'on ait laissé une matière si grave en proie à l'arbitraire du fisc; cependant il s'était glissé dans la perception de ce droit des abus révoltants. Pendant la minorité de Henri, les ministres et régents du royaume cherchèrent à tirer parti de l'autorité qu'ils avaient en main, en faisant de l'argent de tout, et spécialement en exigeant des droits excessifs à l'occasion des nominations à quelques bénéfices ecclésiastiques, bénéfices qui, à cette époque, étaient plus riches et plus nombreux que les besoins de l'église et l'édification des fidèles ne l'auraient exigé. Ces ministres n'envoyaient l'anneau et le bâton pastoral, marque de l'investiture, c'est-à-dire de l'approbation impériale, qu'à ceux qui avaient satisfait à leurs demandes immodérées d'argent; c'était un honteux trafic. Les élections faites par le peuple ou le clergé dans chaque localité étaient encore en vigueur; et comme la puissance temporelle influait nécessairement sur ces élections, il s'ensuivait qu'elle faisait arriver aux dignités ecclésiastiques à peu près les personnes qu'elle voulait, c'est-à-dire celles qui offraient le plus d'argent. La simonie entachait presque toutes les nominations; ce n'étaient point les prélats plus vertueux et plus instruits qui étaient portés aux dignités, mais les plus riches et les plus déhontés. La religion en souffrait, les bonnes mœurs aussi; les dignitaires de l'église n'inspiraient plus ce respect qui est la première condition pour qu'ils recueillent de leurs conseils et de leurs prédications le fruit qu'ils doivent en attendre. L'argent qu'ils donnaient

n'était pas la seule obligation à laquelle ils devaient satisfaire; ils se trouvaient, en outre, dans la nécessité de faire bassement la cour aux hommes en place, pour se les rendre favorables à l'occasion des vacances. C'étaient des ministres avides, distribuant les dignités de l'église aux ecclésiastiques que la bassesse, les richesses et l'intrigue leur recommandaient davantage. On ne peut imaginer un scandale ni plus révoltant ni plus préjudiciable aux intérêts de la religion.

Lorsque Henri fut arrivé aux termes de sa minorité, et qu'il prit entre ses mains les rênes du gouvernement, loin de remédier à des abus si criants, il eut l'air de les sanctionner en les confirmant. Dès lors tout espoir d'arriver à un système plus raisonnable s'évanouit. Le nouvel empereur, dont les mœurs n'étaient pas des plus recommandables, avait besoin d'argent, et n'était pas assez pénétré des principes de la religion pour se faire scrupule de continuer un manége qui lui était si profitable. Il eût été facile, si le pape n'eût pas été d'un caractère moins inflexible, ou l'empereur moins irréligieux, de s'entendre par des négociations pour arriver à une convention qui mît à couvert les droits du souverain, et remédiât en même temps à des abus qui révoltaient toutes les âmes honnêtes. Mais entre deux hommes obstinés, tels que Grégoire et Henri, toute négociation était impossible; on devait en venir d'abord, des deux côtés, à des moyens extrêmes.

Le pape ne se borna point à défendre le recours à la puissance temporelle, mais il excommunia les ecclésiastiques qui consentiraient à recevoir l'investiture

des laïques, et les laïques qui la donneraient. Ensuite, entraîné en partie par la sévérité de son caractère, en partie dans le dessein de se faire un parti parmi les personnes honnêtes, il condamna comme hérétiques les prêtres concubinaires, qui, à cette époque, n'étaient ni en plus petit nombre ni moins effrontés que les simoniaques. Cette sévérité de Grégoire déplut aux hommes dissolus, qui aimaient mieux vivre dans le vice qu'édifier par la vertu. Il se trouvait parmi eux beaucoup d'ecclésiastiques : il en résulta que presque tous les hommes bien morigénés et vraiment religieux se rangèrent du parti de Grégoire, tandis que ceux qu'aucun frein ne retenait épousèrent les intérêts de l'empereur. Singulière complication d'affaires! l'empereur avait raison dans le droit, tort dans la forme; le pape, au contraire, combattait un droit incontestable, mais il avait raison de s'élever contre les abus d'un autre dont ce droit était accompagné dans son exécution : côté il ne méritait que des éloges pour avoir entrepris la réforme des mœurs scandaleuses du clergé.

Quoique les esprits fussent singulièrement aigris de part et d'autre, on n'en vint pas pourtant tout de suite à une rupture ouverte. Mais Grégoire, saisissant l'occasion que l'empereur se trouvait impliqué dans une guerre contre les Saxons, renouvela son décret par lequel il déclara nul le droit d'investiture, et hérétiques tous ceux qui l'exerceraient ou s'y soumettraient. Ce fut une des résolutions les plus audacieuses qui soient jamais sorties des conseils d'un souverain : elle détruisait tout-à-

coup un droit constamment reconnu et en usage depuis les premiers siècles de l'église, créait un état indépendant dans l'état, menaçait l'autorité des souverains, les rendait esclaves de la puissance ecclésiastique et mettait entre les mains du pape et des dignitaires de l'église un levier par lequel ils pouvaient facilement soulever les peuples contre l'autorité souveraine elle-même; il ne pouvait plus y avoir de franchises temporelles, ni de princes indépendants, si le décret de Grégoire eût été mis en exécution, il n'y aurait plus eu dans le monde qu'une théocratie mal déguisée.

L'empereur, indigné avec raison d'un pareil excès d'audace, et s'étant débarrassé de ses ennemis par des succès récemment obtenus, résolut de chasser du siége pontifical un pape qu'il avait tant de motifs de haïr, et qui entreprenait de bouleverser, par un acte inouï jusqu'aux derniers fondements de la société. Il envoya à Rome un ambassadeur avec l'ordre exprès d'intimer, d'une manière péremptoire, au pape de déposer la tiare. Il ordonna, par la même occasion, aux cardinaux, de venir à la cour pour recevoir de lui un nouveau pontife. C'était vouloir guérir un excès par un autre excès: si le droit d'investiture avait été convenu entre les deux puissances, le mode de nomination des papes n'avait pas moins reçu la sanction de ces mêmes puissances; les empereurs l'avaient reconnu et n'avaient jamais mis d'obstacles à son exécution. Henri pouvait bien prétendre au droit d'investiture sur les papes; mais il ne pouvait en aucune manière nommer un pape lui-même, ni forcer les cardinaux

à nommer celui qu'il aurait choisi. L'empereur ne pouvait pas plus être maître de la chose spirituelle, que le pape ne le pouvait de la chose temporelle: il y avait usurpation des deux côtés; et il est étonnant, si l'on pouvait s'étonner de quelque chose de la part de l'ambition des hommes, il est étonnant, dis-je, que les deux souverains aient dévié, chacun de son côté, de leurs devoirs, dans une discussion qui ne pouvait admettre aucune espèce de doute, à moins qu'on ne veuille soutenir que le précepte de Jésus-Christ n'est obligatoire pour personne.

Les événements ne prirent pas une tournure favorable pour l'empereur. L'impétuosité italienne se trouvait ici aux prises avec la ténacité allemande. Grégoire n'était pas homme à se laisser intimider, encore moins à reculer : son audace s'accrut en proportion de la résistance : il lança une excommunication des plus terribles contre Henri ; et, ne respectant plus rien, il le déclara déchu du trône, et délia ses sujets du serment de fidélité : résolution révoltante qu'on ne saurait blâmer en termes assez forts, et qui est aussi contraire aux principes constitutifs de tout gouvernement temporel qu'à la religion.

Les princes et les peuples se trouvèrent partagés dans cette grande querelle. Henri avait des rivaux puissants parmi les princes d'Allemagne. Quoique l'empereur soutînt dans le fond une cause qui était aussi la leur, la politique et l'amour de la religion, qu'on entendait fort mal dans ce siècle d'ignorance, les engagèrent à prendre parti pour le pape : chacun d'eux espérait par là de gagner les bonnes grâces d'un pontife si redoutable, et arri-

ver en même temps au trône impérial qu'ils s'attendaient à voir vacant, si la cause de Grégoire triomphait. En Italie, les princes étaient généralement favorables au pape; mais ils se montraient plus ou moins ouvertement, suivant les situations ou les affections respectives de chacun d'eux. Quoique Adélaïde de Suse penchât par ses opinions personnelles vers la cause de Rome, son éloignement de ce centre de la puissance pontificale, le pays qu'elle occupait situé sur le passage par où l'empereur pouvait descendre en Italie, l'alliance qu'elle avait contractée avec lui au moyen de sa fille Berthe, épouse de Henri, l'investiture enfin de ses états qu'elle avait reçus de son gendre, tout lui commandait d'agir avec beaucoup de réserve pour ne pas trop contrarier ses affections, ni compromettre sa puissance. Il paraît que cette princesse sut se conduire avec tant de prudence, qu'elle réussit à ne mécontenter ni l'un ni l'autre parti; ce qui certainement n'était pas une chose fort aisée au milieu du déchirement de tant de passions, et du caractère emporté des deux rivaux.

Mathilde, comtesse et souveraine absolue de la Toscane, s'était ouvertement prononcée en faveur du pape. Elle l'appuyait de tout l'appareil de ses forces, qui étaient formidables. Deux motifs l'engageaient à suivre un pareil plan de politique. D'abord la religion qu'elle ne voyait que dans le pape, ensuite le désir d'une indépendance absolue et de rompre ce lien de suzeraineté qui l'attachait encore à l'empire d'Allemagne. Quelques auteurs ajoutent un troisième motif du penchant

de la comtesse de Toscane vers les intérêts de Rome, ce sont des liaisons peu honnêtes qu'ils prétendent avoir existé entre Mathilde et Grégoire. Mais on peut affirmer avec assurance que ces récits, fondés au reste sur des bruits vagues, sont tout-à-fait calomnieux. Mathilde n'a jamais été célébrée pour sa beauté, ni accusée d'une inclination déréglée pour le vice; et quand elle s'unit par des liens politiques fort étroits avec le pontife, elle avait déja dépassé l'âge où les femmes peuvent exercer le plus d'empire sur les hommes: d'un autre côté, Grégoire était remarquable par une austérité de mœurs tout-à-fait exemplaire. L'amour du sexe n'était pas sa passion favorite. La débauche n'était pas un passe-tems capable de contenter une ame de cette trempe. Plongé tout entier dans les projets qu'une ambition sans bornes présentait sans cesse à son imagination, rien n'attirait son attention que ce qui pouvait bouleverser le monde et élever le siége pontifical au-dessus de toutes les puissances de la terre; rien au-dessous de la monarchie universelle ne pouvait l'occuper. Le nombre infini de prêtres concubinaires qui le détestaient à cause qu'il se présentait comme le réformateur des mœurs, qui avaient continuellement les yeux fixés sur lui, et étaient disposés non seulement à l'accuser, mais à le calomnier, ces prêtres, dis-je, n'auraient pas manqué de faire passer à la postérité des preuves certaines des liaisons déshonnêtes de Grégoire et de Mathilde, si réellement elles eussent existé. Ainsi, on doit ranger les insinuations répandues à ce sujet au nombre des contes faits à dessein

pour dénigrer la mémoire d'un pontife qui mérite des reproches bien plus graves que ceux que devraient lui attirer son incontinence, si effectivement il s'en fût rendu coupable.

Les princes normands, qui visaient à une indépendance absolue de l'empire, et avaient déjà éprouvé à leur préjudice les effets des foudres du Vatican, et reçu des pontifes l'investiture de leurs états, suivaient aussi les bannières de Rome. Cette alliance était d'une importance grave, parceque ces princes étaient puissants par l'étendue du pays qui leur était soumis, et par le souvenir de la valeur brillante qu'ils avaient déployée dans leurs entreprises en Italie.

Les peuples étaient plus partagés que les princes. En général, les militaires penchaient pour l'empereur, parcequ'ils le regardaient comme leur chef naturel, et, quels que fussent leurs sentiments religieux, ils ne pouvaient s'habituer à marcher sous les drapeaux inusités d'un homme d'église. Les prêtres qui s'abandonnaient au concubinage grossissaient le parti de l'empereur, croyant ne pouvoir assez faire contre un pape qui prétendait déraciner une habitude qui leur tenait tant à cœur. Ces ecclésiastiques entraînaient avec eux une clientèle considérable. Enfin et généralement, tous ceux qui aimaient à vivre dans un dérèglement de mœurs dont malheureusement Henri était le premier à donner l'exemple, ne se faisaient aucun scrupule de s'éloigner d'un pape dont la sévérité était menaçante. Ils allaient volontiers là où une ressemblance de caractère et d'habitude les attirait. Ainsi l'empereur et

le pape avaient l'un et l'autre gâté une bonne cause par un excès; mais le dernier, plus adroit, avait su réunir en sa faveur les hommes les plus estimables, tandis que le premier, par sa conduite déréglée, traînait à sa suite la lie de la société.

Voilà quant aux affections privées des individus du peuple; quant aux opinions et sentiments politiques des Italiens, et c'est ici un objet de la dernière importance, ils méritent la plus sérieuse attention. Il y avait d'un côté l'empire, de l'autre le sacerdoce. L'empire avait des armes et des soldats pour soumettre; le sacerdoce n'avait que des moyens spirituels, qui ne sont efficaces que lorsqu'ils sont conformes à l'opinion. Le premier était éloigné, le second résidait dans le cœur de l'Italie; celui-là prétendait tenir ce pays sous sa dépendance, celui-ci l'y soustraire. Les Allemands avaient commis, surtout lors des dernières expéditions, d'horribles ravages; la haine publique les poursuivait; on ne pouvait reprocher rien de semblable aux serviteurs du pape. On ne doit donc pas s'étonner si le parti du pontife était regardé comme populaire en Italie, et celui de l'empereur comme impopulaire. Toutes les ames généreuses, qui détestaient la tyrannie étrangère, faisaient des vœux pour le bon succès des projets de Grégoire. Leur amour-propre même était flatté, parceque la tentative du pape tendait à amener pour l'Italie une certaine suprématie sur les autres nations. Il arrivait, en conséquence, que les partisans des libertés et des franchises italiennes se montraient favorables à Rome, tandis que ceux qui avaient du goût pour la soumission suivaient les

bannières de l'empire. La nation se trouva ainsi divisée en deux partis, l'un impérial, l'autre papal; celui-là tenant pour la conservation des liens envers l'Allemagne, celui-ci prétextant les libertés nationales. Ce fut là la première origine de ces fameuses factions qui divisèrent si long-temps l'Italie, et qui sont connues sous le nom de Gibelins et de Guelfes. Il est certain que, dans les premiers commencements, ce que nous venons d'indiquer était écrit sur les bannières de chacun de ces deux partis; mais, avec le temps, tout se corrompt, tout dégénère, et rien ne se corrompt ni ne dégénère plus facilement que les partis politiques : Guelfes et Gibelins devinrent de véritables tyrans, n'ayant les uns et les autres qu'un seul but, celui de dominer; déchirant le sein de leur mère commune, des villes et des familles; ne conservant de leur première origine qu'un aveugle fanatisme religieux ou politique.

Tel était à cette époque le pouvoir des armes spirituelles, qu'aussitôt qu'on eut connaissance en Allemagne de la sentence d'excommunication lancée contre l'empereur, la plupart de ses princes, jaloux de la grandeur et de la puissance de Henri, s'assemblèrent dans une diète générale à Terbourg, et le menacèrent d'une déposition, si, dans le terme d'une année, il ne s'amendait et ne se réconciliait avec le saint siége.

Henri se voyant en butte à l'inimitié des princes d'Allemagne et à la persécution du pape, ne comptant pas non plus sur l'appui de ses peuples, auxquels le respect pour la religion et le saint siége aurait

pu inspirer des sentiments contraires à la fidélité, se détermina à un acte d'humiliation dont il n'y avait pas encore d'exemple. Il prit le chemin d'Italie dans le but de se présenter en personne au pape pour lui demander l'absolution des censures et à être admis de nouveau dans le sein de l'église. Le chemin de Trente lui étant fermé par ses ennemis levés en armes contre lui, il tourna ses pas vers la Bourgogne, traversa la Savoie, et arriva en Italie par la route du mont Cenis. Adélaïde de Suze et son fils Amédée allèrent à sa rencontre jusqu'au haut de la montagne, et le reçurent avec tous les égards dus à un parent et à un grand prince que le malheur poursuivait. Ces démonstrations des souverains de Suze envers Henri sont d'autant plus dignes d'éloges, qu'elles n'étaient pas sans danger ; car il était à craindre que le pontife, avec son caractère impérieux et emporté, ne les prît en mauvaise part, regardant tous honneurs rendus à un excommunié, à son ennemi, et toute communication avec lui, comme une insulte faite à sa personne, et un crime envers l'église. Cependant telle fut l'adresse d'Adélaïde, que l'ambitieux Grégoire ne conçut aucun sentiment d'animosité contre elle. La bienveillance et la grandeur d'âme de ces princes de Suze alla même si loin, qu'ils résolurent d'accompagner, dans une circonstance si triste, leur parent jusqu'à l'endroit où le pape l'attendait. Leur intention était d'employer leurs bons offices pour lui obtenir l'absolution du redoutable pontife. Mathilde elle-même, toute dévouée qu'elle était au pape, et jalouse de la puissance de son adversaire, intercéda pour

amener une réconciliation. Qu'on s'imagine les réflexions que devaient faire les peuples d'Italie à la vue d'un grand souverain marchant au milieu d'eux, dans l'attitude la plus humble, pour aller demander pardon à son plus mortel ennemi. Quelle idée ne devaient-ils pas se former de la puissance des papes, en voyant qu'elle réduisait à un tel état d'abjection celui que tant d'armes entouraient? Quel respect ne devaient-ils pas concevoir pour une religion qui faisait dévorer une pareille honte à un des plus grands souverains de l'univers?

Le pape était à Canossa; c'est là qu'il attendait l'empereur. Le malheureux prince se présenta à son redoutable ennemi avec les marques de la plus humble soumission et du plus profond repentir. Il se traîna devant lui les pieds nus, et dans la posture la plus humiliante; il lui demanda pardon et l'absolution des censures: cette scène se passa en 1080. On ne peut songer, sans éprouver un sentiment pénible, à cet abaissement de la puissance temporelle. Les princes et les peuples auraient dû porter le deuil d'une monstruosité qui bouleversait jusque dans ses derniers fondements l'ordre social tout entier. D'un autre côté, quel contraste entre l'humilité des apôtres et l'arrogance de Grégoire! C'était là le fruit de cette pernicieuse doctrine que de même que l'ame est supérieure au corps, de même la puissance spirituelle doit prévaloir et donner des ordres à la puissance temporelle; comme si les droits des puissances qui gouvernent le monde dussent être tirés d'une induction et d'une similitude plutôt que de la nature des choses et des préceptes de l'Evangile.

Le pape accorda l'absolution. Il écrivit aux princes de l'Allemagne, en leur donnant connaissance de la sentence favorable qu'il avait prononcée à la requête et par l'intercession de l'abbé de Clugni et des deux comtesses Mathilde et Adélaïde. Il est certain que si on admettait le principe de Grégoire que les papes peuvent délier les sujets du serment de fidélité, ils seraient les maîtres du monde. Il est pourtant vrai que Henri se vit forcé à une demande si dégradante pour la majesté royale, parceque les princes de l'époque, ou par politique, ou par conviction, eurent l'air de consentir à la doctrine mise en avant par l'audacieux pontife. Il faut avouer que nos bons aïeux avaient de singulières idées sur la nature et les limites des deux puissances ecclésiastique et séculière. Mais il y a, même de nos jours, des esprits malades qui ne voient rien de si juste, de si légitime et de si admirable au monde que la monarchie universelle des papes. Tout ce qu'on peut dire d'une extravagance de cette sorte, c'est qu'elle est en dérision, même dans les salles du Vatican.

La paix ne dura pas long-temps entre Grégoire et Henri. La réconciliation ne pouvait être sincère de la part de l'empereur : des circonstances trop humiliantes pour lui l'avaient accompagnée pour qu'il ne nourrît pas dans le fond de son cœur le sentiment d'une profonde indignation et le désir de ne pas tenir des promesses faites par force. Les grands du royaume, dans les veines desquels coulait encore le sang lombard, furent indignés de tant de bassesse de la part de leur souverain, et lui reprochaient continuellement une démarche qui avait couvert de

honte le royaume. Aussitôt qu'il fut revenu de sa première frayeur, et que le souvenir de l'étrange humiliation qu'il avait subie commença à agir avec plus de force sur son esprit, il protesta de nouveau, et déclara ne vouloir céder en rien de ce qui regardait le droit d'investiture. On prétend même que, sous l'apparence d'une nouvelle entrevue demandée au pape, il tenta de s'emparer par surprise de sa personne, mais que celui-ci, averti à temps, et escorté avec soin par les gens de Mathilde, échappa au danger qui le menaçait, et arriva à Rome sain et sauf, mais plus tourmenté et plus inquiet que jamais. Les haines se réveillèrent plus fortement qu'auparavant entre les partis ecclésiastique et impérial. Le premier était plus fort dans les états de la comtesse Mathilde, du pontife et de Robert; le dernier dominait dans le royaume d'Italie proprement dit.

En attendant, une diète des princes allemands s'était assemblée à Forkheim, et avait invité Henri à se présenter pour rendre compte de sa conduite aux princes soulevés contre lui. Le pape y avait envoyé ses légats. Henri ne voulut point y paraître. Il fut déposé, et Rodolphe, duc de Bavière, nommé roi à sa place. Grégoire, principal auteur de cette élection, ne voulut pourtant pas le reconnaître sur-le-champ; désirant de temporiser, moins pour donner à Henri le temps de la réflexion, que pour se procurer des appuis dans la guerre qu'il prévoyait devoir soutenir contre un adversaire irrité au dernier point par la résistance et plus encore par un affront. C'est en ce moment effectivement qu'il se

rapprocha de Robert, duc de Pouille, dans lequel il espérait trouver un défenseur aussi brave que fidèle.

Le pontife ayant perdu tout espoir que Henri voulût accomplir les promesses faites à Canossa, se décida enfin à confirmer l'élection de Rodolphe, en déclarant une seconde fois Henri déchu du trône, et déliant ses sujets du serment de fidélité. Il espérait que le parti de Rodolphe serait assez fort en Allemagne pour s'y soutenir et pour que l'empereur ne pût descendre à l'inquiéter en Italie. Mais sa prévoyance se trouva en défaut; car Rodolphe fut vaincu et tué dans une bataille par l'armée de Henri. Enhardi par sa nouvelle victoire, l'ennemi du pontife convoque un concile, ou plutôt un conciliabule d'environ trente évêques, à Brixen en Tyrol, y fait déposer Grégoire, et nommer pour son successeur, Guibert de Parme, archevêque de Ravenne. Il passa ensuite en Italie avec une armée, fit triompher son parti, moitié par la force des armes, moitié par la ruse, tint en échec la comtesse Mathilde, arriva devant Rome, l'assiégea, et contraignit Grégoire à se réfugier dans le château Saint-Ange. Il fit ensuite installer l'antipape Guibert, et reçut de lui la couronne impériale qu'il n'avait pu obtenir de Grégoire.

La comtesse de Toscane étant réduite à l'impuissance de le secourir, abandonné par ses propres sujets, particulièrement par les Romains toujours inquiets et maintenant indisposés contre lui à cause de la dureté de son gouvernement, le royaume d'Italie, à peu d'exceptions près, tenant pour le parti impérial, il ne restait au pape d'autre espoir que

les secours du prince normand. Effectivement, Robert assembla, avec la plus grande diligence son armée, accourut à Rome, mit en déroute Henri, délivra le pape, et l'emmena avec lui à Salerne, pour ne pas le laisser exposé aux ressentiments des Romains. Arrivé à Salerne, Grégoire renouvela les investitures du duché de Pouille et de Calabre en faveur de son libérateur. Il mourut quelque temps après. Pontife aussi recommandable par ses mœurs que détestable par ses principes, ayant encouru la haine des libertins ecclésiastiques et laïques par la sévérité de ses ordres et de sa conduite, ainsi que celle des partisans de l'indépendance des princes par ses audacieuses usurpations sur le domaine temporel. Son règne fait époque : c'est de lui principalement que datent les prétentions exagérées de quelques papes et la division de l'Italie en deux partis très acharnés l'un contre l'autre, savoir, l'impérial et le papal, sous le nom de Gibelins et de Guelfes.

La mort de Grégoire ne mit pas fin aux dissensions de l'Italie. L'antipape Guibert, homme d'un grand caractère, constamment soutenu par Henri, forma un fort parti en sa faveur, même parmi les ecclésiastiques. Cependant Victor III, et ensuite Urbain II, furent élevés à la dignité pontificale en dépit des menées de l'antipape; mais ils ne jouirent d'aucun calme, inquiétés comme ils le furent toujours par les persécutions du parti contraire.

La guerre continua avec acharnement entre Henri et Mathilde; l'empereur eut d'abord l'avantage et fut vaincu dans la suite. Il envoya en Italie son fils

Conrad, pour mettre à la raison la princesse de Toscane, qui, déjà arrivée à un âge fort avancé, paraissait avoir perdu cette force d'ame qui l'avait distinguée jusques alors. L'expédition de Conrad eut une fin bien différente de celle que son père s'en était promise. Mathilde et les autres chefs de son parti n'ignoraient pas les sujets de mécontentement que Henri lui avait donnés ainsi qu'à sa mère l'impératrice Prassède. Dans ces malheureux siècles, on croyait, suivant le témoignage de tous les historiens, et notamment de Denina, qu'il était permis de violer les droits de la nature et des gens, pour soutenir ce qu'on appelait la cause de la religion. D'après ce principe, Mathilde et ses partisans ne reculèrent pas devant l'idée de corrompre la fidélité de Conrad envers son roi et père, de le constituer en état de trahison, et de lui faire tourner contre son souverain les armes qu'il en avait reçues pour le défendre. Ils réussirent dans leurs projets ; la rébellion fut complète. Conrad, après s'être échappé de la prison où son père l'avait enfermé à cause de son crime, qu'il avait pénétré avant qu'il n'éclatât, se rendit à Milan, et, conduit à Monza par les papistes, il y fut proclamé et couronné roi d'Italie.

Le règne de Conrad ne fut qu'un tissu de malheurs, de dégoûts et d'humiliations. Lorsqu'il jouissait des bonnes grâces de Mathilde, à peine avait-il de quoi fournir à ses besoins, et exerçait-il une ombre d'autorité ; tombait-il en disgrâce, l'exil l'attendait. Enfin, dans un moment de rigueur de la part de son altière protectrice, il fut dépouillé de toute espèce de pouvoir à Florence, et mourut par

le poison, administré par un certain Avien, médecin de Mathilde. Prince sans caractère, vil jouet d'une femme ambitieuse, il vécut dans l'abjection après avoir commis un crime, et termina ses jours d'une manière tragique, là où il aurait dû être l'objet de la plus tendre sollicitude. C'est encore une nouvelle preuve de l'ancien proverbe, que si on aime la trahison, on déteste les traîtres.

Par la mort de Conrad, le parti impérial prit une nouvelle force dans le royaume. On soutenait ouvertement à Milan ce qu'on appelait l'hérésie de Henri, qui ne consistait pourtant dans aucune opinion contraire aux dogmes de la foi catholique, mais seulement dans la persévérance de ce prince à soutenir le droit d'investiture, et dans le mépris qu'il faisait des censures pontificales.

En attendant, sa mort approchait; elle fut hâtée par des chagrins domestiques. Après la trahison de Conrad, il s'était associé son autre fils, qui portait le même nom que lui, et régna après sa mort sous le nom de Henri V. Destiné à boire le calice d'amertume jusqu'à la lie, et à voir tous ses enfants traîtres envers lui, il fut détrôné deux fois par celui qu'il avait appelé au partage de sa puissance, et mourut en 1106 à Liége, dans une condition privée, et manquant même des choses les plus nécessaires à la vie.

Il y avait lieu de croire que Henri V, qui avait contrarié son père, aurait suivi d'autres conseils relativement à sa politique envers la cour de Rome. Mais le pape Paschal II ne tarda pas à s'apercevoir que, si l'ambition du fils avait précipité le père vers la tombe, elle lui conseillait aussi d'user envers la

chaire de saint Pierre de la même rigueur que celui dont elle avait tant à se plaindre. L'affaire de l'investiture revint sur le tapis. Henri V se montra aussi déterminé que son prédécesseur à en revendiquer le droit en faveur de la couronne. Cependant sa politique différa dans un point important de celle de son père; ce fut dans la manière dont il traita avec la comtesse Mathilde. Soit qu'il crût que l'amitié de cette princesse lui fût nécessaire pour l'exécution de ses projets en Italie, soit qu'il espérât, sans se donner d'autres inquiétudes, que, vu son âge avancé, elle laisserait bientôt à la merci de l'empereur son marquisat de Toscane, bien qu'on sût que par une disposition testamentaire elle l'avait légué au saint siége, il s'empressa d'en venir à un accord avec elle, en vertu duquel la paix fut rétablie entre les deux états. L'empereur saisit l'occasion de se rendre agréable à sa nouvelle amie et lui confirma l'investiture de la Toscane qu'elle avait déjà reçue de ses prédécesseurs. Se trouvant ainsi en sûreté du côté de la Toscane, pouvant s'aider des forces du royaume d'Italie, il y descendit avec une armée nombreuse, à laquelle il permit toute espèce de désordre. Arrivé à Rome, et le pape ne voulant point lui céder sur l'article des investitures, il le fit mettre en prison, espérant obtenir par la force ce qu'on lui refusait de bon gré. Paschal céda en lui accordant ce qu'il demandait au sujet tant contesté des investitures. L'empereur, après avoir obtenu cette grande concession, s'en retourna en Allemagne; l'Italie jouit d'un moment de tranquillité dans l'attente de la mort prochaine de la puissante prin-

cesse de Toscane. En effet, cet événement ne tarda pas à arriver : Mathilde mourut vers la fin de juillet de l'année 1115, après avoir légué, par un testament solennel, ses états au siége apostolique.

On ne pouvait guère espérer que Henri laissât les papes entrer pacifiquement en possession d'un si bel héritage, d'autant moins que les souverains de la Toscane avaient toujours demandé et reçu l'investiture de la main des empereurs. L'affaire était assez importante; Henri vint en Italie, prit possession de la succession de Mathilde, et y fit tous les actes appartenants à un vrai et légitime souverain. La contestation des investitures se renouvela avec plus de vivacité à Rome, où il s'était rendu pour terminer enfin une affaire qui paraissait interminable. Paschal voulait tenir ses promesses, quoique la force eût évidemment influé sur sa délibération; mais le collége des cardinaux tint ferme, et, loin d'accorder à l'empereur ce qu'il exigeait, il lança un décret d'excommunication contre lui. Cette arme avait trop bien réussi à Grégoire pour qu'on ne cherchât pas à l'imiter. Gelase II, successeur de Paschal, ne faisant aucun cas des promesses de son prédécesseur, et mettant de côté toute espèce de réserve, fulmina aussi l'interdiction contre Henri. Ainsi, entre le père et le fils, ces empereurs avaient déjà subi cinq ou six décrets d'excommunication. C'était un scandale pour les hommes raisonnables, un aiguillon pour les fanatiques.

Les sentences d'interdiction produisirent en Allemagne des effets bien plus graves qu'on ne s'était attendu; car on commençait à croire que ces con-

damnations, tant de fois lancées et méprisées, avaient perdu de leur force. Les barons du royaume menacèrent fortement Henri, et le sollicitèrent vivement de se réconcilier avec le saint siége, pour mettre enfin un terme aux schismes et aux malheurs qui désolaient depuis de si longues années l'Europe catholique. Il était temps, disaient-ils, que l'empire et le sacerdoce revinssent à cet heureux accord qui les unissait autrefois, et qui était si nécessaire pour le bien de l'humanité et de la religion. De premières négociations sur cet objet furent entamées dans un concile tenu à Reims, et heureusement terminées dans un autre concile que le pape Calixte avait assemblé à Rome, dans l'église de Saint-Jean-de-Latran. Les ambassadeurs de Henri y assistèrent et stipulèrent pour les intérêts de leur maître.

Il était dans la destinée de l'Italie de ne jouir d'aucun repos, et qu'aussitôt qu'une cause de discorde avait disparu, d'autres vinssent y semer des germes de divisions : il y avait tant d'intérêts à concilier, tant d'ambition régnait dans l'église aussi bien que dans l'empire, qu'il était impossible d'asseoir sur des bases solides un système capable de contenter tout le monde! La division était en Allemagne, en Lombardie, à Rome, à Naples, en Sicile. Nous allons voir ces prétentions diverses donner naissance à des événements dignes de la plus grande attention. Nous verrons enfin les peuples, fatigués de l'ambition et des sottises des grands, désirer se gouverner eux-mêmes; nous verrons renaître le régime municipal, l'esprit républicain se former en Italie, plusieurs ré-

publiques s'élever et influer considérablement sur les affaires de l'Europe.

Henri V était mort sans enfants, trois ans après sa réconciliation avec le pape. Le duc de Saxe, Lothaire, réunit en sa faveur les voix des électeurs, et ce fut lui, qui, comme roi d'Italie, porta dans la suite le nom de Lothaire III; mais cette élection n'eut pas lieu sans contestation. Un parti contraire s'éleva, qui porta à la couronne Conrad, neveu d'une sœur de Henri V. La division dans le sein de l'empire en produisit une en Italie : le pape Honorius II se déclara pour Lothaire; mais le parti de Conrad était plus fort en Lombardie, parceque l'archevêque de Milan et les habitants de cette ville, qui, par la faiblesse de l'autorité suprême, commençaient à prendre part aux affaires, et à affecter les formes de république, avaient épousé sa cause. Effectivement, Conrad vint en Lombardie, y fut accueilli avec de grands honneurs par les Milanais, et reçut la couronne royale, d'abord dans la cathédrale de Monza, ensuite dans l'église de Saint-Ambroise à Milan. Quelques troupes qu'il avait amenées avec lui et la faveur des Milanais lui procurèrent la soumission de plusieurs prélats et seigneurs de Lombardie et de Toscane. Lothaire, impliqué dans les dissensions d'Allemagne, et occupé à assurer le sceptre impérial dans sa main, contre le parti de son rival, n'était guère en état de porter des secours aux affaires d'Italie. Celles de Conrad paraissaient y prospérer; mais le pape déposa et excommunia l'archevêque de Milan, le patriarche d'Aquilée, et beaucoup d'autre évêques

qui avaient favorisé l'élévation du compétiteur de Lothaire : un grand nombre de villes de la Lombardie, telles que Novare, Pavie, Plaisance, Bresce, Crémone, auxquelles l'autorité du pape en imposait, et jalouses d'ailleurs de Milan, s'étaient déclarées pour Lothaire, et contrarièrent les prétentions de Conrad qu'elles appelaient par dérision *l'idole des Milanais*. L'influence de ce parti alla si loin qu'il ne restait plus d'espoir à Conrad de conserver la couronne. Roi d'un jour, il ne risquait de n'avoir que la honte de n'avoir pas réussi dans un projet annoncé avec tant d'emphase, et commencé sous d'heureux auspices. Le parti de Lothaire prenait le dessus ; il y avait lieu de croire que la paix règnerait en Italie. La mort du pape Honorius produisit une nouvelle discorde et de longs malheurs. La plus saine partie des cardinaux donna pour successeur à Honorius le cardinal de Saint-Ange, qui prit le nom d'Innocent II ; mais une faction contraire porta à la chaire pontificale le cardinal Pierre Léon, qui se fit appeler Anaclet. La faction du dernier prévalut à Rome, et son compétiteur, que les gens les plus sages regardaient comme le pontife légitime, fut obligé de quitter cette ville pour se retirer en France, en passant par Pise et Gênes, et n'osant pas traverser la Lombardie, où l'archevêque et les habitants de Milan s'étaient déclarés pour Anaclet. Innocent fut reconnu comme pasteur légitime de l'église, par la France, l'Espagne et l'Angleterre. Quant à l'Allemagne, le parti de Lothaire y prit la même résolution ; ce qui porta naturellement Conrad à embrasser celui d'Anaclet.

En ce moment la race de Robert Guiscard s'éteignit dans la Pouille, par la mort de Guillaume et de Boémond, prince d'Antioche. Roger de Sicile, se regardant, par les droits du sang, comme le successeur légitime de l'héritage qui avait appartenu aux descendants de Robert, passa le détroit et vint soutenir, les armes à la main, ses prétentions contre les barons de la Pouille, qui, jaloux de reconquérir leur indépendance, s'étaient coalisés pour s'y opposer. On devait s'attendre que les compétiteurs du royaume de Naples, comme les aspirants à l'empire et au royaume d'Italie, auraient épousé, pour s'en procurer l'appui, le parti de l'un ou de l'autre prétendant à la chaire de saint Pierre : cela ne manqua pas. Roger se déclara pour Anaclet, les barons pour Innocent. Ainsi la discorde régnait partout, dans la haute et la basse Italie comme dans la ville pontificale de Rome. Anaclet, que nous appellerons l'*antipape*, ne laissa pas échapper l'occasion de gagner de plus en plus la faveur d'un prince aussi puissant que le maître de la Sicile. En effet, sachant que Roger dédaignait le titre de duc de Pouille et désirait ardemment celui de roi, il n'eut pas de peine à se décider à le satisfaire; effectivement, il le reconnut pour tel, et, par le ministère d'un de ses légats, mit solennellement la couronne royale sur sa tête dans la cathédrale de Palerme, où, même de nos jours, les rois de Naples reçoivent la couronne des Deux-Siciles.

La ville de Pise, qui, depuis quelque temps, ayant secoué toute espèce de dépendance envers les marquis de Toscane, se gouvernait sous la forme de ré-

publique et s'était élevée à une grande prospérité, la ville de Pise, dis-je, était destinée à voir terminer dans son sein les différents élevés entre les princes de l'Europe. Innocent y avait convoqué un concile œcuménique. Le prince de Capoue, Robert, et le duc de Naples, Sergius, compétiteurs de Roger de Sicile, y étaient venus pour implorer l'appui de cette république et supplier le pape d'appeler de l'Allemagne des secours contre leur ennemi commun. Pise fut alors au comble de sa gloire. On y débattit les affaires ecclésiastiques et séculières de toute l'Europe. Les princes les plus illustres, la fleur, pour ainsi dire, de toute la chrétienté, s'y trouvèrent rassemblés; mais le personnage qui attirait plus particulièrement les regards, c'était le saint abbé de Clairvaux, Bernard, que Pise avait accueilli dans ses murs, et que l'on considérait comme l'arbitre des affaires qui allaient se décider, et d'où dépendait le sort de l'église et de l'empire.

Lors du schisme né dans l'église romaine entre Innocent et Anaclet, on était incertain en France sur le point de savoir lequel des deux compétiteurs à la tiare on reconnaîtrait pour pape. Louis-le-Gros avait convoqué un concile national à Étampes, pour examiner et décider la question. Chacun des deux partis avait envoyé au concile les pièces sur lesquelles il fondait ses prétentions. Saint Bernard fut nommé rapporteur : il conclut favorablement à Innocent, et, sur son avis, les pères assemblés décrétèrent qu'Innocent était le pape légitime, et qu'il fallait le reconnaître pour tel. Le gouvernement et toute la France suivit la décision du concile; l'Es-

pagne, l'Angleterre, une grande partie de l'Allemagne imitèrent son exemple. Un second concile tenu à Reims, et plus nombreux que celui d'Étampes, se prononça de nouveau en faveur d'Innocent, et lança un décret d'excommunication contre Anaclet.

En attendant, saint Bernard, qu'on savait avoir eu la part principale dans ces importantes transactions, était arrivé à Pise, précédé, comme nous l'avons dit, d'une immense réputation, et environné du respect de tout le monde. Il était évidemment le premier personnage du concile. Mais le saint abbé de Clairvaux s'oubliant lui-même, et tout entier aux grands intérêts qui allaient être débattus, ne se laissait pas aller aux sentiments d'une vanité puérile, triste apanage des hommes faibles et ordinaires. Il apaisa les discordes de Lombardie, détermina Conrad à renoncer à son prétendu royaume, décida, par des lettres conçues dans le style de la plus haute éloquence, les Milanais à abjurer leur schisme, à reconnaître Lothaire pour leur souverain, et Innocent pour pontife de l'église universelle. Ce fut donc à un Français humble et désarmé que l'Italie et l'église durent la fin de leurs discordes : mais ce Français était saint Bernard.

Restaient à apaiser les troubles de la basse Italie. Le pape et saint Bernard déterminèrent, par les instances les plus vives, l'empereur Lothaire à descendre en Italie avec une armée suffisante pour mettre à la raison l'antipape Anaclet, et son protecteur, Roger de Sicile. Lothaire passa les Alpes, accompagné de ce même Conrad qui lui avait disputé

la couronne impériale; força le prince Amédée de Savoie à l'obéissance et à lui rendre hommage, soumit les villes de Lombardie encore rebelles, réduisit en son pouvoir la Toscane et la Romagne tout entière. Il partit de là pour son expédition de Pouille, après avoir partagé son armée en deux corps, dont l'un devait suivre le littoral de l'Adriatique, l'autre les bords de la Méditerranée, manœuvre imitée depuis par tous les généraux qui ont voulu envahir le royaume de Naples. Il se mit à la tête du premier de ces corps, tandis que le second s'avançait sous les ordres du duc Henri de Bavière, son gendre. Les Pisans suivaient, comme auxiliaires, le prince Henri, et s'étaient déjà emparés d'Amalfi, après avoir forcé le prince normand à lever le siége de Naples.

Roger, hors d'état de faire tête à un orage si considérable, voulut employer les prières pour fléchir le courroux de ses ennemis; mais ses tentatives furent inutiles. Lothaire et le pape Innocent, qui suivait aussi l'armée, croyant ne pouvoir se fier aux promesses d'un homme connu par ses artifices aussi bien que par sa valeur, étaient acharnés à sa perte. Sa puissance s'écroulait de toutes parts. Les barons de la Pouille et de la Calabre se soulevaient partout contre lui, entraînant avec eux les villes qui prétendaient encore opposer de la résistance; il ne restait plus que Salerne, ville très peuplée, et dans laquelle, comme capitale de ses états de terre ferme, Roger avait jeté une forte garnison. Lothaire et Innocent tournèrent leurs forces contre cette ville obstinée; Robert de Capoue, Sergius de Naples,

y amenèrent aussi leurs bandes. Les Pisans et les Génois secondèrent, du côté de la mer, de tout l'appareil de leurs nombreuses flottes, les efforts des confédérés. Les Salernitains, pressés de toutes parts, songèrent, malgré la garnison normande, à capituler, ouvrirent les portes, et reçurent dans leurs murs les ennemis du roi de Sicile.

Après la conquête, il fallait pourvoir au gouvernement. On nomma duc de Pouille et de Calabre Rainolfe, jadis comte d'Alise et d'Avellino. Mais, voilà que tout faillit manquer par les prétentions réciproques du pape et de l'empereur. Le pape prétendait que c'était à lui à donner l'investiture à Rainolfe, l'empereur voulait la donner lui-même en vertu de son pouvoir impérial. On fut sur le point de se séparer pour une discussion qu'on doit s'étonner de n'avoir pas vu terminer d'avance. Enfin, pour ne pas perdre le fruit de tant de peines et de dépenses, on s'arrêta à l'expédient que le pape et l'empereur tiendraient, au moment de l'investiture, l'étendard qui, suivant les coutumes du temps, était le signe de la concession du pouvoir. Innocent et Lothaire reprirent le chemin de Rome, moins d'accord, comme il est assez ordinaire, dans la prospérité que dans le malheur. Un nouveau motif de discorde les attendait en route. Les religieux du mont Cassin avaient reconnu Anaclet pour pape, et lui avaient fait serment d'obéissance. Craignant le courroux d'Innocent, ils avaient recouru à l'empereur en le priant d'intercéder pour eux auprès de son allié; le pape refusa, et voulait à toute force punir les religieux par une sentence d'interdiction.

L'excommunication était si commune à cette époque, qu'il était rare de ne pas voir au moins une dizaine de princes ou de prélats mis hors de la communion des fidèles, par un décret d'excommunication. Pour peu qu'on différât d'opinion, même dans une affaire temporelle, de la cour de Rome, on pouvait compter sur une foudre du Vatican. L'empereur et le pape se séparèrent peu d'accord, et on voyait clairement que si un nouveau danger s'était présenté, ces deux souverains n'auraient plus réuni leurs moyens, comme ils venaient de le faire tout récemment.

Mais la fortune préparait à Roger de Sicile un moyen plus efficace pour rétablir ses affaires sur le continent. Lothaire s'étant mis en route pour retourner en Allemagne, fut surpris à Trente par une maladie qui l'enleva en peu de jours. Sa mort replongea l'Allemagne et l'Italie dans une condition pire que celle où il les avait laissées.

Les princes d'Allemagne donnèrent pour successeur à Lothaire ce même Conrad qui s'était trouvé en rivalité avec lui lors de son élection. Ce prince, impliqué d'abord dans les guerres d'Allemagne, occupé ensuite dans une expédition à la Terre-Sainte avec Louis VII, roi de France, ne put guère songer aux affaires d'Italie et en effet y prit très peu de part. Roger saisit l'occasion favorable que lui présentaient, d'abord l'éloignement, ensuite la mort de Lothaire, et enfin les occupations éloignées de Conrad, pour reconquérir ce qu'il avait perdu. Il fit pour cela usage de la force des armes aussi bien que de l'influence de l'astuce politique. Il passa le Phare

avec le plus de monde qu'il put rassembler et marcha contre son compétiteur Rainolfe. L'antipape Anaclet vivait encore et conservait un parti; Innocent lui-même n'était pas sans inquiétude. Roger ne manqua pas d'appuyer les ennemis du pape. Le pontife voulut employer auprès de Roger les bons offices de saint Bernard, qui continuait de demeurer à Rome: ses soins furent inutiles; Roger persistait à vouloir rentrer en possession du duché de Pouille et de Calabre, et ne voulait entendre aucune proposition qui ne contînt pour préliminaire la cession de ces deux provinces. Le pape répugnait obstinément à consentir à un accord qui lui enlevait le fruit de tous ses travaux. Sur ces entrefaites, la mort enleva Rainolfe et Anaclet, ce qui paraissait faciliter la réconciliation des deux partis dissidents; mais Roger persistait à vouloir la Pouille et la Calabre, le pape à les lui refuser. Le roi de Sicile fit nommer un antipape appelé Victor, dans l'espoir qu'il réunirait dans un seul faisceau les débris du parti de l'antipape Anaclet. Cependant l'éloquence persuasive de saint Bernard eut tant de pouvoir que Victor renonça à sa dignité usurpée, et les chefs du parti schismatique se soumirent au pape légitime.

Il ne restait plus pour une pacification générale que l'arrangement des affaires de Naples. Roger ne voulait rien rabattre de ses prétentions; le pape l'excommunia: les armes spirituelles ne suffisant pas, il marcha contre lui à la tête d'une armée. Mais Roger, qui se connaissait mieux au métier que le pape, l'attira dans un piége et le fit prisonnier. Après un succès si décisif, il imita son prédécesseur Guil-

laume, comme Innocent avait malheureusement suivi les traces du sien, Léon IV : l'adroit Normand combla d'honneurs et de marques de respect son illustre captif, et sut si bien faire, que celui-ci lui confirma le titre de roi, lui renouvela l'investiture du duché de Pouille et de Calabre, et lui accorda en sus celle de la principauté de Capoue ; le pontife fut ensuite remis en liberté.

De nouvelles accessions de domaines vinrent augmenter la prospérité des affaires de Roger. Les habitants de la ville de Naples, qui, sous une forme républicaine, avaient toujours conservé un fantôme de dépendance envers les empereurs d'Orient, lui envoyèrent des ambassadeurs, et, par un acte de dédition spontanée, déclarèrent vouloir s'assujettir à son sceptre, se réservant seulement la jouissance de leurs lois et libertés municipales.

Après une acquisition si importante, l'heureux Roger conquit Troie avec toute la province de la Capitanate, chassa de Brindes Tancrède de Conversano, et soumit la principauté de Salerne, qui n'était pas comprise dans l'investiture donnée par le pape. Ainsi ce prince réunit sous son sceptre et en un seul corps toutes les provinces qui composent actuellement le royaume de Naples. Les Siciliens prétendirent que les états conquis par Roger en-deçà du phare devaient être considérés comme subordonnés au royaume de Sicile, parcequ'ils furent conquis par un prince déjà reconnu et autorisé roi de Sicile par un diplôme solennel du pape. Il est certain que la résidence ordinaire du roi était à Palerme, et que la cérémonie du couronnement se

faisait toujours dans cette ville; il est certain aussi que le duché de Pouille et de Calabre, les principautés de Tarente, de Capoue, de Palerme, de Bari, de Naples, de Sorrente et des autres états voisins, étaient toujours considérés comme parties et membres du royaume de Sicile de là vint la dénomination de Sicile en-deçà et au-delà du Phare, ou des Deux-Siciles, que les rois retiennent encore aujourd'hui. Ainsi, vers la moitié du XII[e] siècle, selon la remarque de Denina, la basse Italie réunissait plusieurs états dans un seul corps, tandis que la Lombardie, qui depuis long-temps avait formé un seul tout, tantôt sous les rois lombards, tantôt sous les rois français ou allemands, tantôt sous des rois italiens, se démembrait peu à peu pour former différents petits états séparés les uns des autres, et que chaque ville, en rejetant le gouvernement impérial et royal, prenait la forme de gouvernement libre ou de république.

Nous arrivons à une des époques les plus intéressantes de l'histoire d'Italie. La dignité impériale avait beaucoup perdu de son ascendant; les disputes des divers compétiteurs et les guerres ouvertes qu'ils s'étaient faites, ainsi que les moyens honteux qu'ils avaient quelquefois employés pour y arriver, lui avaient porté un coup funeste. On se persuada facilement qu'il n'y avait rien d'estimable dans un rang si souvent occupé par des hommes qui ne méritaient aucune estime; les sentences d'excommunication si souvent prononcées contre eux avaient aussi contribué à dépouiller les empereurs de ce prestige qui environnait auparavant leur puissance et leur dignité.

Il n'était guère possible que des hommes sur lesquels la religion et les décisions de son premier ministre exerçaient tant d'empire pussent conserver un grand fonds de respect pour des princes que des papes avaient repoussés du sein de la communion chrétienne, et voués à la damnation éternelle. L'impuissance où s'étaient trouvés les empereurs d'Occident de chasser de l'Italie les faibles restes des forces que les empereurs d'Orient entretenaient encore sur quelques points éloignés de la péninsule, leur impuissance encore plus avilissante à empêcher l'établissement des Normands dans le royaume de Naples, et leur retraite devant eux, les avaient fait tomber dans un mépris général. Les papes s'étaient moqués d'eux, les princes normands les avaient battus, de simples évêques avaient bravé leur puissance. Les princes ne peuvent prétendre au respect des peuples que par l'appareil de la force, ou par l'éclat de la victoire, ou par des vertus sur le trône, ou par le courage dans le malheur. La plupart des empereurs dont nous avons esquissé l'histoire n'étaient recommandables sous aucun de ces rapports; l'opinion publique s'était prononcée contre eux : ils ne pouvaient plus avoir d'appui que dans la force, et la force leur manquait.

L'indignation vint se joindre au mépris. Les chefs féodaux avaient comblé la mesure de leurs vexations. Les empereurs, ou occupés du soin de leur propre conservation, ou impuissants à venir au secours des peuples opprimés, ou croyant, ce qui est un calcul affreux aussi bien qu'une injustice, que, pour tenir les peuples dans l'obéissance, il fallait tout permettre

aux chefs de la féodalité, se souvenaient no
à faire usage de cette main de justice, qu
taient pourtant de porter. Ils avaient
livré entièrement et sans défense la
pulation à ses plus cruels ennemis
forcé que les hommes du peupl
une manière différente d'exist

Les germes d'instruction
et ses successeurs avaient,
que les lettres fussent en
de la jurisprudence av
les universités fond
celles qui devaient
grands ou à des
des peuples
sévères de
monast
par le
du

stime de lui-même ... t dé
ge des souverain ... po
ard, et l'abando ... er
bitraires de so
l'exemple d
oirer des s
aiblesse
nstatio ... lle
s la

... pla-
... vaient
... va de là
... hefs féo-

... ,
... rre. Il
... que les no-
... faire, et jouir,

aux chefs de la féodalité, ne songeaient nullement à faire usage de cette main de justice, qu'ils se vantaient pourtant de porter. Ils avaient l'air d'avoir livré entièrement et sans défense la masse de la population à ses plus cruels ennemis. Il était donc naturel que les hommes du peuple soupirassent après une manière différente d'exister.

Les germes d'instruction jetés par Charlemagne et ses successeurs avaient porté leurs fruits. Quoique les lettres fussent encore très arriérées, l'étude de la jurisprudence avait fait des progrès notables; les universités fondées par des princes français, celles qui devaient leur existence à des princes allemands ou à des papes, faisaient retentir au milieu des peuples étonnés de leur servitude les accents sévères de la justice. L'université de Bologne et le monastère du mont Cassin se distinguaient surtout par leurs efforts à répandre ces principes éternels du droit, qui forment la base de la jurisprudence romaine. Ces deux établissements, mais principalement le mont Cassin, multipliaient avec une activité extraordinaire les lois de Justinien. Il n'était pas difficile de voir que, s'il est impossible que dans la société tous les individus qui la composent aient le même degré de puissance et de richesses, il est pourtant juste que tous jouissent dans la même proportion de la protection de la loi civile, ce à quoi tendait effectivement l'esprit des lois romaines.

L'école de Salerne elle-même, qui jetait à cette époque un grand éclat, bien qu'elle ne s'occupât que de sciences physiques, en répandant les lumières parmi le peuple, lui inspirait une plus grande

estime de lui-même, et lui faisait détester davantage des souverains qui n'avaient pour lui aucun égard, et l'abandonnaient sans réserve aux volontés arbitraires de ses oppresseurs.

L'exemple de l'insubordination des chefs devait inspirer des sentiments semblables aux subordonnés, la faiblesse des successeurs de Charlemagne, les contestations des princes aspirant au trône d'Italie après la chute des Carlovingiens, l'éloignement et les intrigues domestiques des empereurs de race allemande, avaient fourni l'occasion à leurs officiers et lieutenants de se considérer et d'agir, chacun dans son arrondissement, comme des maîtres absolus. Les ducs, les marquis, les comtes, les évêques, n'avaient plus aucun égard pour la puissance impériale. Le peuple, qui épie toujours avec beaucoup d'attention la conduite des grands, n'avait pas manqué de remarquer les libertés que prenaient envers le chef souverain de l'état les personnes qui, placées très haut dans la hiérarchie sociale, devaient aux autres l'exemple de l'obéissance. Il arriva de là que le peuple se comporta, à l'égard des chefs féodaux, comme ceux-ci en agissaient avec le chef de l'empire; c'est-à-dire qu'à part quelques démonstrations vaines, il refusait, dans beaucoup de cas, de se conformer à leurs volontés. Il voyait que les grands n'avaient guère conservé envers l'empereur d'autre obligation que celle de lui fournir de l'argent, et, quelquefois, lorsqu'ils le voulaient bien, quelques hommes pour le service de la guerre. Il conçut, en conséquence, l'idée que, ce que les nobles faisaient, il pouvait également le faire, et jouir,

dans tout le reste, de la même liberté. Ainsi, cet esprit d'indépendance qui avait prévalu chez la noblesse se glissa peu à peu dans le peuple, au préjudice même de cette noblesse qui, la première, en avait donné l'exemple. La puissance nobiliaire s'était élevée, la puissance populaire va s'élever à son tour.

Nous ne devons pas oublier d'ajouter à tout ceci une considération importante, c'est que, parmi les familles nobles elles-mêmes, il y avait des individus qui portaient envie à leurs parents, investis de l'autorité, par cela même qu'ils étaient exclus du pouvoir, parceque, dans le fait, le pouvoir féodal, dans un endroit déterminé, ne pouvait être exercé que par un seul individu. Ce sentiment de jalousie leur faisait chercher un appui partout où ils espéraient de le trouver, pour élever autel contre autel, et abattre la puissance de leurs rivaux. Il s'ensuivit qu'il y avait division dans les familles nobiliaires, et qu'un individu tenait pour les priviléges, que l'autre penchait pour le parti populaire : le peuple le savait, se rapprochait de ses amis, les mettait à sa tête, et s'en faisait un appui.

Il y avait aussi des familles nobles, ou pour mieux dire anoblies, qui, ne possédant qu'un vain titre et n'ayant pas de charges ni aucune part à l'autorité, détestaient les familles nobles auxquelles les empereurs avaient délégué une portion quelconque de la puissance souveraine : c'étaient des familles nobles hors de la noblesse féodale; elles entraient nécessairement dans le parti populaire, et soutenaient les intérêts du peuple. Or, comme la plupart de ces

familles possédaient de grandes richesses, elles traînaient à leur suite une grande clientèle, et exerçaient une influence très étendue. Ces familles étaient les soutiens nés de la liberté; il était rare que dans une ville où il existait un seigneur féodal il n'existât pas en même temps un chef d'une autre famille noble et puissante, entouré de la confiance du peuple, et cherchant à balancer par ses richesses et l'appui des plébéiens l'autorité de son rival. Ainsi, si l'esprit de la société se tournait généralement vers la liberté, elle trouvait aussi des chefs tout prêts à la défendre.

Nous avons déjà remarqué, et nous devons le rappeler ici, que ces métamorphoses s'étaient opérées principalement dans les villes maritimes, à cause que le commerce, en donnant à l'esprit de l'homme plus d'activité et le faisant sortir d'un cercle étroit d'idées, en lui procurant la connaissance de diverses manières d'existence sociale, en exaltant son amour-propre, le rend plus impatient du joug, lui fait attacher moins de prix aux vieilles habitudes, et le rend plus apte à recevoir de nouvelles formes. Il est bien entendu que nous parlons ici du haut commerce, et surtout de celui de navigation, exercé avec tant d'activité par les villes maritimes de l'Italie, et non du commerce de boutique, assez disposé à contracter des habitudes serviles. Le petit commerce est à peu près, en ce qui regarde le sujet qui nous occupe en ce moment, dans le même cas que l'agriculture.

Les considérations que nous venons de mettre sous les yeux du lecteur expliquent pourquoi les villes maritimes furent les premières à secouer le

joug et à se mettre en liberté. Gênes, Lucques et Pise, autant qu'on peut en juger par les chroniques obscures et rares du onzième siècle, paraissent les premières au rang des villes libres. Mais d'autres, situées dans l'intérieur des terres, particulièrement Milan, Pavie, Asti, Crémone, Lodi, ne tardèrent pas à imiter leur exemple. On les voit déjà, dès l'année 1000, contracter des alliances, faire la paix ou la guerre comme il appartient à des états indépendants, sans aucun égard pour les empereurs ni pour quiconque aurait prétendu les gouverner au nom de l'empire. En général les villes d'Italie regardèrent le règne de Henri comme l'époque de leur liberté; ce qu'elles déclarèrent elles-mêmes dans les articles de la ligue qu'elles formèrent et renouvelèrent peu de temps après contre l'empereur Frédéric premier, dit Barberousse. Les peuples saisirent avec empressement le spécieux prétexte de l'excommunication pour refuser l'obéissance à leurs souverains éloignés et secouer le joug de la domination allemande.

D'un autre côté, les villes qui, retenues par quelque motif particulier, n'embrassèrent point le parti ecclésiastique, obtinrent des empereurs par privilége ce que les autres avaient saisi de leur propre mouvement. Henri V, Lothaire II et Conrad II, qui succédèrent à l'infortuné Henri IV, d'abord pour ne pas attirer sur eux le courroux terrible des pontifes, ensuite pour avoir l'air de conserver encore quelque reste d'autorité en Italie, furent obligés non seulement de consentir à la liberté des communes qui l'avaient conquise, mais encore de

l'accorder jusques à un certain point à toutes les autres, afin que les peuples qui leur étaient restés fidèles, ou conservaient des liens d'amitié avec eux, ne se trouvassent pas dans une condition pire que leurs rebelles et leurs ennemis. Ainsi, ou d'une manière ou de l'autre, presque toutes les villes de la Lombardie avaient, vers la moitié du douzième siècle, acquis leur liberté et adopté le gouvernement populaire.

Malheureusement, en sortant de la servitude, elles ne surent pas se préserver de l'anarchie. Leur gouvernement populaire se formait et agissait plutôt au hasard, et en suivant les caprices de la multitude, que d'après des lois invariables, consenties et respectées de tout le monde. Elles n'eurent point à proprement parler de constitution. Elles crurent avoir tout fait en secouant le joug des empereurs et des seigneurs féodaux: c'était certainement beaucoup; mais elles n'eurent pas la pensée de se donner des lois telles, qu'elles pussent garantir la liberté au dedans et assurer l'exécution des traités au dehors. On ne voit pas parmi les peuples de cet âge, des Lycurgue ni des Solon: ils n'étaient peut-être pas assez avancés dans la civilisation pour comprendre que la première condition pour vivre libre consistait dans des lois fixes qui pussent former des habitudes; loin de là, tout était abandonné aux inclinations ambitieuses d'un chef de parti ou aux exigences du moment. Point de prévoyance pour l'avenir, point de projet pour poser des barrières stables contre l'ambition des grands et les débordements de la multitude. Il y

avait à la vérité dans ce système un grand avantage, c'était que chacun ayant individuellement une part active dans l'action sociale, les forces individuelles s'exaltaient au dernier point, et l'énergie des caractères était portée au comble; mais cet avantage même était un mal, parceque n'y ayant pas de frein, les forces individuelles s'employaient et s'épuisaient soit dans les mouvements des discordes civiles, soit dans des entreprises attentatoires à la liberté de ses voisins. En un mot, la liberté de cette époque ne fut point organisée; on appelait de ce nom la simple absence d'un roi ou d'un chef féodal, sans s'embarrasser si ce qu'on avait était un gouvernement libre ou de l'anarchie. On était bien sur le chemin de la liberté, mais on ne savait atteindre au but.

Mais enfin, quelle était la forme de gouvernement que ces villes avaient adoptée? on peut répondre que c'était un gouvernement populaire se formant à l'aventure et perpétuellement mobile. Il n'y avait point de monarque, il n'y avait point d'aristocratie organisée: l'absence de cette dernière, élément si nécessaire pour la conservation de la liberté, était particulièrement ce qui distinguait ces petites républiques du moyen âge, de la république romaine. Ils s'écartèrent, ces hommes plutôt bien intentionnés que prudents, de cette ancienne forme de gouvernement qui constituait pour ainsi dire le gouvernement indigène et national de l'Italie, savoir une aristocratie permanente ayant à côté d'elle une démocratie aussi permanente et des magistrats exécutifs temporaires et sujets à l'élection. Qui a pu ima-

giner que le peuple seul, délibérant à chaque instant sur la place publique, et quand les besoins de l'état l'exigeaient et quand ils ne l'exigeaient pas, pût former un bon gouvernement? C'était là une absurdité digne d'un siècle d'ignorance. Ces républiques n'avaient pas de sénat; elles n'avaient qu'une multitude. Elles avaient bien pensé, d'après quelques souvenirs de la république romaine, à se donner des consuls; mais ces magistrats, n'ayant aucun pouvoir social, ni même aucune loi qui pût au besoin leur servir d'appui, n'étaient que les instruments serviles de la masse populaire; destitués souvent, mis à mort quelquefois quand ils faisaient bien, loués et récompensés quand ils faisaient mal. On ne saurait mieux comparer ces républiques qu'à une mer que les vents toujours inconstants et sans frein mettaient sans cesse en mouvement et souvent en courroux. Aussi voit-on que les factions déchirèrent perpétuellement le sein de ces petits états; qu'ils furent en proie à l'anarchie; que des tyrans s'y élevèrent souvent pour y étouffer toute espèce de liberté et y exercer un empire aussi cruel qu'absolu; que la paix ne régna jamais ni dans leurs murs, ni avec leurs voisins, et qu'enfin aucun d'eux ne s'éleva à un degré de puissance capable de le faire respecter long-temps. Ce n'étaient pas, à proprement parler, des états; c'étaient plutôt, s'il nous est permis de nous servir de cette similitude, c'étaient plutôt des familles hargneuses, turbulentes, et se disputant continuellement pour des intérêts qui quelquefois en valaient la peine et le plus souvent ne la valaient pas. Demander si cette existence orageuse est pré-

férable au calme du despotisme pur, ce serait établir à peu près une question oiseuse. On pourrait cependant répondre que, quant au fond, elle ne vaut pas mieux, mais qu'elle suppose du moins, par l'énergie des caractères, la capacité d'arriver à la véritable liberté. On ne peut tirer aucun parti d'un corps mort, mais on peut guérir un corps agité de convulsions, et le conduire à un état de vigueur dans lequel les fonctions s'exercent avec autant de régularité que de force.

Les faits que nous allons exposer ne seront malheureusement qu'une confirmation trop réelle des principes que nous avons émis. Les villes d'Italie, non contentes de s'être soustraites à la domination étrangère et au gouvernement féodal, voulurent, chacunesuivant le degré de sa force, attenter à la liberté des villes environnantes. Le désir de la liberté fit place à l'ambition de commander; aucune saine politique ne les dirigeait. Les rivalités locales tenaient lieu de raison d'état, et comme les haines de commune à commune sont plus actives chez les gens du peuple que chez les personnes raisonnables, il s'ensuivait que les villes libres de Lombardie étaient dans un état perpétuel de discorde et de guerre les unes contre les autres. Les ambitions particulières se mêlaient aux passions populaires : il ne manquait pas d'hommes voulant se faire de la gloire militaire un moyen pour asservir leur patrie. La ville de Milan, qui, par sa grandeur et la prérogative de son archevêque de couronner les rois d'Italie, avait été une des premières à s'élever à l'indépendance, donna aussi une des premières l'exem

ple de vouloir attenter à la liberté de ses voisins. En effet, elle attaqua et mit sous le joug Côme et Lodi; Pavie et Crémone eurent beaucoup de peine à se défendre de ses attaques, et, en général, elle tenait, par son ambition et sa puissance, toutes les villes de la Lombardie dans une inquiétude perpétuelle. L'audace des Milanais s'accrut encore davantage sous le règne de Conrad III. Ce prince crut leur devoir des ménagements, d'abord parcequ'il lui eût été difficile de les réduire, ensuite parceque les Milanais avaient toujours été ses partisans, et notamment à l'occasion de sa concurrence à l'empire avec Lothaire. Il lui en coûtait de faire du mal à ceux qui lui avaient fait tant de bien. De leur côté les Milanais, enhardis par la tolérance de l'empereur, ne respectaient plus rien; et, dans leur ambition, ils voyaient déjà le moment où ils seraient maîtres de toute la Lombardie. Leur gouvernement n'était guère qu'un désordre de place publique où les passions s'exaltant, ne croyaient plus rien d'impossible; et les chefs se persuadaient que, pour fixer les idées de la multitude, il fallait les arrêter sur un objet spécial. La guerre étrangère remplissait parfaitement ce but. Cette ambition des Milanais faillit, quelques années après, de faire retourner l'Italie sous le joug des barbares et d'enlever à la Lombardie la liberté qu'elle avait acquise.

Le même phénomène se manifestait en Toscane. La ville de Florence principalement, où, après la mort de Mathilde, le gouvernement populaire avait tout-à-fait prévalu, et où aucun vestige ne restait, ni direct ni indirect, de l'autorité impériale, cherchait

à s'agrandir aux dépens de ses voisins. Les Florentins réduisaient à leur obéissance les communes qu'ils pouvaient atteindre, ou les détruisaient si elles refusaient de se soumettre. Prato, Mont'Orlandi, Monte Caccioli, Fiesole, Montebuoni, chef-lieu de l'illustre maison des Buondelmonti, subirent ce dernier sort. Sienne, Pistoie, Arezzo et les autres villes plus considérables suivaient la même politique à l'égard de leurs voisins, jusqu'à ce qu'elle se rencontrassent elles-mêmes sur le champ de bataille. Tantôt vainqueurs, tantôt vaincues, elles acquéraient ou perdaient du territoire suivant les événements, jusques au moment où la prépondérance de Florence fut bien établie, et que toute la Toscane, à peu près, reconnut ses lois. Dans toutes ces villes c'était un gouvernement populaire désordonné qui dominait; c'était toujours une faction qui en supplantait une autre. Ces vicissitudes se renouvelèrent jusques au dégoût.

Quant à Rome, l'état des affaires y était tel, que ni le pape ne pouvait gouverner les Romains, ni les Romains se soustraire à l'autorité du pape; mais, au milieu de cette fermentation générale qui portait les villes d'Italie à se donner un gouvernement populaire, les Romains se rappelaient leur ancienne grandeur, prétendaient non seulement à l'indépendance, mais, animés d'un fol enthousiasme, se vantaient de rétablir leur ancien pouvoir sur les autres provinces, ou du moins sur l'Italie.

Cet enthousiasme de liberté dans le haut pays et dans le centre de l'Italie portait les villes libres à faire une guerre continuelle aux états monarchi-

ques qui les avoisinaient. Ainsi, par exemple, la république d'Asti guerroyait toujours avec les ducs de Montferrat, vicaires des empereurs; et celle de Quiers avec les archevêques de Turin: c'était un combat perpétuel et très varié entre la république et la monarchie.

Conrad, au moment de sa mort, qui eut lieu en 1152, conseilla aux princes d'Allemagne de nommer pour son successeur Frédéric, fils de Frédéric son frère, duc de Souabe. La recommandation d'un père mourant, qui préfère son neveu à son fils, car Conrad avait un fils en bas âge, eut le plus grand poids auprès des électeurs. Frédéric fut nommé: c'est celui qui, à cause de la couleur de sa barbe, fut appelé Barberousse, et devint si célèbre par ses exploits, et ses discussions avec le saint siége. Le nouvel empereur, qui se trouvait, au moment de sa nomination, dans la fleur de l'âge, se distinguait par un esprit élevé et des talents peu communs dans le métier de la guerre. Mais ces bonnes qualités étaient offusquées par une ambition si démesurée, que toute supériorité qui aurait voulu s'élever à côté de lui lui devenait insupportable.

La nomination de Frédéric présenta aussi un caractère politique particulier, et ce fut ce qui la rendit plus facile. Deux familles principales régnaient alors en Allemagne; elles s'étaient trouvées souvent en concurrence pour l'empire; c'étaient celle des Henri de Guibelingue, bourg de l'Allemagne, et celle des Guelfe d'Altdorf. C'est à cette dernière famille que la maison d'Este s'allia, par le mariage d'Azzo d'Este avec Cunégonde, fille du

duc Guelfe III, et c'est de cette souche commune que sont issues les familles de Brunswick, d'Hanovre et de Modène. Ces deux factions des gibelins et des guelfes avaient souvent troublé le repos de l'Allemagne ; elles passèrent ensuite en Italie, où elles divisèrent les peuples pendant long-temps, et enfantèrent des cruautés et des malheurs sans nombre. Comme les Henri, issus des Gibelins, avaient toujours été les ennemis des papes, il était naturel que les Guelfes, leurs adversaires, épousassent le parti des chefs de l'Église : ainsi gibelins voulait dire impériaux ; guelfes, papistes. Or, Frédéric était fils de Frédéric, duc de Souabe, chef, après l'empereur Henri son frère, du parti des gibelins ; et de Judith, fille de Henri duc de Bavière, chef du parti des guelfes. Ainsi, attendu que Frédéric réunissait en lui le sang des deux familles ennemies, on espérait que sa nomination aurait réconcilié les esprits et produit une paix après laquelle on soupirait depuis long-temps.

Les événements ne justifièrent pas, du moins quant à l'Italie, les espérances que l'on avait conçues. Le caractère belliqueux et hautain du nouvel empereur n'était pas fait pour permettre que cette province, et particulièrement la Lombardie, qu'il regardait comme les plus beaux fleurons de sa couronne, en fussent séparées pour devenir la propriété d'autres princes ou de quelques chefs d'une multitude déchaînée. A peine donc fut-il monté sur le trône qu'il songea à rétablir l'autorité prête à lui échapper dans ses possessions d'au-delà des Alpes.

Les invitations pour se mêler des affaires de la péninsule ne lui manquaient pas: des villes ou de simples particuliers se plaignaient à lui, celui-ci du roi de Sicile, celui-là d'un autre potentat. Les plaintes furent nombreuses, surtout sur les usurpations et la tyrannie des Milanais. On le priait de venir pour détruire les tyrans et réintégrer chacun dans ce qu'ils appelaient leurs droits. Cette circonstance faisait espérer à Frédéric qu'il trouverait dans le pays de puissants appuis pour l'exécution de ses desseins. Il voulut que sa première apparition fût accompagnée d'un appareil vraiment royal. Il prit le chemin de Trente, se faisant suivre par quelques corps armés des mieux équipés, et environné d'un grand nombre de ses vassaux richement vêtus, suivant la manière du temps. Il convoqua une diète, comme ses prédécesseurs avaient eu coutume de le faire, dans les champs de Roncaille. Plusieurs princes italiens s'y rendirent pour s'acquitter de leurs devoirs envers l'empereur, et dans l'espoir qu'il leur fournirait les moyens de se défendre de ces républiques inquiètes qui ne leur laissaient aucun moment de repos. Les nouvelles républiques députèrent aussi vers lui des ambassadeurs, en apparence pour lui rendre honneur, mais dans le fond pour épier ses démarches, et pénétrer les desseins d'un prince qu'elles connaissaient ambitieux, et ayant avec lui les moyens de les contraindre; et comme elles étaient presque toutes en guerre les unes contre les autres, chacune lui adressait ses plaintes, espérant qu'il redresserait les torts qu'elles croyaient éprouver de la part des petites puissances leurs rivales.

La politique de Frédéric fut dans cette circonstance extrêmement habile. Il prévit que, s'il eût laissé percer le projet de les assujettir, le danger commun les aurait réunies dans un seul dessein pour lui résister. Les forces qu'il avait amenées d'Allemagne ne suffisaient pas pour une guerre générale. Il pensa donc que le plus sûr moyen de faire rentrer dans le devoir les villes qu'il regardait comme rebelles, et de reconquérir l'empire d'Italie, était de se porter protecteur d'un parti contre l'autre. Par cette manœuvre, il espérait de vaincre l'un par la force des armes, subjuguer l'autre par la reconnaissance et l'ascendant de la victoire.

Les deux partis plus puissants étaient ceux de Milan et de Pavie. Milan occupait le premier rang par sa puissance et par la haute dignité de son archevêque. Pavie, long-temps le siége du royaume, était environnée de murailles plus fortes; et, située sur un beau fleuve, elle pouvait ouvrir plus facilement des communications avec la mer pour la plus grande prospérité du commerce. Elle ne voulait donc pas déchoir du haut rang qu'elle avait occupé autrefois. Elle s'appelait la ville royale par excellence, et disputait vivement la suprême prérogative à Milan. Les villes de la Lombardie, suivant les localités ou les intérêts divers, tenaient pour l'une ou pour l'autre; et cette grande division, tout en affaiblissant les moyens des villes italiques, aplanissait les voies à la puissance impériale pour les réduire de nouveau à cet état d'assujettissement dont elles venaient à peine de sortir.

Frédéric avait bien jugé des circonstances; et

voulant se faire chef d'un parti pour écraser l'autre, il lui restait à faire le choix entre Milan et Pavie. Voici ce que dit à ce sujet un auteur contemporain: « Frédéric, très bien informé de ces affaires, vint » en Italie pour subjuguer d'une manière fort adroite » les Lombards. Voyant qu'il était obligé de se pro- » noncer pour l'un des deux partis (c'étaient ceux de » Milan et de Pavie), il crut plus utile de se rappro- » cher des Pavesans ; car s'il eût embrassé le parti » des Milanais, une fois le parti contraire soumis, » il se serait trouvé embarrassé avec les Milanais, » qui étaient les plus forts ; il n'aurait peut-être pas » eu des forces suffisantes pour les soumettre. »

En attendant, l'empereur, en quittant Roncaille, s'était approché d'Asti pour soutenir les intérêts de Guillaume, marquis de Montferrat. La fortune lui sourit : il attaqua et détruisit presque entièrement d'abord Quiers, ensuite Asti. Il s'avança à la fin sur Tortone, ville plus considérable à cette époque qu'elle ne l'est aujourd'hui, et qui professait des sentiments d'amitié pour Milan, d'inimitié pour Pavie. Les Tortonais firent voir en se défendant avec la plus grande vigueur, et au milieu des privations de toute espèce, ce que peut sur des âmes fières l'enthousiasme de la liberté. On voyait un spectacle exraordinaire, celui d'une seule ville résistant à toutes les forces d'un empereur. Ce ne fut qu'à la dernière extrémité, et lorsque l'eau et les vivres manquèrent tout-à-fait, que les Tortonais capitulèrent avec leur plus cruel ennemi. La ville fut sauve, mais obligée de se soumettre à la volonté du vainqueur. Le siége de Tortone est célèbre dans l'his-

toire : c'est certainement le plus beau fait d'armes de Frédéric ; mais les assiégés ne déployèrent pas moins d'art et de courage dans la défense, qu'il en avait montré dans l'attaque.

Après la prise de Tortone, l'empereur se rendit à Pavie, sa ville favorite, où, comme dans l'ancienne capitale du royaume des Lombards, il fut couronné roi.

Son dessein était de marcher sur Milan, et d'attaquer ce chef-lieu de la rébellion. La victoire de Tortone, la solennité du couronnement, avaient produit un certain enthousiasme dans son armée et parmi les peuples : il croyait que rien ne pourrait lui résister ; mais en ce moment même les affaires l'appelèrent à Rome. Après la mort d'Eugène III et d'Anastase IV, qui régna fort peu de temps, Adrien IV était monté sur le trône pontifical. Ce pape témoignait des sentiments favorables envers l'empereur, et lui offrait de le couronner. L'ambitieux Frédéric ne voyait que le moment où il recevrait la couronne impériale de la main du pontife romain. Il nourrissait, au reste, un grand désir de visiter Rome, cette ville superbe qui, malgré tant de vicissitudes, était toujours considérée comme la véritable capitale de l'empire. Il écouta en conséquence la voix de la vanité avant de suivre les conseils de la prudence. Il aima mieux aller à Rome que marcher sur Milan : ce fut une grande faute politique ; car rien n'était fait en Italie, aussi long-temps que Milan persévèrerait dans la désobéissance, et c'était se nuire à soi-même que de laisser refroidir l'enthousiasme de la victoire.

Les Romains ayant appris que l'empereur allait tourner ses pas vers Rome, envoyèrent au-devant de lui une ambassade solennelle pour régler les conditions de sa réception et le mode de son couronnement. Mais ils mirent dans cette démarche tant de faste et de vanité que l'empereur se moqua d'eux, et prit le parti d'épouser tout-à-fait la cause du pape. Ils ne prétendaient rien moins qu'il se présentât dans Rome comme leur lieutenant, et avec promesse d'employer ses forces pour leur rendre l'antique liberté et les états qu'ils avaient perdus. C'était là une espèce de gloire que Frédéric n'ambitionnait point : il aimait mieux être souverain de Rome que sujet. Le pape le couronna empereur d'Occident, au milieu du mécontentement des Romains et des rixes sanglantes qui s'élevaient à tous moments entre les habitants et les soldats de sa suite. Après la cérémonie du sacre, continuellement en proie à son inconstance naturelle, et voyant qu'une maladie mortelle consumait son armée, il s'en retourna en Allemagne, laissant en Italie des ferments de discorde plus actifs que jamais. Malgré la victoire de Tortone, sa réputation militaire, au lieu de s'accroître, n'avait fait que diminuer. Tout le monde lui reprochait d'avoir abandonné l'entreprise de Milan au moment de la commencer, entreprise qui avait été le but principal de son voyage. Cette circonstance et les deux couronnements de Pavie et de Rome, en déclarant d'un côté une faiblesse tout-à-fait hors de saison, de l'autre une vanité insatiable, avait fait juger que son mérite était au-dessous de celui qu'on lui avait prêté.

Après le départ de l'empereur, la guerre recommença avec un surcroît d'acharnement entre Milan et Pavie; la Lombardie presque entière prenait part à ce sanglant débat. Les villes qui persistaient à suivre le parti impérial, soutenaient les intérêts de Pavie; celles qui aimaient mieux leur liberté que le joug étranger défendaient Milan, bien qu'elles ne fussent pas totalement rassurées sur les intentions de cette capitale si elle sortait victorieuse de la lutte dans laquelle elle se trouvait engagée. La supériorité de Milan était telle que le parti contraire ne pouvait guère se flatter de l'espoir de résister. Il prit donc la résolution d'inviter l'empereur à faire une seconde descente en Italie. Ce prince s'était occupé en Allemagne de réparer les pertes qu'il avait faites dans la première incursion; il se reprochait d'être parti avant la conclusion définitive des affaires, et ne pouvait souffrir que des villes entières résistassent encore à ses volontés. Il se rendit donc facilement aux sollicitations des Pavesans, et résolut de faire un nouvel effort pour soumettre les villes insubordonnées. La première qui lui opposa de la résistance fut Bresce; il y mit le siége et s'en empara. Il crut que ce succès aurait disposé les Milanais à rentrer dans le devoir; effectivement ils envoyèrent auprès de lui des ambassadeurs pour traiter leur cause, offrant de reconnaître, mais sous beaucoup de restrictions, l'autorité impériale; ils essayèrent aussi de se rendre favorables, par des présents et de l'argent, les grands personnages de la cour et les ministres de l'empereur: soins inutiles! Frédéric avait juré la perte de Milan.

Il proclama en premier lieu un ban, par lequel il ordonnait à toutes les villes du royaume d'Italie et aux princes ses vassaux de se réunir à l'armée allemande avec les armes nécessaires et le plus grand nombre d'hommes qu'ils eussent pu rassembler. Parme, Crémone, Pavie, Novare, Asti, Verceil, Côme, Vicence, Trévise, Padoue, Vérone, Ferrare, Ravenne, Bologne, Reggio, Modène, Bresce obtempérèrent aux ordres de l'empereur. C'était moitié dévouement, moitié crainte; car parmi ces villes il y en avait plusieurs qui, sans être entièrement dévoués aux Milanais, étaient attachées à leurs libertés, et désiraient en secret le triomphe de la capitale de la Lombardie. Les autres, ou s'excusèrent, ou ne firent que des réponses évasives, ou envoyèrent quelques escadrons au secours de la ville en péril. C'était un appareil immense; de long-temps on n'avait vu une armée si nombreuse, c'était une véritable armée impériale: on y comptait réunis sous le commandement de Barberousse cent mille hommes, tant infanterie que cavalerie. Un approvisionnement formidable en machines de guerre ajoutait encore à cet imposant spectacle. Les peuples regardaient avec effroi ces préparatifs extraordinaires. L'attaque commença avec une vigueur inouïe. Une grêle furieuse de pierres tombaient continuellement dans l'intérieur de la malheureuse ville : les maisons s'écroulaient à chaque instant avec un fracas épouvantable et écrasaient ceux qui se défendaient les armes à la main, comme ceux qui n'avaient d'autre défense que les prières et les larmes. Cependant la force ne suffisait pas pour dompter les

généreux Milanais, déterminés qu'ils étaient à s'ensevelir sous les décombres de leur ville chérie, plutôt que de céder à un ennemi qu'ils détestaient encore plus qu'ils ne le craignaient. Ils résistèrent long-temps. L'effroyable tempête qui les menaçait à chaque instant d'une destruction totale ne suffisait point pour leur faire changer de résolution. Enfin le manque de vivres et des maladies extrêmement meurtrières fléchirent le courage de ces guerriers que les armes avaient trouvés indomptables. Prévoyant la nécessité de la reddition, ils eurent recours au roi de Bohême et au duc d'Autriche, les priant d'intercéder auprès de leur puissant ennemi afin que les conditions de la capitulation qu'ils avaient l'intention d'offrir ne fussent point portées à un excès de rigueur. En effet, elles ne furent pas trop dures. Ils rendirent la ville, sous l'obligation de payer à l'empereur une certaine somme d'argent, de donner trois cents otages, et de céder le droit de battre monnaie, ainsi que celui d'asseoir certains droits de gabelle. Ce fut ainsi qu'au moyen de la cession de quelques prérogatives auxquelles on croyait que la souveraineté était particulièrement attachée, les Milanais échappèrent cette fois aux derniers malheurs.

L'empereur, après avoir reconquis le haut domaine sur Milan, songea à reconnaître les droits de l'empire sur les autres villes de Lombardie, droits que la faiblesse de ses prédécesseurs et le désordre des temps avaient fait tomber dans l'oubli. En certains endroits, on ne les excerçait plus; en d'autres, les villes ou les évêques, les comtes et les marquis

s'en étaient emparés; chacun s'était approprié, suivant sa convenance, quelque débris de la puissance impériale. Par une investigation attentive et minutieuse, l'empereur fit démêler, au milieu de cette confusion inextricable, ce qui appartenait au souverain, de ce qui était la propriété des particuliers. Ayant ainsi reconnu les droits régaliens, il les revendiqua; seulement il en concéda une partie aux villes et vassaux qui avaient fait preuve de plus de dévouement pour ses intérêts; il maintint dans la jouissance les possesseurs qui purent prouver, par des diplômes authentiques, les tenir en vertu de concessions régulières de ses prédécesseurs.

La privation des droits souverains dont les villes de la Lombardie avaient joui depuis quelque temps y avait laissé des germes de mécontentement; habituées à la liberté et à l'exercice de l'autorité souveraine tout entière, elles ne pouvaient supporter qu'il y fût retranché quelque chose et que l'empereur gênât, par les prérogatives qu'il avait fait revivre, la marche de leur gouvernement. A cette cause de déplaisir vinrent se joindre les vexations des agents allemands que l'empereur avait laissés pour veiller sur les intérêts de l'empire. Aucun trait d'avarice et d'insolence n'était épargné de la part des procureurs impériaux, comme si leur dessein eût été de rouvrir des plaies que le temps n'avait pas encore pu cicatriser.

Tandis que les villes de Lombardie se trouvaient dans un état si violent, et qu'elles regardaient tout autour d'elles pour découvrir une occasion de se soustraire à une condition qui leur devenait tous les

jours plus insupportable, il arriva à Rome un changement qui fut le signal d'une nouvelle scission en Italie, produisit d'abord des maux incalculables, et finit par amener une paix générale avec le plein établissement de la liberté italique.

Le pape Adrien IV étant mort au moment où les discussions avec l'empereur étaient les plus vives, on lui donna pour successeur le cardinal Roland de Sienne, qui prit le nom d'Alexandre III; ce prélat était bien digne, par son savoir et ses vertus, d'occuper le trône pontifical. Mais l'ambition ne dormait pas parmi quelques prélats de Rome : le cardinal Octavien, homme intrigant et ambitieux, irrité de la préférence que l'on avait accordée sur lui au cardinal de Sienne, se mit en devoir de s'emparer par le moyen de la force de ce qu'il n'avait pu obtenir par la voie libre des suffrages. Il comptait sur la faveur de Frédéric, dont il avait su gagner les bonnes grâces dans une mission dont Adrien IV l'avait chargé : il suborna quelques cardinaux et se fit nommer pape.

Aussitôt que l'empereur eut connaissance de ce schisme, il convoqua de sa propre autorité à Pavie un concile composé d'évêques allemands et lombards, et somma les deux prétendants au pontificat d'y comparaître pour plaider chacun leur cause. Alexandre se garda bien d'obtempérer à l'invitation de l'empereur, parceque ses droits étant bien établis, il ne voulait pas les remettre en discussion : quant à Octavien, il n'hésita pas et se soumit volontiers à la décision du concile qu'il ne doutait pas devoir lui être favorable. Le conciliabule de Pavie

se prononça en effet pour lui ; il prit le nom de Victor III. On en vint aux excommunications des deux côtés. Alexandre fut reconnu pour le véritable pontife dans toute la chrétienté, l'Allemagne à part. Les villes italiennes, déjà mécontentes du gouvernement insolent des lieutenants de l'empereur, saisirent avec empressement le prétexte de l'excommunication pour se constituer en état de rébellion contre lui ; il était alors passé en maxime que l'excommunication déliait les sujets de l'obligation de l'obéissance. Toute l'Italie, et spécialement la Lombardie et la Toscane se trouvèrent divisées en deux partis contraires, dont l'un suivait les bannières du pape Alexandre, l'autre celle de l'empereur Frédéric.

Les Milanais se trouvaient à la tête du parti guelfe, parceque, prévoyant que l'empereur se serait mis en mesure de les combattre et de les punir, ils avaient épousé les intérêts du pape, auquel se rattachaient tous ceux qui détestaient la domination de l'étranger ou nourrissaient des sentiments de religion et de vénération pour le siége apostolique. Ils espéraient par là de réunir en leur faveur une masse considérable d'hommes indépendants et bien déterminés à défendre la cause de l'Italie.

L'empereur, de son côté, occupé en ce moment au siége de Creme, jugea facilement que, sans s'amuser à faire successivement le siége de chaque ville rebelle, il était plus avantageux d'attaquer et soumettre Milan, chef-lieu de l'opposition et des mécontents. En conséquence, après être venu à bout de Creme, qui avait opposé une résistance opiniâtre, il s'approcha de Milan vers la moitié de l'été

de 1161 : il commença ses opérations par la dévastation des campagnes environnantes; il détruisit, comme un torrent impétueux, les vignes, les jardins et les récoltes; il serra ensuite de plus près la ville, et distribua ses troupes de manière que rien ne pût y entrer. Les Milanais, de leur côté, dans un danger si pressant, dans une cause où il y allait de leur propre existence et de la liberté de l'Italie, ne manquèrent point à eux-mêmes : ils établirent le plus grand ordre dans la défense; chacun fut attaché à un quartier déterminé, sous des chefs expérimentés, et sur le patriotisme desquels il pouvait compter. Ils faisaient de temps en temps des sorties pour fourrager dans la campagne, et repoussaient avec la plus grande vigueur l'ennemi, partout où il se présentait. La pénurie des vivres commençait à se faire sentir; l'argent manquait pour les distributions journalières aux généreux défenseurs de la patrie. Pour obvier à un inconvénient si grave, ils députèrent dans chaque quartier des hommes choisis, chargés de chercher dans les maisons particulières les vivres qu'on pouvait y avoir cachés, et pour imposer aux personnes riches une taxe, dont le produit serait employé dans la défense de la ville. Le moyen réussit pour quelques jours; mais il devint funeste dans la suite, parceque les vivres et l'argent, comme il arrive ordinairement dans ces sortes de cas, se resserrèrent davantage.

Bien que les Milanais eussent remporté un avantage signalé dans une sortie, où Frédéric, après une chute de cheval, fut grièvement blessé, la disette devint telle, qu'ils durent songer à la reddition. Par

suite de cette délibération, ils députèrent par-devant Frédéric trois de leurs citoyens les plus recommandables, Ossius, Albert fils, et Anselme Orfé, avec plein pouvoir de traiter.

Frédéric convoqua en conseil les princes allemands et les consuls des villes alliées, telles que Pavie et Crémone, et répondit qu'il voulait s'en rapporter, pour les conditions de la capitulation, non à son propre avis, mais à celui de ses conseillers. Les députés de Milan furent obligés de consentir à cette condition, toute dure qu'elle leur paraissait. Ils allèrent à Lodi, où l'empereur venait de transférer son quartier-général : là, en sa présence, tenant en main, suivant l'usage des temps, l'épée nue, ils jurèrent, au nom de leurs concitoyens, d'exécuter tout ce qu'il lui plairait de leur ordonner. On éprouve un sentiment bien pénible en voyant une ville si noble, jadis si florissante, et qui soutenait une cause si généreuse, réduite à un pareil état d'humiliation. Deux jours après, ils revinrent au quartier-général accompagnés de trois cents otages, pris parmi les premières familles, et apportant trente-six drapeaux et les clefs de la ville. Ils jurèrent de nouveau d'être prêts à exécuter ses ordres. Mille fantassins arrivèrent ensuite, amenant avec eux le char de guerre, qu'on nommait *carroccio*, et qu'on regardait, dans ce siècle, comme le signe certain et le précurseur des hostilités. Le *carroccio* était, pour les Italiens de cette époque, ce qu'était le temple de Janus chez les anciens. On le gardait soigneusement en temps de paix, dans le palais municipal : aussitôt qu'on voulait se mettre en état d'hostilité, on sortait le

carroccio, et on l'exposait pendant plusieurs jours sur la place publique; c'était là la déclaration de guerre; c'était l'ouverture du temple de Janus. Mais on n'attaquait pas le jour même où cet emblème de guerre était tiré de sa place ordinaire; on donnait plusieurs jours, afin que par son exposition l'ennemi pût être averti d'avance qu'on allait l'attaquer, ce qui était sans doute fort généreux. Il n'est donc pas étonnant que les peuples eussent une si grande vénération pour le *carroccio*. On peut juger à quelle extrémité les Milanais étaient réduits, et quelle humiliation ils subissaient, en les voyant obligés de remettre eux-mêmes entre les mains de leur cruel ennemi ce signe révéré de leur indépendance politique.

A cette même occasion, quatre-vingt-quatorze citoyens apportèrent les trompettes de la cité: c'était une seconde preuve qu'ils renonçaient au droit souverain de faire la guerre.

Frédéric exigea quatre cents otages, dont cent quatre-vingt-six de l'ordre équestre. Il voulut aussi qu'on démolît les murs de la ville à côté de chaque porte, et qu'on remplît les fossés, afin que son armée pût y entrer en bataillon carré.

Ayant ensuite assemblé les évêques, les princes et les magistrats des villes alliées, il leur dit que les Milanais avaient poussé jusqu'au dernier point leur orgueil; qu'ils avaient toujours été les ennemis des empereurs; que, sans aucun égard pour l'autorité royale, ils avaient constamment inquiété et tourmenté Lodi, Côme et Pavie; qu'ils avaient violé la paix et la foi jurée; qu'ils avaient toujours été les

artisans des séditions de la Lombardie, et la cause de toutes les guerres; qu'enfin, c'était à leur instigation que les papes s'étaient déclarés ennemis de l'empire; que, d'après ces motifs, il avait pris une résolution cruelle à la vérité, mais indispensable pour le repos de la Lombardie; qu'il avait décrété la destruction de Milan.

Cette résolution reçut l'approbation unanime de l'assemblée. Il fait appeler les consuls de Milan, leur ordonne d'en faire sortir, dans huit jours, hommes, femmes et enfants; il ajoute que la ville est vouée à la destruction. Ce peuple infortuné abandonna, le 7 avril 1162, au milieu des sanglots, des pleurs, et de cris lamentables, un séjour que le nom de patrie avait rendu si cher, et qu'un heureux climat rendait si agréable. Il regrettait de ne pas avoir péri plutôt mille fois dans la défense de ses murailles sacrées, que de les voir périr par la main de l'ennemi. Ils s'arrêtèrent comme stupéfaits sur le dernier fossé, et s'abandonnèrent ensuite à un désespoir complet. Les femmes, les vieillards et les enfants principalement, inspiraient la plus vive compassion. Plus faibles que le reste de cette multitude qui s'expatriait, on les plaignait d'autant plus qu'ils n'avaient eux-mêmes aucuns moyens de se procurer dans l'exil les choses nécessaires à la vie. Les uns se retirèrent à Côme, les autres à Bergame, ou à Lodi. On doit se faire une idée de ce que les émigrés ont eu à souffrir, en songeant que les villes où ils furent obligés de se réfugier étaient précisément celles qui avaient montré le plus d'acharnement contre eux.

Lorsque Milan fut évacué, l'empereur y entra avec son armée victorieuse, non pas par les portes, mais par les ruines des murs, comme s'il eût voulu attester, par cet acte, qu'il entrait dans une ville qui allait bientôt être enveloppée dans une ruine totale. On mit la main à la démolition. Les Lodesans abattirent les édifices de la porte orientale, les Crémonais, ceux de la porte Romaine; les Pavésans se chargèrent de ruiner le quartier de la porte du Tésin, les Novarais, celui de la porte de Verceil, les Comasques, celui de la porte de Côme, les Vapriens enfin, tout ce qui entourait la porte neuve. Les arcs de triomphe, les théâtres, les thermes, tous les édifices anciens qui ornaient encore la capitale de la Lombardie, furent rasés. Les fortifications, les tours, les murs d'enceinte, subirent le même sort que les édifices de l'intérieur. Des mains profanes dépouillèrent les temples et les abbayes. Lorsque tout fut abattu, on répandit du sel sur le sol, en vouant ainsi à une stérilité éternelle le terrain sur lequel Milan avait existé.

Pour insulter davantage aux malheurs des vaincus, Frédéric se rendit à Pavie, où il entra dans l'attitude du triomphe, le jour de Pâques, ayant son épouse à côté de lui, et portant une couronne sur la tête. Les fêtes et les divertissements s'ensuivirent; il traita splendidement dans un grand dîner les principaux personnages de la cour, de l'armée et des villes alliées.

Les villes lombardes qui avaient ouvertement ou clandestinement suivi le parti des Milanais et du pape, épouvantées du désastre de Milan, se sou-

mirent à la fortune du vainqueur; Bresce, Plaisance, Gênes, Bologne furent de ce nombre.

La victoire si décisive de Frédéric n'était pas faite pour inspirer de la modération à ses lieutenants en Lombardie: aucune vexation, aucune humiliation n'était épargnée aux malheureux Italiens; rien n'était à l'abri de l'insolence et de la cupidité de ces visirs; la Lombardie était au comble de l'indignation: chacun se reprochait de n'avoir pas volé au secours de Milan au moment où, encore debout, il soutenait la cause de la commune patrie. Ce qu'on n'avait pas fait on se proposait de le faire. Un désir ardent de se réunir pour résister à la tyrannie s'empara de tout le monde; on disait que la cause de la religion était ici d'accord avec celle de l'humanité; ils bénissaient presque les tourments qu'ils enduraient, parcequ'ils produisaient l'union des cœurs et ce courroux des peuples, prélude certain de la délivrance de la patrie.

Le pape Alexandre ne manquait pas de seconder ces dispositions; il se présentait comme le défenseur de la religion, comme le soutien du droit universel de l'Italie. Il représentait vivement les violences dont il avait été l'objet, la lâcheté de son compétiteur, le caractère atroce de Barberousse, l'extermination de Milan; il appelait à lui les hommes religieux, il réunissait dans un seul faisceau tous les sentiments élevés qui font chérir ce qu'il y a de plus sacré parmi les hommes.

Ses exhortations produisaient des effets incroyables: l'enthousiasme égalait l'abattement auquel on s'était livré lors de la prise de Milan; mais,

avant d'en venir à des voies de fait, les villes de Lombardie voulurent épuiser les moyens des prières et des supplications, soit dans l'espoir de redressement, soit pour mettre dans une plus grande évidence leur cause, si les circonstances exigeaient qu'on allât plus loin.

L'empereur était venu pour la troisième fois en Italie. Les ambassadeurs des villes lombardes se présentèrent à lui dans l'attitude la plus suppliante, et la croix en main, selon la coutume du temps. Ils exposèrent dans un style respectueux, mais énergique, leurs doléances, prièrent l'empereur d'étendre sur eux sa main royale pour les garantir des vexations de ses agents, cherchèrent à toucher son cœur par une vive peinture de leurs maux.

L'empereur n'eut pas l'air seulement de faire attention à leurs lamentables supplications, et affichant un faste et une insolence incroyable, il partit pour Rome, dans l'intention de placer sur le trône des apôtres l'antipape Victor. Le mépris qu'il avait fait d'eux, son éloignement, l'excès de leurs souffrances, engagèrent finalement les Italiens à prendre le seul parti qui leur restait pour arriver à une situation plus heureuse; c'était celui de s'entendre, de s'armer et de résister. Ils sondèrent d'abord, par des agents secrets, leurs dispositions mutuelles, ensuite leurs députés s'assemblèrent dans un couvent situé entre Milan et Bergame et connu sous le nom de Saint-Jacques en Pontide. C'étaient des Véronais, Vicentins, Padouans, Trévisans, Milanais, Crémonais, Bergamasques, Bressans, Ferrarais. Se trouver réunis, entendre de la

bouche des uns et des autres le récit des actes odieux dont ils étaient victimes, peindre avec les couleurs les plus vives la tyrannie des Allemands, ce fut à la fois le sujet continuel des entretiens de ces mandataires généreux et la cause d'une exaltation sans exemple. Ils résolurent de chercher leur salut dans les armes, et jurèrent, chacun au nom de la ville qui l'avait envoyé, de combattre jusques à la dernière extrémité pour la défense commune. Il fut convenu particulièrement que les Milanais dispersés seraient réintégrés sur le sol de leur ancienne patrie, et que cette pieuse œuvre serait faite au péril et aux frais de la confédération. Ils crurent honorer le commencement de leur sainte entreprise, en donnant des marques d'intérêt et des secours au peuple magnanime qui avait tant souffert pour la patrie italienne. Ils en agirent d'abord prudemment, parcequ'ils craignaient la puissance de l'empereur, s'il avait pris l'éveil avant qu'ils ne fussent complètement organisés. Mais lorsque le marquis Obice Malaspina, qui joua dans cette grande querelle à peu près le même rôle que le prince d'Orange dans les provinces unies de la Hollande, lorsque surtout Novare, Verçeil, Asti, Tortone eurent accédé à la ligue, ils se crurent suffisamment forts pour résister, et déclarèrent ouvertement et sous la foi du serment de vouloir faire la guerre à l'empereur.

A toutes les villes anciennes de la Lombardie, il s'en était joint une qui, encore près de sa naissance, se trouvait déjà en état de mettre un poids important dans la balance : cette ville était Alexandrie, surnommée Alexandrie de la Paille, parceque ses

maisons étaient encore couvertes de chaume. Dans ce temps d'activité individuelle et de guerre civile, on n'avait pas le temps de songer aux demeures magnifiques, aux commodités recherchées de la vie : du pain, du fer et un toit de chaume, voilà ce qu'on demandait. Lorsque Frédéric fut parti, et que les villes de Verceil, d'Asti, de Côme et de Tortone, ainsi que le marquis de Malaspina, maître d'un état de quelque importance dans les Apennins, se furent réunis à la confédération, les confédérés, de plus en plus enhardis, se déterminèrent à attaquer les Pavesans et le marquis de Montferrat, restés fidèles au parti de l'empereur. Pour se faire un point d'appui contre ces deux ennemis, ils s'aperçurent qu'ils avaient besoin d'un poste entre Asti et Tortone; ils choisirent l'endroit, et y fondèrent une ville que, pour narguer l'empereur, ils appelèrent Alexandrie, du nom du pape qu'ils entendaient soutenir, et que Frédéric persécutait avec tant d'acharnement. Tous les confédérés, mais particulièrement les Milanais et les Plaisantins, plus spécialement irrités contre le tyran de l'Italie, travaillèrent avec une activité incroyable à sa fondation. Ils l'entourèrent d'un fossé et d'une palissade : elle n'avait encore que peu de mois d'existence, qu'elle comptait déjà quinze mille âmes. On avait invité des bourgs voisins, de Gamalero, Marengo, Oviglio, Castellace, Solere et Guarene, à y envoyer leurs habitants; ce qui fut exécuté promptement au milieu de l'effervescence générale qui s'était emparée des Italiens à cette époque. Ainsi la fondation d'Alexandrie en Piémont est due à un sentiment patriotique, res-

pectable dans tous les temps, plus respectable encore dans un moment d'oppression.

A peine les Milanais furent-ils rétablis dans leurs anciens foyers, qu'à l'aide d'une volonté extrêmement active et des secours fournis par les confédérés, ils déblayèrent les ruines dont le sol était encombré, et y élevèrent des maisons telles qu'on pouvait les attendre dans ces moments d'anxiété, de misère et de désolation; leur attention se porta spécialement sur les défenses extérieures, qu'ils formèrent d'un terre-plein et d'un fossé entourant toute la ville : c'était là le seul moyen qu'ils avaient pour résister à un ennemi traînant à sa suite une grande partie des forces de l'Allemagne et quelques Italiens, aussi jaloux de la servitude que leurs compatriotes l'étaient de l'indépendance. Mais ils avaient pour eux le courage individuel et le souvenir d'injures anciennes et récentes. Ces mêmes Milanais, si nouvellement réunis, sortirent pourtant de leurs demeures à peine ébauchées, et se portèrent sur Trezzo, château-fort qui tenait toujours pour l'empereur : l'attaquer et le prendre fut l'ouvrage d'un seul instant.

Frédéric, menacé par une ligue puissante et par l'enthousiasme tout nouveau des Italiens, après avoir tenté un coup de main sur Milan, qui ne lui réussit pas, s'enfuit en Allemagne, dans l'intention de rassembler de nouvelles forces pour redescendre en Italie et tenir tête à l'orage qui grondait sur lui.

Lorsqu'il crut être en mesure pour recommencer les hostilités, il reprit le chemin de l'Italie par la route du mont Cenis; il maltraita Suze, parceque, dans sa fuite précédente, ses habitants l'avaient in-

sulté et mis en danger de la vie. Il avait mieux aime traverser le mont Cenis que descendre par le Tyrol, attendu que Vérone s'était attachée fortement à la confédération; il n'avait pas de grands motifs de se méfier d'Umbert, comte de Savoie, et comptait sur l'appui du marquis de Montferrat, irrité au dernier point contre les Astésans et les Alexandrins. Frédéric prenait ainsi les villes lombardes à revers, au lieu de les attaquer de front. Il fut reçu à Turin, ville dévouée au parti monarchique, avec de grandes démonstrations de joie et des marques éclatantes d'honneur; il s'avança ensuite et réduisit Asti en son pouvoir. Les troupes impériales y commirent des excès qui font frémir l'humanité. La prise d'Asti lui faisait bien augurer du coup qu'il allait tenter sur Alexandrie. Une ville presque ouverte, des habitants nouveaux, l'exemple d'Asti, tout lui présageait un heureux succès. Nous copierons ici les paroles de l'historien Denina : « L'empereur ayant campé de-» vant Alexandrie, y perdit son temps, et peu s'en » fallut qu'il y perdît aussi sa réputation et sa puis-» sance. Cette ville n'existait que depuis six ans, » ayant eu son commencement en 1168, dans la se-» conde année de la ligue lombarde. Si un monarque, » quelque grand qu'il fût, l'eût fondée, à peine au-» rait-il pu la mettre en état de faire une médiocre » défense. Or, que pouvait-on espérer d'une multi-» tude d'hommes que la volonté des confédérés avait » contraints de s'assembler en cet endroit? Il est cer-» tain qu'ils n'avaient pas pu couvrir de tuiles leurs » maisons et qu'au lieu de murs la ville n'avait » d'autre défense que des fossés, et un peu de terre

»soulevée lors de la formation de ces fossés. Malgré »cela, l'ardeur et l'obstination de ces hommes en»durcis à la fatigue, et animés d'un ardent amour »de la liberté, eurent tant de pouvoir que l'armée »d'un empereur belliqueux, adroit et attentif, y »consuma plusieurs mois inutilement. »

Frédéric crut un moment être arrivé à l'accomplissement de ses desseins au moyen d'une espèce de souterrain qu'il avait fait pratiquer sous les fossés et qui allait s'ouvrir dans l'intérieur de la place. Il s'était même prévalu, pour mieux réaliser son projet, d'un jour de Pâques, pendant lequel il avait demandé et obtenu des Alexandrins une suspension d'armes. C'était par une trahison qu'il voulait les surprendre. Mais la ruse fut découverte à temps, et il en fut pour la honte d'avoir abusé inutilement de la foi qu'il avait jurée.

Cependant, malgré des prodiges de valeur, les Alexandrins n'auraient pu tenir long-temps si des secours ne fussent arrivés pour les aider à repousser l'ennemi. Les villes confédérées n'ignoraient pas la situation de leur commune colonie ; elles s'empressèrent d'accourir, et Frédéric se vit dans la nécessité, non-seulement de lever le siége, mais aussi de gagner du temps, en s'efforçant d'amuser le parti contraire par des propositions d'accommodement. Il était d'autant plus forcé à cette résolution, que ses troupes venaient de recevoir un échec considérable sous les murs d'Ancône. Après quelques pourparlers, on en vint à des négociations. L'empereur y députa les archevêques de Cologne et de Trèves, le comte Hubert, Othon, comte palatin, et le

marquis Henri, son chancelier. De leur côté, les villes lombardes chargèrent de la négociation Anselme de Boara, et Eccellin d'Onare, agent de cet autre Eccellin qui devint si fameux par sa tyrannie et ses cruautés. Frédéric, pour donner plus de poids à ces apparences de paix, engagea le pape Alexandre à envoyer, en qualité de légats, à Pavie, alors son quartier-général, les évêques d'Ostie et de Porto, et le cardinal de Saint-Pierre dans les liens. Mais ses dispositions pacifiques n'étaient pas sincères ; son but était de gagner du temps pour faire arriver de nouvelles troupes de l'Allemagne. Il mettait sans cesse en avant des propositions qu'il était impossible aux confédérés d'accepter. Les négociations traînaient en longueur et on ne concluait rien. Enfin les renforts étant sur le point d'arriver, l'empereur leva le masque et attaqua avec une nouvelle fureur les Alexandrins. Les confédérés, qui, depuis quelque temps, avaient deviné les intentions de Frédéric, avaient assemblé leurs troupes de manière qu'elles pussent empêcher la jonction des renforts arrivant d'Allemagne, avec le reste de l'armée impériale qui combattait déjà en Italie. Les chemins de Trente étant ainsi fermés aux impériaux, ils furent obligés de descendre, avec des peines infinies et beaucoup de pertes, par les montagnes très difficiles qui environnent le lac de Côme. Barberousse alla les y trouver en traversant le pays sous un déguisement, se mit à leur tête et marcha hardiment à l'ennemi. Les confédérés s'étaient arrêtés avec leur armée derrière Pavie pour défendre à l'armée allemande le passage vers

Alexandrie. Les événements touchaient à leur fin. Une bataille générale était imminente et allait décider si les Italiens méritaient d'être libres ou s'ils devaient se courber sous un joug étranger. D'un côté, un plus grand usage de la guerre, et des bataillons mieux disciplinés, de l'autre, un plus vif enthousiasme, l'aspect d'un pays désolé par un farouche ennemi, les cris des Milanais demandant vengeance de leur ville détruite, les encouragements des femmes et des vieillards, animant leurs guerriers chéris contre des hordes barbares qui ne respectaient rien, pas même la faiblesse ni la vertu. La bataille eut lieu le 29 mai de l'année 1176 entre Laguano et le Tésin. La liberté italique triompha : Frédéric essuya une déroute complète ; on répandit même la nouvelle de sa mort : il se trouva effectivement en grand danger, mais il eut le bonheur de s'échapper, et se retira à Pavie, tellement découragé qu'il était prêt à consentir à cette paix, que, par un orgueil mal placé, il avait naguère éloignée de lui. Mais si le courage l'avait abandonné, l'adresse politique lui restait. Il vit que, pour arriver plus facilement à des conditions honorables, il fallait séparer les intérêts du pape de ceux des villes lombardes. D'après cette idée, il s'adressa d'abord au pontife, parceque la paix avec lui devait nécessairement avoir une plus grande influence. Sa querelle avec les Lombards était une affaire particulière et bornée aux intérêts d'un seul pays, tandis que ses discussions avec le pape embrassaient toute la chrétienté. L'excommunication lancée contre lui éloignait de sa cause un grand nombre de barons ;

les peuples mêmes qui lui étaient restés fidèles commençaient à chanceler. Ils attribuaient ses malheurs à sa séparation de l'église, et menaçaient de l'abandonner s'il ne se réconciliait pas avec elle. Il espérait qu'un accommodement avec Rome, en laissant les Lombards seuls et réduisant une discussion religieuse à une simple querelle politique, aurait mis ces derniers dans la nécessité de consentir à des conditions raisonnables. D'ailleurs la paix avec Rome aurait constitué les Lombards en état de rébellion, puisque, dans leurs premiers mouvements, ils avaient déclaré ne s'écarter de la fidélité qu'ils devaient à Frédéric, que parcequ'il avait été séparé de la communion chrétienne par la sentence du pape. Il fallait encore ajouter à ces considérations que les Lombards, dans le premier enthousiasme de leur victoire, auraient élevé leurs prétentions très haut : il paraissait donc prudent de donner le temps à cette première ardeur de se calmer, en détournant son attention et en entamant des négociations d'un autre côté.

Ces réflexions étaient de toute justesse : cédant en conséquence à la force de ces motifs politiques, qu'il savait très bien apprécier, Frédéric envoya au pape Alexandre quatre de ses premiers barons. Le pontife se trouvait à Anagni : les ambassadeurs y furent reçus avec beaucoup de distinction. Admis à la présence d'Alexandre, ils exposèrent que, dès le commencement de l'église naissante, Dieu avait voulu que le monde fût gouverné principalement par deux chefs, le pape et l'empereur, dont l'un représentait l'autorité sacerdotale, l'autre l'autorité

royale; que l'accord de ces deux puissances assurait la paix au monde, la désunion amenait la discorde et la guerre : que ces funestes démêlés, s'écrièrent-ils, que ces funestes démêlés cessent à la fin, et que la paix tant désirée soit rendue à l'église, et au peuple chrétien désolés.

Alexandre répondit que, si Frédéric voulait la paix avec lui et avec l'église romaine, il devait aussi la donner à ses défenseurs, spécialement au roi de Sicile, aux Lombards et à l'empereur de Constantinople.

Ces protestations se passaient en audience publique, ce qui gênait considérablement les mandataires de l'empereur. Ils insistèrent et obtinrent d'être entendus dans le secret du cabinet. Ici, le pape se montra plus traitable, et la paix fut conclue sans qu'il y eût rien de stipulé à l'égard des Lombards. Les villes confédérées élevèrent les plaintes les plus vives sur cet abandon, et reprochèrent à Alexandre de les avoir oubliées après les services signalés qu'elles lui avaient rendus. Elles lui firent sentir que l'avantage même de la paix, dont il avait le bonheur de jouir, était leur ouvrage. Cette paix, disaient-elles, est scellée de notre sang. Le pape, qui avait de la grandeur et de l'humanité dans le caractère, fut très sensible à des reproches dont la justesse n'échappait à personne. Il commença par s'excuser, en disant qu'il n'eût pas été convenable de régler leurs intérêts en leur absence : mais sentant qu'il ne lui était pas possible de ne rien faire pour ceux qui avaient tant fait pour lui, il annonça qu'il viendrait à Bologne pour traiter de leurs affaires

avec l'empereur, qui, de son côté, devait se rendre pour le même objet à Imola, dans le dessein d'aller à Bologne. Alexandre était arrivé à Venise sur une flotte du roi de Sicile. Il est impossible de peindre les fêtes qui embellirent le séjour de cette ville au moment où le pape s'y trouvait. Les Vénitiens, déjà riches par le commerce, déjà puissants par leur marine, étaient en état de faire l'accueil le plus brillant au chef de la chrétienté, entrant pour la première fois dans leurs murs. Alexandre en fut très touché, et conserva long-temps un souvenir de reconnaissance envers cette reine superbe de l'Adriatique.

Après quelques difficultés que les ambassadeurs de Frédéric élevèrent contre le rendez-vous de Bologne, on tomba d'accord que les négociations se suivraient à Ferrare. Alexandre invita par des brefs les évêques et consuls des villes lombardes à y envoyer leurs députés; il arriva par l'embouchure du Pô, transporté sur une flotte magnifique, et entouré d'un grand nombre de personnages distingués de Rome, de Venise et de Sicile. Les ambassadeurs des deux partis opposés y arrivèrent aussi : pour les Lombards, le patriarche d'Aquilée, les archevêques de Ravenne et de Milan, les évêques de Turin, Bergame, Côme et Asti, les consuls des principales villes, plusieurs comtes et marquis, les ambassadeurs du roi de Sicile, l'archevêque de Salerne et le comte d'Andria; pour Frédéric, les archevêques de Mayence, Cologne, Trèves, Magdebourg, Salzbourg, les évêques leurs suffragants, l'évêque de Worms et le protonotaire de l'empire. Depuis

long-temps on n'avait vu une réunion si brillante. Il était question principalement de fixer l'endroit où le pape pût se trouver avec l'empereur, sans aucun danger pour sa personne. Les Lombards insistaient pour Bologne, Ferrare, Plaisance ou Padoue; les Allemands tenaient pour Venise ou Pavie. Venise eut la préférence; ce qui prouve, sous un rapport, la prudence des Vénitiens, sous un autre, leur politique de s'isoler et de ne pas prendre une part trop active dans les affaires du continent voisin. Les vœux des Vénitiens étaient certainement pour l'heureux succès de l'entreprise des Lombards, ils s'étaient même déclarés assez explicitement à cet égard; mais leur réputation de sagesse et de modération était si bien établie que, malgré ces démonstrations, la confiance de l'empereur n'en fut point altérée, et il consentit à se rendre dans une ville qu'il devait regarder comme alliée, au moins pour ses sentiments, avec ses ennemis. En choisissant Venise pour le rendez-vous commun, on exigea du doge et du peuple vénitien l'engagement formel de ne jamais permettre que, sans le consentement du pape, l'empereur entrât dans la ville avant que la paix ne fût dûment signée et ratifiée.

Tout étant ainsi réglé, le pape, avec les envoyés des deux partis dissidents, fit son entrée dans Venise. On entra en négociation. Les conférences furent longues et hérissées de difficultés. La principale consistait en ce que les Lombards prétendaient à une entière indépendance et à la possession des droits régaliens, tandis que les envoyés de l'empereur espéraient, par les avantages particuliers qu'ils

avaient assurés au pontife, que les Lombards finiraient par rabattre de leurs prétentions, et consentiraient, tout en conservant leurs droits municipaux, à une dépendance quelconque envers leur roi.

Enfin, après deux mois d'attente, on conclut le traité en ces termes : « Il y aura paix et concorde entre l'empereur et l'église; Frédéric recevra l'absolution et la bénédiction du pontife, en se soumettant à la cérémonie ordinaire de lui baiser les pieds; le roi de Sicile jouira d'une paix de quinze ans avec lui; les Lombards d'une trève de six; à la suspension des hostilités près, le *statu quo* continuera en Lombardie.»

On ne peut se dissimuler que le pape, dans le maniement de cette affaire, ait plutôt songé à mettre ses intérêts à couvert que ceux de ses alliés. Le roi de Sicile n'obtint pas une paix assurée; les Lombards ne furent garantis que par une trève de peu de durée, et aucun des droits de souveraineté qu'ils demandaient avec tant d'instance ne fut reconnu. En attendant, Barberousse pouvait préparer de nouveaux moyens pour écraser des populations qui n'avaient pu lui résister que par un concours extraordinaire de circonstances qui, probablement, ne se renouvelleraient plus. Les intrigues aussi pouvaient être plus fortes que les armes; l'empereur pouvait trouver dans la discorde des villes lombardes un puissant auxiliaire pour arriver à ses fins.

Cependant, soit par l'ascendant d'Alexandre, soit parceque les affaires et l'ambition détournèrent l'attention de l'empereur de la Lombardie, les choses se passèrent assez tranquillement, et les Lombards

virent, comme nous le dirons bientôt, leurs vœux accomplis par le traité solennel de Constance.

En attendant, la paix étant faite, Frédéric promit solennellement et par serment de la ratifier aussitôt qu'il serait entré dans les murs de Venise. Il y fut accueilli, en effet; le doge le fit conduire avec beaucoup de pompe dans le monastère de Saint-Nicolas de Rialto; là, trois cardinaux, et les évêques d'Ostie, de Porto et de Palestrine, le relevèrent de l'excommunication, et, en même temps, il promit de renoncer à toute protection envers les antipapes. Cette cérémonie terminée, Frédéric se présenta au pontife, assis devant la porte de l'église de Saint-Marc, et entouré d'un brillant cortége d'évêques et de cardinaux. L'empereur déposa le manteau royal, se prosterna, et baisa les pieds du pape: en ce moment, des acclamations et des cantiques se firent entendre de tous côtés. Frédéric prit par la main Alexandre, le conduisit au chœur de l'église, et en reçut, la tête baissée, la bénédiction. Le jour suivant on célébra avec une solennité extraordinaire la fête de saint Jacques, et on renouvela les serments de paix et de concorde. Venise n'avait pas encore vu une fête si imposante: son ascendant et son influence s'en accrurent en proportion. On se faisait la plus grande idée d'une ville qui avait été choisie pour le rendez-vous de tant de princes, et pour l'endroit où devaient se terminer les débats les plus importants qui, de long-temps, eussent divisé les hommes.

Les villes lombardes, toujours dans l'attente, soupiraient après le règlement définitif de leurs af-

faires. Henri VI, fils de Frédéric, reconnu depuis plus de vingt ans roi d'Allemagne, désirait ardemment de s'assurer, à la mort de son père, la succession du royaume et de l'empire. Il aimait mieux s'entendre appeler roi d'Italie et empereur des Romains, quand même ce serait au préjudice de ses droits, que de courir le risque de passer ses jours d'une manière ignoble en Allemagne; ce qui lui serait vraisemblablement arrivé si son père fût mort avant que les affaires de Lombardie eussent été arrangées d'une manière définitive. D'après ces idées, il persuada Frédéric, occupé alors dans une diète de princes, convoquée à Constance, d'envoyer des ambassadeurs en Italie, pour y traiter de la paix avec les Lombards. Il envoya effectivement à Plaisance Guillaume, évêque d'Asti, le marquis Henri, un moine nommé Théodoric, et Rodolphe, son chambellan; les villes lombardes y envoyèrent aussi leurs députés. On se parla le 1er avril 1183; les députés de la ligue lombarde, de la Marche, de Vérone et de Venise, exposèrent que leur vœu général était que Frédéric vécût en paix avec l'église; que les villes de Crémone, Milan, Lodi, Bergame, Ferrare, Bresce, Mantoue, Vérone, Vicence, Padoue, Trévise, Venise, Bologne, Ravenne, Rimini, Modène, Reggio, Parme, Plaisance, Bobbio, Tortone, Alexandrie, Verceil, Novare, et le marquis Obice Malaspina, ainsi que les autres membres de la confédération, jouissent, après la paix avec l'empereur, de toutes les libertés et prérogatives qui avaient fait l'apanage de leurs ancêtres, depuis Henri IV; que l'empereur dût se contenter du droit

d'entretien, lorsqu'il passerait en Italie pour aller recevoir la couronne impériale à Rome; que ce passage s'effectuât toujours tranquillement, et sans occasioner aucun dommage aux habitants; qu'il reçût le serment de ses vassaux, et que ceux-ci fussent tenus de le suivre et de le servir dans son voyage de Rome : ces préliminaires de Plaisance furent convertis en traité définitif, le 25 juin 1183, à Constance.

Ce fut donc par le traité de Constance que la liberté de l'Italie fut sanctionnée. On voit par ce traité qu'à part quelques droits féodaux de peu d'importance, l'empereur renonça sur les villes y comprises à tout domaine suzerain et utile; que les droits régaliens furent acquis à ces petites républiques, et que les lois municipales, qui, par la petitesse des territoires de chacune d'elles, étaient en même temps les lois de l'état, ne restèrent sujettes à d'autre contrôle qu'à celui de leurs magistrats et citoyens. C'était, quant à la franchise de toute autorité étrangère, une liberté complète. Heureuses ces villes si elles avaient su organiser leur état libre, comme elles avaient su vaincre leur ennemi; mais s'il y avait de la noblesse chez elles, il n'y avait point d'aristocratie. La multitude assemblée sur la place publique disposait de tout, des lois comme des personnes; il n'y avait pas de pouvoir capable de résister à ses caprices, et de donner de la fixité au gouvernement. De là, l'instabilité des institutions, les mauvaises lois comme les mauvais magistrats, les factions, la discorde, l'injustice, la persécution, et enfin la tyrannie d'un seul qui venait dominer tous ces éléments discordants. Voilà pourquoi ces petites républiques de

Lombardie eurent une bien courte existence, et pourquoi leur liberté périt presque en naissant. On verra bien clairement le vice radical, consistant dans l'absence d'une autorité tutélaire, réglant les écarts de la multitude, si on veut comparer le sort de Venise à celui des petits états dont nous nous occupons en ce moment. Venise dura une longue suite de siècles en comparaison de ces républiques éphémères, et il a fallu la trahison combinée avec la force pour la détruire. Pourquoi celà? parceque le pouvoir fixe de l'aristocratie la préservait des extravagances populaires. Privées de ce frein, les républiques de Lombardie tombèrent de l'anarchie dans le despotisme, du despotisme dans la dépendance étrangère. On dira peut-être qu'il y avait plus de liberté chez elles qu'à Venise. Cela peut être vrai; mais aussi qu'est-ce qu'une liberté qui ne dure que quelques heures? Les publicistes qui réfléchissent sur les causes de la grandeur, de la durée et de la décadence des états, pourront tirer des corollaires utiles en comparant le destin de Venise à celui des républiques lombardes. Ces vérités sont mises encore dans une plus grande évidence lorsqu'on considère les troubles dont la république de Florence fut perpétuellement le théâtre et qui amenèrent à la fin sa destruction. C'est ici, comme ailleurs, le manque d'une aristocratie permanente et organisée par la loi constitutive de l'état. Faut-il donc que le peuple soit entièrement à la discrétion de l'aristocratie? non certainement: il lui faut une autorité tutélaire, tirée de son sein et chargée de la défense de ses droits et de ses intérêts, mais le rendre maître absolu de tout,

c'est confier l'édifice social à une force aveugle et désordonnée qui l'entraîne nécessairement à sa ruine.

Revenons à notre sujet. La paix de Venise et le traité de Constance paraissaient devoir assurer pour long-temps le repos de l'Italie. Cependant les intérêts de l'église et de l'empire étaient si mêlés, les ressentiments encore si récents, que la réconciliation semblait plutôt apparente que sincère. L'empereur voyait avec peine le pouvoir qui lui était échappé en Lombardie; les affaires de Toscane ne laissaient pas de lui donner quelques inquiétudes. Le choc continuel de l'une contre l'autre des petites républiques de ce pays, les factions qui déchiraient continuellement le sein de Florence, lui faisaient craindre qu'un pape entreprenant n'en profitât pour accroître son pouvoir aux dépens de la puissance impériale. Il y avait encore en Toscane une cause particulière qui attirait spécialement son attention sur cette province: c'étaient les biens allodiaux de la comtesse Mathilde qui étaient en discussion entre lui et le saint siége. On alléguait d'un côté la suzeraineté impériale, de l'autre les dispositions testamentaires de la comtesse. Cette matière n'avait pu être terminée dans un entretien que l'empereur avait eu à Vérone avec le pape Lucius III, qui venait de succéder à Alexandre; les deux souverains se séparèrent assez mal disposés l'un contre l'autre: le feu couvait donc sous la cendre.

Les affaires de la basse Italie vont reparaître sur la scène et présenter un intérêt de gravité tel, que l'Italie et l'Allemagne elle-même sont appelées à part dans la querelle. Guillaume II, souverain de

la dynastie normande, régnait à Naples et en Sicile. Après dix ans d'une union stérile avec Jeanne son épouse, fille de Henri II, roi d'Angleterre, il s'était décidé à marier Constance, sa tante du côté paternel, qui n'était plus dans la première fleur de la jeunesse. Frédéric, désireux de joindre à ses anciens domaines le beau royaume des Deux-Siciles, la demanda pour son fils Henri. L'union eut effectivement lieu, et sans perdre de temps l'empereur fit couronner comme roi d'Italie son fils et sa nouvelle épouse à Monza, et dans l'église de Saint-Ambroise à Milan. Cette union déplut beaucoup au pape Urbain III, qui craignait de voir Rome entourée de tous côtés par des possessions impériales.

Guillaume, neveu de Constance, finit ses jours dans la guerre sainte près de Jérusalem, guerre dans laquelle il avait suivi l'empereur. Le roi de Sicile déclara, par une disposition authentique, léguer le royaume à sa tante Constance conjointement avec son mari Henri; mais les Siciliens abhorraient le joug allemand; une scission violente se manifesta en Sicile; les uns désiraient que les volontés de Guillaume fussent exécutées, et proclamaient Henri pour roi, Constance pour reine; Gauthier, archevêque de Palerme, était à la tête de ce parti; les dissidents, qui représentaient mieux le vœu de la nation, et avaient pour chef Matthieu, vice-chancelier du royaume, portaient au trône Tancrède, comte de Lecce, issu d'une mésalliance, mais pourtant d'un mariage légitime, d'un prince de la famille régnante. Ce dernier parti prévalut, et Tancrède fut reconnu roi.

En ce moment, on apprit la nouvelle de la mort de Frédéric, occasionée par un bain qu'il prit, ayant le corps échauffé par la chaleur et l'exercice, dans le courant froid du Cydne, fleuve d'Arménie. Ainsi ce prince qui avait soulevé tant de passions pour et contre lui, persécuté le saint siége, tenté d'étouffer la liberté en Lombardie, mourut sur un rivage éloigné, au moment où il poursuivait une entreprise extrêmement agréable au pontife de Rome. Frédéric avait des talents militaires, de la bravoure, une certaine générosité de caractère; mais, ambitieux à l'excès, il ne pouvait souffrir ni la liberté dans ses états, ni d'autres princes que les siens sur les trônes étrangers. Excommunié, il ne tint pas un grand compte de cette interdiction; et s'il s'humilia devant le pape, ce fut plutôt pour des motifs politiques que religieux.

Henri, son fils, sixième du nom, monta sur les trônes d'Allemagne et d'Italie. Dès son avénement, il se montra déterminé à faire valoir ses droits et ceux de son épouse sur le royaume des Deux-Siciles. Il entra avec une armée assez nombreuse dans la Pouille et la Calabre, plusieurs barons se déclarèrent en sa faveur. Roffroid, abbé du mont Cassin, personnage très important à cette époque, épousa aussi, et avec beaucoup de chaleur, son parti. Les Génois et les Pisans lui avaient fourni leurs flottes. Tout paraissait lui sourire; mais les flottes auxiliaires furent battues par l'escadre sicilienne, la mortalité se mit dans son armée, Henri lui-même, tombé gravement malade, fut obligé de retourner à la hâte en Allemagne. L'armée se débanda; une grande

partie fut détruite ou par les maladies ou par le fer de l'ennemi. Tancrède, victorieux, recouvra tout le pays qu'il avait perdu, et se raffermit davantage sur son trône; mais il mourut peu de temps après du chagrin d'avoir perdu son fils aîné, et laissa seul héritier son second fils, Guillaume III, encore dans l'enfance et sous la tutelle de Sybille, sa mère.

L'occasion était favorable pour Henri. On ne pouvait attendre qu'un enfant et une veuve régente pussent opposer la même résistance que l'on avait éprouvée de la part de Tancrède, prince valeureux et ayant appris, dans son jeune âge, à l'école du malheur, la manière de conduire les affaires de ce monde. D'un autre côté, il ne manquait pas dans le royaume, surtout en Sicile, de germes de discorde et de mécontentement très propres à ouvrir les voies aux desseins de l'empereur. Ce prince, avant d'employer la force, avait su employer la ruse. L'ambition avait divisé les grands: chacun d'eux, désirant profiter de la minorité du roi et de la faiblesse de la régente, cherchait à acquérir du pouvoir; ce qui faisait que ceux qui ne pouvaient y parvenir se jetaient dans le parti du mari de Constance. Henri corrompait les hommes avides avec de l'argent, intimidait les faibles, soit en les menaçant des Sarrasins que malheureusement Tancrède avait pris à sa solde, soit en leur exagérant les forces qu'il avait préparées pour la conquête du royaume. Le pape lui-même favorisait ses vues, dans l'espoir d'accommoder ses affaires avec lui et d'en obtenir des conditions favorables à l'église. Cependant la mémoire des bienfaits qu'ils avaient reçus des princes normands,

l'intérêt qu'inspiraient un roi enfant et une mère veuve, retenaient encore dans le devoir ceux qui n'avaient pas perdu tout sentiment de honte et de générosité ; mais une erreur funeste de la part des conseils du roi vint affaiblir ces heureuses dispositions et donner de nouvelles forces aux partisans de la nouvelle dynastie. On confia, à l'exemple de Tancrède, la défense du royaume aux mahométans ; les Siciliens en furent courroucés, les Napolitains épouvantés : les opinions chrétiennes agissaient fortement et prouvaient au monde que rien n'était moins sûr que l'appui d'étrangers, maîtres autrefois du pays, et dont l'opinion était si différente de celle des indigènes.

En attendant, Henri était venu avec une armée assez considérable en Italie, et sans perdre de temps il entra dans la Pouille, aidé des Pisans et des Génois, qui le secondaient du côté de la mer par leurs flottes. Il rencontrait peu de résistance, et déjà il se montrait dans une attitude menaçante sur les bords du détroit qui sépare l'Italie de la Sicile. Un grand soulèvement eut lieu alors dans presque toute l'île. Toutes les ambitions et toutes les haines s'étaient réunies contre ces restes infortunés du sang des Normands. Henri débarqua et fut reçu par des acclamations partout ; Sibylle et Guillaume s'enfermèrent dans la forteresse de Colata-Bellota, seule possession qui leur restait d'un si bel héritage. Il était impossible qu'ils pussent résister long-temps. On en vint à un accommodement, le royaume fut cédé à Henri ; Guillaume fut investi de la principauté de Tarente et du comté de Lecce. Mais Henri commit

un crime qu'il faudra laisser admirer aux amateurs du temps passé : sous prétexte de fêter la paix récemment conclue, et supposant par des pièces controuvées une conspiration, il appelle à lui le malheureux Guillaume, le fait châtrer et aveugler, et condamne à une prison perpétuelle la mère et les sœurs dans le cloître d'Imbure. Sa férocité ne s'arrêta pas là : il fit mourir au milieu des supplices les plus affreux une partie des partisans du prince, et envoya l'autre partie en exil. La Sicile entière fut couverte de victimes. Après s'être montré cruel, il voulut encore être impie et brutal ; il fait déterrer les restes de Tancrède et de son fils, les je tte au vent, après avoir arraché de leurs têtes, de sa propre main, la couronne avec laquelle, selon les usages du temps, ils avaient été ensevelis. Il ne fut pas moins cupide que cruel. Les richesses que les rois normands avaient amassées furent transportées en Allemagne, au grand mécontentement des Siciliens, qui voyaient périr dans un seul jour ce qui avait fait l'ornement de leur pays pendant de longues années. L'empereur lui-même, après avoir désolé son nouveau royaume par son avarice et sa cruauté, retourna dans ses anciennes possessions, pour s'occuper des préparatifs d'une guerre contre l'empereur d'Orient.

L'impératrice Constance, à la première nouvelle des succès de son mari, partit d'Allemagne pour se rendre dans le royaume; mais elle ne put arriver en Sicile aussitôt qu'elle l'aurait voulu, parceque, surprise en route par les douleurs de l'enfantement, elle mit au jour à Jési dans la Marche d'Ancône un enfant qui, sous le nom de Frédéric II, ne de-

vint pas moins fameux par ses malheurs et ses discussions avec le saint siége que son aïeul Frédéric Ier.

Les Siciliens, indignés du traitement qu'ils recevaient de ce farouche conquérant, levèrent l'étendard de la révolte, tentèrent d'élever au trône Jourdan, dernier rejeton de la tige normande, et mirent à leur tête Margariton, grand amiral, homme jouissant parmi eux d'une brillante réputation. Il paraît même que l'impératrice Constance, outrée d'indignation contre les cruautés de Henri, et écoutant plutôt la voix du sang qui coulait dans ses veines que celle de ses devoirs envers son mari, n'était pas éloignée de favoriser ce mouvement. L'excommunication que le pape venait de lancer contre leur tyran donnait des espérances aux Siciliens. Mais Henri s'étant peu après réconcilié avec le pontife, la Sicile se trouva exposée aux effets de la plus atroce vengeance. L'empereur y entra triomphant à la tête de ses troupes, soumit sans difficulté les faibles corps d'insurgés qui avaient voulu s'opposer à ses volontés, et fit rentrer dans l'obéissance l'île tout entière. De cruelles exécutions s'ensuivirent. L'impitoyable Svéve employa le fer et le feu. Syracuse, Catane, et d'autres villes qui avaient pris parti contre lui, furent démantelées et livrées aux flammes; il ne fit grâce ni à la noblesse, ni à la dignité, ni à la vertu; le sang des évêques, des nobles, des premiers dignitaires du royaume inonda la Sicile. Les uns périssaient par le supplice du feu, les autres par le glaive ou la potence, tous après avoir éprouvé les tourments les plus cruels. Jour-

dan et Margariton attristèrent, par leur supplice, Palerme épouvantée. Voilà pour la vengeance, voici maintenant pour les soupçons. Il proscrivit tous les marchands et négociants étrangers, spécialement les Génois et les Pisans, à qui il supposait, à cause de la forme du gouvernement qu'ils avaient adoptée dans leur patrie, des maximes favorables à la sédition. L'éloignement de ces étrangers, qui jusque là avaient donné une grande activité au commerce de la Sicile, lui porta un coup funeste et le fit tomber dans une nullité presque absolue.

Henri, après avoir remporté une victoire si signalée, se disposait à traverser les mers pour une expédition à la Terre-Sainte, comme si une entreprise qui avait l'assentiment des hommes zélés pour la religion chrétienne pouvait le laver du sang chrétien qu'il avait versé avec tant de profusion et de barbarie. Mais il était assez ordinaire à cette époque de croire qu'il suffisait pour se racheter des plus grands crimes de courir dans la Palestine pour arracher des mains des infidèles le tombeau de celui qui était venu dans ce monde pour y prêcher d'une voix divine la douceur et la vertu. La mort le surprit en Sicile, au milieu de ses préparatifs : on répandit le bruit qu'il mourut par le poison ; il y a même des auteurs qui prétendent qu'il lui fut administré par sa femme Constance. Quoi qu'il en soit, sa mémoire fut exécrée en Sicile, et le surnom de *Cyclope* lui est resté, qualification bien digne d'un pareil monstre. Le pape Célestin, auquel Henri n'avait pas voulu donner les biens qu'il lui avait promis pour prix de sa réconciliation, et qu'il se proposait même

d'attaquer les armes à la main, se préparait à lui refuser la sépulture sur un lieu sacré; il voulait interdire toute pompe religieuse à ses obsèques; mais lorsqu'il sut que cet empereur avait, par son testament, légué la Sicile en vasselage à l'église de Rome, dans le cas où Frédéric son fils serait mort sans postérité, il changea d'avis, et permit que la religion accompagnât les derniers devoirs rendus à celui dont il venait de persécuter jusques à la dépouille mortelle.

Le courroux de Rome se calma bien davantage lorsqu'on y apprit que l'impératrice Constance avait, avant sa mort, qui suivit de près celle de l'empereur, nommé le pape régent du royaume pendant la minorité de son fils Frédéric. Innocent III, qui avait succédé à Célestin, crut devoir honorer la mémoire de Henri par des actes extraordinaires. Il se déclara ensuite tuteur de Frédéric, envoya le cardinal Octavien en qualité de son lieutenant en Sicile, le conduisit lui-même à Palerme pour veiller de plus près sur les intérêts du royaume. Son intervention ne fut pas sans utilité pour le jeune prince; car il le préserva, par son activité et sa prudence, de la rébellion ouverte et des conspirations tramées dans l'ombre. Le calme fut rendu au royaume, le pouvoir au monarque.

Avant de quitter le règne de Henri VI, règne qui a exercé une si grande influence sur l'Italie méridionale, puisqu'il y a détruit la dynastie normande pour y établir celle des Allemands, il est indispensable que nous retracions en peu de mots l'état de l'Italie supérieure. Autant ce règne fut funeste au

royaume des Deux-Siciles, autant il fut utile à la Lombardie et à la Toscane. L'empereur, occupé des affaires de l'Allemagne et de Sicile, ainsi que de ses expéditions dans la Terre-Sainte, n'avait guère tourné son attention vers les peuples situés entre les Alpes, les Apennins et le Tibre. Les villes lombardes en profitèrent pour augmenter leur puissance et raffermir de plus en plus leur liberté; les villes de Toscane secouèrent toute espèce de joug à l'égard de l'empereur, et refusèrent ouvertement leur obéissance aux gouverneurs impériaux. On doit soigneusement distinguer, dans cette époque, les villes considérables des bourgs et villages qui les environnaient. Les premières, qui en général n'étaient plus sujettes, après l'abaissement des ducs et des marquis possédant les fiefs, qu'à la seule puissance impériale, ayant rejeté tout-à-fait le joug de cette dernière, se trouvèrent tout-à-coup libres, c'est-à-dire maîtresses d'elles-mêmes; mais la petite noblesse existait encore dans les campagnes, où elle continuait à exercer les droits de suzeraineté qui lui avaient été accordés dans les actes d'investiture; ces nobles jouissaient encore de leurs priviléges; ils étaient surtout nobles justiciers, c'est-à-dire qu'ils administraient la justice par eux-mêmes, ou la faisaient administrer par des juges nommés par eux, ce qui était non seulement une partie du pouvoir souverain, mais encore le fondement d'une puissance absolue; car celui-là est bien le maître de tout, qui tient entre ses mains les droits et les propriétés des personnes. Les campagnes se voyaient couronnées de châteaux où les nobles retirés ajou-

taient par la force de la position à ce qui pouvait leur manquer, en vertu d'une législation qui était pourtant toute en leur faveur. La situation des choses était donc celle-ci, que des villes libres s'élevaient çà et là entre des bourgs et des villages esclaves.

Dans cet état, il n'était guère possible que des dissensions et des guerres continuelles ne s'élevassent entre les villes libres et les nobles campagnards dont nous venons de parler. Les villes souffraient impatiemment ces voisins, qui représentaient continuellement à leurs yeux un régime odieux, et une insupportable émanation de cette puissance impériale qu'ils détestaient; le désir d'étendre leur domination au-delà des limites de leur banlieue et d'avoir un territoire les animait aussi à courir sur ces nobles, entraves importunes à leur puissance. Il est à croire également que les habitants des campagnes, vexés de mille manières par les châtelains, favorisaient de leur vœux les entreprises des villes tendant à les délivrer de ces seigneurs incommodes. D'après ces divers motifs, on vit d'abord les villes lombardes, ensuite celles de la Toscane, en guerre continuelle avec les seigneurs possédant des fiefs dans leur voisinage. C'était une guerre très disséminée, ou plutôt une confusion énorme, dans laquelle on distinguait pourtant un but commun, celui de détruire la féodalité. Les villes eurent en général le dessus, les nobles y furent détruits, ou prirent le parti de se faire citadins; ce qui fut, eu égard aux villes, heureux pour le présent, funeste pour l'avenir, parceque ces no-

bles, accoutumés à la vie active, habitués à la guerre, familiers avec l'intrigue, devinrent chefs de faction, et déchirèrent les villes après avoir opprimé les campagnes.

Ces communes entreprenantes s'enhardissaient d'autant plus à ces efforts qu'elles savaient que l'empereur, loin d'être à même de soutenir par la force l'édifice féodal qui s'écroulait, était obligé de leur faire la cour, soit pour en retirer de l'argent, soit pour empêcher que leur turbulence et leur activité n'éclatassent en guerre ouverte contre lui ; ce qui aurait incontestablement empêché l'exécution de ses desseins sur la Basse-Italie. Le seul remède qu'il savait et pouvait employer, était de les pousser par des intrigues secrètes à l'inimitié les unes contre les autres, espérant de fonder sa puissance sur leurs dissensions; c'est en quoi il ne réussit que trop bien, parcequ'il s'adressait à l'ambition, toujours avide du bien d'autrui.

L'exemple de Venise, qui n'avait jamais été sujette au régime féodal, de Gênes et de Pise, qui s'en étaient débarrassées, et qu'on voyait avoir atteint un si haut degré de prospérité, était encore un puissant aiguillon pour que les villes de l'intérieur prétendissent à cette augmentation de puissance, source féconde de tant de richesses. Venise, Gênes et Pise, disait-on, couvrent les mers de leurs vaisseaux, commercent avec les nations les plus éloignées du monde, sont recherchées en alliance par les plus puissants monarques, mettent un poids considérable dans les affaires de l'Europe, tandis que Milan, Bresce, Parme, Plaisance, Florence, sont en-

core menacées, à portée d'un tir d'arbalète, par de petits seigneurs de châteaux !

Ces considérations diverses animaient tous les esprits ; la féodalité était vouée à la proscription ; les petits nobles succombèrent ; le régime féodal fut presque entièrement détruit en Lombardie et en Toscane : il est vrai que, par la suite du temps, il fut rétabli dans la première de ces provinces, parceque l'autorité impériale y reprit sa force ; mais, dans la seconde, les efforts des villes furent couronnés d'un succès permanent, vu que le régime républicain y prévalut, et le gouvernement monarchique, qui y fut rétabli long-temps après, ne crut pas avoir hérité de la puissance impériale, et se contenta du pouvoir monarchique, sans y ressusciter l'appareil féodal. C'est ce qui explique la différence qui existe, même de nos jours, à cet égard entre la Lombardie et la Toscane.

Les nobles qui avaient plus de forces, et s'étaient déjà élevés à la puissance de véritables souverains, trouvèrent les moyens de résister aux attaques des communes. Les marquis d'Este et de Montferrat et les comtes de Savoie sont de ce nombre ; ce n'est pas qu'ils n'aient eu aussi des querelles sanglantes à soutenir : les Turinois, à l'exemple d'autres villes du Piémont, telles que Chieri, Asti et Alexandrie, avaient voulu se soulever, mais ils furent contenus par la prépondérance de leurs princes, qui, déjà même à cette époque reculée, avaient su organiser leurs forces militaires sur un pied respectable. Les marquis de Montferrat, qui, par leur union étroite avec l'empereur, étaient particulièrement

en butte aux animosités des villes libres, eurent beaucoup à souffrir des attaques des républiques voisines d'Alexandrie et d'Asti.

Les princes d'Este furent plus heureux : Azze d'Este ayant épousé la marquise des Adelards, famille puissante dans Ferrare, devint, dans cette ville, chef du parti guelfe, et y acquit peu à peu un pouvoir qui tenait plus de la souveraineté que du simple ascendant d'un citoyen puissant. Ce fut le premier échelon de cette grande élévation à laquelle la maison d'Este parvint dans les treizième et quatorzième siècles.

L'animosité des communes ne se bornait pas à poursuivre les feudataires laïques ; les évêques et les abbés, qui, comme nous l'avons déjà fait observer, avaient obtenu, par séduction ou pour récompense, des fiefs de la munificence impériale, ne furent pas à l'abri de leurs attaques : on n'épargnait pas même ceux de ces feudataires ecclésiastiques qui possédaient des fiefs qu'on appelait du nom d'*oblati*, c'est-à-dire fiefs offerts, et qui n'étaient autre chose que des terres offertes spontanément en fiefs à des dignitaires ecclésiastiques pour les préserver du pillage, à l'occasion du passage ou du séjour des troupes, car les milices indisciplinées de ces siècles respectaient un peu plus les possessions de l'église que celles qui appartenaient à des laïques. Dominé par les idées du temps, le peuple reprenait ce qu'il avait donné, et détruisait de ses propres mains l'édifice qu'il avait élevé. Les prélats furent obligés, ou de renoncer à la juridiction dont ils jouissaient dans l'arrondissement des villes libres, ou de céder

aux attaques de la force ouverte. On les contraignit d'abandonner ou de démolir leurs forteresses et de se mettre sous la protection des communes. Parmi les exemples de ces violences, on peut citer particulièrement celui des Plaisantins, plus que les autres, ardents dans ces sortes d'entreprises, et qui chassèrent pendant trois ans de la ville leur évêque et son clergé. Les Modénais en agirent de même, en 1209, à l'égard de l'abbé de Frassinore.

Ce qu'il y a de singulier, c'est que les empereurs n'avaient jamais été si prodigues de diplômes en matière féodale qu'à cette époque, où ils n'étaient guère plus autre chose que des priviléges sur le papier. Ils les vendaient pour avoir de l'argent, ils les donnaient pour des services rendus ou à rendre. Les motifs des donations, l'indignité des donataires, achevaient de décréditer ce que l'opinion avait déjà flétri.

Les efforts des communes tendaient véritablement jusqu'ici à la liberté, puisque leur but était de détruire les priviléges qui ne constituaient pas un gouvernement régulier, et ôtaient au peuple, non seulement toute part, mais encore toute surveillance dans le maniement des affaires publiques. Mais après avoir détruit leurs ennemis naturels, elles se trouvèrent exposées à deux fléaux qui, à la place de l'esclavage féodal, les soumirent aux fureurs de l'anarchie et aux désastres de la guerre civile. Les factions naquirent dans leur sein, la noblesse d'un côté, le peuple de l'autre, point de constitution fixe pour régler les droits et les devoirs de ces deux éléments nécessaires, et pourtant irréconci-

liables, de la société. Toutes les ambitions se réveillèrent. On voyait des nobles se faire chefs du parti populaire, des plébéiens épouser celui des nobles suivant que la probabilité du succès se trouvait d'un côté ou de l'autre. La ville de Bresce, qui, en 1192, avait fait un traité d'amitié avec l'empereur, et se croyait par là plus à l'abri des agitations, fut cependant une des premières à éprouver ce fléau, et à donner l'exemple des discordes intestines. La noblesse et le peuple s'y armèrent l'une contre l'autre; cette peste ne tarda pas à se communiquer aux autres villes de Lombardie, épuisant ainsi dans les discordes civiles cette activité qu'elles avaient déployée jusqu'alors contre l'ennemi commun.

Ceci regardait les factions déchirant le sein de la même ville. Mais vers la fin du douzième siècle et le commencement du treizième, la rivalité et la haine entre une ville et une autre s'allumèrent avec une fureur telle, que la Lombardie se voyait menacée d'une destruction totale. Aussitôt que la puissance impériale ne donna plus d'ombrage aux communes, et qu'elles n'eurent plus rien à craindre des chefs féodaux, la ligue salutaire qu'elles avaient formée entre elles commença à se dissoudre, et dès les premiers mois, après la mort du dernier Henri, elles se levèrent en armes les unes contre les autres. Le motif général de ces funestes divisions était le désir que chacune d'elles nourrissait pour étendre son territoire. Parmi ces querelles, celle qui s'éleva entre les Plaisantins et les Parmesans pour la possession du bourg San-Donnino, acquit une grande célébrité. Toutes les villes de la

Lombardie y prirent part, et un bouleversement général s'ensuivit. Les Milanais, Bressans, Cômasques, Verceillais, Astesans, Novarais, Alexandrins, prirent les armes en faveur de Plaisance; les Crémonais, Reggiens, Modénais, Pavesans et Bergamasques accoururent au secours de Parme. Il n'est pas besoin de dire combien cette guerre fut cruelle : elle porta la désolation partout.

A peine ce sanglant démêlé fut-il apaisé, par les soins particulièrement de l'abbé de Lucédio, qu'un nouveau bruit de guerre se fit entendre sur les bords du Pô inférieur; les Ravennais et les Ferrarrais coururent aux armes pour s'entre-déchirer. Cela ne suffisait pas pour combler le malheur de cette malheureuse contrée. Les Milanais et les Pavesans, ennemis irréconciliables, ensanglantèrent le centre de la Lombardie : la mer dut rougir aussi du sang des Italiens versé par les mains italiennes. Pisans et Génois, malgré les efforts souvent réitérés des papes et des empereurs pour les mettre d'accord, prouvèrent, par des actes de bravoure et de férocité à la fois, jusqu'où peut aller la fureur des frères combattant contre des frères. Ces guerres étaient interminables, parcequ'une ville ne manquait jamais de se porter au secours de celle qui avait succombé, pour ne pas devenir à son tour la proie de celle à qui la fortune s'était montrée favorable. Dans cet état de confusion où les forces ne s'animaient que pour la destruction de la commune patrie, l'occasion était offerte aux chefs de factions, ainsi qu'aux souverains indigènes ou étrangers, de s'ouvrir le chemin à la domination absolue sur un pays qui ne savait sup-

porter ni la liberté ni le despotisme, tant il est vrai qu'il est plus facile de détruire que d'édifier, et qu'il est encore plus difficile d'organiser la liberté que de renverser la tyrannie. Ce triste résultat prouve jusqu'à l'évidence la vérité des principes que nous avons développés plus haut, savoir, le grave inconvénient qu'il résulte, dans les états libres, de l'absence d'une autorité permanente, et placée hors de la sphère des passions populaires. Pendant la minorité de Frédéric, deux puissants rivaux s'étaient disputé la dignité impériale en Allemagne, Philippe, duc de Souabe et Othon, duc d'Aquitaine et comte de Poitou. Cette discorde donna une nouvelle force aux deux factions des gibelins et des guelfes en Italie. Une partie des Italiens penchaient pour Philippe, comme descendant des Henri, anciens marquis de Souabe et de Guibelingue, dont la plupart des chefs féodaux d'Italie tenaient leurs diplômes. C'était le parti des gibelins ou de la noblesse. Les villes libres et le parti ecclésiastique adhéraient à Othon, attendu qu'il était issu de ces Guelfe d'Este, anciens ducs de Saxe, de Bavière et de Brunswick, protecteurs constants des pontifes, et opposés au despotisme barbare que Frédéric Barberousse et les autres empereurs de sa famille avaient toujours voulu exercer sur les états d'Italie.

Après beaucoup d'événements divers qui montrent l'Allemagne, comme l'Italie, divisée en deux partis, Philippe fut cruellement assassiné par un de ses vassaux, Othon fut proclamé empereur. On ne songea pas pour le moment au fils du dernier des empereurs, parcequ'à l'époque de l'avénement d'O-

thon, il n'était encore âgé que de douze ans. Les Milanais se réjouirent de la nomination d'un empereur appartenant à cette maison Guelfe dont ils avaient eu tant à se louer. Le pape aussi, et pour le même motif, en reçut la nouvelle avec beaucoup de satisfaction. C'était en ce moment Innocent III, homme très versé dans les lettres et la jurisprudence, mais, à l'imitation de Grégoire VII, portant extrêmement loin les prérogatives du siége apostolique. Othon, quatrième du nom, vint à Milan, et y reçut la couronne royale; il alla ensuite à Rome, où le pape le couronna empereur.

Ces apparences de bon accord couvraient les germes d'une discorde sanglante. Othon, tout issu qu'il était de princes guelfes, ne montrait plus, après avoir été sacré, pour le saint siége, le même respect dont il avait fait profession avant d'arriver à ces dignités. Cette nouvelle conduite aliéna de lui le pape, fort susceptible sur ces matières; ce qui fit germer dans l'esprit du pontife des idées qu'il avait déjà conçues depuis quelque temps et n'avait abandonnées que par les bons procédés d'Othon envers l'église de Rome. Innocent ne voyait pas avec plaisir que la dignité impériale, la Lombardie et la Pouille fussent au pouvoir d'un seul homme; il lui paraissait que cette réunion pouvait devenir funeste aux libertés du siége apostolique : il se décida en conséquence à favoriser le jeune Frédéric aux dépens d'Othon, le montra aux Italiens comme le prince le plus propre à garantir leurs droits contre les usurpations des Allemands. Pour procurer au jeune prince des alliances capables d'appuyer au be-

soin ses intérêts, il lui fit épouser Constance, fille du roi d'Arragon. Othon ne tarda pas à avoir connaissance de ces trames, résolut de s'opposer de bonne heure à l'agrandissement de son rival, et marcha sur la Pouille, sous le prétexte qu'elle appartenait à l'empire d'Occident. Dans sa course, il ne respecta aucunement les terres de l'église, et ferma l'oreille aux propositions de paix qui lui furent faites. Il ne faut pas demander si le courroux d'Innocent s'alluma contre celui qu'il avait porté lui-même à l'empire. Sans autre délai, il l'excommunia, et le déposa, en déliant ses sujets du serment de fidélité. Cette querelle divisa l'Allemagne et l'Italie; elle intéressa même les plus grandes puissances de l'Europe. Le roi de France, Philippe-Auguste, soutenait Frédéric; le roi d'Angleterre, Richard, était favorable à Othon. Les princes de l'empire se trouvaient divisés entre eux, les villes lombardes aussi; Milan tenait pour Othon; Pavie, Crémone, Vérone, et les marquis d'Este, pour Frédéric. Othon, vaincu dans une bataille gagnée par les Français, perdit toutes les chances qui militaient en sa faveur, son rival l'emporta; Frédéric, que l'on appela Frédéric II, fut nommé et reconnu empereur.

Innocent n'oublia pas de tirer parti des services qu'il avait rendus à Frédéric; il l'obligea à promettre, sous la foi du serment et dans la forme la plus solennelle, de céder à son fils Henri, né de son union avec la reine Constance d'Arragon, le royaume de Pouille et de Sicile, avec condition expresse que le nouveau roi reconnaîtrait le pouvoir du pape et promettrait de ne dépendre d'aucune autre puis-

sance que de celle du saint siége; mais Frédéric, aussitôt que, par la mort d'Othon, arrivée sur ces entrefaites, il se trouva possesseur sans concurrent de la puissance impériale, ne tint pas ses promesses. Loin de se dessaisir de la Pouille et de la Sicile, il voulut assurer à son fils, outre le royaume des Deux-Siciles, la succession à l'empire. Effectivement, il le fit élire roi des Romains; la mort surprit, au milieu de ces débats, Innocent: Honorius III fut élu à sa place. Le nouveau pontife, soit par un sentiment sincère de religion, soit par crainte de la puissance colossale de l'empereur, excitait continuellement ce prince à tenter une expédition dans l'Orient, pour arracher enfin le tombeau sacré des mains des infidèles. Frédéric, qui aimait mieux agrandir sa puissance en Europe que la risquer en Asie, trouva continuellement des prétextes pour éluder les sollicitations d'Honorius. Ces refus mal déguisés, et ces promesses si long-temps vaines, indisposèrent tellement le pape contre l'empereur, qu'il prêta l'oreille aux propositions qui lui furent faites de la part de quelques villes, principalement du Milanais, pour renouer les nœuds de la ligue lombarde, que la prospérité, l'ambition et de malheureuses haines politiques avaient, non seulement relâchés, mais rompus. Les Milanais, fidèles à la mémoire d'Othon et au souvenir des Guelfes, n'avaient jamais voulu consentir à lui décerner la couronne de fer et à le proclamer roi d'Italie; ils avaient résisté à toutes les invitations et à toutes les menaces. Ils craignaient en conséquence son arrivée en Italie, et cherchaient à la détourner par

une nouvelle union entre des parties qui n'auraient jamais dû se séparer. Quelques villes et princes, plutôt pour des rivalités particulières que par attachement à l'empire, ne suivirent pas le mouvement de leurs voisins; c'étaient Modène, Reggio, Asti, Pavie, Parme et Crémone, ainsi que les comtes de Savoie et les marquis de Montferrat. Le bruit de sa prochaine arrivée, et les actes de tyrannie dont il avait souillé les premières années de son règne dans la Pouille et la Sicile, et qui faisaient craindre un traitement pareil aux villes de la Lombardie, opérèrent si fortement sur l'esprit des habitants, qu'en l'année 1225, la ligue lombarde fut solennellement renouvelée et souscrite par les recteurs et députés respectifs de Milan, Bologne, Bresce, Mantoue, Verceil, Alexandrie, Faenza, Vicence, Padoue et Trévise, et, suivant quelques auteurs, Turin; on réserva, dans l'acte d'alliance, la faculté d'y entrer aux autres républiques et princes de la Lombardie. Effectivement, le marquis de Montferrat, le comte de Biandra, Creme et Ferrare, y accédèrent quelque temps après: les villes dissidentes persévérèrent dans leur amitié envers l'empereur; mais leur appui n'était pas d'un tel poids que Frédéric pût espérer de soumettre facilement, avec leurs forces et les siennes, les villes et princes coalisés. Il tourna alors ses vues vers une réconciliation, et remit le jugement des différents à la décision du pape. Le compromis fut accepté par la partie adverse, dont chaque membre envoya ses ambassadeurs à Rome, avec mission de consentir aux conditions que le pape aurait dictées. Honorius prononça la sentence

d'arbitrage, par laquelle il fut statué que l'empereur s'obligerait à pardonner toute offense, et remettre dans ses bonnes grâces les princes et villes coalisés; et que, d'un autre côté, les villes lombardes, tout en conservant leurs libertés, seraient tenues de fournir un certain nombre de troupes pour l'expédition de la Terre-Sainte. Honorius mourut quelques semaines après la conclusion d'une affaire à laquelle il avait attaché la plus grande importance; il croyait surtout avoir beaucoup fait en obtenant un certain nombre de croisés pour son projet chéri, la conquête de Jérusalem. Grégoire IX succéda à Honorius III. Comme son prédécesseur, il manifesta le désir de tenir à l'exécution du pacte convenu à Rome. La tranquillité de l'Italie paraissait mieux assurée que jamais; l'éloignement prochain de l'empereur, la nécessité où les villes lombardes s'étaient vues, de se tenir étroitement unies entre elles, la réunion dans la même main de l'empire et du royaume des Deux-Siciles, enfin la volonté du pontife promettaient un ordre stable et des jours plus heureux; mais le ciel en avait ordonné autrement. Le zèle excessif et l'extrême vivacité de Grégoire rallumèrent tout-à-coup un incendie qui paraissait prêt à s'éteindre.

Frédéric, ne pouvant plus résister aux instances réitérées du pape, et à l'empressement des croisés rassemblés à Brindes, se disposait à partir pour le Levant. Mais le départ fut suspendu, ou pour une maladie de l'empereur lui-même, que quelques personnes pourtant ont cru feinte, ou par une mortalité trop réelle, qui éclaircissait chaque jour, et d'une

manière effrayante, les rangs de son armée. Le pape attribuant à mauvaise volonté l'ajournement du départ, eut recours sur-le-champ aux remèdes les plus violents; il fulmina l'excommunication contre l'empereur, comme violateur récidif de la foi promise.

Une guerre cruelle et extrêmement variée va s'engager. Les deux partis s'attaquent avec les armes spirituelles et temporelles, avec la perfidie, la rébellion, la trahison, le meurtre, avec tout ce qu'il y a de plus détestable parmi les hommes. Et ce sont des chefs de nations, des chefs de l'église qui donnent de pareils scandales! Il faut avoir un penchant bien robuste pour l'admiration, pour avoir le courage, comme certains hommes le font aujourd'hui, d'admirer cette époque abominable du moyen âge. Certes, il faudrait qu'on ne cessât un instant de la présenter à nos yeux, mais comme un tableau hideux de ce que peuvent l'oubli de tous les principes et la corruption de l'homme portée à son dernier excès. Il faudrait nous la montrer continuellement, comme les Spartiates montraient les hommes ivres à leurs enfants, pour leur faire prendre en horreur un vice si honteux. Mais non; les écrivains d'une école ridicule, qui, stériles d'imagination, enfantent, pour paraître neufs, des extravagances dignes d'un fiévreux en délire, nous la peignent comme un modèle à suivre, comme une période de bonheur. Que les hommes s'égorgent, qu'ils s'assassinent, qu'ils se trahissent, qu'ils s'empoisonnent, cela leur est égal; pourvu qu'ils déroulent devant nous une vieille charte, ou qu'ils

nous fassent entendre le cor d'un valet sur une vieille tour, ils sont contents.

L'excommunication prononcée par le pape contre Frédéric entraîna après elle un désordre incroyable en Italie. En vain l'empereur envoya-t-il à Rome des ambassadeurs pour s'excuser et expliquer sa conduite, l'inexorable pontife renouvela sa redoutable sentence, et la fit publier dans toutes les parties du monde chrétien. Frédéric, de son côté, publia ses justifications; le pape et l'empereur s'emportèrent l'un contre l'autre publiquement en de telles invectives qu'il est difficile de trouver, dans l'histoire, des scandales qui puissent être comparés à ceux qu'ils donnaient. « Voyez, disait Grégoire, » ce monstre horrible qui sort de la mer (il parlait » de l'Adriatique), qui a la tête d'un lion féroce, » les pieds d'un ours, les autres membres d'un léo» pard tacheté et qui, avec ses dents et ses ongles » ferrés, menace de tout déchirer, de tout dévorer? » celui-là, c'est l'empereur Frédéric second. »

Frédéric, à son tour, n'épargnait pas Grégoire. « Grégoire, s'écriait-il, n'est pas le gardien de » son troupeau; il en est le loup exterminateur; c'est » le dragon empesté, le séducteur de l'univers, le » prince des ténèbres; c'est un autre Balaam, un » antechrist. »

Il n'est pas difficile de deviner les effets que des manifestes de cette nature devaient produire sur l'esprit des peuples : ils furent suivis d'un bouleversement général. Les deux partis qui déchiraient déjà l'Italie, sous le nom de guelfes et de gibelins, acquirent de nouvelles forces, s'envenimèrent da-

vantage, désolèrent les villes comme les campagnes, les congrès comme les familles, nul ne resta étranger à cette infernale discorde. Les discusions même les plus éloignées de son objet prenaient une couleur politique; les familles qui avaient des intérêts particuliers à débattre entre elles se rangeaient sous les drapeaux des guelfes ou des gibelins; une fille refusée en mariage, un champ contesté, une dette non payée, une insulte faite à un particulier, pour une affaire particulière, étaient autant de motifs qui faisaient passer de nouveaux partisans dans les rangs des impériaux ou des papistes. C'était un feu qui se communiquait irrésistiblement; c'était un incendie qui consumait jusqu'aux parties les plus vitales de l'édifice social. En veut-on un exemple célèbre? nous allons l'emprunter à Machiavel.

« Il y avait à Florence, dit-il, entre autres familles puissantes, celles des Buondelmonti et des Uberti; les Amidéi et les Donati les suivaient de près. On remarquait dans cette dernière une fille d'une grande beauté, que sa mère, veuve et riche, destinait en mariage à un jeune chevalier des Buondelmonti, chef de la famille de ce nom. La mère, soit par négligence, soit parcequ'elle croyait qu'il en serait toujours temps, n'avait encore fait part de son projet à personne. En attendant, Buondelmonti fiança une demoiselle des Amidéi. La veuve Donati en conçut un grand chagrin, et, espérant que la beauté de sa fille pourrait encore empêcher ce mariage, sortit avec elle, au moment où le jeune Buondelmonti approchait de sa maison. En

»passant à côté de lui, elle lui dit : *Je vous félicite* »*vraiment sur votre mariage; mais je vous avais* »*destiné ma fille que voici.* Le chevalier, voyant la »rare beauté de cette jeune personne, et, considé- »rant que sa naissance n'était pas inférieure à celle »qui avait déjà reçu sa foi, en fut tellement épris, »que, sans avoir égard à ses promesses ni à l'injure »qu'il allait faire en les violant, ni aux malheurs »qu'il pouvait attirer sur lui, il répondit : *Puisque* »*vous l'avez gardée pour moi, et qu'il en est encore* »*temps, je serais un ingrat de la refuser.* Cela dit, il »célébra, sans autre délai, les noces. Aussitôt que »les Amidéi et les Uberti, leurs alliés, apprirent »cette nouvelle, ils en conçurent une violente indi- »gnation, et décidèrent de laver cette injure dans le »sang de Buondelmonti. Quelques personnes avaient »l'air de craindre les suites d'un pareil attentat; »mais Mosca Lamberti leur dit que qui pense à »tout ne fait rien..... On chargea, en conséquence, »Mosca, Stiatta Uberti, Lambert Amidéi, et Ode- »ric Fifanti, du meurtre du jeune homme. C'était »le jour de Pâques : ils se cachent dans la maison des »Amidéi, près le pont vieux de Saint-Étienne, »voient Buondemlonti traverser le fleuve sur un »cheval blanc, fondent sur lui, et l'assassinent aux »pieds d'une statue de Mars. Insensés, qui croyaient »aussi facile d'oublier une injure que de renoncer à »une alliance! Cet assassinat divisa toute la ville; »une partie se rangea du côté des Buondelmonti, »l'autre du côté des Uberti. Et, comme ces familles »avaient des maisons fortifiées, et beaucoup d'hom- »mes à leur service, elles se firent, pendant un

» grand nombre d'années, une guerre acharnée. Il » y eut quelquefois trève, jamais paix entre elles : » elles se tenaient dans le repos, ou rallumaient leur » fureur, suivant les circonstances du temps. »

Ces discordes de Florence duraient depuis plusieurs années, lorsque la guerre éclata entre l'empereur Frédéric II et le pape Grégoire IX. La querelle de famille entre les Buondelmonti et leurs adhérents d'une part, les Uberti et leurs partisans de l'autre, prit un caractère politique. L'empereur favorisa les Uberti ; cela suffit pour que le pontife prît parti pour les Buondelmonti. La ville fut divisée en gibelins et guelfes. Les premiers, se prévalant de la faveur de Frédéric, eurent le dessus, et chassèrent leurs adversaires. Les guelfes revinrent peu après, et proscrivirent à leur tour les gibelins : cette douloureuse vicissitude se renouvela plusieurs fois. Le tableau de Florence, que nous venons de retracer, était celui de presque toutes les villes d'Italie.

Reprenons maintenant le fil des événements. Le parti du pontife, soutenu principalement par les villes lombardes, l'emporta, dans ces premiers temps, sur celui de l'empereur. Frédéric, croyant avoir à faire à un homme exorable, se rendit aux volontés de Grégoire, et partit pour l'Orient, dans le but de faire la guerre à Corradin, soudan de l'Égypte, ennemi irréconciliable du nom chrétien. Frédéric était, sans doute, un homme de mauvaise foi; on ne pouvait guère se fier à ses promesses ; mais, ici, le fait déposait en sa faveur : il était en Égypte ; il avait remporté des victoires sur l'ennemi ; il faisait le siége de Saint-Jean-d'Acre ; il remplis-

sait avec succès la mission dont le pape l'avait chargé. Comment donc qualifier les actes révoltants d'inimitié auxquels le pape se livra, en ce moment même, contre lui? Il lance une nouvelle excommunication, proclame une croisade contre lui, et traite celui qui se battait contre les infidèles comme s'il était un infidèle lui-même. Cette cruelle détermination ne suffit pas au courroux du pontife. Il suscita contre lui Jean de Brienne, ancien roi de Jérusalem, beau-père de Frédéric, lui confia des troupes, et lui ordonna d'envahir la Pouille. Son intention avouée était d'enlever à l'empereur la partie du royaume des Deux-Siciles, située en deçà du phare. Se prévaloir de l'absence d'un ami, que vous avez éloigné vous-même, en le chargeant d'une mission importante, pour attenter à son honneur et à ses états, c'est certainement un acte qu'on doit regarder avec horreur et indignation. On ne sera donc pas étonné si Frédéric, qui n'avait pas déjà grand besoin d'être stimulé pour devenir effréné et cruel, se livra, dans la suite, à des actes de vengeance également révoltants. C'étaient de funestes représailles d'un fait extrêmement odieux. Les passions furent portées au dernier degré d'exaspération.

Raynard, duc de Spolette et préfet du royaume, annonce en ces termes à l'empereur, campé alors sous les murs de Saint-Jean-d'Acre, l'inconcevable défection du pontife: « A peine eûtes-vous levé l'an» cre des ports de l'Europe que l'implacable Gré» goire se jeta avec une armée nombreuse dans vos » provinces; ce Jean de Brienne, votre beau-père,

»et ancien roi de Jérusalem, les conduit; infâme »d'abord par ses trahisons envers vous, son parent »et son maître, enflé maintenant d'orgueil, il as- »pire à l'empire, qu'il appelle vacant par l'effet de »l'injuste interdiction lancée contre vous. Ses sol- »dats sont un ramassis infâme de voleurs, de fri- »pons et d'assassins; aucune discipline, aucun hon- »neur ne les retient; ils inondent le pays avec une »licence effrénée, avides de butin et de sang, ré- »duisent en cendres les villes et les campagnes; en- »lèvent ou égorgent les troupeaux; emprisonnent »leurs frères comme des esclaves, et les soumettent »à d'horribles tourments pour les forcer à se rache- »ter à grand prix : en un mot, ils dévastent d'une »manière atroce votre pays, comme si vous étiez »un infidèle, ou ne combattiez en ce moment pour »la cause des chrétiens. L'Italie déchirée par les par- »tis, se jette là où la passion ou l'intérêt l'attirent; »les petits apprennent des grands l'art cruel de dé- »soler leur patrie : les villes, les seigneurs, les pa- »rents mêmes se font une guerre d'autant plus ob- »stinée, que la haine entre eux est plus profonde. »Tout est livré aux flammes, forteresses, châteaux, »maisons : les chefs applaudissent, après les avoir »commandées, à ces œuvres abominables. Vos amis, »vos peuples soupirent après votre retour. Qui peut »mettre un terme à leurs malheurs, si ce n'est »vous? Revenez donc; mais soyez sur vos gardes, »veillez sur votre liberté et votre vie. Le féroce »Brienne se vante d'avoir si bien garni les ports et »les passages que vous ne pouvez échapper. Dans »votre noble courage, vous pouvez mépriser les pé-

»rils pour vous-même, vous ne le pouvez pas pour »nous; vous êtes notre espoir et notre salut. Il vous »sera aisé de retourner en Asie; ce chemin est tou»jours ouvert aux princes grands et religieux, mais »ici un seul instant de délai peut tout perdre; venez »écrasez vos superbes ennemis; venez et faites voir à »l'univers que César, en satisfaisant à sa vengeance, »sait en même temps assurer la liberté du monde.»

A peine Frédéric eut-il reçu cet avis de son fidèle préfet, qu'il fit un accord avec Corradin, partit de la Syrie, et arriva en Sicile. Il se mit sur-le-champ à organiser les moyens de repousser la guerre que le pontife lui avait déclarée; il usa à la fois de la force et de la ruse: à cet égard, il ne fut ni plus délicat ni plus scrupuleux que le pape. Il rassembla, tant en Sicile que dans les provinces du continent qui lui étaient restées fidèles, quelques troupes qu'il réunit à ses vieilles bandes revenant de l'Orient. Jusque là, rien n'est extraordinaire; mais il ne s'en tint pas à ces mesures et nous allons voir un prince qui venait de combattre les Sarrasins sur leur propre terrain, pour satisfaire aux désirs du pape, se servir d'eux en Italie pour faire la guerre au chef de l'église. En effet, il en solda sept mille; ils le suivirent avec empressement, parcequ'il leur avait accordé le poste de Nocera sur le continent. Ayant ainsi organisé ses moyens militaires, il résolut de tourner contre le pape cet esprit de liberté qui avait saisi les villes de la Haute-Italie et de la Toscane, et qui, dans l'origine, comme dans la suite, était tourné contre sa puissance. Les villes de la Romagne n'étaient pas tout-à-fait étrangères à ce mouvement;

Rome même y participait. Frédéric fomentait adroitement ces dispositions. Ainsi le pape appelait les peuples à la rébellion contre l'empereur, celui-ci les appelait à la révolte contre l'église, et au milieu de ces discordes sanglantes l'Italie était livrée à la dévastation et au désespoir.

Les mesures de l'empereur furent si bien prises, que l'orage qui naguère grondait sur sa tête, se tourna tout-à-coup contre le pontife. Grégoire se trouvait dans une position difficile; menacé par les Romains, les Sarrasins et les impériaux, il ne lui restait d'autre parti à prendre que d'en venir à un accommodement. Les ducs d'Autriche et de Moravie, les archevêques de Salzbourg et de Reggio en Calabre, ainsi que le grand-maître de l'ordre teutonique Herman, en furent les médiateurs. La paix fut conclue, mais elle dura peu de temps; il y avait mauvaise foi, et haine irréconciliable des deux côtés.

En attendant, l'empereur revint à ses anciens projets contre les républiques lombardes; il ne pouvait supporter qu'elles fissent un pareil mépris de son autorité, et avisait chaque jour aux moyens de ressaisir sur elles le pouvoir qu'il avait perdu. La première tentative ne fut pas heureuse; les Milanais, toujours à la tête de la confédération, avaient résisté à ses efforts, et porté leurs armes dans le cœur du Piémont, parceque le comte Thomas de Savoie, alors souverain de ce pays, avait adhéré au parti de l'empereur. Ce fut pendant cette expédition qu'ils fondèrent la ville forte de Coni, devenue avec le temps un des premiers boulevards de la maison de Savoie, du côté des Alpes maritimes.

La perversité du siècle agissait fortement sur les esprits; les Milanais imitèrent le pape et l'empereur; ils soutinrent un fils rebelle. Henri, fils aîné de Frédéric, voyant qu'il montrait des sentiments de prédilection pour son frère puîné Conrad, en conçut une haine violente. Les Milanais saisirent l'occasion, envenimèrent ces sentiments dans le cœur du jeune homme, et le déterminèrent à se constituer en état de rébellion contre son père et seigneur. Il paraît certain que le pape ne fut pas étranger à cette trame, s'estimant heureux de pouvoir rendre avec usure à l'empereur le mal qu'il en recevait : mais cette tentative eut un résultat tout différent de celui qu'ils en espéraient. Les princes allemands, indignés de la conduite de Henri, prirent parti pour le père, et soutinrent ainsi un trône qui paraissait près de sa ruine.

Frédéric, débarrassé de cette inquiétude domestique, tourna son attention vers les républiques de Lombardie. Il y eut quelques négociations pour la paix, auxquelles le pape prit part; mais elles n'amenèrent aucun résultat. L'empereur se détermina à la guerre; le pape lui défendit de l'entreprendre. Le premier voulait étouffer ce qu'il appelait la rébellion de ses provinces lombardes; le second craignait que son adversaire, après avoir soumis les états républicains, ne voulût dépouiller entièrement l'église de son domaine temporel. Le prétexte que le pape allégua pour empêcher l'empereur de faire la guerre fut qu'il ne voulait pas que cette discorde nuisît aux intérêts de la communion chrétienne dans la Terre-Sainte.

Depuis vingt ans que le règne de Frédéric durait, jamais les villes confédérées ne s'étaient trouvées dans un péril si imminent. Il attaqua les Milanais, et remporta sur eux une victoire complète; ils demandèrent la paix; il répondit en vainqueur superbe, en exigeant une soumission illimitée. Le désespoir leur fit de nouveau courir aux armes. Les Plaisantins n'abandonnèrent pas leurs amis dans une occurrence si malheureuse, et envoyèrent à leur secours une troupe considérable de cavalerie. Un événement particulier leur procura l'alliance des Vénitiens, qui jeta un grand poids dans la balance. Pierre Tiepolo, fils du doge de Venise, combattant dans leurs rangs, avait été fait prisonnier: Frédéric le fit mettre à mort. Cet acte de barbarie irrita tellement les Vénitiens qu'ils déclarèrent sur-le-champ la guerre à l'empereur, les Génois en firent de même par patriotisme, et à cause de quelques injures qu'ils prétendaient avoir reçues de ce souverain en Sicile et dans la Pouille.

Mais l'appui le plus puissant des confédérés était toujours le pape: il commença par lancer contre l'empereur une seconde bulle d'excommunication encore plus violente que la première, l'appela des noms les plus odieux, chercha à le dénigrer auprès de tous les princes de la chrétienté. Il le déclara déchu de l'empire, et délia ses sujets du serment de fidélité. Dans son courroux, Grégoire n'oubliait pas non plus de s'adresser aux passions populaires; il faisait prêcher la croisade contre son ennemi par des nuées de moines jacobins et franciscains. Il n'y avait pas d'invectives que ces instruments de la co-

lère et de la politique du pape épargnassent à l'ennemi du saint siége ; et on peut bien s'imaginer que les termes n'étaient pas ménagés : ils prêchaient sur les chaires et sur les tréteaux. Ces manœuvres étaient employées surtout dans les villes lombardes, pour déterminer les habitants à ne pas céder à un homme qu'on avait soin de peindre comme un monstre.

Grégoire, croyant que ces moyens réunis ne suffisaient pas encore pour abattre son adversaire, s'adressa aux potentats pour les engager à prendre part dans une querelle qu'il représentait comme intéressant la religion de tous les princes de la chrétienté. C'est ici le lieu de raconter un trait qui fait honneur à la France et à son sage et saint roi Louis IX. Le pape l'avait sollicité de se déclarer contre l'empereur, en lui offrant la couronne impériale, et demandant pour chef de l'entreprise son frère Robert. La proposition du pape était sans doute utile au roi, mais elle n'était pas honorable : Louis répondit comme Aristide. Les barons et princes français ne se montrèrent pas moins justes et généreux que leur roi : ils témoignèrent la plus grande indignation contre cette ouverture du pontife, et le blâmèrent hautement de ce qu'il voulait, sans aucune raison, semer la discorde entre les princes chrétiens, et les pousser à la guerre les uns contre les autres. Ces sages conseillers ne manquèrent pas non plus d'observer au roi que la victoire du pape emportait avec elle la servitude des princes.

De son côté, Frédéric ne négligeait rien pour se disculper des imputations du pape, et résister à

l'orage qu'il voyait formé contre lui : il envoya à toutes les cours d'Europe un manifeste rédigé par le fameux Pierre des Vignes, son chancelier, et dont le but était de prouver que l'excommunication lancée contre lui était nulle et de nulle valeur. S'abandonnant ensuite à toute la fougue de son caractère, il se mit à persécuter les ecclésiastiques, particulièrement les religieux jacobins et franciscains, aux imprécations desquels il avait été plus spécialement en butte : il envoyait ceux-ci en exil, enlevait les bénéfices à ceux-là, et frappait les églises de contributions énormes.

C'étaient là les préparatifs de la guerre; nous allons maintenant la voir en action. Les forces de l'empereur et de la ligue se balançaient à peu près dans la Lombardie. Le fameux tyran de Vérone et de Padoue, Eccelin, soutenait de tout son pouvoir le parti de Frédéric ; les gibelins avaient aussi la supériorité en Toscane, et, ce qui paraîtra sans doute étonnant, ils dominaient dans la Romagne même. Les Romains rebelles au pape s'entendaient avec l'empereur ; Viterbe, ville qui avait reçu tant de bienfaits des pontifes, Viterbe elle-même se révolta contre l'autorité pontificale. La tempête grossissant à chaque instant, s'approchait déjà de Rome; le pape n'avait presque aucun moyen de défense ; la plupart de ses habitants faisaient éclater hautement leur mécontentement.

Réduit à cette extrémité et déjà prêt à succomber, l'audacieux pontife s'avisa tout-à-coup d'un moyen extraordinaire : ce fut d'avoir recours à la religion. Il tira de leurs tombeaux les reliques des saints

apôtres, et les porta processionnellement dans toute la ville. Ce spectale ébranla les Romains; ils vinrent au secours d'un souverain qui n'avait plus d'autre espoir que celui qui pouvait lui venir d'une inspiration divine. Ils volent sur les murs et s'apprêtent à défendre une ville qu'ils voulaient, un moment avant, livrer à l'ennemi.

Frédéric, déchu de l'espoir d'entrer dans Rome, tourna ses armes contre Faenza, et s'en empara. Il s'approcha de nouveau de Rome, et se rendit maître de Narni et de Terni. Le cardinal Colonna leva l'étendard de la révolte, et passa avec une troupe nombreuse de ses adhérents du côté de l'empereur. Tant de désastres brisèrent l'ame de Grégoire, et le conduisirent au tombeau; il laissa l'Italie, mais surtout l'état de l'Église, dans un désordre épouvantable : premier artisan de ces troubles, il en fut aussi la victime. Célestin lui succéda; mais, surpris bientôt par la mort, il laissa le siége vacant. Après une longue viduité, qu'on attribua aux artifices de Frédéric, et qui lui attira beaucoup d'ennemis, même parmi ses partisans, on élut Sinibalde Fiesque, né d'une famille noble de Gênes, et qui prit le nom d'Innocent IV. Ce pape, bien qu'il fût, avant son exaltation, lié d'amitié avec Frédéric, devint, après avoir revêtu la pourpre pontificale, son ennemi mortel.

Le nouveau pape, ne se croyant pas en sûreté à Rome, trouva moyen d'arriver à Gênes, traversa le Piémont, attira à son parti le comte de Savoie, parvint à Lyon, y convoqua un concile général, et cita l'empereur à y comparaître. Le prince ne s'y

rendit pas ; il envoya seulement Pierre des Vignes pour soutenir sa cause et faire ses excuses. Aucune justification ne fut admise ; on ne voulut entendre à aucune proposition d'accommodement, quoique le saint roi de France eût interposé ses bons offices pour amener les deux partis dissidents à une réconciliation. L'excommunication et la déposition furent prononcées contre Frédéric. Étrange abus de pouvoir ! car si on ne peut refuser à l'église le droit d'exclure de la communion des fidèles ceux qu'elle croit indignes d'en faire partie, droit, au reste, dont elle ne doit user, conformément aux préceptes et à l'exemple de son divin fondateur, qu'avec beaucoup de modération, de prudence et de douceur, de quel droit prononçait-elle une déposition ? L'excommunication est un acte religieux, et on ne saurait lui contester le pouvoir de le faire ; mais la déposition d'un souverain est un acte civil, et elle n'a pas plus le droit de la prononcer qu'un souverain n'aurait celui de lancer une excommunication. Où est le mandat de Jésus-Christ pour un pareil acte ? ou plutôt, n'est-elle pas dans tout l'Évangile, la défense formelle de se l'attribuer ? L'église peut-elle contrevenir à un précepte très explicite et très positif de l'Homme-Dieu ? c'est cependant ce que le concile de Lyon faisait en prononçant la déposition d'un prince et déliant ses sujets du serment de fidélité.

L'excommunication dont l'empereur venait d'être frappé produisit quelques troubles en Allemagne et en Lombardie. Malgré cela, le parti impérial et le parti guelfe continuaient à se balancer ; mais un

événement dont la ville de Parme fut le théâtre donna la supériorité aux guelfes ; c'était dans l'année 1245. Les gibelins, plus forts, en avaient chassé leurs adversaires, parmi lesquels on distinguait principalement les Rossi et les Correggieschi, alliés aux Fiesques de Gênes, et, par conséquent, à Innocent IV. Au moyen de cette expulsion, l'empereur devint tout-à-fait maître de Parme, et y mit, pour podestat, Henri Testa d'Arezzo. Les proscrits, qui avaient conservé de nombreuses intelligences dans la ville, marchèrent sur elle. Testa en sortit pour les attaquer ; on en vint aux mains : la fortune ne fut point favorable aux gibelins ; le podestat perdit la bataille et la vie. Les guelfes, victorieux, rentrèrent dans leur patrie, et en chassèrent à leur tour les gibelins. Frédéric, à qui cet accident causa le plus grand chagrin, envoya d'abord son fils Enz, qu'il avait nommé peu avant roi de Sardaigne, pour cerner Parme du côté du Taro. Il s'y porta lui-même en personne peu de temps après. Toute l'Italie fut en armes pour ce siége. Frédéric avait avec lui un corps de dix mille chevaux, et un nombre beaucoup plus considérable de gens à pied tirés de toutes les parties de son vaste empire. On distinguait surtout, parmi ces derniers, une troupe composée de plusieurs milliers d'arbalétriers. Pour pouvoir serrer de plus près la place, et repousser les sorties des assiégés, il construisit, à peu de distance, un fort avec des tours et des fossés, auquel il donna le nom de *Victoire*.

Une armée si considérable ne pouvait pas cependant empêcher que les villes confédérées, accou-

rant de toute part au secours des Parmesans, n'infestassent, avec des corps nombreux de troupes légères, la campagne, ne coupassent les vivres aux impériaux, et n'introduisissent de temps en temps des subsistances dans la ville assiégée. Milan seule mit sur pied mille gens d'armes, ce qui signifiait trois mille chevaux. Les Plaisantins en armèrent aussi, mais en plus petit nombre; les Mantouans et Ferrarais se chargèrent spécialement de fournir des vivres. Toute l'attention, tous les efforts se portaient sur la ville de Parme. C'était à elle que le sort de l'Italie paraissait attaché, ce qui était vrai en effet. Telle était l'obstination des troupes impériales, malgré les fréquentes attaques des alliés, que tout faisait présager qu'elles finiraient par s'en rendre maîtresses. Mais l'empereur étant sorti de son fort avec plusieurs barons, pour chasser dans la campagne, les Parmesans saisirent le moment, attaquèrent à l'improviste, et sur plusieurs points, l'armée impériale, et exécutèrent leur charge avec tant de vigueur, qu'ils la mirent dans une déroute complète. Le fort de la *Victoire* tomba entre les mains des vainqueurs, qui le livrèrent immédiatement aux flammes. Ils s'emparèrent d'une quantité immense de provisions, de la vaisselle d'argent, du trésor et de la couronne même de l'empereur. Cette affaire eut lieu au mois de février de l'an 1248. L'empereur s'enfuit tout honteux à Crémone.

Un nouveau malheur l'attendait. De Crémone il s'était rendu en Toscane pour y appuyer le parti gibelin, qui succombait sous les coups des guelfes. Il laissa pour gouverneur en Lombardie, son fils

Enz; mais ce jeune homme fut vaincu et fait prisonnier dans une bataille qu'il avait voulu livrer aux Bolonais. Toutes les offres et les menaces du père pour le faire remettre en liberté, furent inutiles. Aigri par le malheur, il exerça en Toscane les plus grandes cruautés; ceux surtout qui, après s'être défendus avec beaucoup de valeur dans le fort de Caperaïa, s'étaient rendus à discrétion, éprouvèrent les effets de sa fureur. Après avoir fait arracher les yeux à ceux d'entre eux qui appartenaient aux premières familles de Florence, il les fit jeter à la mer. Il eut entre ses mains un Buondel monti; il se contenta de le faire aveugler. Après ces sanglantes exécutions, il prit la route du royaume de Naples, emportant avec lui la honte de sa défaite et le souvenir de ses atrocités. Arrivé à Firenzuola, dans la Pouille, il fut attaqué d'une maladie grave, qui ne laissa bientôt plus d'espoir. Mais il était destiné que celui qui avait fait mourir son fils légitime, Henri, pour avoir pris part à une révolte, pérît par la main d'un fils naturel, qui convoitait avec une avidité extraordinaire les trésors et la couronne de son père. Mainfroid était ce fils dénaturé : impatient d'attendre la mort de celui qui lui avait donné le jour, et craignant qu'il ne réchappât de sa maladie, il l'étouffa au moyen d'un coussin qu'il lui mit sur la bouche. Frédéric II fit la mort de Tibère. Mainfroid prit possession du royaume, s'empara du trésor, et fit transporter et ensevelir le corps de son père dans l'église de Monréal en Sicile. Pour mettre le comble à tant de scandales et de crimes le parricide

inscrivit sur la tombe de son père assassiné des vers à sa louange. Les éloges prodigués à Frédéric par son fils Mainfroid attesteront à la postérité que l'impudence est toujours la compagne du crime.

Il fut parlé diversement de cet empereur; les auteurs gibelins le portèrent aux nues; les écrivains guelfes le représentent comme un monstre. Il est certain qu'il n'avait pas un grand respect pour la bonne foi et la justice, et qu'il fut souvent cruel à l'excès. Les persécutions qu'il intenta contre de simples ecclésiastiques, à cause de sa querelle avec le pape, sont dignes d'une réprobation éternelle. Mais, quant au fond de sa discussion avec le saint-siége, tout en blâmant hautement les moyens dont il fit usage, on peut assurer que le bon droit était de son côté; et il y eut certainement plus d'abus de pouvoir de la part du pape, que de celle de l'empereur. D'ailleurs, on ne voit pas quel motif a pu porter Grégoire IX à lancer une excommunication contre Frédéric, au moment où il était occupé, conformément aux intentions du pontife, dans la guerre sainte contre les infidèles en Orient. Ce fut principalement cette résolution du pape qui exaspéra le plus l'empereur, et causa les désastres de l'Allemagne, de l'Italie et du saint siége lui-même.

Quant à l'administration intérieure du royaume, Frédéric laissa des traces d'un esprit élevé et en même temps d'un caractère féroce. Il créa des corps municipaux, leur accorda des maisons pour s'assembler, des armoiries pour les faire respecter, des sceaux pour légitimer leurs actes. Il réprima

les usurpations des feudataires, leur enleva le droit de mort et de mutilation, abolit les jugements de Dieu, et les épreuves barbares du feu et de l'eau. Il compila un code de lois qui fit disparaître la confusion résultante de tant de vicissitudes politiques et de dominations diverses. Il fixa le nombre des juges, ainsi que les formes de la procédure et des jugements; il institua le *syndicat*, magistrat chargé de recevoir les plaintes des sujets contre les hommes en place; ce magistrat devait siéger deux fois par an. Cette institution, qui présentait de grands avantages, s'est conservée, même de nos jours, dans quelques parties de l'Italie; mais une grande mesure de politique intérieure fut celle d'avoir introduit le premier dans le parlement, deux hommes pris dans chaque ville et bourg, et dans la classe du peuple; il leur accorda les mêmes prérogatives parlementaires qu'aux nobles et aux prélats. Ce fut là probablement la première origine du bras démanial, c'est-à-dire du tiers-état. Ainsi, le même souverain qui fonda, dans le royaume des Deux-Siciles, les communes, éleva aussi le peuple à la représentation nationale.

Les monuments que Frédéric élevait partout où il passait attestent assez sa munificence. En-deçà du phare, on lui doit la fondation du château de Gaëte, du pont sur le Vulturne, des tours de Mont Cassin, des châteaux de Capoue et de Saint-Érasme, de la ville de Monteleone, et de beaucoup d'autres forts, châteaux ou villages; en Sicile, la restauration des villes d'Anthée, de Flagella et d'Héraclée, et la fondation des forts de Lilybée, de Nicosie et de Girgenti; des

temples nombreux s'élevèrent à sa voix : il donnait ainsi plus de splendeur à cette religion dont le chef le persécutait avec tant d'acharnement. Nous parlerons ailleurs des encouragements accordés par ce prince aux études, et de ses nobles institutions pour l'avancement des sciences et des lettres.

Pourquoi faut-il que nous obscurcissions les teintes d'un aussi brillant tableau? La peine des galères, de l'amputation de la main, de la potence même établie contre ceux qui, par impuissance ou par astuce, ne payaient pas les impôts; des villes entières détruites, tout droit enlevé aux communes qui n'obéissaient pas promptement à ses ordres; le droit malheureusement rendu aux barons de faire usage de la force sur leurs vassaux; la preuve du duel autorisée de nouveau entre les plaideurs, attestent dans Frédéric une inconstance déplorable, une disposition invincible au despotisme, et une faiblesse bien grande à céder à l'influence d'un siècle d'ignorance. Que dirons-nous de certains supplices inventés par lui et qui l'égalent aux plus farouches tyrans de l'antiquité? Il faisait envelopper les criminels de lèse-majesté dans des robes de plomb, qu'on plaçait ensuite dans des vases exposés à un feu ardent, de manière que le plomb se fondait : les malheureuses victimes étaient ainsi consumées au milieu des tourments les plus horribles: c'est ce qui fit dire au Dante que Frédéric, qu'il plaçait sans façon dans l'enfer, quoique gibelin comme lui, mettait aux criminels des robes de paille. On peut donc assurer que le caractère de Frédéric II fut un des plus étonnants que nous représente l'histoire; c'était un composé fort singulier

de générosité et de barbarie. Ce qui peut en quelque sorte atténuer ses torts, c'est que peu de princes essuyèrent autant de malheurs publics et privés; que les malheurs aigrissent, et que l'on ne peut guère juger sainement du caractère d'un homme lorsque des circonstances extraordinaires le forcent continuellement d'en sortir.

Frédéric laissa deux fils légitimes, Conrad, roi d'Allemagne, et Henri, encore enfant, qui se trouvait, à la mort de son père, en Sicile. Il laissa aussi trois enfants naturels; Enz, qui était alors prisonnier à Bologne, Mainfroid, prince de Tarente, et Frédéric, prince d'Antioche en Syrie. L'empereur légua par son testament le royaume en-deçà du phare à Conrad; celui d'au-delà à Henri, en instituant Mainfroid gouverneur des deux royaumes pendant l'absence du premier, et la minorité du second. Les affaires paraissaient devoir prendre une assiette naturelle, puisque les droits du sang étaient incontestables, et les dispositions testamentaires du défunt ne laisaient lieu à aucun doute; mais les prétentions du pape et l'ambition de Mainfroid firent évanouir tout-à-coup ces heureux présages, et plongèrent le royaume dans la guerre civile et l'anarchie. Innocent, aussitôt qu'il eut appris la mort de Frédéric, écrivit à toutes les villes principales, et aux barons des deux royaumes, d'arborer les enseignes de l'église et de lui prêter obéissance, attendu que, par l'interdiction de Frédéric, ils étaient dévolus au saint siége; il envoya même une armée vers Naples pour soutenir par la force les droits qu'il prétendait avoir; mais ses opérations ne furent pas

couronnées du succès. Il y eut des négociations entre Innocent et Mainfroid. Le pape, en renonçant à ses prétentions sur le reste du royaume, aurait pu obtenir la possession de la terre de *Lavoro*, acquisition d'une haute importance par sa situation relativement à Rome et par sa fécondité extraordinaire : mais il voulut tout ou rien ; la fortune des armes ne le secondant pas, bien que la ville de Naples et une partie de la Pouille se fussent déclarées pour lui, il se trouva dans la nécessité de retirer ses troupes, en ne léguant à son successeur, Alexandre IV, que des droits sans réalité sur cette belle partie de la péninsule.

Mainfroid parcourut le royaume, faisant proclamer partout le nom de Conrad, mais ce n'était là qu'une apparence. Il s'insinuait adroitement dans l'esprit des barons, flattait le peuple, cherchait à rendre odieuse la domination d'un prince allemand et habitué en Allemagne. Ces dissimulations et ces artifices étaient vraiment étonnants dans un jeune homme de vingt ans ; Mainfroid n'avait guère que cet âge.

En attendant, Conrad était arrivé d'Allemagne en Italie. Après avoir tenu à Goito, près Mantoue, un conseil de chefs gibelins, pour aviser aux moyens de relever le parti, réduit à une situation dangereuse par la puissance des républiques lombardes, la prépondérance des guelfes en Toscane, et l'ascendant du pontife, il partit sur une flotte fournie par le sénat vénitien, et débarqua aux pieds du mont Gargan, en Pouille, à l'ancienne ville de Siponte, non loin de l'endroit où se trouve actuellement si-

tuée celle de Manfredonia. Mainfroid et les barons du royaume vinrent lui rendre hommage ; son frère Henri se rendit auprès de lui, lorsqu'il était déjà arrivé dans Amalfi. Ce jeune prince remplissait un devoir qui lui devint bien funeste : il mourut empoisonné par la main de son frère Conrad. Les familles des Atrides n'étaient pas rares à cette époque.

La ville de Naples refusait encore l'obéissance au nouveau roi. Conrad l'assiégea et la réduisit à la dernière extrémité, les habitants et la garnison ne se nourrissaient plus que de la chair des chevaux, des chiens et d'autres animaux dégoûtants ; ils se rendirent à condition qu'on leur laisserait la vie. Le clergé, les vieillards, les femmes, les enfants, les misérables restes de la garnison, ressemblant plutôt à des cadavres qu'à des hommes vivants, allèrent au-devant du roi pour demander pardon et fléchir son courroux. Le cruel Conrad persista dans sa rigueur, et ordonna le massacre de tous les hommes qui avaient porté les armes : c'était un spectacle horrible ; mais les Sarrasins, qui faisaient la principale force de l'armée royale, se montrèrent plus humains que leur indigne maître : ils épargnèrent un grand nombre de victimes, et montrèrent une honorable répugnance à égorger de braves soldats dont ils avaient su apprécier la valeur en les combattant. Naples fut livré au pillage : aucun acte d'impiété, d'avarice, de cruauté, de lubricité, ne lui fut épargné; les ecclésiastiques comme les laïques, les hommes comme les femmes, les enfants comme les vieillards y furent exposés. Le roi ordonna ensuite

aux Napolitains d'abattre de leurs propres mains les anciens murs de la ville qu'Annibal lui-même avait respectés. Après ces exécutions terribles, plutôt que rassasié de faire du mal, comme s'exprime un historien, il quitta Naplés pour visiter le royaume; il indisposa partout les peuples par ses manières brusques et hautaines, et par des actes de brutalité aussi contraires à l'humanité qu'à la politique. L'adroit Mainfroid, qui l'accompagnait, ne manquait pas de plaindre les peuples, prenait à tâche de contraster par sa conduite avec celle du roi, se montrait affable et humain pour tout le monde, et attirait à lui toutes les opinions et toutes les affections. C'est un Allemand, disait-on, en parlant de Conrad; c'est un Italien, en parlant de Mainfroid, car ce dernier avait été élevé et était toujours resté en Italie.

Une fois que Mainfroid crut avoir assez gagné dans l'esprit public, il en vint à une résolution digne de lui, c'est-à-dire qu'il ajouta le fratricide au parricide : il fit empoisonner Conrad, ce Conrad, qui avait déjà empoisonné son frère. Ainsi nous voyons en peu de temps, et dans la même famille, un parricide et deux fratricides. Conrad ignorait la trahison de son frère, et il le nomma, avant de mourir, régent du royaume et tuteur de son fils Conradin, qui n'était encore âgé que d'un an. Mainfroid voulait monter sur le trône, en marchant sur les cadavres de son père et de son frère : il y parvint, après avoir répandu à dessein la nouvelle de la mort de Conradin, qui ne pouvait, à cause de son jeune âge, avoir laissé d'enfants. Il se fit prêter serment de fidélité par les barons; il prit ensuite le titre de roi

de Sicile, et se fit couronner, suivant les cérémonies d'usage, dans la cathédrale de Palerme.

Mainfroid, nouveau roi, et roi par des crimes, devait chercher des appuis partout où il en trouverait. Il jeta les yeux sur la Lombardie, et contracta des alliances avec les gibelins de cette contrée. Leurs intérêts étaient les mêmes. Le pape n'était pas disposé à reconnaître le nouveau roi de Sicile; il commença par employer contre lui les armes spirituelles, et en vint ensuite aux temporelles: il se proposait d'envoyer une armée dans le royaume, pour s'opposer à une usurpation, qu'il qualifiait, avec raison, des noms les plus odieux. Les gibelins ne désiraient pas moins l'alliance du roi de Naples, effrayés qu'ils étaient de la puissance de la ligue lombarde, des guelfes de Toscane, et du pape. Sous un autre rapport, bien qu'ils soutinssent le parti de l'empereur, ils ne soupiraient qu'après le moment où, débarrassés de toute protection étrangère, ils auraient pu fonder leur domination sur leurs propres forces, plutôt que sur celles d'autrui. La puissance qu'avait acquise, dans la Basse-Lombardie, Ezzelin, tyran de Padoue, animait ces espérances. Ils crurent qu'il était de leur intérêt de s'allier étroitement avec Mainfroid; puisque le pape était l'ennemi de tous, et les empereurs toujours menaçants pour l'indépendance des Italiens, il était convenable de s'accorder pour se défendre et se garantir d'un danger commun.

L'état de l'Italie, à cette époque, présente un si vif intérêt, que nous croyons convenable d'y arrêter encore, pour quelques instants, l'attention de

nos lecteurs. Deux grands partis la divisaient : les guelfes et les gibelins; ceux-là avaient l'appui du pape; ceux-ci celui de l'empereur : les premiers représentaient le parti populaire, ou de la liberté; les seconds réunissaient les éléments de la noblesse, de la monarchie et du despotisme. Il n'est donc pas étonnant que les papes fussent regardés, dans cette lutte, comme les défenseurs de la liberté des peuples, et de l'indépendance de l'Italie. Il est certain que leur influence tendait, quant à l'extérieur, à soustraire cette péninsule à toute influence étrangère; et, quant à l'intérieur, à fonder une démocratie, fortement dominée par la théocratie. Les papes prétendaient exercer une grande autorité dans la seconde moitié de l'Italie, par leur droit de suzeraineté, qu'ils s'efforçaient de confirmer, au besoin, par la force des armes; ils étaient souverains réels du centre; la partie supérieure leur était presque entièrement soumise, tant par le respect qu'on y portait à leurs actes, que par l'effet des prédications des moines, qui agissaient fortement sur l'opinion des peuples. Ces sortes d'influence sont bien plus puissantes dans les états démocratiques que sous l'aristocratie ou la royauté. Dans ces derniers gouvernements, des hommes éclairés et de sang-froid examinent les affaires de l'état, et prononcent avec connaissance de cause; dans la démocratie, c'est sur la place publique qu'on délibère, et c'est là aussi qu'on décide, plutôt avec l'imagination qu'avec la raison. Dans ces sortes de cas, un moine éloquent, et qui sait bien parler aux passions populaires, peut être un levier puissant, un élé-

ment important pour former des délibérations. Le pape était donc, en Italie, le centre commun de toutes les opinions, ou favorables à la liberté, ou contraires au pouvoir des étrangers et des grands. Heureux les papes, si, répondant avec franchise et désintéressement à ces désirs, ils n'eussent pas oublié les intérêts des peuples! Heureux encore s'ils n'eussent jamais cherché à s'attribuer un pouvoir excessif! Heureux enfin, s'ils eussent toujours éloigné d'eux la funeste pensée d'appeler les étrangers à l'oppression de l'Italie!

Quant à la Toscane et la Lombardie, les villes gibelines et les villes guelfes y présentaient un aspect différent : les premières, quoique la démocratie y dominât jusqu'à un certain point, étaient cependant plus sujettes à devenir la proie d'un seul; car aussitôt qu'un homme s'y élevait au-dessus de la condition commune, par son courage, son audace et ses talents, et que cet homme voulait étouffer la liberté de ses concitoyens, il était sûr d'avoir l'appui, non seulement des hommes serviles du pays, mais aussi de l'empereur. Le souverain aimait bien mieux n'avoir à faire qu'à un seul, au lieu d'être obligé de s'adresser à la multitude, toujours difficile à manier, et inconstante dans ses résolutions; il préférait de traiter avec un homme de cœur, que de faire sa cour, dans le secret, à un moine, ou de le combattre sur la place publique.

Les villes guelfes, où la démocratie dominait, pouvaient aussi perdre, et perdaient effectivement quelquefois leur liberté; mais ce changement s'y opérait plus difficilement. Ici, l'empereur, qui seul

avait une force réelle, n'avait, et ne pouvait avoir beaucoup d'influence, parcequ'on ne peut pas gagner une multitude comme on gagne un individu, et que, d'ailleurs, les intérêts de la multitude étaient différents des siens. Le pape, maître, pour ainsi dire, de ces villes, n'avait que le pouvoir de la persuasion, et manquait tout-à-fait de moyens coercitifs. Il s'ensuit que les villes guelfes ne pouvaient perdre leur liberté que par les factions; mais les factions se contrebalancent long-temps, et ce n'est que quand l'une gagne tout-à-fait le dessus sur l'autre, et l'opprime, que la liberté périt. Ainsi, dans les villes gibelines, un seul pouvait introduire la tyrannie, tandis qu'il fallait le concours d'un grand nombre de volontés chez les guelfes.

Plusieurs chefs de famille usurpèrent en effet l'autorité souveraine dans les villes dépendantes du parti de l'empereur, et trouvèrent dans les secours de ce prince des moyens de s'y maintenir. Le plus fameux de tous était cet Ezzelin, dont le nom rappelle les Busiris et les Phalaris de l'antiquité. Cet homme, fortement attaché à la faction impériale, après s'être rendu le tyran de Padoue, répandit la terreur dans toute la Lombardie, et mit en grand danger la liberté de ces petites républiques. Il s'empara de Vérone, Vicence, Bellune, Trente, Monsélice, et autres villes plus ou moins importantes de la Vénétie. Plaisance et Crémone reconnaissaient également sa puissance, au moyen du marquis Obert Palavicino, qui les dirigeait à sa volonté, et professait des sentiments d'amitié pour Ezzelin. Il s'approcha de Milan avec une armée considérable;

il y a même apparence que, sans la vigilance extrême de Martin de la Tour, chef du parti populaire, il aurait réussi à s'en emparer. Repoussé avec perte des murs de Milan, il songea à se retirer sur l'Adda pour regagner Bresce, dont une partie lui obéissait, et de là, Vérone et Padoue, où il se croyait en sûreté.

Cependant le bruit de son expédition sur Milan et le danger commun avaient réveillé l'attention des villes confédérées; le récit de ses cruautés remplissait les cœurs de courage, de fureur et d'indignation. On courut aux armes; les Milanais, Mantouans, Ferrarais, les Crémonais eux-mêmes, qui avaient secoué son joug, se montrèrent en première ligne. Ils attaquèrent le tyran au passage de l'Adda, près Cassano. Cette fois la fortune couronna la bonne cause: Ezzelin fut vaincu, blessé mortellement et fait prisonnier; il mourut entre les mains de ces mêmes hommes que, peu de jours auparavant, il avait espéré de réduire à l'esclavage: humiliation bien digne que la Providence voulut lui faire subir, mais pourtant insuffisante, si on la regarde comme une punition de ses crimes. A la nouvelle de sa mort, les villes alliées respirèrent, et adressèrent au ciel des actions de grâces pour les avoir délivrées d'un pareil monstre. Il avait inventé de nouvelles espèces de martyres; le sexe, l'âge tendre, l'âge avancé, ne trouvaient pas grâce auprès de ce cœur farouche: il se repaissait du plaisir de voir couler le sang à ruisseaux, il fit périr, dans un seul jour, dix mille Padouans. Sa plus grande jouissance était d'entendre les gémissements de ses victimes; c'était un

véritable Denys de Sicile. La tradition montre encore la tour où il les entassait : c'est celle sur laquelle est fondé présentement l'observatoire de Padoue. Son frère, nommé Albéric, qu'on croyait d'un caractère opposé au sien, conserva, après sa mort, une partie de sa puissance ; il fut reconnu seigneur de Trévise ; mais il paraît qu'aucun sentiment mitigé ne pouvait trouver place dans le cœur de cette abominable famille. Ses cruautés lui attirèrent la haine publique à un tel point que le peuple de Trévise se souleva et massacra impitoyablement Albéric, sa femme et ses enfants.

Dans les villes guelfes, des partis se disputaient souvent le pouvoir, mais rarement on y voyait la tyrannie d'un seul. Il y avait le parti des nobles et celui du peuple. La famille des Torriani ou de la Tour, très puissante dans Milan, favorisait les intérêts populaires ; les Visconti soutenaient la noblesse ; aussi les nobles ne manquaient-ils pas de se ranger autour d'eux, et de les soutenir de toutes leurs forces. A Gênes, c'étaient les Doria et les Spinola ; à Verceil, les Avogadri et les Tizzoni ; à Pérouse, les Oddi et les Baglioni, et ainsi de suite pour les autres villes qui composaient la ligue lombarde. La seule Venise se conservait à l'abri de ces factions, parcequ'elle avait su organiser de bonne heure une aristocratie permanente, et prendre des mesures sévères contre l'ambition des mauvais citoyens qui eussent été tentés de se faire chefs de factions.

Le caractère, le physique même des Italiens avait été retrempé ; certainement ils ne paraissaient plus

les mêmes hommes qui, pendant la décadence de l'empire, avaient donné tant de preuves de corruption, d'indolence et de mollesse. Nous devons reconnaître ici l'influence de deux causes, l'une et l'autre très efficaces. La première, c'était l'exemple des barbares, qui avaient apporté en Italie leur sobriété, leur chasteté, leur activité et leur courage. Des alliances nombreuses se contractèrent nécessairement entre le peuple conquérant et le peuple conquis; un sang pur purifiait à chaque instant un sang corrompu. La honte dut entrer dans le cœur des Italiens, voyant réunis dans leurs nouveaux hôtes tant de succès à tant de vertus. Les barbares vivaient dans les champs, et se livraient avec une activité extraordinaire aux travaux de l'agriculture. Pourquoi les Italiens auraient-ils continué à vivre dans l'oisiveté et la paresse? On ne peut pas le supposer. Ainsi, stimulés par l'exemple, ils redevinrent ce qu'ils avaient été, c'est-à-dire campagnards et agriculteurs. Les habitudes vicieuses des citadins parleurs et fainéants se changèrent en une vie occupée et productive; à la force du corps vinrent se joindre des mariages fréquents. Chez les barbares, il était rare de voir que les frères ne fussent pas tous mariés. De là, deux résultats d'un immense avantage: les mœurs s'amélioraient et la population s'augmentait. L'exemple ne pouvait manquer d'être profitable; aussi les Italiens l'imitèrent-ils généralement, et cette habitude honteuse de vivre dans le célibat, dont les chefs de l'état s'étaient plaint avec tant de raison, dans les troisième et quatrième siècles, disparut. Cette amélioration entraîna né-

cessairement la suppression de cet autre abus, devenu presque général, et conséquence nécessaire du premier; c'était celui de courtiser les femmes d'autrui. Si cela n'était pas très galant, on doit du moins le trouver conforme à la bonne morale, et profitable à l'état. Les Italiens devinrent donc productifs comme les barbares, au point que cette source féconde compensait abondamment le défaut de population que le célibat des prêtres et des moines devait nécessairement avoir introduit. Aussi ne peut-on pas revenir d'étonnement, quand on réfléchit à la population immense des villes de l'Italie à l'époque de la ligue lombarde, principalement de celles qui la composaient. Florence comptait, dans sa seule banlieue, cent mille hommes en état de porter les armes; Gênes envoyait au secours des villes confédérées quatre mille arbalétriers; dans les combats que se livraient dans son sein les deux factions des Spinola et des Doria, on comptait, de chaque côté, de dix à seize mille combattants; Asti, qui n'offre pas maintenant trente mille habitants, fut capable de résister, comme nous le verrons dans la suite, à toute la puissance d'un roi de Naples. Milan offrait à Frédéric II dix mille soldats pour l'expédition de la Terre-Sainte; et ce n'était là qu'une petite partie des hommes qu'il pouvait armer : il aurait pu, au besoin, en faire marcher plus de soixante mille. Les Bolonais envoyèrent une fois contre les Vénitiens quarante mille soldats. Le tyran Ezzelin en tira douze mille de la seule Padoue : les autres villes pouvaient lever des troupes dans la même proportion. On aurait dit que, pour la population

et le nombre des hommes aptes à défendre la patrie, on en était revenu aux beaux temps des Romains, des Volsques, des Èques et des Samnites. Il pourra paraître étonnant qu'avec une force si réelle, aucune de ces républiques ne se soit élevée à la hauteur des destinées de la république romaine. Mais on doit remarquer que la dernière, dans la faiblesse même de ses commencements, ne se trouva environnée que de nations qui n'étaient guère plus puissantes qu'elle. La partie était à peu près égale des deux côtés ; la supériorité de sa discipline militaire, la force des institutions que Romulus lui avait données, l'idée empreinte, dès sa naissance, dans l'esprit de ses habitants que Rome devait devenir la maîtresse du monde, l'emportèrent et lui ouvrirent le chemin à la conquête du monde. Le cas où se trouvaient les républiques du moyen âge était bien différent ; elles étaient placées entre les deux grandes puissances de la France et de l'Allemagne, dont une seule aurait pu les arrêter dans leur course conquérante, et, au besoin, se seraient coalisées pour exécuter ce qu'une d'elles, abandonnée à ses propres forces, n'aurait pu effectuer.

Il faut entrer aussi dans les idées de Machiavel. Les guerres du moyen âge se faisaient moins au moyen de l'infanterie que de la cavalerie, tandis que la principale force des armées romaines consistait dans la première de ces armes. La cavalerie dévaste et ne subjugue pas, parceque son choc disperse, mais ne détruit pas l'ennemi. Ce furent ces légions de fer, ces légions inébranlables qui rendirent les Romains invincibles, non leur cohortes et leurs ailes

de cavalerie. Ces dernières décidèrent à la vérité, dans des cas particuliers, la victoire : mais le véritable fondement, la base la plus solide sur laquelle s'appuyait la république, était toujours l'infanterie. Les républiques du moyen âge, s'appuyant principalement sur la cavalerie, restèrent toujours incertaines et vacillantes comme elle. Cet inconvénient était d'autant plus grave, que les nations voisines, telles que les Français et les Allemands, bien qu'elles employassent aussi un grand nombre de chevaux, se servaient pourtant, en très grande proportion, de l'infanterie.

La bravoure personnelle ne manquait certainement pas aux républicains du moyen âge : elle égalait peut-être celle des anciens Romains. Un auteur, qui avait vu les Milanais de près, assure que ce peuple ne se souciait ni de tours ni de fossés pour sa défense, et qu'il s'en rapportait uniquement, dans le métier périlleux de la guerre, à son nombre et à sa valeur. Il ajoute qu'aucun roi, ou empereur, n'aurait pu assiéger Milan, encore moins le prendre : c'était au temps de Frédéric Barberousse. On a vu la nouvelle Alexandrie, avec ses seuls fossés et une enceinte de terre fraîchement amoncelée, soutenir un siége long et obstiné contre les forces prépondérantes d'un empereur. Les Astesans n'avaient ni tours ni murs; ils n'avaient d'autres remparts que des haies; et néanmoins, avec des moyens de défense si faibles, si méprisables aujourd'hui, ils surent résister à toute la puissance de Charles Ier, et s'élever au rang d'une des premières puissances de la Lombardie. On avait formé à Milan le batail-

lon qu'on appelait *de la mort*, parceque les soldats qui le composaient avaient juré de mourir plutôt que de montrer le dos à l'ennemi, et ils tinrent parole. Tous ces guerriers, ou, pour mieux dire, toute la population en état de porter les armes, s'exerçaient continuellement au maniement des armes, même en temps de paix : c'était là l'occupation des dimanches. Rien n'égalait l'activité guerrière de ces peuples : aussi les vit-on toujours se battre avec un courage et un acharnement dignes des plus grands éloges.

Malgré tout cela, leurs troupes ne pouvaient pas se comparer aux légions de la république romaine. Les Lombards n'étaient pas, comme les Romains, organisés en régiments; les légions romaines sont représentées exactement par nos régiments, seulement elles étaient composées d'un plus grand nombre d'hommes. La guerre se faisait, chez les Romains, non pas individuellement, mais par corps. Leurs soldats se connaissaient mieux entre eux; ils connaissaient mieux aussi leurs chefs, étaient habitués à manœuvrer ensemble, contractaient l'esprit de corps; la rivalité s'établissait entre une légion et une autre : chacune d'elles, dans la paix comme à la guerre, avait une destination particulière, une attaque à faire, un poste à garder; chaque corps avait, pour ainsi dire, une responsabilité individuelle qui le chargeait de honte s'il ne faisait pas son devoir, ou seulement s'il ne remplissait pas l'ordre qu'il avait reçu.

L'organisation militaire était bien différente dans les républiques lombardes; point ou presque

point de troupes permanentes : tout le monde était bien soldat, mais un individu appartenait à toute l'armée, non à un régiment particulier, puisqu'il n'existait pas de régiments. L'armée était donc plutôt une multitude informe qu'un corps organisé, ayant ses chefs, une discipline connue, un esprit particulier, une destination déterminée, une responsabilité en évidence. Chacun allait à peu près où son courage personnel le conduisait, où sa fougue l'emportait. Leurs combats étaient plutôt une confusion informe de duels que des batailles générales préparées et soutenues d'après un plan embrassant toutes les parties de l'armée et toutes les chances de la fortune.

Ce n'est pas qu'il n'y eût, chez les républiques du moyen âge, des corps distingués par quelque caractère particulier; mais ces distinctions étaient tirées de circonstances étrangères à l'organisation militaire. Ceux du même quartier, par exemple, ou qui exerçaient un art ou un métier particulier, se réunissaient sous la même enseigne et le même commandant. Ainsi la persévérance qui donne l'habitude, les rangs qui forment l'ordre et la discipline, l'avancement qui réveille l'émulation et double le courage, n'existaient point ; chacun allait à la guerre quand l'occasion s'en présentait, et retournait chez lui lorsque la paix avait mis fin aux hostilités.

Il est donc aisé de concevoir qu'en supposant même le courage égal des deux côtés, et on ne pourrait guère admettre une autre supposition, l'avantage était néanmoins du côté des armées romaines.

Plus on réfléchit sur cette matière, et plus on se persuade que les armées lombardes n'auraient jamais pu faire ce que les romaines ont exécuté avec tant de constance et de bonheur. Le soldat romain n'avait pas de suite; ses armes, un peu de farine et de lard, voilà tout ce qu'il lui fallait : il n'y avait pas de gens inutiles dans les armées romaines. C'était bien différent chez les Lombards; la cavalerie, qui, comme nous l'avons déjà remarqué, composait la plus grande partie de leurs armées, portait avec elle un encombrement immense; chaque cavalier traînait avec lui plusieurs chevaux et plusieurs valets de pied, de manière que, pour un combattant, on comptait trois hommes et trois chevaux de parade : cela devait entraîner un bagage considérable. C'est pourquoi on lit toujours, dans les capitulations militaires de la ligue, que telle ville s'obligeait de fournir tant de miliciens avec un nombre déterminé de chevaux et de valets de pied pour chaque milicien : c'est pourquoi aussi, quand on lit dans les écrits du temps qu'une armée était composée, par exemple, de dix mille hommes, on doit entendre qu'elle était au moins de trente mille. Or qu'on se fasse une idée de la faiblesse de pareilles armées comparativement aux armées romaines, où tout était airain et fer, et on concevra facilement pourquoi les républiques lombardes ne furent jamais que des puissances municipales, tandis que la romaine s'éleva à la conquête du monde.

La religion et la politique de l'état étaient aussi bien différentes à Rome et en Lombardie. Là, la religion commandait la conquête; ici, elle n'a ja-

mais insinué que la défense ou l'obtention d'un but qui n'avait rien de commun avec l'agrandissement de la puissance. C'était plutôt attaquer un empereur hérétique et excommunié qu'on voulait, que s'emparer de son pays pour le joindre à ses propres états. Une fois que l'empereur revenait dans le sein de l'église, ou laissait la Lombardie tranquille, tout rentrait dans l'ordre, et la paix était assurée. On voit la preuve de ce que nous venons de dire dans la circonstance, que les républiques lombardes ne songèrent jamais à attaquer la France; elles n'attaquèrent pas même les comtes de Savoie, lorsqu'ils ne suivaient point le parti de l'empereur, et les laissaient en paix. La conquête était l'essence de Rome; elle n'entra jamais dans l'esprit de la religion ou de la politique des républiques du moyen âge. Vivre libres, c'est-à-dire, dans leur manière de voir, exemptes du joug des empereurs, et de celui d'un seul, c'était tout ce qu'elles demandaient.

Dans le moyen âge, on ne tuait pas, et on ne faisait point esclaves les prisonniers de guerre, du moins en Italie; on les prenait prisonniers, et on les rendait ensuite, ou par échange, ou d'après une rançon convenue. Il suivait de là que les batailles étaient moins meurtrières : on aimait mieux se rendre, dans l'espoir d'être échangé ou racheté, que de s'exposer, en continuant le combat, aux blessures et à la mort. C'était plutôt l'humiliation que la destruction de la puissance rivale qu'on voulait. Lorsque la victoire était décisive, les vaincus étaient obligés de s'abandonner à la discrétion des vainqueurs, mais non tellement qu'il s'ensuivît la perte

irréparable de la liberté ou de l'état. Il était d'usage seulement que les vaincus fissent serment d'obéir, pendant un temps déterminé, aux ordres des vainqueurs. Quelquefois, on imposait un tribut, ou l'on envoyait un podestat ou un recteur; mais on ne supprimait pas le nom, ni on ne détruisait l'existence politique de la nation rivale. Ce serment d'obéir aux ordres du vainqueur ressemblait beaucoup à ces actes d'hommage qu'on lit si fréquemment dans l'histoire des comtes de Savoie, des dauphins de Vienne, des marquis de Saluces, des rois de France, et des comtes de Provence. Tout prenait une tournure féodale, même dans la politique des républiques. Le devoir le plus ordinaire que l'on imposait aux états ainsi assermentés, était de combattre pour les intérêts de celui auquel ils s'étaient obligés, de la même manière que celui qui avait prêté hommage à un autre prince était tenu de le suivre dans ses entreprises, avec un nombre déterminé d'hommes.

Les républicains du moyen âge n'étaient que des enfants, en comparaison des Romains: leurs motifs, comme le but de leurs guerres, étaient souvent fort puérils : c'était toujours plutôt l'insulte qu'un grand motif politique qui les décidait. Par exemple, les Florentins déclarèrent la guerre aux Pistoïais, parceque, sur le fort de Carmignano, appartenant à ces derniers, il y avait deux bras de marbre qui avaient l'air de faire un acte de mépris contre Florence. Pendant la guerre, ou après la victoire, on ne cherchait point à en tirer un parti solide, mais on prenait à tâche d'humilier l'ennemi. On aimait,

comme des enfants, à l'insulter, en faisant, sur le territoire ennemi et sous les murs mêmes de la ville assiégée, des actes de souveraineté, ou en y célébrant des jeux et des fêtes, pour faire voir qu'on était tout-à-fait à son aise et comme chez soi. C'était comme si on eût dit : *Nous sommes les maîtres chez vous, vous êtes dans l'impuissance de nous nuire, et de troubler nos plaisirs ; nous nous moquons de vous.* Lorsque les Florentins assiégèrent Pise, en 1256, ils firent battre monnaie en vue de la ville assiégée, ce qui était regardé, et était effectivement un acte de souveraineté. Les Lucquois suivirent la même méthode contre les Pisans, dont ils parcouraient le territoire. Castruccio Castracane, de Lucques, les imita quelque temps après, pour faire honte aux Florentins, à Signa.

Mais l'insulte que l'on aimait le plus à faire, c'était de couper l'arbre de la ville ou du village, sous lequel les habitants avaient coutume de s'assembler les jours de fête, ou à l'occasion de quelque délibération publique. On aimait aussi beaucoup à se livrer à des jeux de courses, dont le prix était un morceau de drap de couleur écarlate ou d'amarante, qu'on appelait *pallium*. Pour vilipender davantage l'ennemi, on faisait souvent courir dans ces jeux les femmes les plus viles et les plus infâmes. Quelquefois on s'amusait à jeter, au moyen d'un instrument fait exprès, un âne par-dessus les murs dans la ville assiégée : c'était une manière de leur reprocher leur lâcheté. Ce fut ainsi que les Bolonais en usèrent avec Modène, en 1246, et les Florentins à Sienne, en 1232. Ces insultes ne pou-

vaient avoir d'autre résultat que celui d'irriter et d'enflammer davantage la partie adverse à se défendre.

Au moment d'une reddition ou de la paix, c'était encore la même tactique qu'on employait. On exigeait des vaincus, des actes humiliants : par exemple, on leur ôtait les culottes, et on les renvoyait chez eux dans ce honteux accoutrement. Je laisse à penser au lecteur si des hommes qui s'amusaient à de pareils enfantillages étaient faits pour s'élever à la grandeur romaine.

Il résultait de ces usages ridicules que la rage couvait dans le cœur des vaincus, et qu'ils épiaient l'óccasion pour se venger de l'insulte qu'ils avaient reçue. L'homme pardonne plus difficilement le mépris que le mal, parceque rien ne le pique davantage que les blessures faites à son amour-propre. Or, comme les vainqueurs, occupés uniquement d'une vaine satisfaction, ne songeaient point à se procurer des avantages solides, pour augmenter leur puissance et affaiblir celle de l'ennemi, il arrivait qu'aucune des parties belligérantes n'était subjuguée, et que tout agrandissement d'état un peu considérable devenait impossible. Les guerres étaient très fréquentes ; mais, au bout du compte, chacun gardait le sien.

Il est vrai qu'avec le temps ces manières grossières et barbares se polirent peu à peu, pour faire place à des habitudes plus politiques, et plus utiles au vainqueur. Mais, en attendant, cette démocratie tumultueuse, qui exaltait les esprits, s'était changée en un gouvernement plus régulier, quelquefois

même en monarchie, et cet enthousiasme, qui, seul, aurait pu enfanter des prodiges, s'éteignit. Les républiques lombardes rentrèrent dans les rangs des choses politiques ordinaires, et on ne dut plus attendre d'elles que des effets qui ne sortaient pas de la règle commune : leur existence fut éphémère, comme leur puissance bornée. Nous ne répéterons pas ici ce que nous avons dit ailleurs sur la nature défectueuse du gouvernement de ces républiques de Lombardie et de Toscane. L'application des principes que nous avons exposés est ici très facile; elle saute même aux yeux; nous voulons parler de cette absence d'une aristocratie permanente, destinée à servir de frein, et à régler les mouvements désordonnés de la multitude. L'époque des républiques lombardes, quoi qu'en disent certains auteurs, est une époque malheureuse, parcequ'elle est un exemple de liberté manquée. Elle ne pourrait être bonne que comme étude, et pour apprendre à mieux faire; mais il paraît que, dans la disposition où se trouve aujourd'hui certains esprits, on n'est guère disposé à profiter des leçons de l'expérience.

La dynastie de Souabe, dans le royaume de Naples, touche à sa fin; la cour de Rome prétendait toujours conserver sur cette partie de l'Italie son droit de suzeraineté. Elle nourrissait de violents ressentiments contre Mainfroid qui, sans son consentement, s'était fait déclarer roi de Sicile; elle n'ignorait pas non plus ses intelligences avec les gibelins de Lombardie, mais principalement avec ceux de la Toscane. Elle voyait dans Mainfroid un mépris évident de l'autorité du saint siége, et une intention

manifeste de lui nuire. Le pape Urbain IV se détermina alors d'en venir à une grande résolution; ce fut d'investir du royaume des Deux-Siciles un prince qui, puissant par lui-même, fût capable de l'enlever à l'usurpateur, et, dévoué au saint siége, ne donnât aucun ombrage aux pontifes qui l'occuperaient. Ces qualités se trouvaient réunies dans Charles d'Anjou, comte de Provence, frère de saint Louis; ce prince avait fait la guerre de la Terre-Sainte, y avait acquis une grande expérience dans l'art militaire, était entouré de beaucoup de vaillants chevaliers qui s'étaient trouvés avec lui dans la Palestine, et brûlaient du désir de se distinguer dans de nouvelles entreprises. Par la possession de la Provence, il avait des forces propres dont il pouvait disposer à son gré, et par la proximité du pays il lui était possible de faire une descente immédiate en Italie. Les revenus de son comté et de sa femme Béatrix lui fournissaient des ressources suffisantes pour conduire l'expédition jusqu'au moment où l'armée, maîtresse du nouveau royaume, pût se suffire à elle-même. Ce fut vers le comte d'Anjou et de Provence que le pape tourna ses vues; il lui offrit le royaume des Deux-Siciles, en lui promettant l'investiture, sous la condition qu'il reconnaîtrait le recevoir du saint siége. On peut bien croire que la proposition fut accueillie favorablement; le roi saint Louis lui-même y consentit. Sur ces entrefaites, Urbain mourut. Il paraît que par les artifices de Mainfroid la nomination du successeur fut retardée long-temps; mais enfin, pour donner suite aux négociations qui avaient été

entamées, les cardinaux élevèrent au siége pontifical le cardinal de Narbonne, non seulement Français de nation, mais encore vassal de Charles. Il prit le nom de Clément IV, et n'eut rien de plus empressé que de conclure avec le souverain de la Provence l'arrangement auquel les négociations de son prédécesseur avaient ouvert la voie. Le 26 mai de l'année 1265, il publia deux bulles dont l'une révoquait la concession du royaume des Deux-Sicile, faite par Alexandre IV à Edmond, prince d'Angleterre, et la seconde en investissait Charles, comte d'Anjou et de Provence. Il publia en même temps des indulgences en faveur de ceux qui suivraient, dans la conquête de Naples, Charles, qu'il avait déclaré champion de l'église. L'armée était fort belle : on y comptait à peu près trente mille hommes tant de cavalerie qu'arbalétriers et soldats à pied, attirés par la solde payée sur les trésors de Charles et de Béatrice ou par l'appât de la gloire, ou enfin, s'il faut en croire les mémoires du temps, par esprit de dévotion, pour gagner des indulgences. On y remarquait la fleur des barons de la Provence et une infinité d'autres chevaliers français, brûlant de se distinguer dans une guerre qui attirait sur elle les regards de l'univers.

Charles était impatient de voir l'Italie et de revoir le pape, son bienfaiteur; il ne put attendre que son armée se mît en marche. Il en confia le commandement au comte de Montfort, baron issu du sang des ducs de Bretagne, et, contre l'avis de ses conseillers, qui craignaient les flottes des Pisans, alliés de Mainfroid, s'embarqua à Marseille, et arriva,

sans accident, dans le port de Civita-Vecchia : il se transporta immédiatement à Rome, où il fut reçu par le pape et le clergé avec tous les honneurs dus à son rang et à ses bonnes intentions envers le saint-siége. Le pape exigea même qu'en attendant que l'armée arrivât, le prince demeurât à Rome, avec le titre de sénateur. Les chefs des guelfes vinrent l'y trouver pour lui rendre hommage, et concerter les opérations avec lui.

Mainfroid qui, malgré ses vices et ses crimes, était pourtant un homme de cœur, voyant la tempête s'approcher, avait préparé ses moyens de défense. Les Pisans tenaient pour lui, et avaient mis en mer des flottes nombreuses ; le marquis Pallavicini, chef du parti gibelin en Lombardie, avait assemblé des forces considérables pour disputer le passage à l'armée du comte de Montfort ; la Toscane elle-même, ci-devant guelfe, maintenant gibeline, soutenait le parti de Mainfroid. Cette grande révolution dans les affaires de cette province avait été le fruit de la fameuse bataille de Monte-Aperti, où les Siennois, aidés de tous les gibelins de la Toscane, et des troupes que Mainfroid avait envoyées à leur secours, avait défait, dans une bataille générale, les Florentins et le parti guelfe, qui combattait avec eux.

Ce fut à cette occasion que brilla d'un éclat extraordinaire la vertu de Farinata des Uberti, le premier des chefs gibelins. Il était né à Florence, d'où les guelfes, ses ennemis, l'avaient chassé ; il avait puissamment contribué à la victoire de Monte-Aperti. On délibérait dans le conseil des gibelins,

après cet éclatant succès qui les rendait maîtres de la Toscane, si on devait démolir Florence. Farinata entendit cette proposition avec une indignation patriotique, déclara qu'il avait pris les armes pour revoir, non pour détruire sa patrie, et protesta qu'il se serait séparé immédiatement et avec horreur de ceux qui auraient prêté les mains à l'exécution de ce projet parricide; il pria, il conjura, il menaça, il inspira une sainte horreur contre les auteurs d'une proposition si infâme : elle fut rejetée. Florence doit sa conservation à ce vertueux citoyen : on peut le considérer comme le Camille de la Toscane.

Indépendamment des alliances et des appuis que Mainfroid s'était ménagés en Lombardie et en Toscane, il avait préparé dans le royaume des moyens de défense considérables, mis de fortes garnisons dans Saint-Germain et Capoue, levé des troupes et soldé un grand nombre de Sarrasins, fondement principal de ses espérances.

En attendant, l'armée de Montfort était descendue des Alpes; elle avait trouvé de l'accueil dans les états du comte de Savoie, des marquis de Montferrat et d'Este, dans les terres de la république d'Asti et d'autres peuples et seigneurs attachés au parti des guelfes; mais le marquis Pallavicini, allié de Mainfroid, s'y était opposé avec toutes les forces des Crémonais, Pavesans, Plaisantins et autres gibelins de la Lombardie. Le passage eût été dangereux et difficile pour les Français sans la trahison de Buose de Boara, l'un des chefs les plus puissants des gibelins; il leur ouvrit le chemin là où il leur était plus difficile de se le frayer. C'est pourquoi

Dante met ce Buose de Boara dans le cercle des traîtres aux enfers, en disant qu'il est là pour pleurer l'argent des Français. Montfort, après avoir traversé, non sans peine, le reste de la Lombardie, en évitant la Toscane, eut le bonheur d'arriver dans la Romagne, et de conduire l'armée presque intacte à son prince à Rome.

Le pape couronna, dans la basilique du Vatican, Charles d'Anjou roi des Deux-Siciles. Béatrix, sa femme, fut aussi couronnée. Restait à voir si la fortune sanctionnerait ce que le pape venait de commencer. Quoiqu'on fût dans la saison rigoureuse de l'année, Charles, qui commençait à manquer d'argent, mit en marche l'armée vers la frontière de Naples. Mainfroid avait mis à la garde du Garigliano un corps assez considérable de troupes sous les ordres du comte Renaud d'Aquin et du comte Jourdan, Piémontais de nation. Charles parut sur la rive opposée du fleuve. Le comte Renaud, qui avait quelques motifs particuliers d'en vouloir à Mainfroid, se retira en prétextant de quelques excuses, sans coup férir. Le Piémontais, resté fidèle, vu la défection du comte Renaud, fit un mouvement rétrograde, en prenant le chemin de Capoue. Mainfroid, intimidé par cet événement inattendu, chercha à nouer des négociations avec son compétiteur. Charles répondit en français : *Allez dire au soudan de Lucère que je ne veux ni paix ni trève avec lui, et que bientôt ou je l'enverrai au diable ou il m'enverra en paradis.* Saint-Germain, quoique défendu vaillamment par les Sarrasins, fut pris en quelques jours par les Français. On remarqua dans cette circonstance, que les che-

valiers français descendirent de leurs chevaux, se mêlèrent aux troupes à pied, mirent leurs selles sur leurs têtes, et marchèrent ainsi à l'assaut de la place.

A la nouvelle de ce désastre, Mainfroid mit une forte garnison dans Capoue, et se dirigea sur Bénévent. C'était là que le sort du royaume devait se décider. La bataille fut terrible : on se battit des deux côtés avec un acharnement incroyable. Mainfroid se montra comme un capitaine habile et un vaillant soldat. Il était partout, combattant, courant, encourageant les siens où le besoin se présentait. Les Sarrasins se montrèrent dignes de leur ancienne réputation. De son côté, cette brillante jeunesse française se battit avec un courage et une impétuosité que rien ne saurait égaler. Le sort flottait incertain entre les deux partis, lorsque Mainfroid vit les guelfes de Toscane faire un tel ravage dans les rangs de son armée, qu'ils renversaient tout ce qui avait l'audace de leur résister. Il conserva son courage, mais il perdit l'espérance de vaincre. Il ne voulut point survivre à sa défaite et à la destruction des siens, se jeta dans le plus fort de la mêlée, et y trouva une mort qui termina honorablement une vie marquée par des crimes.

La victoire de Bénévent soumit le royaume, y compris la Sicile, à l'autorité du roi Charles, premier du nom. Il restait au parti vaincu la seule place de Lucère, où s'était retirée la reine Sibylle avec un petit enfant de Mainfroid. Le comte de Montfort ne tarda pas à y mettre le siége et à s'en rendre maître. Charles fit son entrée solennelle dans Naples.

Vainqueur du fils naturel de Conrad, il lui restait à vaincre son enfant légitime. Charles n'était pas un bon roi; les vexations et la rigueur extraordinaire de son gouvernement commencèrent à soulever les esprits contre lui. Ses partisans mêmes se plaignaient, quoique injustement, parcequ'il ne leur avait pas accordé l'immunité des taxes, et accumulé sur eux seuls les richesses du royaume. Dans ces circonstances, les amis sont toujours plus difficiles à manier, plus incommodes à gouverner que les ennemis: on s'exagère facilement ses services, et on croit que le souverain n'a jamais assez fait pour nous. Le péril environnait déjà un trône qu'on venait seulement d'élever.

Les vexations et la dureté du nouveau roi firent renaître les souvenirs de Conradin, fils légitime de Conrad, dernier rejeton de la maison de Souabe. Les mécontents du royaume s'adressèrent à lui, en le priant de se mettre à leur tête. Les gibelins de Lombardie et de Toscane, surtout ces derniers, que Charles avait réduits à la dernière extrémité par les troupes qu'il avait envoyées contre eux, lui adressèrent les plus vives instances. Conradin, malgré l'avis de sa mère, qui l'engageait à ne pas se risquer, à un âge si tendre, dans une entreprise si hasardeuse, se décida à profiter de l'occasion que la fortune lui offrait, et arriva en Italie, emmenant avec lui un corps de quatre mille cavaliers et de quelques fantassins. Les gibelins lui fournirent de nouvelles forces en Lombardie et en Toscane. Conrad Capèce, l'un des barons de la Pouille, rebelle à Charles, lui prépara aussi un très grand nombre de vo-

lontaires, de manière qu'en peu de temps son armée se trouva supérieure en nombre à celle de son adversaire. Les Pisans, très puissants à cette époque, le reçurent dans leurs murs avec un enthousiasme difficile à décrire; ils lui offrirent de l'argent, des vaisseaux et des hommes. Il remporta un premier avantage à un pont près d'Arezzo, où les guelfes et les troupes envoyées par Charles avaient voulu lui disputer le passage. Il s'avança alors sur le royaume, prit le chemin des Abruzzes, et alla camper dans la plaine de Tagliacozzo. Personne ne doutait de la victoire de Conradin, des insurrections éclataient sur différents points du royaume; la Sicile elle-même, encouragée par les flottes des Pisans, et l'ascendant que Conrad Capèce, ancien vice-roi de l'île, y avait conservé, s'était révoltée en arborant les enseignes de Conradin.

Charles, réduit à cette extrémité, voyant sa puissance s'écrouler de toute part, prit position, avec la faible armée qui lui restait, à l'extrémité d'une vallée qui débouchait dans la plaine de Tagliacozzo. Il avait peu d'espoir de vaincre. Le hasard voulut qu'un vieux guerrier français, revenant d'Asie, où il s'était rendu pour la guerre sainte, passât par Naples, et vînt lui présenter ses devoirs. Consulté par le roi sur ce qu'il y avait à faire, il monta sur une éminence d'où il découvrait dans la plaine le camp ennemi. De retour, il dit à Charles : *Sire, l'ennemi est beaucoup plus fort que l'armée de votre majesté, il faut user de prudence; la victoire est à nous, si elle veut, dans cette mémorable journée, me confier le commandement suprême de ses troupes.*

Le roi répondit qu'il y consentait volontiers, et serait le premier à donner l'exemple de l'obéissance.

Le prudent Alard, c'était le nom du guerrier, rangea l'armée sur trois lignes; il donna le commandement de la première à Henri Cusant, Provençal, guerrier d'une grande expérience; il lui ordonna de porter ce jour-là les habits et les insignes royaux. Dans le plan d'Alard, c'était là le gage de la victoire. Cusant descend dans la plaine pour engager la bataille : Conradin, voyant un si petit nombre de Français oser s'aventurer, se croyait sûr de la victoire; il envoie contre eux un premier corps; on s'engage, on se bat avec acharnement; la troupe de Cusant, après une vive résistance, cède au nombre, se met en déroute, Cusant meurt; l'ennemi croit avoir tué le roi. Guillaume Étendard, commandant de la seconde ligne de l'armée de Charles, qui était descendu dans la plaine au secours de Cusant, se retire à pas précipités; mais, au lieu de prendre le chemin d'où il était venu (c'était encore un stratagème imaginé par le vieux Alard), il prend le chemin opposé, tourne le dos au quartier-général du roi, et marche vers l'embouchure de la vallée qui se trouvait du côté de l'ennemi. Les généraux de Conradin, tant par la déroute de la première ligne et la mort du roi Charles, qu'ils croyaient certaine, que par le mouvement excentrique de cette seconde ligne, se persuadent d'avoir vaincu. Ils se mettent à sa poursuite, projettent de l'envelopper en tournant le dos à la troisième ligne qui se tenait encore sur la montagne. Alors Alard se tournant vers le roi, lui dit : *La victoire est à nous!* Il des-

cend comme un torrent impétueux des hauteurs, attaque brusquement, et renverse l'ennemi, le met dans une déroute complète, et lui arrache une victoire dont il se croyait déjà en possession.

Conradin, avec son fidèle ami le duc d'Autriche, prit, déguisé en paysan, le chemin du littoral, dans l'intention de gagner un port pour se réfugier à Pise; mais une bague qu'il avait donnée pour se procurer une embarcation à Astura, le fit reconnaître. Les deux jeunes amis furent envoyés à Charles. On écouta mieux la raison d'état que l'humanité. Le fils de l'empereur Conrad et le duc d'Autriche furent décapités à Naples sur la place publique du marché. On avait préparé pour cette terrible exécution un échafaud tout couvert d'un drap cramoisi. On bâtit une chapelle à l'endroit où le sang des deux princes avait coulé; leur tombeau y était : on y inscrivit un distique latin que nous allons rapporter pour prouver le mauvais goût et la barbarie du siècle; le voici :

Asturis unque leo pullum rapiens aquilinum
Hic deplumavit, acephalonque dedit.

« Le lion aux griffes d'autour prit ici un jeune » aiglon, et lui enleva son plumage et sa tête. »

Infâme jeu de mots dans une catastrophe si déplorable! Conradin inspirait le plus vif intérêt par son âge, son courage, le but même de son entreprise; car il était venu pour reconquérir le royaume de son père, et s'était battu en brave. Ce badinage atroce sur la fin sanglante de sa vie était indigne de

tout homme généreux, indigne surtout d'une cour de Provence et d'un chevalier français. Ce qui n'est pas moins certain, c'est que la cruauté de Charles contribua plus que toute autre cause à lui faire perdre l'amour de ses nouveaux sujets, et aux grands malheurs qui affligèrent son règne peu de temps après.

Cependant une victoire si complète sur un ennemi redoutable avait réveillé son ambition et relevé ses espérances ; il conçut le projet de se rendre maître de toute l'Italie. Les circonstances le favorisaient assez. Les guelfes reprirent partout l'avantage, et chassèrent ou soumirent les gibelins. Les deux chefs puissants des gibelins en Lombardie, Obert Pallavicini et Buose de Boara, eux-mêmes, perdirent plusieurs de leurs terres. Milan reçut un podestat envoyé par Charles. Les deux seules villes de Vérone et de Pavie persistèrent dans le parti impérial. Toute la Toscane, à l'exception de Pise, devint guelfe ; le pape nomma Charles vicaire de ce pays. Il aurait voulu aller plus loin, et posséder les villes guelfes, non plus seulement comme dépendantes mais comme sujettes. Il en fit la demande formelle par des ambassadeurs chargés expressément de cette mission. Les députés des villes confédérées s'assemblèrent à Crémone pour délibérer sur cet objet. Plaisance, Parme, Modène, Ferrare et Reggio consentirent, ce qui était une renonciation évidente à leurs libertés ; mais les Milanais, Cômasques, Verceillais, Novarrais, Alexandrins, Tortonais, Turinois, Pavesans, Bergamasques, Bolonais, et avec eux le marquis de Montferrat, tout en protes-

tant de vouloir vivre en bonne amitié avec le roi, déclarèrent ouvertement qu'ils ne voulaient point se dessaisir de leur liberté, et n'entendaient en aucune manière devenir sujets du roi des Deux-Siciles. Malgré cette opposition, Charles, par l'ascendant de la victoire, son génie entreprenant et actif, et l'appui du pape, était presque devenu l'arbitre souverain de l'Italie.

Sa fortune était à son apogée; nous allons maintenant la voir décliner rapidement. Son ambition avait commencé à porter ombrage au pape Grégoire X qui avait remplacé sur le trône pontifical Clément IV. Les vues de Charles tendaient évidemment à une suprématie, non seulement sur la Lombardie et la Toscane, mais aussi sur la Romagne; ce qui blessait les droits du pontife. Rome alors vit qu'il était nécessaire, pour contenir un voisin si inquiétant, de lui susciter un rival capable de lui disputer l'empire de l'Italie : elle espérait conserver, entre deux prétendants, cette liberté qu'un seul mettait évidemment en danger. Le trône de l'empire était presque vacant, parcequ'Alphonse de Castille, qui y avait été nommé, n'était pas reconnu par la plupart des princes de l'Allemagne. Par les soins du pape, on nomma roi des Romains Rodolphe de Hapsbourg, le même qui a posé les premiers fondements de la grandeur de la maison d'Autriche. Cette nomination déplut à Charles; il s'aperçut de l'intention du pontife, et ne lui témoigna plus la déférence qu'il avait eue jusqu'alors pour lui. De son côté, le pontife, sans en venir à aucune démonstration hostile, car Grégoire X était

d'un caractère fort modéré, n'appuyait plus Charles avec l'ascendant de la puissance pontificale; ce qui ne laissait pas de nuire considérablement, dans l'opinion publique, au roi de Naples. Il confirma, dans un concile tenu à Lyon, la nomination de Rodolphe.

Un grand mécontentement s'était manifesté dans la haute Italie contre le roi de Naples. Les vexations de ses lieutenants, portées au comble, y avaient tellement indisposé les peuples, que tout le Piémont se souleva contre eux et les chassa au-delà des monts. Un semblable esprit d'insubordination avait gagné la basse Lombardie, et la Toscane elle-même. La dureté des manières de Charles et de ses agents y avait mieux fait apprécier la liberté dont on jouissait sous le régime précédent, et on s'y portait avec plus d'ardeur que jamais.

De vifs ressentiments couvaient aussi dans le cœur des Napolitains et des Siciliens. L'édifice bâti par Charles menaçait ruine de tout côté, parcequ'il en avait sapé lui-même les fondements.

Après divers pontifes qui eurent une courte vie, Nicolas III, de la maison des Ursins, fut porté au pontificat. Ce fut lui qui créa, pour ainsi dire, ce qu'on appelle le népotisme des papes, qui n'est autre chose que cette habitude contractée par un grand nombre d'entre eux d'élever aux charges principales de l'état, d'enrichir, d'investir de biens temporels considérables leurs parents. Ce défaut à part, Nicolas était un pontife digne du respect public. Mais ce défaut même l'engagea à une démarche auprès du roi des Deux-Siciles, qui devint une

cause de discorde. Le pape lui demanda pour un de ses neveux la main d'une des filles du prince de Salerne, héritier présomptif du trône. Le roi reçut avec indignation la proposition, et répondit avec fierté qu'il ne convenait pas au sang royal de se mêler à celui d'un prince dont la souveraineté finissait avec la vie. Nicolas en fut vivement piqué, retira à Charles la qualité de vicaire de l'empire, lui ôta la dignité de sénateur de Rome, et promulgua une loi, par laquelle il statua qu'aucun roi ni fils de roi ne pourrait à l'avenir occuper la charge de sénateur de Rome.

Le ressentiment du pape ne s'arrêta pas là : il eut au contraire des suites bien plus terribles pour le roi Charles. La Sicile était en proie aux emportements et à l'avarice des ministres de ce prince. La liberté des citoyens, la pudeur des femmes, les propriétés des peuples se trouvaient continuellement exposées à la violence et aux caprices de ces hommes effrénés. Les principaux auteurs de ces désordres étaient Roger Oreillon, Jean de Saint-Remi et Thomas de Busán. Malheureusement l'exemple des chefs influe avec une force irrésistible sur les subalternes : l'insolence était devenue générale. L'île était réduite à l'état du plus dur esclavage. Les Siciliens s'en plaignirent plusieurs fois à Charles ; mais ils n'en rapportèrent que des réponses évasives ou des menaces. Une indignation générale, un désir incroyable de vengeance s'étaient emparés des esprits. La puissance de Charles en Sicile menaçait ruine au moment même où elle paraissait le plus affermie.

Ces dispositions étaient connues : un homme doué du plus grand caractère résolut de les mettre à profit pour soustraire sa patrie à une domination devenue insupportable. Jean de Procida, seigneur de l'île de ce nom, en avait été dépossédé par le roi Charles, pour avoir suivi avec trop d'obstination le parti de Mainfroid. Il errait dans la proscription : il se réfugia enfin à la cour du roi Pierre d'Arragon qui, par la reine Constance, sa femme, fille de Mainfroid, et dernier rejeton de la famille de Souabe, avait des droits sur le royaume des Deux-Siciles. Jean y fut accueilli avec la plus grande distinction, et il inspira bientôt, par ses talents et la fermeté de son caractère, la confiance la plus illimitée. Il obtint une riche baronie dans le royaume de Valence. Outré d'indignation pour le malheureux état de sa patrie, plein de reconnaissance pour le roi, son bienfaiteur, il forma le projet de remettre sur le trône de Sicile les derniers restes du sang de Souabe.

Les circonstances étaient favorables : le pape ne pouvait pardonner au roi sa superbe réponse ; l'empereur d'Orient, Paléologue, s'alarmait des préparatifs immenses que le roi de Sicile faisait sur le continent, dans l'île et en Provence, et qu'il croyait destinés contre le royaume de Jérusalem, peut-être contre Constantinople; l'indignation des Siciliens était au comble. Jean saisit l'occasion, vint en Sicile, y eut de secrets entretiens avec les principaux personnages de l'île, principalement avec ceux qui avaient le plus à se plaindre du gouvernement du roi. Il s'ouvrit plus spécialement avec Alame de

Lentini, l'abbé Palmieri, et Sauries Cartagirone, hommes généralement estimés par leur valeur et la noblesse de leur origine. Il leur fit entendre que, s'ils voulaient déterminer leurs compatriotes à prendre les armes contre les Français, il engagerait le roi, Pierre d'Arragon, à les aider de toutes ses forces. Les trois Siciliens réfléchissant à la puissance formidable de Charles, répondirent que les secours du roi d'Arragon ne pouvaient suffire à une si grande entreprise, qu'il en fallait d'autre part, et de plus considérables. Jean s'en alla à Rome, déguisé en religieux, vit le pape, et le détermina à seconder ses efforts. Il se transporta ensuite à Constantinople, représenta à l'empereur les préparatifs du roi Charles pour l'expédition du Levant, lui fit part des dangers qu'il courait, le détermina à favoriser le mouvement en prêtant une somme suffisante d'argent au roi d'Arragon. Cet homme extraordinaire, uniquement occupé de la pensée de délivrer sa patrie du joug de fer qui l'opprimait, parlait avec tant de chaleur et d'éloquence, qu'il était impossible de lui résister; mais, en même temps, il agissait avec tant de prudence, que personne n'eut connaissance de ses projets que ceux qui devaient y coopérer. C'est certainement une chose étonnante que le secret qui fut gardé. Cette conspiration, qui s'ourdissait entre tant de nations, qui dura plus de deux années, dont tant de personnes ont dû être instruites, ne fut connue qu'au moment de son exécution.

Jean de Procida, de retour de Constantinople, vint à Malte, accompagné d'un secrétaire de l'empereur, qui devait faire foi de la part que ce prince

se proposait de prendre à la conspiration. Les chefs des mécontents de Sicile vinrent l'y trouver ; les paroles de Procida, la présence et les assurances de l'envoyé de l'empereur les encouragèrent tellement, qu'ils ne voyaient plus que le moment d'assouvir leur haine dans le sang des oppresseurs de leur pays. De là, Procida et l'envoyé de Constantinople se transportèrent en Arragon : le premier fit part au roi des dispositions de Nicolas III et de Paléologue ; le second lui offrit, de la part de son maître, trente mille onces d'or pour le moment, avec promesse de contribuer à l'avenir à tous les frais de la guerre ; il lui présenta même des lettres du pape, par lesquelles le pontife lui faisait les mêmes offres, et donnait les mêmes assurances que l'empereur. La reine Constance ne cessait d'encourager son mari à tirer vengeance de son père et de son frère, et à recouvrer le royaume qui lui appartenait par les droits du sang, puisqu'il n'existait plus de descendance mâle de la famille de Souabe.

Le roi, déterminé à prêter l'appui de sa couronne à une entreprise qui lui paraissait justifiée par les droits de sa femme, prépara une flotte pour transporter une armée en Sicile. En ce moment, un accident grave faillit rompre les fils de la trame ; ce fut la mort du pape Nicolas III, et l'exaltation du cardinal de Sainte-Cécile, sous le nom de Martin IV, Français de nation, et lié d'amitié avec le roi Charles. Mais telle furent l'activité et la constance de Procida, que les conjurés, l'empereur et le roi Pierre, persistèrent dans leur résolution de chasser les Français de l'île. Mais que dis-je, les chasser ? il était question de les exterminer. Le moment de

leur entière destruction était marqué, par les soins du redoutable Procida, dans toute l'île. C'était le 30 mars 1282, deuxième jour de Pâques, au moment où le son des cloches appelait les fidèles aux vêpres, que le peuple sicilien, avec une fureur impossible à décrire, se souleva tout-à-coup contre les Français. Tous furent impitoyablement massacrés. La rage des Siciliens était telle, qu'ils massacrèrent jusques aux femmes siciliennes mariées à des Français. Ils recherchaient de préférence, pour les vouer à la mort, celles qui étaient enceintes : ils n'épargnèrent pas même les fruits nés de ces unions; des enfants à la mamelle furent égorgés sur le sein de leurs mères. En immolant à la fois, et par le même holocauste, les pères et les enfants, ils criaient partout : *Vive le roi Pierre d'Arragon! vive la reine Constance!* Leurs enseignes flottèrent en un instant sur toutes les hauteurs de l'île. On égorgea en deux heures huit mille personnes. Le petit nombre de ceux qui avaient trouvé moyen de fuir ou de se cacher, n'échappèrent pas pour cela à la mort cruelle qui les attendait; on les recherchait avec un soin et une obstination barbare. Tous furent trouvés, et tous périrent. Les injures extrêmes furent vengées par une cruauté qui fait frémir la nature.

Mais la vertu est toujours en sûreté au milieu des plus grands dangers : un chevalier provençal, nommé Guillaume Porcelet, demeurait en Sicile; sa bonté, sa générosité, les égards qu'il avait eus pour tout le monde, lui avaient attiré l'estime générale; il était chéri autant que ses compatriotes étaient détestés. D'un commun accord, et par une

délibération solennelle, les Siciliens décidèrent qu'il serait épargné; il le fut en effet : le sang français coulait tout autour de lui. Tranquille sur sa vie, il n'éprouvait d'autre douleur que celle de voir le massacre des siens. Ce vertueux Français se retira dans le royaume de Naples, où il fut créé seigneur de Sicignano, de Palo, et d'autres terres de la principauté de Salerne. Un pareil massacre remplit le monde d'horreur et d'étonnement. Le roi Charles, furieux d'avoir perdu, dans un seul jour, la fleur de ses vétérans, résolut sur-le-champ d'en tirer une vengeance éclatante. Martin IV, son ami, se réunit à lui : l'un poursuit les Siciliens avec son armée, l'autre les frappe de ses foudres spirituelles. Le pape va même plus loin : il ne se contente pas d'excommunier les Siciliens, il lance l'interdit contre le roi Pierre, leur nouveau seigneur. S'il y avait là un abus criant de la puissance spirituelle, il n'y avait pas du moins de l'absurdité, puisque, dans les idées du temps, le roi d'Arragon et les Siciliens étaient coupables envers le saint siége. Mais voici quelque chose de si absurde, qu'on se refuserait à y ajouter foi, si on ne connaissait pas l'ignorance de l'époque et l'extension extrême que la cour de Rome prétendait donner à sa puissance. Le pape voulut enlever l'Arragon, la Catalogne et Valence au frère de Pierre, et les concéda à Charles de Valois, second fils du roi de France.

Les Siciliens, se voyant exposés au ressentiment et à la vengeance de Charles et de Martin, résolurent pourtant de tenir tête à l'orage. Ils se réunissent en assemblée générale : nobles, clergé, ma

gistrats, peuple, proclament Pierre, roi de Sicile, jurent de mourir plutôt que de rentrer sous le joug odieux qu'ils venaient de secouer.

Cependant Charles débarque avec une armée formidable, et met le siége devant Messine. Les preuves de valeur que les Messinois donnèrent dans une lutte si inégale peuvent se comparer à tout ce que l'antiquité nous offre de plus héroïque : les femmes elles-mêmes partagèrent l'enthousiasme général. Malgré tant de prodiges, ils étaient réduits aux plus dures extrémités, et la défense n'aurait pu être prolongée long-temps. En ce moment Pierre débarque avec quelques forces à Trapani, aidé des conseils et de l'appui de Jean de Procida et des autres chefs de la révolution, s'empare de Palerme, fait entrer des secours dans Messine, force son royal compétiteur à se rembarquer et à abandonner entièrement l'empire de la Sicile : l'île entière reconnaît l'autorité de Pierre d'Arragon.

L'étrange détermination du pape de lui enlever son royaume en Espagne le force de s'éloigner de sa nouvelle conquête pour accourir en Arragon, où quelques troubles s'étaient manifestés. Il laisse au gouvernement et à la garde de l'île la reine Constance avec Jacques, son second fils, déclaré successeur de ce nouveau royaume ; il leur adjoint Roger de Lauria, amiral, homme d'une grande expérience et jouissant de l'estime générale. Cet officier, aussi intrépide qu'adroit, ne se contente pas seulement de défendre la Sicile, mais il attaque la Calabre, s'y empare de plusieurs villes et villages, et fait prisonnier le prince de Salerne,

fils aîné du roi. Charles ne put jamais obtenir la liberté de son fils, ni chasser entièrement ses ennemis du continent, bien qu'il eût à ses ordres une armée de quarante mille hommes et de dix mille chevaux. Ce prince, qui avait naguère jeté ses vues sur toute l'Italie, sur le royaume de Palestine, sur l'empire même de Constantinople, accablé des malheurs qu'il venait d'éprouver, et que son orgueil lui rendait insupportables, mourut de chagrin en 1288. A sa mort, la régence du royaume fut dévolue à Robert, comte d'Artois; car son frère aîné, Charles, successeur nécessaire du royaume, était toujours prisonnier en Arragon. Le roi Pierre, malgré les instances et les menaces des cours de France et de Rome, n'avait pas voulu se dessaisir d'un gage si précieux, à moins que la possession pacifique du royaume de Sicile ne lui fût assurée : il fallut en venir à des négociations, en prenant pour base la cession de la Sicile aux Arragonais. On stipula que Jacques, second fils du roi Pierre, retiendrait le royaume de Sicile; que Charles, fils du roi Charles, serait mis en liberté et règnerait sur le royaume de Naples sous le nom de Charles II. Ce fut ainsi que la dynastie angevine cessa de régner en Sicile, que celle des Arragonais y fut introduite, et que, pour le moment, la Sicile se trouva séparée de Naples, après y avoir été réunie par les conquêtes des Normands, et maintenue dans cette union par la puissance des Suèves. Charles II, soit par le démembrement de ses états, soit par son caractère, bien éloigné de la force et de l'activité de celui de son père, n'exerça plus qu'une faible influence sur le reste de l'Italie,

L'affaiblissement du royaume de Naples donna lieu à l'élévation de quelques familles souveraines dans la Haute-Italie, et dénatura tout-à-fait le gouvernement des petites républiques qui s'en partageaient l'empire. Les craintes que l'on avait conçues de la puissance et de l'ambition de Charles I[er] s'étant évanouies par sa mort et la division de son royaume, il fut laissé un plus libre cours aux ambitions particulières des chefs de parti. La plus puissante des républiques lombardes en fournit le premier exemple. Martin de la Tour y avait commencé à dominer depuis que l'autorité temporelle des archevêques s'était affaiblie par l'influence de l'esprit et du gouvernement républicain; cependant il n'avait encore osé prendre un titre qui pût indiquer un droit souverain, mais il avait fait élire le marquis Pallavicino, capitaine de la force armée; ce qui rendit cet ambitieux à peu près maître absolu de Milan.

A cette époque, le cardinal Ubaldini, homme d'un génie très entreprenant, et jouissant d'un très grand crédit, passa par Milan, de retour de son ambassade en France. Il conduisait avec lui Othon Visconti, chanoine de Désio, petit village du Milanais, dont la famille, noble à la vérité, ne possédait qu'une petite fortune : il le fit nommer archevêque de Milan; mais par l'influence de Martin de la Tour et de ses adversaires, le nouvel élu ne put prendre possession de son siége, et il se retira à Bielle en Piémont. L'autorité du pape n'ayant pas suffi pour vaincre l'obstination du parti contraire, il se tourna vers les moyens plus sûrs de la force :

il fit un appel à toutes les passions, ramassa les nobles et autres personnages de quelque importance proscrits par la faction des de la Tour, la chassa et entra de vive force dans Milan. Non seulement-il y fut reconnu comme archevêque, mais il fut proclamé seigneur temporel. Ce fut là le premier degré de cette puissance considérable à laquelle la maison des Visconti s'éleva dans la suite des temps.

Cependant les de la Tour s'agitaient pour ressaisir le pouvoir qu'ils avaient perdu. L'archevêque, pour se donner un appui et confier la défense de la ville à un homme exercé dans le métier des armes, fit nommer, sous le titre de capitaine, le marquis Guillaume de Montferrat, commandant de la force armée : mais le marquis, au lieu de prendre la chose pour l'archevêque, la prit pour lui et se rendit maître absolu de Milan. Il subjugua ensuite, sous le même titre de capitaine, Côme et Crema, et comme, indépendamment de ses états héréditaires, il s'était procuré le commandement militaire de Novarre, Asti, Albe, Alexandrie et Tortone, il avait acquis en Lombardie un pouvoir tel qu'il menaçait les libertés des villes confédérées : mais Guillaume s'étant rendu à Verceil, l'archevêque, plus fin que lui, saisit cette occasion, fit fermer les portes, sortit à cheval dans les rues, et fut proclamé une seconde fois seigneur de Milan. D'autres villes lombardes, jalouses de leur liberté et inquiètes de la puissance du marquis, lui déclarèrent la guerre et entraînèrent dans leur parti le comte de Savoie, Amédée V. Alexandrie, à l'instigation des Astesans, était sur le point de se révolter : Guillaume y accourut, fut pris et enfermé

dans une cage de bois, d'autres disent de fer, dans laquelle il mourut après y être resté deux ans.

La chute du marquis de Montferrat fut le signal de l'affermissement de la puissance des Visconti. L'archevêque Othon fit nommer son neveu Matthieu capitaine, et peu de temps après vicaire impérial. Matthieu, à la mort de son oncle, fut reconnu seigneur de Milan, et confirmé dans sa charge de vicaire impérial par l'empereur Albert d'Autriche. Les Milanais, au lieu d'une démocratie turbulente, eurent un maître : ce fut à peu près aussi le sort des autres villes lombardes.

Presqu'à cette même époque, une grande révolution s'était opérée dans la constitution politique de la république de Venise. Cette ville s'était accrue par la prospérité de son commerce à tel point qu'elle était devenue une des premières de l'univers. Sa population s'était augmentée considérablement par l'aisance répandue dans toutes les classes, et l'arrivée de nouvelles familles du continent, attirées par la beauté du séjour, l'aménité de ses habitants, et les moyens faciles qu'elle présentait de s'enrichir. Les révolutions aussi et les guerres auxquelles le continent voisin était si souvent en proie, procuraient à chaque instant de nouveaux habitants à Venise. C'était un asile, un lieu de sûreté ouvert pour tout le monde. Une partie de ces nouvelles familles, devenues puissantes et riches, furent admises au partage de la souveraineté. D'un autre côté, les familles originaires patriciennes, qui avaient fondé Venise, s'étaient beaucoup multipliées par leurs divisions successives et la multiplicité

des enfants. Il en résulta que le gouvernement avait pris une apparence démocratique, d'aristocratique qu'il était. Presque tous les habitants de Venise avaient droit aux élections du doge et des autres magistrats. La confusion et le trouble étaient inséparables de ces sortes d'élections. On songea à l'expédient de restreindre l'autorité souveraine à un nombre déterminé de personnes nommées par douze électeurs désignés par la masse des citoyens dans chaque quartier de la ville. Ce fut là ce qu'on appela le grand conseil, qui était composé de quatre cent cinquante ou quatre cent soixante-dix membres. En même temps qu'on avait resserré les limites de la démocratie, on jugea qu'il était nécessaire de retrancher quelque chose de l'autorité du doge, autorité bien plus considérable à cette époque que nous ne l'avons vue de nos jours. On créa donc six conseillers, sans le concours desquels le doge ne pouvait prendre aucune détermination. Ainsi, d'un côté, on diminua l'élément démocratique, et on donna plus de force à l'aristocratie; de l'autre, on limita tellement l'élément monarchique qu'il ne lui resta plus qu'une vaine représentation.

Bien que la création du grand conseil, qui devait être renouvelé tous les ans, ne détruisît pas, dans le droit, la démocratie; dans le fait, le gouvernement devint presque entièrement aristocratique, parceque les élections tombaient toujours sur des individus appartenants aux familles qui, ou par leur ancienneté, ou par leurs richesses, brillaient au premier rang. Les familles qui se trouvaient trop souvent réélues, soit du grand conseil, soit des di-

verses magistratures, satisfaites de leur droit d'éligibilité, supportèrent assez patiemment, pendant un siècle l'exclusion de fait qu'on leur donnait. Mais enfin, craignant que le fait ne passât en droit, et offensés d'une si longue exclusion, les individus de ces familles, c'est-à-dire la masse presque entière du peuple, se réunirent tumultueusement et en très grand nombre sur la place publique. C'était en 1289, à l'occasion de la mort du doge Jean Dandolo : ils nommèrent doge Jean Tiepolo, issu d'une famille qui avait toujours été regardée comme populaire. On voit donc ici que la totalité des électeurs reprirent leurs droits, en arrachant au grand conseil le droit d'élection qu'il avait exercé depuis long-temps sans contestation. Le grand conseil, de son côté, ne voulait pas se dessaisir de son autorité, et prétendait nommer un doge de sa façon. La guerre civile était imminente ; c'était un cas semblable à ceux que l'on a vus tant de fois à Rome, où, le sénat d'un côté, le peuple de l'autre, voulaient nommer, chacun, un consul tiré de son sein, ou du moins favorable à ses desseins. On vit en ce moment un exemple d'une modération qui mérite de passer à la postérité. Jean Tiepolo, nommé doge par le peuple, prévoyant les désastres qui allaient fondre sur sa patrie, s'il s'obstinait à vouloir exercer les pouvoirs qui venaient de lui être déférés, s'esquiva secrètement, afin que la noblesse et le peuple, ou pour mieux dire, les électeurs de fait et les électeurs de droit pussent s'entendre.

Le peuple ayant appris l'évasion de celui qu'il s'était donné pour chef, se calma et renonça à son

projet ; mais la haute noblesse crut qu'il ne fallait pas laisser échapper l'occasion de concentrer le pouvoir au milieu d'elle, et d'exclure le peuple du pouvoir souverain, en transformant en loi positive ce qui n'avait été sanctionné que par l'usage. Il fallait un homme déterminé pour opérer un changement si considérable dans la loi constitutive de l'état; elle nomma doge Pierre Gradenigo, en qui elle avait reconnu des qualités propres à accomplir son dessein. Un historien italien moderne, qui s'est fait remarquer par la sagesse de ses opinions, observe, et nous sommes tout-à-fait de son avis, que le système qu'on voulait établir était prudent, utile et peut-être nécessaire pour las ûreté de la république. Mais il ajoute, avec raison, que ce fut probablement l'ambition plutôt que l'intérêt de la patrie, qui porta Gradenigo et ses adhérents à entreprendre une réfor me si essentielle dans l'antique constitution. Quoi qu'il en soit des motifs qui les faisaient agir, et tout en approuvant le système qu'ils voulaient établir, nous croyons qu'il est à regretter qu'ils n'aient pas songé à créer un magistrat chargé de veiller à l'exacte observation des lois, de défendre les intérêts populaires, et de proposer, dans certains cas, et formes déterminées, ce qu'il aurait cru utile au peuple : puisqu'on excluait le peuple du droit souverain, il était juste qu'il fût représenté par une autorité quelconque destinée à le préserver des actes arbitraires et de la tyrannie de ceux aux mains desquels le pouvoir allait tomber exclusivement. Il n'y eut qu'une ombre, un germe informe de cette autorité populaire, c'étaient les

avogadors de la commune. En étendant les limites de leurs pouvoirs et en les coordonnant avec ceux de l'aristocratie, on aurait pu créer un gouvernement bien pondéré où une aristocratie toute-puissante eût été obligée de respecter les lois, seule garantie qui fût restée au peuple. Ces *avogadors* auraient pu devenir des tribuns du peuple, mais moins incommodes et moins dangereux que ceux de Rome, en ce que leurs rapports avec l'autorité souveraine eussent été mieux déterminés, qu'ils n'auraient pas fait partie du souverain, que leur mission se serait bornée à peu près à la simple formule, *Tâchez que le peuple ne reçoive pas de dommage.* C'était bien là l'idée primitive de l'institution des *avogadors* : leur nom même l'indique ; mais elle fut étouffée dans son germe par la prépondérance de l'aristocratie. Cette idée des *avogadors* de la commune fut bien comprise par les Italiens, puisqu'elle existait à Gênes, à Naples, et en d'autres états de la péninsule ; mais elle ne reçut nulle part les développements nécessaires. Il aurait fallu donner à cette institution une hiérarchie, c'est-à-dire une tête dans le siége même du gouvernement et des membres dans chaque province et commune ; la mettre toujours en action, souvent en évidence, pour qu'elle ne tombât pas dans l'oubli ; lui assigner un des premiers rangs dans l'état pour qu'elle ne tombât pas dans le mépris : les gens du pouvoir et les courtisans sont si enclins à tourner en dérision tout ce qui tient au peuple, qu'il faut les forcer, en quelque sorte, à respecter ce qui est respectable. C'est là un élément nécessaire, indispensable, pour une bonne

organisation de la société : qu'on se représente, en un mot, l'institution de l'avocat-général des pauvres et de ses subordonnés, institution qui existe en Piémont, et qui fait le plus grand honneur au souverain qui l'a imaginé, et on se formera à peu près une idée de ce qu'aurait dû être l'institution des avogadors. Nous ne parlons ici que de la forme extérieure; car nous n'entendons nullement comprendre le peuple sous la dénomination de pauvres, et les *avogadors* auraient dû avoir des attributions bien plus importantes, et occuper dans l'état un rang bien plus distingué que les avocats des pauvres en Piémont.

Pour revenir à notre sujet, ce qui prouve que c'était moins l'intérêt général de l'état que celui de l'aristocratie qui mettait en mouvement Gradenigo et ses partisans, c'est précisément l'oubli, bien certainement volontaire, de créer une autorité capable de servir de garantie au peuple contre l'arbitraire du pouvoir. Venons maintenant aux moyens qu'ils mirent en œuvre pour fixer l'autorité souveraine dans un nombre déterminé de familles: le principal moteur de cette machine était Pierre Gradenigo. On eut soin d'abord, c'était en 1309, de nommer les quatre cent soixante-dix membres du grand conseil parmi les personnes favorables au dessein qu'on se proposait d'exécuter. Ces conseillers furent confirmés pendant quatre ans consécutifs : seulement on en excluait ou ajoutait quelques uns suivant que les opinions et les caractères s'étaient mieux fait connaître. Il résulta qu'à la fin des quatre années il ne resta plus d'autres membres dans le conseil que des partisans de Gradenigo. Lorsque

tout fut ainsi disposé, on fit paraître un décret portant que le conseil ne serait composé à l'avenir et pour toujours que des seuls membres qui en faisaient alors partie, et de leurs descendants, sans qu'aucune autre personne pût prétendre au droit d'y être admise. C'est ce que les Vénitiens appelèrent *serrar il consiglio*, clore le conseil. Nonobstant ce décret, on ne tarda pas long-temps à y agréger quelques familles nobles qui en avaient été exclues au moment de l'opération; ce qui eut lieu probablement moins par faveur pour ces familles que pour laisser à d'autres l'espoir d'y arriver. On craignit que cette exclusion si brusque et si absolue, en mécontentant beaucoup d'individus puissants, ne fût la cause de quelques troubles.

Cette précaution produisit quelqu'effet; mais le changement opéré paraissait si extraordinaire, et les ressentiments étaient si grands, que des complots s'ourdirent contre l'œuvre du doge et le doge lui-même. Parmi ces conjurations, la plus célèbre est celle de Bajamonte Tiepolo. Ce chef populaire, très entreprenant et d'une audace singulière, avait attiré dans son parti, outre ceux qui avaient été exclus du gouvernement, beaucoup de membres du grand conseil, ou entraînés par un sentiment de patriotisme, ou irrités des manières hautaines et despotiques du doge. Tiepolo avait aussi soldé et armé un grand nombre de ses partisans. Il marchait déjà à la tête d'une troupe assez considérable d'hommes déterminés à rendre à leur patrie la liberté qu'ils croyaient avoir perdue: le péril était imminent. Le doge n'eut guère connaissance de

la conspiration qu'au moment où il était presque impossible de la déjouer, et où les conjurés étaient prêts d'atteindre le but de leurs efforts. Mais il ne perdit pas courage, s'arma sur-le-champ, et marcha, avec le peu de troupes qu'il put rassembler à la hâte, contre les conjurés. La mêlée fut terrible : c'était la guerre civile avec toutes ses horreurs. Le parti du doge l'emporta : il demeura vainqueur. Les conspirateurs furent mis en fuite et sévèrement punis; le calme fut rendu à Venise et ne fut plus interrompu jusques à la destruction de la république.

Gradenigo avait vu le danger qui était résulté de l'entreprise de la noblesse; car c'était principalement cette classe qui avait secondé Tiepolo pour le renverser. Il jugea qu'il était nécessaire d'instituer contre elle une autorité terrible par le nombre de ses émissaires, le secret de ses opérations, l'arbitraire et la rigueur de ses jugements : il créa le conseil des dix, et dans son sein les inquisiteurs d'état, chargés plus particulièrement de suivre les affaires et l'exécution des jugements. C'était un frein contre la noblesse plutôt qu'un instrument de tyrannie contre le peuple. Dans le commencement, ce terrible tribunal n'avait d'autre but que de maintenir l'ouvrage de Gradenigo; mais dans la suite il fut chargé de veiller sur la conduite de chaque noble, de manière qu'aucun d'eux ne pût s'élever au-dessus de la condition de ses consorts, ni s'arroger un pouvoir extraordinaire et au-dessus des lois. C'est pourquoi on ne vit point dans Venise des chefs de factions déchirer, comme à Gênes et

à Florence, le sein de la patrie, et s'attribuer une autorité tyrannique. On n'y vit point ni Frégose, ni Adorne, ni Doria, ni Spinola, ni Buondelmonti, ni Uberti, ni Cerchi, ni Donati, ni Medici, ni Pazzi, ni Visconti, ni Torriani, se disputer comme une proie, l'autorité souveraine et les dépouilles de leur pays; on n'y vit pas non plus, comme à Milan, un Visconti; à Lucques, un Castruccio Castracani; à Padoue, un Carrara; à Vérone, un Cane della Scala; à Florence, un Medici, s'emparer du pouvoir suprême, et river les fers de la servitude pour leurs concitoyens. Loin de nous l'idée d'approuver le tribunal des inquisiteurs d'état de Venise, nous l'avons en horreur, parceque nous concevons une forme de gouvernement où il ne serait pas nécessaire; mais une fois la forme du gouvernement vénitien donnée, dans laquelle pourtant le peuple, sans avoir part à la puissance suprême, n'était pas foulé, on doit avouer que ce tribunal a été d'une grande utilité, à moins qu'on ne veuille préférer au calme de Venise le gouvernement despotique d'un seul, ou les déchirements de la multitude.

L'exemple de Venise au lieu de profiter aux autres peuples libres d'Italie, leur fut au contraire très préjudiciable. Cette tentative heureuse de la noblesse vénitienne fut cause que le parti populaire se mit partout en garde contre les nobles, et chercha à les tenir dans l'oppression : au lieu de leur accorder ce qui est juste et utile dans une bonne organisation sociale, il s'efforça de les priver des droits qui doivent appartenir à tout le monde. Dans une pareille situation, toute idée de patrie est exclue

tant de l'esprit de la noblesse que de celui du peuple; la haine d'un parti contre l'autre tient lieu de patriotisme; chaque parti vise plutôt aux moyens de se garantir de ses adversaires et de les tenir dans l'oppression, qu'aux avantages réels de la république. On n'a qu'à lire dans Machiavel les fastidieuses répétitions des mêmes scènes à Florence pendant une longue suite d'années, pour être persuadé de la vérité de ce que nous avançons. Le peuple triomphait-il? il faisait des lois oppressives contre les nobles. Ceux-ci avaient-ils le dessus? ils agissaient de même envers le peuple; il n'y avait pas de vexations qu'ils ne lui fissent éprouver. Ces cruelles vicissitudes ne cessèrent que quand le pouvoir put y mettre un terme : elles ne cessèrent à Gênes que quand il fut restreint à l'aristocratie constituée. Ainsi Venise fut calme dès les premiers siècles de son existence, et surtout depuis le commencement du quatorzième, parcequ'elle sut trouver dans son aristocratie organisée un point fixe de gouvernement; Gênes n'obtint la tranquillité que plus tard, parcequ'elle n'organisa ce pouvoir que long-temps après; enfin Florence fut perpétuellement agitée par des troubles, et sa liberté périt, parcequ'elle ne sut jamais l'organiser. Voilà, à notre avis, la cause principale de la différence qu'on remarque dans les destinées de ces trois républiques.

Nous allons maintenant nous occuper d'un événement jusqu'alors inouï dans l'histoire d'Italie, et dont les Italiens eurent à gémir long-temps; nous voulons parler de la translation du siége pontifical à Avignon. Philippe-le-Bel régnait en France; le pape

Boniface VIII, dont l'ambition avait inquiété les princes, était mort; Robert était monté sur le trône de Naples après la mort de Charles II; les factions guelfes et gibelines continuaient à diviser les peuples, et prêtaient un appui aux puissances étrangères; le roi de Naples se faisait le centre des guelfes; le roi de France désirait s'attacher les gibelins, au moyen de la dignité impériale qu'il convoitait: Albert d'Autriche était mort, il s'agissait de lui nommer un successeur. Pour atteindre son but, Philippe-le-Bel eut recours à une grande mesure; ce fut d'attirer le siége papal dans ses états. Il s'y prit si bien que la majorité des cardinaux se réunit en faveur de Raimond, archevêque de Bordeaux, qui prit le nom de Clément V. Un pape français devait avoir moins de répugnance à transporter son siége en France: il connaissait le désir du roi, et s'y conforma. Avignon fut choisi, quoique cette ville appartînt au roi de Naples, comme faisant partie du comté de Provence. Philippe-le-Bel s'expliqua alors plus clairement, et demanda au pape son appui pour obtenir la couronne impériale; mais le cardinal de Prato, représentant au pontife que cette nomination réduirait entièrement le siége apostolique à l'esclavage, et donnerait au roi de France une prépondérance trop évidente dans les affaires d'Italie, le détourna de cette résolution; le pape appuya même la nomination d'un prince allemand: Henri de Luxembourg fut élu empereur, sous le nom de Henri VII. Les gibelins se déclarèrent pour lui, et il acquit un grand parti dans l'Italie supérieure. Robert s'y opposa. Les guelfes, principalement ceux

de Toscane, épousèrent ses intérêts. La guerre se déclara entre les deux partis. L'empereur vint en Italie, y organisa une armée. Les Génois et les Pisans, cette fois-ci d'accord entre eux, lui fournirent de grands subsides, et l'appui de leurs flottes. Il soumit les villes dissidentes de la Toscane, excepté Florence qui lui résista, et se fit couronner empereur d'Occident par le cardinal de Prato, légat du pape, en présence des troupes de Robert, accouru du fond de l'Italie pour s'opposer à ses armées et à son élévation. Il se proposait de porter la guerre dans le royaume de Naples; mais la mort le surprit dans l'abbaye de Buonconvento en Toscane. Henri était un prince qui réunissait à des talents militaires distingués l'amour de l'humanité et de la justice. Son intention était de réunir les esprits, et d'étouffer les discordes qui faisaient le malheur des Italiens depuis si long-temps : il avait même commencé à faire rentrer les proscrits dans leurs patries respectives. Mais, malheureusement, ce moyen qui eût été bon, si une main forte en eût assuré l'exécution, se changea en poison, par la mort prématurée de l'empereur.

L'intention de Henri avait été de réunir toute l'Italie sous son sceptre, et de fixer sa résidence à Florence, qui serait devenue la capitale de la péninsule. Mais, les Florentins s'étant montrés si obstinés contre lui, il avait changé d'avis, et porté ses vues sur Pise, ville si dévouée et si généreuse en secours envers lui. Sa prédilection envers cette ville, et les efforts qu'elle avait faits en sa faveur, la mirent dans un grand danger à sa mort. Les

guelfes reprirent le dessus; Robert préparait une expédition contre elle. Les Pisans offrirent la souveraineté de leur ville à des princes étrangers, entre autres à Amédée V, comte de Savoie. Mais ces princes ne voulurent point se compromettre pour épouser une cause qui paraissait désespérée. Les Pisans trouvèrent dans le génie d'un particulier les ressources que de grands princes leur refusaient. Ils élurent pour leur seigneur Uguccione della Fagiuola, homme qui s'était déjà fait remarquer par ses talents militaires, et gouvernait alors Gênes en qualité de vicaire impérial. Ce chef releva toutes leurs espérances, battit les gibelins et les troupes du roi Robert à Montecatini, et fit sur eux un immense butin.

L'indépendance de Pise fut sauvée aux dépens de sa liberté : Uguccione devint son tyran. En même temps, son fils Néri pesait de la même manière sur Lucques. Un acte de ce dernier fit perdre à l'un et à l'autre l'empire qu'ils s'étaient acquis. Castruccio Castracani, jeune Lucquois, d'une grande bravoure, et d'une élévation de caractère peu commune, était devenu l'idole de ses compatriotes. Accusé d'un vol, Néri le fit mettre en prison. Lucques en fut indignée; la révolte était prête à éclater. Néri appela son père à son secours, afin de pouvoir en imposer aux esprits exaltés, et se défaire d'un homme dangereux par l'ascendant que son nom exerçait sur Lucques. Uguccione eut l'imprudence de partir de Pise pour se rendre à Lucques, au moment où la ville était indignée d'avoir vu couler sur l'échafaud le sang de plusieurs citoyens très estimés.

En un instant, elle fut en rumeur : on prit les armes, on pilla le palais d'Uguccione, on massacra toute sa famille. Cette nouvelle, arrivée promptement à Lucques, y anima les habitants contre Uguccione et son fils : ils demandèrent tumultueusement la liberté de Castruccio. Il fallut bien se conformer aux volontés d'un peuple en fureur : Castruccio fut délivré. Sa présence porta l'enthousiasme au comble; des cris de *vive Castruccio* se firent entendre dans tous les coins de la ville; il fut proclamé modérateur suprême de la république : il passa ainsi tout-à-coup, et inopinément, de la prison à la liberté, du danger imminent de perdre la vie sur l'échafaud, à l'autorité souveraine. Uguccione et son fils n'eurent d'autre parti à prendre que celui de s'enfuir à la hâte, et d'aller chercher un refuge auprès de Cane della Scala, à Vérone, maître aussi tyrannique de cette ville qu'ils l'avaient été eux-mêmes de Pise et de Lucques.

Après la mort de Henri de Luxembourg, deux compétiteurs se disputèrent la couronne impériale; enfin, Louis de Bavière fut reconnu empereur. Impliqué dans les guerres d'Allemagne, il ne put guère s'occuper des affaires d'Italie. Presqu'en même temps, le siége pontifical devint vacant par la mort de Clément V; un autre cardinal français fut nommé à sa place, et prit le nom de Jean XXII. Dans cet intervalle, les mêmes dissensions continuèrent en Italie; mais comme elles n'amenèrent aucun résultat important, nous épargnerons à nos lecteurs un récit fastidieux par sa monotonie. Nous remarquerons seulement qu'à cette époque un siége de Gê-

nes attira sur cette ville tous les regards ; les guelfes y dominaient ; ils avaient choisi pour leurs chefs les Fiesques et les Grimaldi. Attaqués par les gibelins, qui reconnaissaient l'autorité des Doria et des Spinola, et avaient conduit avec eux des secours fournis par Matthieu Visconti, toujours très-puissant en Lombardie, ils appelèrent à leur aide le roi Robert de Naples. Robert y arriva en personne avec des troupes, et un grand nombre de bâtiments de guerre. Le pape aussi prenait sous sa protection les assiégés, et excommuniait les assiégeants. Le siége dura plusieurs années, avec un acharnement incroyable. Tout le monde avait les yeux fixés sur Gênes; on comparait son siége à celui de Troie : on aurait dit que le sort de l'Italie ou du saint siége et de l'empire, dépendait de son issue. Gênes résista; les gibelins furent obligés à la retraite; Robert retourna dans son royaume, glorieux, à la vérité, pour avoir empêché une ville alliée de tomber entre les mains de ses ennemis, mais épuisé d'argent et de forces. Les Napolitains le blâmèrent fortement d'avoir voulu se mêler, aux dépens de son trésor et de ses peuples, dans ces guerres de Lombardie, toujours renaissantes et interminables.

En ce moment, on annonça la mort de Matthieu Visconti. Son fils Galéas hérita de sa puissance; mais elle s'affaiblit beaucoup entre ses mains par la jalousie des autres chefs gibelins, et de ses propres frères, qui supportaient impatiemment que l'autorité du père fût passée tout entière dans les mains d'un seul de ses enfants.

Jean XXII, bien que parvenu au pontificat dans

un âge fort avancé, régna dix-huit ans, et eut le temps de voir toutes les discordes d'Italie, et la tentative vaine de l'empereur Louis de Bavière pour se rendre maître de cette contrée. Il avait, à la requête des rois de France et de Naples, mis ce prince sous le poids des censures. Il mourut enfin nonagénaire à Avignon. On lui donna pour successeur Jacques del Forno, cardinal doué de toutes les vertus apostoliques. Il se fit appeler Benoît XII. Comme il était Italien, ses compatriotes conçurent l'espérance qu'il aurait rendu à l'Italie le siége révéré de celui qui représentait dans sa personne le chef des apôtres. Il est certain que le nouveau pontife témoigna un désir très vif de retourner à Rome, pour y exercer, comme successeur de saint Pierre, les fonctions épiscopales, ainsi que celles qui appartiennent au chef de l'église universelle; mais les rois de France et de Naples, qui connaissaient l'avantage qu'il y avait pour eux de posséder, dans un pays de leur dépendance, la cour pontificale, s'opposèrent vivement à son projet. Ils employèrent les prières et les menaces; le pape fut forcé de renoncer à son idée, pour laquelle il trouva de forts opposants, même dans son conseil, puisque la plupart des cardinaux étaient Français. Benoît alors, et les cardinaux qui avaient partagé ses vœux, déposant tout espoir de revoir l'Italie, songèrent à se créer, dans Avignon, des demeures dignes d'eux, et ils y élevèrent des palais magnifiques. C'est au séjour des papes qu'Avignon doit l'apparence qu'elle prit, et qu'elle a conservée, d'une ville italienne.

Les rois de France et de Naples empêchèrent,

par le même moyen, que le bon Benoît ne réconciliât avec l'église l'empereur Henri de Bavière. Cette circonstance fut cause que l'on continua à regarder l'empire comme vacant. Dès lors les princes allemands, indignés, commencèrent à prétendre que les papes ne devaient plus avoir aucune part dans l'élection des empereurs.

Il est à remarquer que, par suite des contestations élevées en Allemagne entre divers concurrents à l'empire, et de la faiblesse des empereurs, qui en résulta, la ligue lombarde se relâcha peu à peu, et finit par tomber dans une dissolution complète. La crainte avait réuni les villes confédérées, la sécurité les fit séparer : insensiblement aussi cet esprit de liberté qui les avait animées s'affaiblit pour faire place à une indifférence presque totale sur les intérêts de la patrie. Chaque ville devint la proie d'un maître particulier, qui gouvernait selon ses caprices et l'avantage bien ou mal entendu de sa famille. Presque tous ces chefs étaient devenus gibelins, tandis que les villes avaient suivi, pendant la période de leur liberté, le parti des guelfes, regardé en Italie comme celui de la liberté; c'est pourquoi les empereurs les favorisaient autant qu'ils avaient persécuté les villes, tandis que les papes, de la protection desquels ces dernières avaient joui si long-temps, devinrent ennemis acharnés de leurs tyrans. Les rois de Naples, Robert surtout, pendant son long règne, prêtèrent constamment leur appui aux villes contre les despotes qui avaient envahi leur liberté. Ils espéraient, par cette politique adroite, de se faire un parti dans la haute Italie,

à la domination de laquelle ils aspiraient évidemment.

Nous ne laisserons pas échapper l'occasion d'observer que le principe monarchique, à quelques variations près, prévalut toujours dans le Piémont proprement dit. Soit que les habitudes du pays bourguignon, dans lequel les princes de la maison de Savoie avaient commencé à régner, n'admissent point de pouvoir populaire dans la constitution de l'état, soit que ces mêmes princes, par une prudence consommée, prévissent que les gouvernements démocratiques des républiques lombardes, leurs voisines, ne pouvaient être de longue durée, et qu'un gouvernement fondé sur le principe monarchique, naturellement plus conservateur, aurait fini par les englober, ils ne changèrent jamais la forme du régime absolu, et ne prirent part que fort médiocrement aux querelles politiques des gouvernements circonvoisins. Ils n'y entraient que par occasion, pour accroître leur pouvoir, jamais par zèle pour une forme de gouvernement plutôt que pour une autre. Ils montrèrent plus d'adresse que les marquis de Montferrat, qui voulurent se mêler des discussions lombardes, et qui en furent les victimes. Les princes de la maison de Savoie ne furent jamais ni guelfes ni gibelins. Tranquilles spectateurs de ces longs et sanglants débats, ils épiaient de sang-froid l'occasion de profiter des sottises d'autrui. C'est à cette absence de toute passion politique, au principe monarchique, toujours maintenu dans toute sa pureté, et au talent d'avoir su organiser des armées permanentes, qu'est due l'élévation de

la maison de Savoie, malgré les difficultés graves et nombreuses que devait nécessairement faire naître la position géographique de ce pays entre deux puissances prépondérantes, la France et l'Allemagne.

A Naples, la race des Angevins était prête à s'éteindre : la mort avait enlevé Charles, fils du roi Robert, et il ne restait d'autre héritier du trône qu'une fille de Charles, nommée Jeanne. Robert savait que les rois de Hongrie, descendants de Charles Martel, fils aîné de Charles Ier, roi de Sicile et de Pouille, élevaient des prétentions à la succession du royaume ; pour étouffer tout germe de discorde après sa mort, il crut prudent de marier Jeanne avec André, second fils du roi de Hongrie. André vint à Naples, où il était regardé et traité comme le successeur de Robert : mais les manières barbares et rustiques d'André déplurent tellement à sa jeune épouse et à une cour célèbre alors par son urbanité et sa politesse, qu'il ne fallut rien moins que toute la prudence du roi pour éviter des scandales.

Au milieu de ces ressentiments, Robert mourut. Les Hongrois, ministres et conseillers d'André, gouvernèrent d'une manière si dure, qu'une indignation générale s'empara des esprits, tellement que, lorsqu'il s'agit du couronnement, la seule Jeanne fut couronnée. Les barons du royaume ne voulurent pas légitimer l'élection d'André par la cérémonie du sacre. Il faut avouer que les ministres qui gouvernaient au nom d'André étaient des hommes d'une espèce bien étrange. Pétrarque, qui se trouvait à cette cour, chargé d'une mission du pape, en fait un tableau effrayant : il prie le ciel de délivrer l'Italie de pa-

reils monstres; il plaint Naples de ce qu'il était devenu comme la Mecque et Babylone, un pays où l'on insultait le Christ; où il n'y avait plus ni foi, ni justice, ni piété ; où des Phalaris, des Denys, des Agathoclès, dominaient. *Le siége du magnanime Robert est donc souillé*, dit-il, *par des hommes infâmes, vil rebut de la société.* Son courroux regardait particulièrement un moine nommé Robert, qui, à ce qu'il paraît, se trouvait à la tête des conseils du roi; il l'appelle un animal horrible, qui, sale, déguenillé et moitié nu, repoussait non seulement toute supplique de la part des sujets du roi, mais poussait l'audace jusqu'à mépriser l'ambassadeur d'un pape. *Je commence à croire*, continue-t-il, *que les serpents naissent de la moelle des hommes morts, puisqu'un pareil aspic est sorti de la tombe du grand roi Robert.*

Il est facile d'imaginer que de pareils ministres n'étaient pas faits pour gagner les cœurs et réconcilier les Napolitains avec le gouvernement d'un roi venu du fond de la Hongrie. Cela devenait d'autant plus difficile qu'André lui-même tenait une conduite tout-à-fait conforme à celle de ses ministres. En effet, un grand mécontentement s'était manifesté d'un bout du royaume à l'autre : une conspiration fut tramée pour ôter la vie au roi. Le roi et la reine s'étaient rendus à Aversa, et logeaient dans le couvent de Saint-Pierre à Majella, lorsque, le soir du 18 septembre 1345, André se trouvant dans la chambre de sa femme, on vint l'avertir, de la part de son ministre Robert, que des dépêches d'une très grande importance et exigeant une prompte dé-

cision, étaient arrivées de Naples. Une galerie séparait l'appartement de la reine de la salle du conseil : le roi la traversait, lorsque des gens apostés lui jetèrent un cordon au cou, et l'étranglèrent ; ils jetèrent aussitôt le cadavre dans la cour. Un événement si affreux jeta la ville dans la consternation ; la reine en fut effrayée, la garde hongroise intimidée ; les ministres, principalement le moine Robert, objet spécial de la haine publique, n'osaient plus se montrer. La reine fit appeler les anciens ministres du roi Robert, et ordonna qu'on recherchât avec soin et punît avec sévérité les auteurs de cet horrible assassinat : cinq subirent le dernier supplice. Jeanne épousa peu de temps après Louis, prince de Tarente. Elle vivait dans de vives inquiétudes, à cause que le roi de Hongrie, frère d'André, croyait la reine coupable du meurtre de son mari, et manifestait l'intention de descendre en Italie pour venger la mort de son frère, et s'emparer du royaume. Effectivement, il ne fut pas plus tôt débarrassé de ses guerres avec les Vénitiens, qu'il y arriva, entra dans le royaume et s'empara de Naples : Louis et Jeanne se retirèrent en Provence. Le roi de Hongrie n'eut rien de plus pressé que de faire reprendre le procès des complices de la mort de son malheureux frère. Le duc Charles de Duras, mari d'une sœur de la reine Jeanne, et qui avait des prétentions à la succession du royaume, dans le cas où elle serait morte sans postérité, fut reconnu auteur principal du crime : il fut pendu, et jeté dans la cour du palais, par la même croisée où l'on avait jeté le cadave d'André.

La reine Jeanne, habitant alors la Provence, gagna les bonnes grâces du pape, et ce fut précisément dans cette occasion qu'elle lui fit cession de la ville d'Avignon. Les Napolitains, ayant en horreur le gouvernement hongrois, l'appelaient à grands cris; le pape n'avait jamais voulu reconnaître Louis de Hongrie pour roi. Ce dernier, craignant les atteintes d'une maladie épidémique qui régnait alors à Naples, était retourné dans son royaume paternel, laissant Conrad Lupo, son vicaire, pour gouverner en son nom le royaume de Naples. Louis et Jeanne profitèrent de cette occasion, et recouvrèrent, sans beaucoup de difficultés, leurs possessions d'Italie : le pape reconnut le mari de Jeanne pour roi. Leur prospérité ne dura pas long-temps; le roi de Hongrie revint de nouveau plus formidable que jamais, protestant néanmoins que, si Jeanne était reconnue innocente du meurtre d'André, il s'en retournerait en Hongrie, et la laisserait régner paisiblement. Il avait déjà reconquis la plus grande partie du royaume; il ne lui restait plusqu'à prendre Aversa et Naples; il pressait le siége de la première de ces villes. Sur ces entrefaites, on prononça une sentence solennelle, en vertu de laquelle la reine fut entièrement lavée du crime qu'on lui imputait. Louis de Hongrie, déjà maître d'Aversa et marchant sur Naples, arrêta le cours de ses victoires et, donnant un exemple de modération et de bonne foi fort rare, reprit le chemin de la Hongrie. Louis et Jeanne régnèrent sans contestation. La reine, trois fois veuve, convola trois fois à de nouvelles noces. La fortune la réservait aux derniers malheurs.

L'église était déchirée par un schisme : on y voyait le pape Urbain VI et un antipape nommé Clément VII : la reine de Naples eut l'imprudence de prendre parti pour ce dernier; aussitôt excommunication et déposition de la part d'Urbain. Charles de Duras, surnommé Charles de la Paix, servait en Hongrie sous les drapeaux du roi Louis, son parent. Le pape, en excommuniant Jeanne, avait eu soin de communiquer la sentence au roi de Hongrie, le priant de faire partir sur-le-champ Charles de Duras avec des forces suffisantes pour chasser Jeanne du royaume. Louis se conforma aux volontés du pontife, et mit sous les ordres de Charles une armée formidable; mais il ne lui donna point d'argent pour la payer. L'expédition allait échouer par le manque de ce principal nerf de la guerre : Urbain y pourvut; il convertit en monnaie les vases sacrés des temples de Rome, vendit ou engagea les domaines ecclésiastiques, ainsi que les revenus des églises et des couvents. L'argent sacré servit à payer de sanguinaires soldats.

Aussitôt que Charles fut arrivé en Italie, il se rendit à Rome pour présenter ses hommages et témoigner sa reconnaissance au pontife. Urbain le déclara et le couronna roi de Naples, sous le nom de Charles III. Le nouveau roi se disposait à faire la conquête du royaume; la reine Jeanne, pour conjurer l'orage, adopta, n'ayant pas d'enfants, pour son fils, et déclara son successeur sur le trône de Naples, Louis de France, duc d'Anjou, frère du roi Charles V. Telle a été l'origine de cette faction angevine qui disputa le pouvoir à la famille

des ducs de Duras, et dont Charles III fut le chef. Cet expédient n'améliora point la situation de la reine, parceque Louis d'Anjou fut obligé, dans ce moment décisif, de rester en France comme régent pendant la minorité de Charles VI. Le parti de la reine n'opposant point de résistance, le royaume ne tarda pas à tomber tout entier entre les mains de Charles, à l'exception de Naples et du château neuf, dans lequel Jeanne s'était enfermée. Assiégée, elle finit par tomber entre les mains de son ennemi. Charles consulta le roi de Hongrie pour savoir ce qu'il devait en faire : il envoya l'ordre de l'étrangler, et cet ordre fut exécuté. Ainsi périt une reine qui fut diversement jugée par les historiens : il est certain que ses mœurs n'eurent rien de recommandable, et, que malgré la sentence favorable qu'elle obtint, il reste de graves soupçons sur son innocence relativement au meurtre de son premier mari.

Charles ne put jouir tranquillement du royaume dont il venait de s'assurer la possession. Louis d'Anjou, fils adoptif de Jeanne, couronné roi de Naples à Avignon par l'antipape Clément VII, vint le combattre à la tête d'une belle armée française, à laquelle s'étaient joints en grand nombre les principaux barons du royaume. Cependant les chances de la guerre tournèrent favorablement pour Charles : la tentative de Louis ne fut pas heureuse; son armée s'épuisa et se fondit peu à peu dans la petite guerre; il mourut lui-même dans le cours de l'expédition, léguant ses prétentions sur Naples à son fils, appelé, comme lui, Louis.

Mais Charles trouva un ennemi bien plus formidable dans son ami, dans celui qui, le premier, l'avait élevé à un aussi haut degré de puissance. Il avait été convenu, lors de l'investiture, entre lui et le pape, qu'il céderait la principauté de Capoue à un nommé Butillo, neveu de sa sainteté. Le roi, aussitôt qu'il se vit possesseur, sans rivaux, du royaume, refusa de remplir sa promesse. Urbain n'était pas un homme endurant; il était plus capable de faire l'injure que de la supporter: sans autre cérémonie, il excommunia Charles. On se déclare la guerre, on se bat; le parti du roi avait le dessus; les cardinaux conseillèrent le pape d'en venir à un accommodement. Le terrible Urbain n'en fit rien; loin de là, il fit mettre en prison et tourmenter de la manière la plus cruelle ces conseillers incommodes. Il déclara ensuite nettement à Charles que le royaume de Naples appartenait à l'église; qu'il était en son pouvoir de le reprendre et de le donner à tel feudataire qu'il lui plairait. Le roi mourut au milieu de ces contestations; son fils Ladislas lui succéda. Urbain, soit qu'il se fût radouci par la mort de son ennemi, et par une ambassade suppliante de la reine veuve, soit qu'il craignît les suites du schisme suscité par Clément VII, inquiété d'ailleurs par la puissance menaçante du seigneur de Milan, accorda l'investiture à Ladislas. Ainsi se calmèrent, pendant un certain temps, les querelles et les dissentiments nés des contestations relatives au royaume de Naples.

Les événements de Sicile, si étroitement liés à ceux de Naples, appellent maintenant notre atten-

tion. Nous avons déjà dit que le roi Jacques avait été investi de ce royaume; mais lorsque son frère Alphonse, roi d'Arragon, fut enlevé par une mort prématurée à l'amour de ses sujets, Jacques fut appelé à régner sur l'Arragon. Il était question de lui donner un successeur sur le trône de Sicile : leur père commun, Pierre, avait prévu le cas dans son testament, et avait désigné, à la place de Jacques, son frère cadet, Frédéric; mais, vivement pressé par les Français dans l'Arragon, il crut devoir sauver le royaume paternel, en sacrifiant la Sicile et en la vendant aux Angevins, dans la personne de Charles II. Les Siciliens, attachés au sang des Arragonais et à la personne de Frédéric, s'en alarmèrent : pour détourner le coup qui les menaçait, ils envoyèrent une ambassade solennelle en Arragon. Ils furent reçus par le roi Jacques à Lérida : ils exposèrent avec soumission, mais en même temps du ton le plus ferme, les sacrifices qu'ils avaient faits pour les Arragonais, le sang qu'ils avaient versé pour eux, leur haine irréconciliable contre les Angevins : ils déclarèrent ouvertement à la fin qu'ils s'enseveliraient sous les ruines de leur patrie, plutôt que de reprendre les chaînes qu'ils avaient brisées. Le roi répondit d'une manière évasive. Alors Cataldo Rosso, chef de l'ambassade, répliqua d'un ton plein de fierté et de noblesse : « Qui aurait pu imaginer que telle dût être le résultat de tant de sang répandu, de tant de serments prêtés, de tant de victoires remportées! Vous voulez donc vendre les Siciliens, comme un vil troupeau d'esclaves, à un ennemi cruel et vindicatif? Vous voulez nous livrer,

» comme des victimes dévouées à une mort certaine, » à celui dont le père arracha du front des Suèves la » couronne, ôta la vie à Mainfroy, et assassina bar» barement Conradin, l'un et l'autre liés à votre fa» mille par les liens les plus sacrés? » Le roi chercha à les calmer, mais il ne leur donna aucune réponse rassurante.

De retour en Sicile, les députés exposèrent le résultat de leur mission. On convoqua le parlement à Catane : tout le monde fut d'avis qu'il fallait courir aux armes; on y courut en effet, après avoir proclamé Frédéric roi, sous le nom de Frédéric II. Il fut couronné à Palerme; un enthousiasme général saisit les Siciliens; ils jurèrent tous de périr plutôt que de trahir la cause de leur jeune roi. On enrôle des soldats; on se partage les devoirs; on s'assigne les postes; on s'anime mutuellement. On vit des généraux et des officiers supérieurs remplir comme de simples soldats les plus humbles fonctions du service militaire : les femmes ellesmêmes et les vieillards demandaient à grands cris qu'on leur confiât la garde de quelque forteresse, brûlant du désir d'employer à la défense de la patrie des forces que la nature avait créées faibles ou que l'âge avait affaiblies. On allait voir si, pour des stipulations de famille, on pouvait faire courber la tête sous le joug à un peuple généreux. L'Arragon et Naples s'ébranlèrent à la fois contre lui. Jacques entreprenait une guerre parricide; Charles de Naples, une guerre de vengeance. Des flottes nombreuses, des armées formidables furent envoyées pour soumettre les Siciliens; ce Roger Lavria lui-

même, autrefois l'honneur et le bouclier de la Sicile, s'arma contre elle, et conduisit les flottes ennemies sur ces côtes qui avaient été tant de fois témoins de ses glorieux exploits. Une guerre cruelle s'alluma : les Siciliens vinrent sur le continent, les Napolitains allèrent en Sicile; ces derniers succombent; vaincus par les habitants de Messine, ils s'estiment heureux de pouvoir se retirer à la hâte sur les terres d'Italie. De nouvelles forces sont apprêtées par Naples et l'Arragon : Rome fulmine contre la Sicile.

Frédéric connaît ces préparatifs formidables; il assemble le parlement à Messine : il expose la situation du royaume, l'injustice de l'étranger, la haine parricide de Jacques, la nécessité de se défendre, ou de s'ensevelir sous les ruines de la patrie. La réponse fut unanime : « Plutôt périr que de se laisser imposer un roi détesté ; plutôt périr que de se laisser arracher un roi de notre choix. »

Les Angevins et les soldats de Jacques arrivent ; Catane est livrée aux premiers par trahison; ils inondent les parties méridionales de l'île. En même temps paraît sur le rivage opposé de Trapani, Philippe, prince de Tarente, avec une forte escadre, et s'empare du littoral voisin. La Sicile paraît prête à succomber sous les coups de deux ennemis acharnés à sa perte.

Frédéric ne perd point courage, abandonne ce qu'il considère comme une proie certaine de l'ennemi, et se retire, avec ses braves, à Casrogiovanni, centre de l'île. Il leur demande : *Que reste-t-il à faire?* Blasco Alagona, guerrier également estimé par sa fidélité et sa valeur, répond : « Que le roi se

»tienne, avec une partie de ses fidèles soldats, dans »cette retraite inexpugnable; qu'il accoure seulement où les plus pressants besoins et la sûreté de »sa personne l'exigeront: quant à nous, marchons; »empêchons la jonction des deux armées ennemies.»

Chacun se range à l'avis du brave Alagona; Frédéric seul est d'un avis contraire: Non, dit-il, il ne »sera point vrai que je contemple, spectateur oisif, »votre perte ou votre victoire; marchons ensemble »contre l'ennemi nouvellement débarqué, plus pro»che de nous, moins fort, et moins préparé à la dé»fense que ceux qui désolent, de l'autre côté, les »champs fertiles de notre généreuse patrie.»

A cette héroïque déclaration du jeune roi, tous les cœurs sont électrisés; on porte aux nues son courage, on jure de verser jusqu'à la dernière goutte de son sang pour le défendre. Ils partent, rencontrent le prince de Tarente à Falconara, entre Marzala et Mezzara, et l'attaquent avec un acharnement sans exemple. La fortune semble sourire un moment aux ennemis de la Sicile: le roi est blessé; mais le courage des Siciliens redouble à la vue du sang répandu par un prince chéri pour la défense de leurs droits; ils font un dernier effort; leur triomphe est complet. Philippe, avec une grande partie de son armée, est fait prisonnier.

Après ce désastre, les alliés recherchèrent la paix; il n'y eut que quelques trèves mal assurées: les haines étaient telles que le sang répandu n'était pas encore suffisant pour les assouvir. Enfin, une grande bataille navale, gagnée au cap Orlando par

Frédéric, mit fin à une lutte qui durait depuis plus de vingt ans. Frédéric fut reconnu roi d'un pays sur lequel il avait tant mérité de régner par son courage et sa vertu. Il fut reconnu en cette qualité par le pape lui-même; mais seulement à vie, et sous l'ancien nom de roi de la Trinacrie.

Il était naturel que Frédéric ne fût pas satisfait de ces restrictions; il vit qu'il ne pouvait se dispenser de recourir une seconde fois aux armes : roi, il voulait être l'égal des rois. D'un autre côté, Charles II n'avait cédé qu'à la force. Au milieu de ces dispositions réciproques, la guerre se ralluma, et se fit avec plus d'acharnement que jamais : les Siciliens, vainqueurs, assurèrent à la fin à leur jeune prince la possession tranquille de son royaume. Ainsi, les Arragonais arrivés en Sicile en 1283, s'y établirent, du consentement de tout le monde, en 1350. On calcula alors que quatorze papes avaient lancé les foudres du Vatican contre onze rois de Sicile. Les Arragonais possédèrent la Sicile cent vingt-sept ans; ce fut en 1410 que Martin, premier du nom, étant mort sans postérité, elle passa tranquillement, avec les royaumes de Valence et d'Arragon, dans la maison de Castille.

L'esprit de liberté, qui avait fait tant de progrès dans la haute Italie et dans la Toscane, n'avait pas laissé de faire fermenter les têtes à Rome; la renaissance des lettres, qui avait eu lieu à peu près à cette époque, en rappelant vivement les hauts faits des anciens Romains, avait encore renforcé ces dispositions, et mêlé les idées de la liberté romaine avec celles qui étaient nées dans le sein des républiques

lombarde et toscane. L'absence du pape, résidant toujours à Avignon, donnait plus de facilité pour faire éclore les fruits dont on avait semé les germes. L'éloignement du gouvernement le frappait de faiblesse, et il était impossible que l'on eût pour le délégué du souverain le même respect et la même déférence que l'on aurait eus pour sa personne. Tout ceci donna lieu, dans Rome, à un événement fort singulier, et qui tint, pendant quelque temps, le monde dans l'attente. Nicolas de Renzo, né dans les dernières classes de la société, s'était élevé, par son talent, à la place de chancelier des sénateurs. Ce nom de sénateur s'était toujours conservé à Rome; mais, à part quelques nominations à de petites charges hors de la ville, ils étaient réduits à n'être guère autre chose que des édiles, c'est-à-dire des magistrats chargés de la police et de la salubrité de Rome. Renzo, doué d'une imagination ardente, et nourri de la lecture des anciens historiens romains, ne voyait plus que l'ancienne Rome : il se montrait dégoûté de tout ce qui se passait sous ses yeux; il ne voulait plus que des Scipion et des Camille. Or ne voilà-t-il pas qu'un jour, suivi d'une troupe de jeunes gens aussi enthousiastes que lui, il chasse les sénateurs du Capitole, appelle le peuple à la liberté, et organise un gouvernement populaire, à l'instar de celui de l'ancienne Rome. Quant à lui, il s'intitula Nicolas, sévère et clément, tribun de la justice, de la paix et de la liberté, illustre libérateur de la patrie. On peut s'imaginer facilement l'effet que dut produire sur les esprits une entreprise si hardie, si insolite, si conforme à

des idées généreuses, et couronnée du succès. Le fait est que le gouvernement de Renzo marchait très bien, et s'il n'avait pas gâté lui-même son ouvrage, on ne sait trop ce qui serait arrivé. On regarda partout la chose comme faite ; il n'y eut pas de prince ni de république en Italie qui ne lui envoyât des ambassadeurs pour le féliciter et lui offrir aide et secours. On ne rêvait plus que république romaine; mais le rêve fut de courte durée. Le malheureux Renzo, qui avait dans son caractère plus de vanité que de force, commença à s'enfler d'orgueil, et à maltraiter, par des actes tyranniques, ce peuple qu'il avait voulu rendre à la liberté. Il persécuta les grands, et ne faisait tourner sa puissance qu'à l'avantage de la plus vile populace. De cette manière il éloigna de lui les hommes qui, attirant après eux une immense clientèle auraient seuls pu offrir un fondement solide à son édifice. Il perdit bientôt la faveur populaire même, parce que le peuple pensait n'avoir pas assez gagné au changement : la jalousie agissait puissamment, chaque individu tenant à injure les faveurs que le tribun accordait à un autre. Les hommes en dehors du gouvernement ne conçoivent pas qu'on ne peut donner à tout le monde, et murmurent toujours, parcequ'ils attribuent à partialité ce qui est justice ou reconnaissance. Enfin Renzo se voyant en butte à la haine, ou du moins au mépris des Romains, prit le parti d'abandonner Rome, et se rendit auprès de l'empereur Charles IV en Allemagne : on ne sait si ce fut pour lui offrir la souveraineté de Rome ou pour contracter une alliance

avec lui. L'empereur, peu confiant dans les moyens de Renzo, ou peut-être craignant d'attirer sur lui l'inimitié du pontife, non seulement ne lui accorda pas son appui, mais l'envoya au pape à Avignon, qui le retint quelques années en prison. Ainsi finit une entreprise qui, toute romanesque qu'elle paraît, pensa pourtant avoir son exécution. Elle réveilla la verve du bon Pétrarque, qui la chanta dans les plus beaux vers qu'il ait jamais faits, et qui font encore à présent les délices et l'admiration des hommes sensibles au charme de la plus haute poésie.

Rome était, depuis plus d'un siècle, veuve de son pontife. Il ne lui restait plus d'espoir de revoir le siége pontifical rétabli dans ses murs. Les rois de France croyaient qu'il était de leur politique de le garder chez eux; les cardinaux, la plupart Français, secondaient leurs désirs, et n'auraient jamais conseillé au pape de retourner en Italie. Mais Grégoire XI, pontife dans lequel brillaient toutes les vertus d'un véritable chef de l'église, voyait avec peine que les évêques, s'autorisant de l'exemple des papes, ne faisaient plus résidence, au grand détriment de la religion et du bien spirituel des fidèles. Les Romains se plaignaient hautement de son absence, et menaçaient de nommer un autre pasteur et un autre prince, s'il ne revenait pas remplir le siége de saint Pierre. On croit que les exhortations de sainte Catherine de Sienne, qui s'était rendue à la cour d'Avignon, contribuèrent beaucoup à déterminer le pape à se rendre à leurs vœux. Les rois de France et les cardinaux cherchèrent à y mettre des

obstacles; mais Grégoire XI, se montrant inébranlable, retourna à Rome en l'an 1376. Il serait difficile de peindre la joie que les Romains firent éclater dans cette circonstance: ils lui promirent, par un acte solennel, obéissance, et remirent dans ses mains l'empire absolu de la ville.

Un schisme obstiné vint troubler la joie que cet événement avait causée aux fidèles d'Italie. Grégoire XI venait de mourir; Urbain VI fut nommé à sa place. Ce pontife, d'un naturel fort sévère, n'eut pas plus tôt le pouvoir en main, qu'il se mit à déclamer contre les mœurs dissolues des cardinaux et des évêques, et à les reprendre fortement de ce qu'ils ne résidaient pas au milieu de leurs ouailles. Il indisposa aussi, comme nous l'avons déjà remarqué, par ses manières altières, la reine Jeanne de Naples; le roi de France désirait le retour du siége pontifical à Avignon; une partie des cardinaux se séparèrent de lui, et, forts de l'appui des souverains que nous venons de nommer, ils élurent un autre pape sous le nom de Clément VII, qui fixa sa résidence à Avignon. Toute l'église fut divisée par ce schisme, qui dura fort long-temps, et auquel prirent part, en différents sens, les princes de l'Europe.

Si, par les malheurs des temps, les états monarchiques de la péninsule avaient été exposés à des déchirements continuels, les états républicains, et par cette même raison et pour ne pas avoir su organiser leur liberté, furent sujets à des vicissitudes encore plus cruelles. Nous avons vu qu'Uguccione-della-Fagiuola avait exercé un pouvoir tyrannique à Lucques, pouvoir qu'il avait enfin perdu par ses

attentats sur Castruccio-Castracani. Castruccio ne démentit point l'idée qu'on s'était formée de lui; mais, enhardi par les exemples du siècle, et poussé par son ambition, il débuta par se rendre maître absolu de sa patrie. Il ôta le pouvoir aux magistrats en le concentrant tout dans sa main. Maître de Lucques, il voulut le devenir des villes voisines; il réussit souvent dans ses projets, parcequ'il avait des talents militaires très distingués. Il s'était formé une armée considérable pour un petit état, et l'avait très bien disciplinée. Devenu la terreur de la Toscane, son alliance était recherchée par les premiers princes de l'Italie. Il faisait l'admiration de son siècle par son courage, ses talents, sa manière de gouverner à la fois douce et forte, et les hauts faits d'armes par lesquels il avait déjà étonné ses contemporains. Il se trouva enfin en guerre avec les Florentins: les deux puissances les plus fortes de la Toscane allaient se mesurer. Les Florentins avaient mis en campagne une armée de vingt-trois mille hommes, y compris trois mille chevaux. Leur adversaire ne présentait pas tant de soldats, mais il les avait mieux disciplinés. D'ailleurs il commandait lui-même son armée, tandis que les Florentins avaient confié la leur à Raimond de Cordoue, qui désirait leur défaite, dans l'espoir que le malheur les porterait à lui conférer le pouvoir suprême. Les républicains furent mis dans une déroute complète à Altopascio. Castruccio devint maître de la campagne, et la ravagea tout à son aise, pendant plusieurs mois, jusqu'aux portes de Florence. On ne pouvait prévoir jusqu'où serait allée la for-

tune de cet homme extraordinaire : il est vraisemblable que, si la mort ne l'eût pas surpris au milieu de ses travaux, il aurait changé la face de l'Italie, tant le génie d'un seul homme est puissant, lors même qu'il n'a que de faibles moyens à sa disposition.

Les Florentins, désespérant de leur situation, en vinrent à ce remède funeste, et pourtant assez usité dans ces siècles, d'accorder la souveraineté à un prince étranger. Ils s'adressèrent au duc Charles de Calabre, fils du roi Robert, et le nommèrent leur seigneur. Ce nouveau maître leur envoya Gauthier, duc d'Athènes, pour les gouverner.

Mais la fortune leur avait réservé un meilleur moyen de rétablir leurs affaires. Castruccio mourut à Lucques, après avoir forcé la ville de Pistoie à le reconnaître pour souverain. Presque en même temps on annonça la mort du duc de Calabre; le duc d'Athènes fut rappelé à Naples : comme si le ciel eût voulu délivrer au même instant Florence d'un ennemi au dehors et d'un maître au dedans. Il n'en fut pas ainsi : la possession de Lucques ralluma la guerre en Toscane; les Visconti, les Pisans, les Florentins y prétendaient. Les premiers la vendirent aux derniers; mais les Pisans, plus adroits, s'en emparèrent, à la honte des Florentins. Pour conduire cette guerre, ceux-ci avaient rappelé le duc d'Athènes, qui arriva à Florence à l'instant même où l'on répandit la nouvelle de la perte de Lucques. Il fut nommé capitaine général de l'armée. Les nobles nourrissaient de violents ressentiments contre le peuple à cause des affronts qu'ils en avaient reçus,

et de l'exclusion presque totale qu'il avait voulu leur donner des affaires du gouvernement. Ils connaissaient le duc; plusieurs avaient eu des relations intimes avec lui. Ils pensèrent que le temps était venu de se venger du peuple, en vendant la liberté de leur patrie. Ils s'en ouvrirent avec le duc, et lui offrirent le pouvoir suprême à Florence, en lui promettant l'appui de leurs forces. On croira facilement que cet homme ambitieux goûta la proposition, et qu'il résolut d'en profiter. Quelques familles plébéiennes, entre autres les Péruzzi, Acciajuoli, Antellesi et Buonaccorsi, entrèrent dans le complot.

Le duc commença par aplanir les voies à son dessein : les personnes chargées de diriger les opérations de la guerre de Lucques avaient encouru la haine publique : il en mit à l'amende, il en envoya en exil, il en condamna à mort : trois, Jean de Médicis, Naddo Rucellaï, et Guillaume Altoviti, subirent le dernier supplice. Ces exécutions contre des hommes qu'on accusait rendaient sa personne agréable au peuple; il se précipitait sur son passage, et le saluait des plus vives acclamations. Pour lui témoigner son amour et son dévouement, chacun faisait peindre sur sa maison le portrait du duc; il ne lui manquait plus que le titre de prince. Il fit entendre aux membres du gouvernement que, pour le bien de la ville, il était nécessaire qu'on lui conférât le pouvoir absolu, et, puisque le peuple y consentait, il désirait qu'ils y consentissent aussi. La seigneurie répondit qu'elle ne prêterait jamais la main à l'asservissement de la patrie. Il résolut de s'en passer; les magistrats se rendirent chez lui pour

le prier de renoncer à son funeste projet; leurs instances furent des plus vives. Il répondit que son intention n'était point d'opprimer la liberté de Florence, mais bien de la lui rendre : *Les cités désunies*, dit-il, *sont toujours esclaves; les unies, libres.*

Dans cette extrémité, le gouvernement voulut essayer d'un moyen ferme, auquel le rusé Gauthier consentit, sûr qu'il était de ce qui arriverait. On convint qu'on assemblerait le lendemain le peuple sur la place publique pour conférer au duc, pour une année, le pouvoir aux mêmes conditions qu'on l'avait donné jadis au duc de Calabre.

C'était le huitième jour de novembre de 1342 : le peuple était assemblé, le duc parut; on fit lecture de l'acte de concession du pouvoir annuel. A la lecture de cette dernière clause, le peuple qui, comme le dit très bien Machiavel, crie souvent *Meure ma vie, vive ma mort!* se mit à crier : *A vie! à vie! à vie!* Il prit ensuite le duc, le proclama son seigneur et son maître, et le porta en procession dans toute la ville au milieu des plus bruyantes acclamations. Pour comble de honte, la garde du duc pilla le palais du gouvernement, déchira le gonfalon du peuple, y arbora les enseignes du nouveau maître : les ignorants et les méchants d'applaudir; les bons citoyens de pleurer sur la perte de l'antique liberté.

Gauthier n'était pas homme à s'arrêter à moitié chemin : il défendit aux anciens magistrats de s'assembler, enleva les gonfalons aux compagnies du peuple, révoqua les lois faites pour garantir le

peuple contre l'insolence des nobles, délivra les prisonniers d'état, fit rentrer les proscrits, défendit le port d'armes à tout le monde. Pour se faire un parti au dehors, comme il s'en était fait un au dedans, il répandit des bienfaits sur les villes qui étaient sous à la domination de Florence, et conclut la paix avec les Pisans.

Ce maître devint bientôt un tyran; ses jugements étaient marqués au coin de l'injustice et de la cruauté : pour les fautes les plus légères, quelquefois même sous de vains prétextes, et selon ses caprices, il tourmentait, proscrivait, condamnait à mort nobles et plébéiens. Il augmenta les contributions à un tel point, qu'elles devinrent insupportables : il taxait arbitrairement d'une somme quelconque telle ou telle personne, et malheur à celle qui ne la payait pas sur-le-champ. Il fit, pour avoir blâmé ces taxes, couper la langue à Berton Cini avec tant de barbarie, que le malheureux Florentin en mourut.

L'arrivée de plusieurs Français, ses compatriotes, et qui ne valaient pas mieux que lui, mit le comble à l'indignation générale. Il leur accordait des places, des honneurs et de l'argent. Ces hommes effrénés, qui n'avaient rien de leur nation que le nom, commettaient les actes arbitraires les plus révoltants, et ces désordres restaient impunis; ils insultaient les hommes, ils outrageaient les femmes, rien n'était sacré pour eux.

Le duc s'aperçut qu'il avait perdu la faveur des nobles, qui, par leur civilisation plus avancée, fruit de leur éducation, étaient plus choqués encore que

le peuple de cette infâme dégradation. Ils en avaient été la cause première ; ils se reprochaient maintenant bien vivement la part qu'ils avaient eue à un changement qui avait amené la servitude de leur pays et l'avilissement de ce que Florence renfermait de plus respectable. Le duc crut alors devoir se tourner vers le peuple : il répandit l'argent sur lui, l'organisa en compagnies, accorda à ces compagnies des titres magnifiques et de beaux drapeaux, flatta leur amour-propre, prépara des fêtes brillantes, et voyaient avec plaisir qu'elles prenaient goût et une part active à ces divertissements.

Cependant ces démonstrations de bienveillance ne suffisaient pas pour calmer les passions que sa conduite tyrannique avait soulevées contre lui. Il ne comptait de partisans que quelques hommes vendus dans les classes supérieures, et des individus appartenant à la plus vile populace.

En attendant, son insolence allait toujours croissante ; l'exaspération était arrivée au comble : on souffrait pour le présent, on craignait encore davantage pour l'avenir. Dans ces extrémités, qui auraient enflammé, pour nous servir des expressions de Machiavel, au recouvrement de la liberté, non seulement les Florentins, également incapables de conserver la liberté et de supporter la tyrannie, mais encore tout autre peuple doué du caractère le plus servile, on résolut de se délivrer enfin d'un tyran qui avait payé les bienfaits de Florence par la terreur et les supplices. Ange Acciajuoli, archevêque de cette ville, qui avait contribué, par ses prédications, à l'élévation de Gauthier, honteux

d'avoir trompé ses concitoyens, crut que le meilleur moyen de laver sa faute était de faire en sorte que la même main qui avait fait la blessure, la guérît. Il conspira donc contre le duc : les premières familles entrèrent dans la conspiration.

Le duc eut connaissance de ce qui se tramait; il s'apprêtait, au moyen d'une convocation simulée des principaux coupables, à les attirer dans ses filets et s'en défaire. Les conjurés devinèrent ses intentions, et se décidèrent à le prévenir : leur plan était d'exciter un tumulte sur la place du Vieux-Marché, de prendre les armes, et d'appeler le peuple à la liberté.

On était au 26 juillet de l'année 1343; et vers les trois heures de l'après-midi, lorsque le tumulte s'éleva, on cria tout-à-coup aux armes, on fit entendre le nom de liberté, on s'arma, chacun courut se ranger sous des bannières aux armoiries du peuple, préparées d'avance par les conjurés; en un instant Florence fut sens dessus dessous : on n'entendait que les cris de *Vive la liberté! mort au tyran!* Une mêlée terrible s'engagea entre le peuple et les gens du duc sur la place du palais : l'avantage du nombre était du côté des premiers, celui de la discipline et l'appui du palais, espèce de forteresse, du côté des seconds. Enfin le peuple triompha; donnant carrière à son indignation si long-temps comprimée, il massacra impitoyablement les ministres du duc; et s'étant fait remettre en son pouvoir Guillaume d'Ascesi avec son fils, il les perça de mille coups : ni l'âge, ni la beauté, ni l'innocence, ni les supplications, ne purent sauver le

malheureux jeune homme. La fureur du peuple ne se calma pas à leur mort ; avec une rage incroyable, il insultait à leurs cadavres : ceux qui ne pouvaient les percer avec le fer, les déchiraient des mains et des ongles, et, pour que tous les sens, nous empruntons ces détails à Machiavel, pussent se rassasier de vengeance, après avoir entendu leurs gémissements, vu leurs blessures, touché leurs membres déchirés, ils goûtaient leurs chairs meurtries et sanglantes : « tant il est vrai, observe le même » auteur, que la fureur est plus grande, et les of» fenses plus graves, lorsqu'on recouvre que quand » on conserve la liberté. »

Le duc se crut trop heureux de pouvoir capituler. Il fut convenu qu'on le laisserait partir sain et sauf, à condition que tous ses satellites et créatures le suivraient, qu'il renoncerait à tous ses droits sur Florence, et qu'il ratifierait cette renonciation aussitôt qu'il serait arrivé sur le Casentin. Il partit accompagné d'un grand nombre de citoyens, et, à l'endroit désigné, il ratifia, quoique à contre-cœur, la renonciation. Il n'en serait pas même venu à cet acte, sans les menaces du comte Simon, qui lui déclara qu'il le ramènerait à Florence. Voici le portrait que Machiavel a tracé de cet homme : « Ce duc » était avare et cruel, d'un abord difficile, superbe » dans ses réponses ; il voulait la servitude, n'am» bitionnait point la bienveillance des hommes, » moins jaloux de se faire aimer que craindre. Sa » personne n'était pas moins odieuse que ses mœurs : » petit, noir, avec une longue barbe, mais rare, il » était, sous tous les rapports, repoussant, si bien

» que ses mauvais déportements lui firent perdre en » dix mois le pouvoir que les insinuations condam- » nables d'autrui lui avaient procuré. »

Après s'être débarrassés d'une tyrannie insupportable, les Florentins songèrent à réformer le gouvernement, et comme nobles et plébéiens avaient concouru à l'envi à la délivrance de la patrie, on crut convenable de faire une part à chacun dans l'exercice du pouvoir suprême. On décréta que les grands auraient la moitié des membres dans la seigneurie, c'est-à-dire dans l'autorité souveraine, et un tiers dans les magistrats inférieurs. Mais l'ancienne plaie de Florence ne fut point guérie par ces concessions réciproques, parcequ'on laissa subsister la racine du mal, savoir, le manque d'une aristocratie permanente et séparée du peuple. Des troubles y naissaient à chaque instant par l'ambition des nobles, qui voulaient commander, par la résistance du peuple, qui ne voulait pas être opprimé; résistance, au reste, qui allait trop souvent au-delà des limites d'une légitime défense. Ces dissensions continuelles ne s'apaisèrent, si elles ne se terminèrent tout-à-fait, que lorsqu'une famille, sortie des rangs du peuple, et remarquable par sa modération, acquit une prépondérance décidée dans une ville qui perdit la liberté, parceque, par la trop grande subtilité d'esprit de ses habitants, elle ne voulut jamais s'arrêter aux moyens les plus simples et les plus ordinaires de la conserver, chercha toujours à raffiner sur ces mêmes moyens, et négligea ainsi les grandes mesures pour courir après des minuties.

La république de Florence, délivrée d'un danger

intérieur, eut bien de la peine à sortir d'un péril qui lui vint du dehors, quelques années après la catastrophe du duc d'Athènes. Jean Galéas Visconti, surnommé le comte de Vertus, du nom d'une terre que sa femme Isabelle, fille de Jean, roi de France, lui avait apportée en dot, après avoir emprisonné son oncle Bernabo, s'était emparé du pouvoir à Milan, et l'exerçait d'une manière à peu près absolue. Jean Galéas, devenu maître d'un si grand état, pouvait être considéré comme le plus puissant souverain de l'Italie; il possédait, de l'ancien héritage des Visconti, vingt-cinq des principales villes d'Italie. Ce beau domaine ne suffisait pas encore à son ambition; il tendait évidemment à la monarchie universelle dans la péninsule. Il enleva d'abord par ses intrigues Vérone et Vicence aux Scaligers, c'est-à-dire à la famille de la Scala, qui les possédait depuis plus de cent ans. Il mit ensuite sous sa dépendance Padoue, en en chassant, par une alliance adroitement ménagée avec les Vénitiens, les Carrara, qui en étaient les maîtres; Bologne avait cédé également à l'ascendant de sa fortune; de là ce prince entreprenant était entré dans la Toscane et la Romagne. Pérouse, par force, Sienne, par rivalité contre Florence, lui avaient ouvert leurs portes. Il avait déclaré la guerre à la république de Florence, et brûlait du désir de soumettre les Florentins, qui faisaient tant de bruit dans le monde par leur esprit et l'ostentation de leur liberté : il avait même déjà préparé une couronne pour se faire couronner roi d'Italie à Florence.

Dans une extrémité si pressante, les Florentins ne se manquèrent pas à eux-mêmes : ils mirent sur pied une armée considérable, dépensèrent beaucoup d'argent, soldèrent des généraux étrangers, mirent leur ville dans un état respectable de défense. Certes, la puissance de Jean Galéas était beaucoup plus considérable que celle de la petite république placée sur les bords de l'Arno ; mais il y avait dans celle-ci cet enthousiasme de la liberté qui ne brille jamais d'un plus vif éclat que quand on est sur le point de la perdre. Il est certain que, dans cette circonstance, l'Italie fut redevable aux Florentins de n'avoir pas subi le joug d'un prince qui avait le pouvoir comme la volonté de la soumettre.

Cependant le péril était grand ; Jean Galéas s'approchait, et commençait à entourer la république récalcitrante. La mort vint subitement au secours des Florentins : elle enleva, le 3 septembre 1402, leur ennemi redoutable. Depuis long-temps on n'avait pas entendu parler d'une mort qui entraînât des conséquences si graves. Un historien observe que, depuis Frédéric II jusqu'à Charles V et Philippe II, auquel il prétend que Jean Galéas ressemblait par son caractère, on n'avait pas vu un prince si craint des Italiens, ni si menaçant pour les divers souverains qui se partageaient alors l'empire de la péninsule.

Il ne suffisait pas que les républiques d'Italie eussent à craindre des princes, leurs voisins, ou des potentats étrangers, il fallait encore qu'elles cherchassent à se détruire mutuellement, comme si elles eussent pris à tâche de s'affaiblir, pour ouvrir les voies aux ennemis de leur liberté.

Nous ne parlerons pas ici des petites querelles qui divisèrent presque continuellement entre elles Pise, Florence, Sienne, et les autres villes un peu considérables de la Toscane; mais nous rappellerons cette guerre si terrible et si acharnée qui poussa l'une contre l'autre Venise et Gênes pendant une grande partie du quinzième siècle. Ces deux nations rivales avaient, à raison de leur commerce, des intérêts opposés dans le Levant. L'ambition de vouloir paraître environné d'un plus vif éclat et d'une plus grande puissance aux yeux des peuples de l'Orient vint mêler à ces intérêts positifs des motifs tenant à la considération politique : il n'était pas rare de voir ces deux peuples présentant le spectale sanglant des batailles dans les endroits mêmes où ils n'étaient attirés que par les bienfaits du commerce. Cette inimitié se perpétua, comme il arrive encore plus ordinairement entre république et république qu'entre monarchie et monarchie. On comparait Venise à Rome, Gênes à Carthage. Cette lutte tenait l'univers en suspens. Les Génois, quoique comparativement plus faibles, eu égard à leur population, avaient cependant l'avantage de n'avoir pas autant à craindre de leurs voisins que Venise des siens; car, à cette époque même, elle avait affaire, tantôt avec les rois de Hongrie, tantôt avec les Ottomans, ses ennemis irréconciliables. Enfin, après plusieurs combats furieux, qui teignirent beaucoup trop souvent les eaux de la Méditerranée du sang vénitien et génois, les républicains de la Ligurie prévalurent tellement, que ceux de la Vénétie en furent réduits aux dernières extrémités. Les Génois

de même la mort de Ladislas, survenue au milieu de ses triomphes, la tira d'une situation également périlleuse.

Jean Galéas avait partagé ses états entre ses enfants, en laissant à l'aîné, Jean-Marie, avec le titre de duc, Milan, Crémone, Côme, Lodi, Plaisance, Parme, Reggio, Bergame, Bresce, Bologne, Pérouse et Sienne; au second, Philippe-Marie, avec le titre de comte, Pavie, regardée depuis longtemps comme la seconde capitale, Novare, Verceil, Tortone, Alexandrie, Vérone, Vicence, Feltre, Bellune, Bassano, et quelques autres endroits de l'évêché de Trente; Pise fut assignée à un enfant naturel légitimé. Il n'était pas possible que le gouvernement des enfants, encore jeunes et sous une régence, eût la même fermeté que celui du père, homme de génie, sachant réunir toutes les passions et tous les intérêts dans un seul, celui de lui obéir: aussi vit-on, après sa mort, son vaste héritage tomber en lambeaux. Les gouverneurs des villes, suivant les exemples du temps, voulaient devenir souverains; les familles souveraines dépossédées par Jean Galéas, cherchaient à reprendre leurs droits. C'était une confusion, une lutte d'ambition perpétuelle. Au nombre de ces anciens seigneurs renaissants, on distinguait particulièrement François de Carrara qui ressaisit son pouvoir à Padoue. Mais son insurrection contre Visconti, loin de lui être profitable, lui devint funeste; car, ayant voulu s'étendre davantage vers l'Adige, il encourut l'inimitié des Vénitiens, qui lui ôtèrent tout à la fois ses états et la vie. Visconti, en récompense du

service qu'ils lui avaient rendu, céda Vicence aux Vénitiens, possession qui entraîna bientôt après celle de Vérone. Quant aux Florentins, on peut bien s'attendre qu'ils ne laissèrent pas échapper l'occasion de souffler sur le feu qui ravageait la Lombardie, regardant comme un élément de leur sûreté la discorde d'autrui.

Jean-Marie ne survécut pas long-temps à son père : dissolu dans ses mœurs, cruel dans ses manières, soupçonné d'avoir procuré la mort de sa mère par le poison, il fut tué dans une conspiration que le mécontentement produit par sa tyrannie avait fait tramer contre lui. Après quelques vicissitudes douloureuses, son frère, Philippe-Marie, fut reconnu duc de Milan. Ce prince, moins par sa valeur personnelle que par son habileté politique et son talent d'attirer à son service les hommes de guerre les plus capables, étouffa peu à peu les petits tyrans qui s'étaient enrichis de ses dépouilles, et recouvra presque en entier le bel apanage que Jean Galéas avait légué à ses enfants. Il poussa même sa puissance plus loin, puisqu'il trouva moyen, en appuyant dans Gênes la faction des Adorne contre celle des Frégose, d'en faire chasser le doge, Thomas Frégose, et de se faire accorder l'autorité suprême dans la république.

Au même instant où la puissance des Visconti renaissait, pour ainsi dire, de ses cendres, l'état septentrional d'Italie recevait des accroissements considérables. Amédée VIII, comte de Savoie, prince sage, circonspect et en même temps d'une valeur éprouvée, régnait à Turin. Le roi Louis de Provence, en retour de l'amitié inébranlable qu'A-

médée VI, surnommé le comte Vert, lui avait montrée, lui avait fait cession de tous les droits que les comtes de Provence prétendaient avoir sur quelques parties du Piémont. Ce fut alors que la maison de Savoie, outre les seigneuries de Vaud, Gex, Faucigny, et Valmorey, dont elle avait fait l'acquisition, entra en possession de Quiers, Bielle, Coni, Chivas, Verrue, et autres dépendances. C'était le haut domaine que les comtes de Provence cédaient; car une partie des pays cédés, tout en reconnaissant un certain droit de suzeraineté dans ces princes d'outre-monts, se gouvernaient par leurs lois municipales, et ce fut par des actes de dédition que la plupart se soumirent à la maison de Savoie. Ils prenaient ce parti, ou pour échapper au danger des dissensions intestines, ou pour se débarrasser de la tyrannie des évêques et des nobles, ou pour ne pas tomber au pouvoir des ducs de Milan, toujours exposé à des révolutions, tandis que celui des comtes de Savoie plus ferme, plus calme et marchant d'un pas plus lent vers son agrandissement, présentait plus de chances de stabilité et de bonheur. Par la même raison, la Provence se trouvant livrée à de grands déchirements, à cause de l'éloignement de ses souverains, impliqués dans les guerres de Naples, du schisme de Clément VII, de la rébellion et la violence du vicomte de Turenne, les habitants de Nice et de Vintimille eurent recours à la protection d'Amédée VII, fils du comte Vert, et se soumirent à son sceptre.

En même temps, l'empereur Charles IV créa le comte Amédée VII, vicaire général de l'empire en Italie; et c'est depuis cette concession que les princes

de la maison de Savoie s'intitulèrent vicaires du saint empire romain.

Amédée VIII, héritier d'un état déjà si important, se vit encore maître indivis du Piémont, par l'extinction de la ligne des princes d'Achaïe, qui eut lieu en 1418, à la mort de Louis de Savoie; ainsi les états des comtes de Savoie s'étendirent des bords du lac de Genève à ceux de la Méditerranée. Sigismond, roi des Romains, érigea la Savoie en duché. Amédée prit possession de sa nouvelle dignité à Chambery. Son amitié fut recherchée par les puissances des deux côtés des Alpes, et il devint le modérateur et presque l'arbitre de toute l'Italie.

La puissance et l'ambition de Philippe-Marie Visconti avaient fait faire de sérieuses réflexions aux souverains de la haute et de la moyenne Italie; ils résolurent de s'opposer à main armée aux progrès d'un prince qui menaçait leurs libertés. Le duc de Savoie, les républiques de Venise et de Florence se liguèrent contre lui; c'était un cas à peu près semblable à celui que l'on avait vu du temps de Jean Galéas. Il fut stipulé dans cette ligue que si les alliés réussissaient à dépouiller Philippe-Marie de ses états, Milan, Pavie, Novare, Tortone, Alexandrie, Verceil, Asti, et en général tout ce qui se trouve entre le Tésin et les Alpes, serait cédé au duc; que les Vénitiens s'approprieraient Bresce, Bergame, Crémone, et toutes les possessions des Visconti de ce côté; qu'enfin les Florentins recevraient en partage quelque acquisition de la Romagne. Les confédérés nommèrent pour leur capitaine général le comte Carmagnole, homme jouissant de la plus

brillante renommée parmi les guerriers de son temps. Le comte était né dans une petite ville du Piémont, nommée Carmagnole ; car son véritable nom était François Busson : mais lorsqu'il devint célèbre dans le métier de la guerre, il prit le nom de sa ville natale, et ce nom lui est resté. Il s'éleva par son seul mérite, des derniers rangs de la milice jusqu'aux plus éminents ; il avait servi dans l'armée de Philippe-Marie, et c'est à lui que ce prince fut redevable des avantages remportés sur les Vénitiens et sur les petits tyrans qui avaient usurpé l'autorité dans plusieurs villes de son duché. Mais, soit qu'il fût mécontent de Philippe-Marie, parcequ'il ne lui avait pas accordé, en récompense de ses services, une petite souveraineté, soit parceque le comte Gui Torello lui fut préféré pour le commandement d'une expédition en faveur de Jeanne, reine de Naples, il tourna tout-à-coup son activité et ses moyens contre le duc, et devint son ennemi mortel. Carmagnole avec toute sa bravoure et son talent pour l'art militaire, n'était pourtant qu'un capitaine d'aventure, comme il y en avait tant à cette époque : ces capitaines étaient plutôt des hommes de valeur que des hommes d'honneur.

Les Vénitiens, conduits par le comte de Carmagnole, remportèrent une victoire décisive sur les troupes de Visconti à Maclau. L'opinion générale fut même que si le comte eût profité de sa victoire en marchant subitement en avant, il se serait emparé de Milan, resté presque sans défense. Philippe-Marie se trouva dans la nécessité de faire entendre des propositions de paix. Par un premier

traité, conclu le 2 décembre 1427, à Turin, il céda au duc de Savoie la ville et le comté de Verceil : par un second, signé six mois après à Ferrare, il remit au pouvoir des Vénitiens Bresce et Bergame; les Florentins n'obtinrent que l'exemption de toute espèce de droit à Gênes, dont Philippe-Marie conservait toujours la possession.

On a prétendu que le comte Carmagnole, après la victoire de Maclau, avait cédé à la corruption, et que ce fut pour cette raison qu'il ne profita pas de tous ses avantages, causant ainsi un préjudice notabl eà la coalition, surtout aux Vénitiens. Il est certain que ces derniers le regardèrent comme un traître, et le firent décapiter comme tel. L'histoire ne nous a pas transmis assez de lumières pour juger avec connaissance de cause de l'innocence ou de la culpabilité de cet homme célèbre. Sa conduite antérieure ne prouvait pas en lui une grande délicatesse; il y a aussi un jugement capital, mais ce jugement ne fut pas accompagné de toutes les formes protectrices de l'innocence. Quoi qu'il en soit, avant d'en faire un héros, il faudrait être bien sûr de son innocence, à moins qu'on ne veuille s'exposer au risque de sanctifier le parjure et la trahison.

Les affaires de l'Italie vont se compliquer de nouveau d'une manière extraordinaire, et ce furent encore ses deux extrémités qui fournirent les occasions d'une nouvelle discorde. Après la mort de Ladislas, sa sœur, la reine Jeanne, seconde du nom, régnait à Naples. Veuve de Léopold III, duc d'Autriche, elle épousa Jacques de Bourbon, comte de la Marche, de la famille royale de France : Jeanne le

déclara roi et son collègue dans l'exercice de l'autorité suprême. Jacques, n'ignorant pas le caractère de sa femme, prit le parti de veiller de près sur sa conduite, et se montra extrêmement sévère envers elle. Il aurait dû se concilier, en même temps, l'amour des Napolitains; il ne le fit point, il les indisposa au contraire par ses manières hautaines, et ses partialités envers les Français qu'il avait conduits avec lui dans le royaume. Jeanne prévalut, s'empara de l'autorité, et fit mettre en prison son mari; il mourut dans un couvent, en habit de franciscain. Sforza Attendolo, homme doué d'un grand caractère, jaloux de l'ascendant que son rival Jean Caracciolo avait pris sur l'esprit de la reine, appelle dans le royaume Louis d'Anjou, troisième du nom, fils de Louis II, vaincu par les armes de Ladislas. Louis arrive, et, secondé par le parti de Sforza, met le siége devant Naples. Jeanne appelle à son secours Alphonse, roi d'Arragon, et l'adopte pour son fils. Cette adoption d'Alphonse, indépendamment de la prétendue cession faite par Conradin à Pierre d'Arragon, et des droits de la reine Constance, femme de Pierre, sont les titres que les rois d'Espagne acquirent sur le royaume de Naples. Alphonse arrive et chasse Louis du royaume; mais il veut agir en maître, Jeanne ne peut le souffrir: de là, nouvelle inimitié et nouvelle guerre. Jeanne révoque l'adoption, adopte pour son fils son ennemi, Louis d'Anjou, qui revient dans le royaume, et en peu de temps en chasse les Arragonais. Louis meurt sans enfants, la reine le suit peu après dans la tombe, en déclarant, par son testament

René d'Anjou, frère de Louis, son successeur à la couronne. Les droits de René à la succession de Naples, comme frère de Louis, mort sans postérité, l'adoption faite par Jeanne du même Louis, et son testament sont les titres que les rois de France ont toujours fait valoir à la possession de la couronne de Naples. René fut reconnu pour roi.

Alphonse ne se tint pas pour battu; il revint, avec une escadre formidable, à la conquête du royaume. Sa première tentative ne fut pas heureuse : Philippe-Marie, duc de Milan, avait envoyé une escadre génoise, sous les ordres de l'amiral Asereto, au secours de René. On en vint aux mains dans les eaux de Gaëte: Alphonse fut vaincu, fait prisonnier et conduit à Milan au pouvoir de Philippe-Marie. Son malheur releva sa fortune. Le duc de Milan commençait à craindre que si un roi du sang français s'établissait dans le royaume, il n'appelât les Français à son secours, et par leur aide menaçat sa propre existence; il n'avait rien de pareil à craindre des rois d'Espagne, dont les états se trouvaient fort éloignés et séparés des siens par le royaume de France. Il n'en fallut pas davantage; il se décide à prêter son appui à Alphonse. L'Arragonais, après beaucoup d'événements divers qu'il serait trop long de rapporter, malgré la vive résistance de René, demeure vainqueur: il entre dans Naples, seule ville restée au pouvoir de son rival, par ce même aqueduc qui avait donné accès aux soldats de Bélisaire dans ses guerres contre les Goths. Les victoires et les hautes qualités d'Alphonse lui méritèrent le surnom de *magnanime*.

René se retira à Florence; sa retraite mit fin au règne des deux maisons d'Anjou à Naples, règne qui avait duré cent soixante-douze ans, en comptant du couronnement de Charles Ier, tige commune de cette première race. En même temps eut son commencement le règne des Arragonais, qui passa ensuite aux mains des Espagnols et des Autrichiens. Par le même événement, le royaume de Sicile, séparé depuis les vêpres siciliennes de celui de Naples, fut réuni sous la même couronne. Après la mort de Frédéric, il rentra dans la souche commune.

Des événements de la dernière importance nous rappellent à l'autre extrémité de l'Italie. Philippe-Marie Visconti, duc de Milan, venait de mourir sans laisser de postérité mâle : plusieurs puissances italiennes et étrangères élevèrent des prétentions sur son héritage. Alphonse d'Arragon, roi de Naples, faisait valoir en sa faveur un testament du duc, vrai ou supposé, par lequel il le nommait son héritier; le comte François Sforza, le premier des guerriers de son temps, s'appuyait des droits de sa femme Blanche, fille unique, bien qu'illégitime, de Philippe-Marie; Charles, duc d'Orléans, mettait en avant les droits de successeur légitime, qu'il prétendait avoir comme mari de Valentine, sœur du duc défunt.

A Milan, les opinions et les sentiments étaient partagés sur le souverain qu'il fallait adopter. Il y avait un parti qui désirait appeler au trône Alphonse d'Arragon; un autre voulait se donner aux Vénitiens, celui-ci aimait mieux le duc d'Orléans; il y

en avait qui penchaient pour le duc de Savoie ; le parti le plus faible était celui de Sforza. Au milieu de ces dissentiments, on se rappela l'ancienne gloire de la république et la république fut proclamée.

Les premiers soins du gouvernement devaient avoir pour but de maintenir dans l'union les autres parties du duché ; chose assez difficile, parceque chaque ville, jalouse de sa liberté, ou voulait imiter l'exemple de Milan, en adoptant les formes républicaines, ou se donner des maîtres de sa façon. Les Milanais réfléchissant que, dans une occurrence si délicate, il leur fallait un capitaine dont le nom pût en imposer, nommèrent François Sforza pour leur général ; résolution imprudente, mais peut-être commandée par la nécessité.

Sur ces entrefaites, Pavie, à cause de son ancienne rivalité contre Milan, se constitua en état de révolte, et demanda Sforza pour son chef. L'habile capitaine accepta tout, en faisant croire aux Milanais qu'il y allait en cela de leur intérêt, parceque, Pavie étant révoltée, il valait mieux, disait-il, qu'elle dépendît d'un de leurs amis que d'un ennemi.

En attendant, la guerre avec Venise avait pris un nouveau degré d'activité. Les Vénitiens, par leurs victoires récentes, et pour avoir un pied sur le territoire du Milanais, étaient, sans contredit, les ennemis les plus formidables de la république. On confirma Sforza dans le grade de capitaine général, avec les mêmes émoluments et honneurs qu'il avait obtenus jadis du duc Philippe-Marie ; mais on exigea de lui la promesse formelle d'employer le pouvoir

dont ils l'avaient revêtu au nom et pour l'avantage de la république, et de n'accepter la souveraineté d'aucune des villes qui, à l'avenir, chercheraient à se soustraire à son empire. Sforza promit, mais il tint sa promesse à la manière des ambitieux; il avait intérêt à rendre un grand service aux Milanais, car il savait que la reconnaissance des peuples est le moyen le plus sûr de les asservir. Il défit et brûla une flottille magnifique des Vénitiens, près Casalmaggiore sur le Pô : il battit complètement dans une bataille rangée leur armée de terre, près Caravaggio. Après ces désastres, les Vénitiens se virent réduits à la dure nécessité de traiter et de conclure la paix avec Sforza. Ils la conclurent en effet, et firent même un traité d'alliance personnelle avec le capitaine général des Milanais. Il fut stipulé que les Vénitiens paieraient au comte Sforza, aussi long-temps qu'il ne se serait pas rendu maître de Milan, treize mille florins par mois, et mettraient sous ses ordres quatre mille chevaux et deux mille fantassins. Le comte, de son côté, s'obligeait à rendre aux Vénitiens les pays qu'il leur avait pris, ainsi que les prisonniers que le sort de la guerre avait fait tomber en son pouvoir : en conséquence, il devait se borner à l'occupation des pays que le duc Philippe-Marie possédait à sa mort.

Aussitôt que cette infâme convention fut connue dans Milan, la consternation qu'elle produisit surpassa la joie qu'avait fait naître la victoire de Caravaggio. Les grands, le peuple, les femmes et les enfants jetaient les cris les plus lamentables : ils appelaient le comte traître et déloyal, ils éclataient en

imprécations contre lui. La patrie était perdue, mais le courage de l'indignation restait. On lui envoya des ambassadeurs pour voir de quel front il supporterait leur présence et quelles excuses il alléguerait pour justifier une pareille scélératesse. Admis en sa présence, ils lui dirent : « Lorsqu'on » veut obtenir quelque chose de quelqu'un, on a re» cours aux prières, aux offres ou aux menaces; on » compte sur la pitié, sur l'intérêt, sur la crainte. » Mais avec les hommes cruels, cupides, ivres de » leur pouvoir, ces moyens sont superflus. Nous » connaissons toute la dureté de ton âme cruelle, » nous connaissons ton ambition et ton orgueil : ce » n'est donc point l'espoir qui nous conduit devant » toi; c'est le plaisir de te rappeler, de te reprocher, » au milieu de nos souffrances, nos bienfaits. Après » la mort du duc Philippe, le pape et le roi étaient » tes ennemis; tu avais abandonné les Florentins et » les Vénitiens : Florentins et Vénitiens te haïssaient. » La guerre avec l'église t'avait épuisé : réduit à » peu de monde, tu n'avais plus ni argent, ni amis, » ni espoir de conserver tes états et l'éclat de ton » nom. Nous t'avons accueilli; ami et parent de » notre ancien duc, nous avons cru, dans notre sim» plicité, que tu aurais hérité de son amour pour » nous; nous avons espéré que nos bienfaits auraient » donné une nouvelle force à ces sentiments : nous » ajoutâmes Vérone ou Bresce à nos anciens enga» gements. Mais quelle a été ta conduite? Tu tournes » contre nous la victoire de Caravaggio, victoire » remportée au prix de notre argent et de notre sang. » Malheur aux villes que la nécessité force de défen-

» dre leur liberté contre des oppresseurs ; mais de » combien ne sont elles pas plus malheureuses celles » qui confient leurs destinées à des traîtres comme » toi ! Que notre exemple soit au moins profitable à » la postérité, puisque celui de Thèbes et de Phi» lippe de Macédoine ne le fut pas pour nous ! » Pourquoi nous sommes-nous livrés à un homme » qui avait trahi le seigneur de Lucques, mis à con» tribution les Vénitiens et les Florentins, mésestimé » le duc, vilipendé un roi, persécuté Dieu et son » église ! Mais notre imprudence n'excuse pas ta » perfidie ; nos plaintes te rendront infâme, le ser» pent de ta conscience te fera éprouver les tour» ments réservés aux parricides ; la main de Dieu, » la main de ce Dieu vengeur de l'innocence, et ter» rible aux parjures, s'appesantira sur toi. Tu ne » jouiras pas du fruit de ton infamie : si notre liberté » doit périr, nous périrons avec elle ; nous la livre» rons à tout autre prince plutôt qu'à toi, et si notre » infortune était telle que nous dussions tomber sous » ton sceptre abominable, sache qu'un règne com» mencé par la trahison finira par la vengeance. »

L'ingratitude réfléchie a pris son parti et ne rougit pas devant les reproches. Telle fut la contenance du comte ; on ne remarqua aucune altération, ni dans ses traits, ni dans ses gestes, ni dans le son de sa voix : il répondit, avec un calme effrayant, que de sang-froid ils reconnaîtraient leur tort ; il dit qu'ils savaient très bien qu'après la victoire de Caravaggio, ils avaient voulu s'accorder avec les Vénitiens ; que, s'il n'avait pas fait ce qu'ils lui reprochaient, les ingrats eussent été eux-mêmes ; qu'au reste, Dieu, auquel

il en appelait, ferait voir de quel côté était la justice. Sforza montrait ici un front d'airain.

Les Milanais eurent le bonheur de se réconcilier avec les Vénitiens, auxquels, après la prise de Crema, il importait plus que Milan fût gouverné en forme de république que par le comte, dont ils craignaient l'activité, l'ambition et le génie. Cette considération eut tant de pouvoir sur l'esprit du sénat de Venise qu'il se détermina à envoyer une armée au secours de Milan. Sforza se trouvait donc entre deux ennemis; il ne perdit point courage, et vint à bout de son entreprise. Les Vénitiens, toujours éloignés des partis hasardeux, n'osèrent point attaquer le comte, qui avait pris une position avantageuse. En attendant, Milan se trouvait bloqué par les Sforzesques: cette grande ville fut bientôt réduite à la dernière extrémité par le manque de subsistances; on y mourait de faim dans les rues; on n'entendait que plaintes et gémissements. On voyait qu'il était impossible de résister plus long-temps; des vivres, il n'y en avait plus: la mollesse des Vénitiens désespérait les Milanais. On songeait au parti qui restait à prendre: les uns voulaient se donner aux Vénitiens, les autres proposaient le duc de Savoie, il y en avait qui pensaient au roi de France ou à celui des Deux-Siciles: la haine était telle contre le comte, que personne n'osait prononcer son nom. Le peuple aussi bien que le gouvernement était agité, et ne savait à quel parti s'arrêter. Des rassemblements se formaient dans différents quartiers de la ville. Dans une de ces réunions, un nommé Gaspard de Vicemercato eut le courage d'ouvrir un avis qui avait l'air d'être

repoussé de tout le monde. Il dit qu'il fallait se donner au comte, et que l'extrémité ou l'on se trouvait était telle qu'on ne pouvait placer aucun espoir dans des secours éloignés. Il ajouta que puisque nécessité était de renoncer à la liberté et de se donner à quelqu'un, il valait mieux se donner à celui qui savait et pouvait se défendre. « La paix, dit-il, nous » consolera de la servitude, et nous serons à l'abri » d'une guerre funeste et dangereuse. » Cette proposition vola de bouche en bouche : un rassemblement nombreux se forma : on courut au gouvernement. Ce peuple furieux qui, quelques heures, quelques minutes auparavant, aurait mis en pièces celui qui aurait prononcé le nom de Sforza, fit main basse sur les magistrats qui avaient voulu lui résister; il les massacra impitoyablement ; l'ambassadeur vénitien lui-même fut victime de sa fureur.

Gaspard fut député vers le comte pour lui offrir la possession de la ville. Sforza y entra comme maître le 26 février 1450. Il fut reçu au milieu des démonstrations de la joie la plus délirante. Il se regarda comme le successeur de Philippe-Marie, et prit le titre de duc de Milan. Toute l'Italie fut en feu : les brandons de la guerre furent secoués de tous côtés. Les Florentins et le duc de Milan d'un côté, les Vénitiens, le roi de Naples, le duc de Savoie de l'autre; les armes françaises, sous la conduite de Réné d'Anjou, vinrent ajouter à cette horrible confusion. Le ciel voulut qu'au moment de ces convulsions, un saint pontife occupât la chaire de saint Pierre, c'était Nicolas V. Il fit tous ses efforts pour calmer ces passions furieuses; il prê-

chait continuellement la paix. Sa voix avait d'autant plus de pouvoir, que la prise récente de Constantinople par les Musulmans faisait craindre pour toute la chrétienté; elle fut enfin écoutée. La paix fut conclue entre les puissances belligérantes à Lodi. On y reconnut Sforza duc de Milan; on régla que la Sésia marquerait les limites entre le Piémont et l'état de Milan.

Milan était tombé dans la servitude, Pise sous les coups des Génois: à peine lui restait-il assez de force pour se défendre des attaques des Florentins; Venise conservait sa liberté, Gênes aussi, mais troublée par les factions, quelquefois en proie à la domination étrangère, elle ne jouissait que d'une liberté turbulente et précaire. C'était à peu près aussi le cas de Florence, avec cette différence pourtant, que, dans cette dernière république, la lutte n'était pas, comme à Gênes, entre différents chefs d'une aristocratie organisée, mais entre le peuple et les nobles, et que les princes étrangers n'y exercèrent jamais un pouvoir direct et souverain. La république de Florence présente un cas tout-à-fait particulier dans les fastes de l'histoire moderne: elle n'entretenait à sa solde aucun corps de troupes permanentes; les chefs de l'état étaient privés de ce moyen irrésistible de forcer la volonté des citoyens. D'un autre côté, il n'y avait point un code de constitution fixe et arrêté qui eût reçu la sanction du temps, et l'assentiment prolongé du peuple: tout était réglé suivant les circonstances du moment; les lois, soit constitutives, soit réglementaires, n'avaient aucune stabilité; elles variaient

d'un moment à l'autre, suivant la nécessité ou le caprice de la faction dominante; ce fut ce qui excita à un si haut degré les plaintes du Dante.

Dans cet état de choses, il ne restait aux chefs de l'état d'autre moyen coactif pour gouverner qu'une clientèle nombreuse, et plus nombreuse que celle de leurs adversaires. C'étaient les parents, les amis, les obligés, qui formaient à tel ou tel autre chef de famille un cortége assez fort pour tenir dans l'obéissance une autre faction, ou fraction du peuple: c'étaient là leurs régiments. Mais comme des hommes d'autorité s'élevaient à chaque instant, et que les fils, le plus souvent, n'héritaient pas du crédit de leurs pères, il s'ensuivait que l'autorité souveraine était toujours flottante, et qu'elle passait continuellement d'un chef à un autre, c'est-à-dire d'une faction à une autre.

Il ne faut pas juger d'une pareille existence d'après les idées de repos qui nous dominent; nous sommes habitués à ne placer le bonheur que dans le repos; ils le plaçaient eux, les Florentins, dans le mouvement; et il est fort douteux qu'ils eussent mieux aimé notre situation que la leur. Ce qui est bien certain, c'est qu'ils auraient mille fois préféré leur liberté turbulente au gouvernement absolu; ils l'ont bien fait voir lorsque Charles V voulut établir chez eux les Médicis comme souverains et avec un pouvoir sans limites. Nous ne pouvons pas nous faire une idée de ce qu'a de charmes une existence toujours active et toujours occupée des intérêts publics: c'étaient, pour ainsi dire, des pièces de théâtre jouées sur la place publique,

se succédant les unes aux autres, etexcitant l'intérêt d'autant plus vivement qu'elles traitaient toujours d'affaires qui regardaient chaque citoyen personnellement. Il y avait à chaque instant contraste, et à chaque instant aussi on courait après un dénouement. Dans cette tension continuelle des esprits vers un but si souvent varié, et toujours important, on oubliait les malheurs individuels, pour ne s'occuper que du bonheur du pays, que chacun plaçait dans le triomphe de son parti.

Une seule famille sut fixer les idées si variables des Florentins, c'est-à-dire se former une clientèle si considérable, qu'elle surpassa continuellement en force celle de toute autre famille rivale. Ce ne fut pas par des soldats et des baïonnettes que les premiers des Médicis parvinrent à exercer un pouvoir prépondérant à Florence; des vertus dans leur conduite privée, de la modération dans leurs conseils, des sentiments favorables au peuple, de grandes richesses les mettant à même de répandre de nombreux bienfaits, un coup d'œil juste et dominant l'ensemble des passions de faction: tels furent les moyens qui les élevèrent à la première magistrature dans leur patrie.

Les Médicis étaient, par leur naissance, une famille tout-à-fait populaire. Jean, fils d'Averard, dit Bichi, fut le premier qui se fit remarquer par ses grandes richesses; il n'était qu'un négociant. On voit en lui la souche commune des deux branches de cette famille, dont la première engendra Côme, le père de la patrie, Pierre, Laurent le magnifique, et les pontifes Léon X et Clément VII; la seconde

donna naissance à Côme, premier grand-duc de Florence, et à ses successeurs, jusqu'à Jean Gaston, dernier des grands-ducs issus de la famille des Médicis.

Florence, après avoir passé par plusieurs vicissitudes, s'était enfin arrêtée à un gouvernement populaire qui laissait peu de pouvoir aux nobles, système dont ils se montraient très mécontents. Ils formèrent le dessein de secouer le joug, ou de force ou en vertu d'une délibération formelle de la seigneurie. Renauld des Albizzi, homme entreprenant, se trouvait à leur tête. On crut ne pouvoir rien faire sans attirer dans leurs vues Jean de Médicis. Renauld chercha à le persuader, mais Jean fut inébranlable; il démontra qu'ôter le pouvoir à ceux qui l'avaient pour le donner à d'autres produirait un bouleversement général dont personne ne pouvait calculer les suites.

Cette résistance de Jean fut aussitôt connue du peuple, et accrut considérablement la faveur dont il jouissait déjà. Le grand citoyen ne survécut pas long-temps aux bons conseils qu'il avait donnés. A l'article de la mort, il fit appeler Côme et Laurent, ses fils, et leur dit: « Ma carrière est terminée; je » meurs content, puisque je vous laisse sains, ri- » ches et dans une telle situation, que, si vous vou- » lez suivre mes traces, vous serez, comme moi, » aimés de tout le monde, et ne serez haïs de per- » sonne. Faites du bien, n'offensez qui que ce soit. » Quant à la chose publique, ne cherchez rien au- » delà de ce que les lois et la volonté libre des » hommes vous accordent. De cette manière, vous

» éviteriez l'envie et les dangers qui en sont la suite. » En vous écartant de cette sage conduite, vous ap» pellerez sur vous et votre famille les derniers mal» heurs. »

Jean mourut regretté de tout le monde. Machiavel en trace un portrait qui fait voir que ce publiciste, si diversement jugé, n'était pas insensible aux charmes de la vertu. « Jean, dit-il, était miséricor» dieux; il aimait à prévenir les besoins des pauvres. » Ami de tout le monde, il honorait les bons et avait » compassion des méchants. Il ne demanda ja» mais les honneurs publics : il les obtint tous. Il » aimait la paix et détestait la guerre : loin de puiser » dans la fortune publique, il enrichit l'état. Fonc» tionnaire d'un abord facile et d'un aspect gracieux, » il se faisait remarquer plutôt par une prudence con» sommée que par beaucoup d'éloquence. D'un main» tien ordinairement mélancolique, il était pourtant » dans la société d'une amabilité parfaite. Il légua » une très grande fortune à ses enfants, mais il » mourut encore plus riche en amour public qu'en » fonds de terre ou d'argent. »

Côme hérita de la bienfaisance et de la libéralité de son père; quant aux sentiments politiques, il montrait la même modération. Mais la situation des choses était telle à Florence, qu'il était regardé naturellement comme le chef du parti populaire : par cette même raison, les nobles le détestaient. Ils voyaient qu'ils ne pouvaient arriver à leurs fins sans la destruction de Côme. Ce Renauld des Albizzi était toujours le chef et l'instigateur des mécontents. Ils firent tant qu'ils excitèrent un tumulte, et eurent

un moment le dessus. Côme risqua d'y perdre la vie, et ce ne fut qu'à l'humanité de son gardien qu'il dut son salut. Il fut exilé à Padoue. Pendant son absence, on ne put parvenir à s'entendre : les affaires allaient de mal en pis. Il fut rappelé, et salué à Florence sous le nom flatteur de père de la patrie. Renauld, chef du parti contraire, fut envoyé en exil.

Côme devint, sans avoir le titre de prince, le modérateur suprême de la république. Les places les plus importantes furent remplies par ses amis. Mais tous n'avaient pas la même modération de caractère que lui : on ne doit pas oublier que c'était le triomphe d'un parti sur l'autre ; et comme les haines étaient extrêmes, les actes de celui qui avait triomphé se ressentaient nécessairement de cette exaspération. La populace commença par insulter les nobles, et finit par insulter tout ce qui ne tenait pas à la dernière classe de la société.

On pria Côme d'y apporter un remède : l'expédient qu'on désirait, consistait à retirer le pouvoir des mains des plébéiens, qui, d'après le mode de nomination adopté, c'est-à-dire le sort, trouvaient moyen de se perpétuer dans les places. En effet le sort prononçait toujours en faveur du plus grand nombre. Le modérateur répondit qu'il y consentait volontiers, mais qu'il ne voulait point de violence : il protestait que tout devait se faire d'après les formes établies par la loi pour ces sortes de réformes. Cependant il temporisait, parcequ'il n'était pas fâché que le parti des nobles fût de plus en plus battu et affaibli par le peuple, jusqu'à ce que le moment fût arrivé d'opérer la réforme sans danger pour la

parti populaire. Le mécontentement allait toujours en croissant.

Sur ces entrefaites, Lucas Pitti, homme d'un caractère très audacieux, ami et créature de Côme, voyant que la réforme qu'on désirait était mûre, et que les magistrats auxquels elle avait été proposée l'avaient rejetée, se trouvant alors en possession de la charge de gonfalonier, convoqua tout-à-coup le peuple sur la place du palais : c'était la veille de la Saint-Laurent, l'an 1458. Il fit tant par ses persuasions, ses menaces, et la présence de ses partisans armés, que le peuple consentit à ce qu'il avait refusé par l'organe de ses magistrats. Le gouverne ment fut restreint, et devint une aristocratie élective ; les magistrats furent choisis parmi les nobles et les principales familles du peuple.

La réforme pouvait être bonne en principe, mais elle devint funeste par la fin. Côme était déjà vieux, malade et incapable de s'occuper des affaires publiques. Il en abandonna le fardeau à Lucas Pitti. Cet homme violent et rapace ne respectait pas plus les personnes que les propriétés. C'était un favori à qui on permettait et on offrait tout : il était le véritable maître de la république. Il n'y avait plus qu'une seule pensée, c'était de se rendre agréable à lui. Il recevait à pleines mains tout ce qu'on lui donnait. En peu de temps ses richessses devinrent immenses. C'est avec l'argent gagné de cette manière qu'il bâtit l'immense palais qui conserve encore de nos jours son nom, palais royal plutôt que demeure d'un particulier. Non seulement les individus, mais les communes lui fournissaient ce qui

lui fallait. Celui-ci donnait de l'argent, celui-là des matériaux, les criminels condamnés aux peines les plus graves obtenaient la protection de l'asile dès qu'ils venaient travailler à cet édifice. Le palais Pitti est, à la vérité, un monument royal, mais il rappelle la lâcheté des hommes et la servitude de la patrie. Ce fut effectivement sous le gouvernement, nous avons presque dit sous le règne de Pitti, que les Florentins commencèrent à perdre de cette énergie qui les avait caractérisés jusqu'alors.

Côme mourut au milieu de cette disposition des esprits. Machiavel remarque que cet illustre Florentin fut le plus grand citoyen désarmé qui ait jamais existé dans aucune république. Il laissa des monuments nombreux de magnificence pour sa famille, de bienfaisance pour le public. Aucun prince n'a laissé autant de traces de son existence que Côme. Quant à sa libéralité, elle était extrême; à sa mort, on trouva peu de personnes à Florence à qui il n'eût prêté de l'argent. Parvenu à une si grande élévation, il ne sortit jamais des bornes de la modestie : exerçant un pouvoir presque royal, le plus riche particulier du monde, il ne se montra jamais que comme un banquier dans son comptoir. Je laisse à juger à mes lecteurs s'il n'y a pas plus de force d'âme dans une pareille conduite que dans l'ostentation et le faste.

On voit, par ce que nous venons de dire, que Côme continua à fonder la puissance des Médicis par les mêmes moyens que Jean, son père, avait adoptés pour la commencer, c'est-à-dire la libéralité, la bienfaisance, la modération, et une prudence supérieure à celle de ses concitoyens. Pitti, pourtant, au-

rait détruit l'édifice, si on avait pu imputer à Côme les désordres de son ministre; mais on savait qu'il était infirme et malade, et qu'il lui était impossible de se défaire d'un homme auquel une audace et une magnificence sans bornes avaient procuré un pouvoir extraordinaire.

Après la mort de Côme, son fils Pierre hérita de ses richesses et de sa puissance; mais il était loin d'avoir les moyens qui avaient rendu pendant si longtemps son père le premier citoyen de Florence. Il n'avait ni sa modération, ni sa prudence; une faute qui lui fut conseillée perfidement par Dietisalvi Néroni, ancien ami du père, lui ôta toute sa popularité. Il rechercha minutieusement les créances de son père et voulut se les faire payer; c'était pour ainsi dire attaquer Florence en masse, car tout le monde devait à Côme. Quand sa popularité fut perdue, on conspira contre lui : Lucas Pitti, Ange Acciajuoli, Nicolas Sodérini, et Dietisalvi Néroni, se mirent à la tête du complot. Il aurait eu son effet, Pierre aurait perdu son autorité et peut-être la vie, sans la modération de Thomas Sodérini, qui venait d'être nommé gonfalonier. La trame fut découverte, les conjurés obligés de se sauver chez l'étranger. Le seul Pitti continua à rester à Florence, mais on le fuyait comme un pestiféré, et il ne fut pas longtemps à s'apercevoir quelle différence il y a entre l'homme qui jouit de la faveur du maître et celui qui est tombé dans la disgrace.

Pierre mourut sans rien ajouter à la considération de sa famille. Il laissa deux fils, Laurent et Julien. L'amitié et le dévouement de Thomas Sodérini leur

fut d'une grande utilité. Il les présenta aux premiers citoyens de Florence, et leur fit entendre que le salut de la république était attaché aux égards qu'ils auraient pour ces deux représentants de l'illustre Côme, père de la patrie. Ils furent honorés comme princes, et de leur côté ils écoutaient avec la plus grande déférence les conseils de Sodérini.

Ces deux frères brillaient par les heureuses qualités de leur esprit; mais Laurent, plus vif et plus audacieux, faisait présager qu'il aurait mêlé à son gouvernement plus de nerf que ses prédécesseurs; tandis que Julien, plus doux et plus gracieux, semblait promettre de contenir son frère dans les voies de la modération et de la justice. Du reste, ils étaient l'un et l'autre très remarquables par une grande élévation de caractère, et par les sentiments les plus généreux. S'il est vrai que la liberté ait péri par leurs mains, il est certain qu'elle n'eut jamais de plus aimables séducteurs. Nous ne pouvons agiter ici la question de savoir s'ils ont fait, sous le rapport de l'organisation politique, plus de bien que de mal ou plus de mal que de bien à Florence; mais il est hors de doute qu'en dégageant la question de ses accessoires, c'est-à-dire des suites des caprices et de l'ambition des papes de leur famille, les deux frères, mais principalement Laurent, ont bien mérité de cette ville célèbre : ils lui rendirent le repos, et étouffèrent dans son sein les factions qui l'avaient déchirée si long-temps.

Mais leur pouvoir était encore trop récent pour qu'on eût perdu l'espoir de le renverser; des familles habituées à ne pas en voir au-dessus d'elles vivaient à

Florence : celle des Pazzi tenait le premier rang. Des ressentiments particuliers les avaient animés contre les Médicis. Ils méditaient la ruine de la famille rivale : leur rage était extrême, les moyens violents, la fin sanglante, le prétexte la liberté. Les conditions de l'Italie favorisaient le dessein des Pazzi. Le pape et le roi de Naples, ennemis de la république, haïssaient les Médicis ; les Vénitiens et le duc de Milan les soutenaient, parcequ'ils avaient besoin de l'alliance de Florence contre le pape et le roi. Le pape ne cachait pas son inimitié : il comblait de faveurs les Pazzi demeurant à Rome, et nomma archevêque de Pise François Salviati, ennemi mortel des Médicis. Le pape, le roi, les Pazzi, se déterminent à hâter la ruine de la famille qu'ils poursuivaient de leur haine : on se voit, on se parle, on se concerte ; l'archevêque Salviati vient à Florence pour tremper ses mains sacerdotales dans le sang des deux plus illustres citoyens de sa patrie. Le lieu? le temple de Sainte-Réparate. L'heure? celle de la messe solennelle. Le moment? celui de l'élévation de la sainte hostie. Les assassins? Antoine de Volterra et un prêtre nommé Étienne doivent égorger Laurent ; François Pazzi, chef de la conjuration, et Bernard Bandini, Julien. L'archevêque doit au même instant occuper le palais public avec une troupe de gens armés. Le temple retentit tout-à-coup de cris de fureur, d'horreur et d'épouvante. Julien tombe sous le fer meurtrier de Bandini et de Pazzi ; mais le dernier, dans sa rage aveugle, se fait à lui-même une blessure grave au pied. Laurent est blessé légèrement, se défend, aidé de ses amis, se

réfugie dans la sacristie, et s'en fait un rempart. Sa vie est la mort de ses assassins. Le coup de l'archevêque avait aussi manqué à l'hôtel-de-ville : il est pris, et pendu à une croisée. François Pazzi subit le même sort à côté de lui ; les autres conjurés, ou cherchent leur salut dans la fuite, ou périssent par la main du bourreau. Le peuple accourt, crie *vive Laurent*, met en pièces les membres des suppliciés et les porte au bout des piques, en triomphe.

Les dangers de Laurent et de Florence n'étaient pas encore arrivés à leur terme. L'inimitié du pape Sixte IV et du roi de Naples Ferdinand, successeur de son père Alphonse, mort en 1457, augmentant par la funeste issue de la conspiration, ils font marcher des troupes ; celles du roi ont déjà passé le Tronto, celles du pape sont entrées dans le Pérousin : l'un et l'autre publient qu'ils n'en veulent point à Florence ; qu'on ne lui demande rien, si ce n'est qu'elle chasse de son sein Laurent de Médicis.

Laurent assemble les principaux citoyens de la république, et leur dit : « Le pape et le roi protestent » que ce n'est qu'à moi et à ma famille qu'ils font la » guerre. Plût à Dieu que ce fût la vérité : car le re» mède serait facile. Je ne suis pas si mauvais ci» toyen que je préfère mon salut au vôtre; j'écarterais » volontiers cet orage de vos têtes en y exposant la » mienne; mais ils couvrent d'un vernis moins odieux » un dessein funeste. Toutefois, si vous pensez dif» féremment, je suis dans vos mains. Il dépend de » vous de me sauver ou de me perdre. Vous êtes mes » pairs, vous êtes mes défenseurs, vous n'avez qu'à » ordonner, vous serez obéis. Faut-il terminer par

» mon sang une guerre commencée par celui de mon » frère ? Parlez, je suis prêt. »

Ces paroles arrachèrent des larmes à l'assemblée. On s'écria que Florence se souvenait des bienfaits des Médicis; qu'ils le défendraient avec la même ardeur avec laquelle ils avaient vengé la mort de son frère; qu'il ne périrait pas que la patrie ne pérît avec lui! touchante et magnanime résolution, et de la part de Laurent, et de la part des pères de la patrie!

On lui donna une garde; on se prépara à la guerre. La fortune favorisa les armes de la république au lac de Trasimène, elles y remportèrent une victoire signalée sur l'armée du pape; mais elles sont vaincues et mises dans une déroute complète par celle de Naples à Poggibonzi. La confusion que la nouvelle de ce désastre produisit à Florence est difficile à décrire: on commençait à murmurer contre Laurent; les alliés n'offraient que peu ou point de ressources; les Vénitiens se battaient faiblement à dessein; la minorité du duc de Milan, et les désordres qui l'accompagnaient, éloignaient tout espoir de ce côté.

Dans un danger si imminent, dans une situation si désespérée, Laurent prend une résolution magnanime; il confie le soin de la république à Thomas Sodérini, part, et va à Naples; il espère, par cette marque de confiance, par son éloquence, et l'évidence de ses raisonnements sur la situation de l'Italie, faire une telle impression sur l'esprit du roi, son ennemi, qu'il consente à accorder, sous des conditions honorables, la paix à Florence. Ferdinand, surpris et charmé à la fois de tant de grandeur

d'âme, se laisse fléchir; la paix est conclue; les deux parties contractantes se garantissent réciproquement leurs états; les Pazzi sont mis en liberté; les Florentins s'obligent à payer, pendant un temps déterminé, certaines sommes au duc de Calabre. La paix avec Ferdinand amena bientôt la réconciliation avec Sixte.

Laurent retourna à Florence plus grand qu'il n'en était parti. Le danger qu'il avait couru, sa magnanimité, le service qu'il venait de rendre à sa patrie lui concilièrent l'admiration et l'amour de ses concitoyens. Les factions contraires n'osèrent plus se montrer devant un si grand ascendant: il put gouverner à son gré, et faire de Florence le siége des lumières, de la civilisation et de la politesse.

En attendant, une catastrophe horrible avait ensanglanté Milan. Le duc François Sforza était mort en 1466 : Galéas, son fils, lui avait succédé. Ce prince était un monstre de cruauté et de débauche : le mépris et la haine publique ne tardèrent pas à le poursuivre. Trois jeunes gens appartenant aux premières familles de la noblesse, Jean-André Lampognano, Charles Visconti, et Jérôme Olgiato, conspirèrent contre lui : ils le poignardèrent à la porte de l'église de Saint-Étienne, le jour de la fête de ce saint, l'an 1476. Leur intention était, après la mort du duc, d'appeler le peuple à la liberté; mais cette partie de leur plan ne réussit point. Les deux premiers furent tués eux-mêmes par les gardes du duc; aucun tumulte ne s'ensuivit; Olgiato subit le dernier supplice par la main du bourreau. Jean Galéas, fils de Galéas, fut proclamé duc. Ce nouveau souve-

rain était, et par son âge encore tendre, et par son caractère faible, incapable de gouverner. Louis Sforza, connu sous le nom de Louis-le-Maure, oncle de Jean Galéas, prit si bien ses mesures, qu'il se rendit maître du gouvernement. Ce prince, aussi artificieux qu'ambitieux, devint, comme nous le verrons dans le volume suivant, l'artisan des malheurs épouvantables dont l'Italie fut victime, vers la fin du quinzième siècle.

Pour ne pas interrompre le fil des événemens, nous avons, jusqu'ici, passé sous silence le plus grand changement qui soit arrivé, depuis que l'histoire existe, dans la partie morale de l'espèce humaine; nous voulons parler de l'impression produite par la culture des lettres, dont la renaissance est due principalement aux efforts des Italiens des quatorzième et quinzième siècles. Les uns ont fait honneur à la religion, les autres à la philosophie, des améliorations introduites, depuis quatre ou cinq siècles, dans l'organisation sociale. C'est à ces causes qu'ils rapportent généralement l'abolition des restes de barbarie qui souillaient encore les codes des nations. Nous ne sommes pas de cet avis, quoique nous nous plaisions à avouer qu'elles se sont empressées de seconder le mouvement, une fois qu'il a été donné. La religion était trop occupée du bonheur de l'autre monde pour attacher un grand intérêt au bonheur de celui-ci. Elle a supporté assez long-temps les monstruosités sociales, et on ne voit pas qu'elle ait tonné souvent contre les droits féodaux, la servitude et la torture.

Quant à la philosophie, j'entends cette philoso-

phie qui prêche, comme la religion, l'amour de l'humanité, elle est arrivée bien tard, et si elle n'avait pas trouvé le terrain préparé, tous ses efforts eussent été inutiles : nous allons même plus loin, et nous disons qu'elle a été elle-même l'effet de la cause qu'on lui attribue. La véritable cause de l'immense bienfait qui nous occupe, on doit la reconnaître dans l'adoucissement des mœurs, dans cette élévation de sentiments, dans cette fleur de civilisation, s'il m'est permis de m'exprimer ainsi, produite par la culture des lettres : les véritables auteurs de la civilisation moderne sont Homère, Sophocle, Thucydide, Socrate, Platon, Aristote, Théocrite, Cicéron, Virgile, Tite-Live, Tacite. Ce ne sont pas les raisonnements qui ont réformé le monde, c'est un sentiment, et ce sentiment est cette délicatesse exquise, généreuse, douce, compatissante, heureux fruit de la lecture des auteurs classiques anciens. Otez ce sentiment, prêchez à des hommes durs, âpres et abjects, et tous vos préceptes religieux et philosophiques seront en pure perte.

Le plus grand bienfait qu'on ait jamais répandu sur le genre humain est donc ce retour vers les sources pures du savoir et du goût grec et latin. Les Italiens eurent la part principale dans cette généreuse innovation, tant par la découverte et l'étude des anciens auteurs, que par ce qu'ils y ont ajouté de leur propre fonds, lors même que d'autres nations étaient encore plongées dans les ténèbres de l'ignorance, ou égarées dans les sentiers du mauvais goût.

Des traités fort épais ont été faits pour savoir quand, comment, et dans quel pays s'est spéciale-

ment formée la langue italienne. Il y a des auteurs qui prétendent qu'elle existe depuis les temps de l'ancienne Rome, et qu'elle n'est que la langue vulgaire du peuple de cette ancienne capitale du monde. Il y en a qui pensent qu'elle s'est formée en Sicile, à la cour des rois suèves et angevins; d'autres enfin affirment qu'elle est une émanation du provençal; mais, sans entrer dans une discussion approfondie à cet égard, discussion qui nous mènerait trop loin, il nous semble que la langue italienne doit être née dans le pays où l'on remarque le principal caractère qui la distingue : or ce caractère consiste en ce que ses mots sont entiers, c'est-à-dire qu'ils ne sont ni contractés ni tronqués, comme ils le sont dans le provençal, le sicilien, et tous les dialectes d'Italie, excepté le toscan. Nous croyons en conséquence, tout en admettant que les Toscans peuvent avoir emprunté quelques mots aux Siciliens et aux Provençaux, comme les Siciliens et les Provençaux peuvent en avoir emprunté quelques-uns aux Toscans, nous croyons que le véritable berceau de la langue italienne, telle qu'elle s'écrit depuis six siècles, est la Toscane. Oui, certainement, il y a dans l'italien des mots d'origine teutonique et provençale, et principalement latine; mais la forme, telle que nous la voyons aujourd'hui, ce sont les Toscans qui la lui ont donnée. Les compositions en langue italienne, antérieures au Dante, qui commença son poëme avant 1300, offrent déjà le caractère distinctif de cette langue, et, à part quelques mots que les auteurs ont déjà façonnés à l'italienne en les complétant, c'est-à-dire en les

rendant entiers, de contractés et tronqués qu'ils étaient, elles ressemblent encore moins au sicilien ou au provençal, que le sicilien ou le provençal ne ressemblent au vieux français. Il serait assez difficile, et peut-être impossible, de dire pourquoi et comment on a formé en Toscane une langue à mots entiers, tandis que dans tous les pays environnants, et même au loin, on ne faisait usage que de langues à mots contractés ou tronqués. Si on pouvait hasarder des conjectures à ce sujet, on pourrait supposer que la langue latine s'est moins dénaturée dans cette province d'Italie que partout ailleurs, soit parceque les étrangers y ont moins séjourné, soit parceque quelque colonie romaine s'y est établie, soit enfin parcequ'elle a conservé plus long-temps des relations intimes avec Rome, avant que la langue latine s'y fût tout-à-fait corrompue. Ce qui est certain, c'est que Guido Guinicelli, Brunetto Latini, Fra Jacopone de Todi, et autres auteurs antérieurs au Dante, et le Dante lui-même, ont écrit la langue que le peuple parlait, et que, par conséquent, cette langue était déjà formée depuis long-temps. On pourrait même supposer, avec assez de vraisemblance, qu'elle s'est formée à Rome aussi bien que dans la Toscane, et que les Toscans ont eu seulement sur les Romains la priorité de l'écrire.

Quoi qu'il en soit, c'est dans le Dante que l'on commence à voir l'intention manifeste d'imiter les anciens, ce qui prouve qu'il s'en était nourri; il dit même positivement que c'est à Virgile qu'il doit ses inspirations. Le Dante était peut-être l'homme le plus savant de son siècle; mais s'il n'avait écouté

que sa malheureuse scolastique, il n'aurait fait, avec tout son génie, qu'un poëme baroque et ridicule. Il y a même dans ce poëme beaucoup trop de vers de ce genre. Cet Homère moderne dort trop souvent, et ce sont le mysticisme de sa théologie, et les subtilités de sa scolastique qui le font dormir; mais lorsqu'il se réveille, lorsqu'il prête l'oreille à Virgile, aucun poëte n'est plus touchant, aucun n'est plus sublime que lui. C'est peut-être alors la veine la plus heureuse qui ait jamais existé. C'est alors qu'il réveille tous les sentiments généreux, c'est alors qu'il ouvre dans les cœurs ces sources d'une sensibilité exquise qui font aimer l'homme en intéressant à son sort. Le Dante a peut-être plus fait pour la civilisation moderne, avec trois cents ou quatre cents vers, que cent volumes de théologie ou de philosophie. Il est le Christophe Colomb du monde qui a suivi l'épouvantable époque du moyen âge. C'est en parlant à nos cœurs plutôt qu'en embarrassant notre esprit dans des abstractions, qu'il nous a réformés et rendus meilleurs.

Une fois le mouvement donné et les voies ouvertes, on s'y est précipité. L'attrait était si grand! Pétrarque, avec le cœur le plus bienveillant que la Providence ait jamais formé, acheva l'ouvrage du Dante, soit par ses vers immortels, soit pour avoir écouté, encore plus que son prédécesseur, les oracles de la sagesse ancienne, soit enfin pour en avoir découvert de nouveaux. Il fit même, sous un certain rapport, beaucoup plus que le Dante. Celui-ci n'a jamais été qu'un homme de parti, hargneux et assez méchant, tandis que Pétrarque fut un véritable

philanthrope, un vrai patriote italien; il n'a jamais visé au triomphe d'aucun parti; il n'était ni guelfe ni gibelin, ni noir ni blanc; son but, son unique but, celui qu'il eut devant les yeux toute sa vie, était la réhabilitation et la liberté de l'Italie. En lisant certaines odes de lui, on se sent élever l'âme, et on est forcé d'admirer la grandeur de ce caractère. On se trompe fort lorsqu'on s'imagine que Pétrarque n'a été qu'un poëte fait pour soupirer des vers érotiques. Personne plus que lui ne sut inspirer l'amour de la patrie, et, ce qui est encore plus admirable, c'est que les sentiments généreux qu'il a répandus dans ses vers et dans ses ouvrages en prose, il les mettait constamment en pratique. Dans les sociétés particulières, dans ses missions diplomatiques très fréquentes, car Pétrarque eut part à toutes les transactions politiques du temps, son mot de ralliement, son cri continuel était *Italie! Italie!* Cet homme illustre est un des caractères les plus honorables dont une nation puisse se vanter. Son influence fut immense, et nous jouissons tous les jours, à chaque instant, de ses bienfaits : sa statue devrait se trouver dans le cabinet de tout homme de bien.

Boccace doit être associé aux deux grands hommes que nous venons de nommer. Son principal mérite, comme littérateur, est d'avoir constitué la langue italienne prosaïque, et signalé avec une singulière liberté le désordre de mœurs qui régnait de son temps chez les ecclésiastiques, aussi bien que chez les laïques. Mais, comme réformateur du siècle, on lui doit particulièrement de la re-

connaissance pour avoir découvert des manuscrits grecs, et appelé l'attention de son siècle sur la langue et la littérature de la Grèce. Ce fut lui spécialement qui, déchirant le voile de l'ignorance, fit reparaître à nos yeux étonnés les belles formes de cette nation, généreuse et bienfaisante institutrice du genre humain.

C'est donc à ce triumvirat toscan que nous devons la civilisation au milieu de laquelle nous avons le bonheur de vivre ; ceux qui vinrent après eux n'ont fait que suivre l'exemple qu'ils avaient donné. Les véritables bienfaiteurs de l'espèce humaine sont le Dante, Pétrarque et Boccace.

Le siècle qui vint après ne fut pas moins utile. On y proscrivit le latin monacal, on épura le goût, on fit, avec une patience admirable, des découvertes immenses en manuscrits grecs et latins. La prise de Constantinople fit affluer en Italie un grand nombre de littérateurs grecs, apportant avec eux les trésors de l'ancienne Grèce. Le goût avait été perdu chez eux, il trouva en Italie un terrain propice, y germa et porta ses fruits. Le nom des Poggio, Filelfo, Ficino, Valla, et autres érudits du quinzième siècle, doit être prononcé avec respect et reconnaissance par tout homme qui n'est pas étranger à cet ancien adage, que les lettres adoucissent les mœurs. Les souverains secondèrent cet heureux mouvement avec une émulation digne de chefs des peuples. Alphonse, roi de Naples, le pape Nicolas V, Côme et Laurent Médicis, le gouvernement de Venise, occupent à cet égard les premières places. Dans le siècle antérieur même, les petits

seigneurs des villes italiques, se faisaient un devoir d'accueillir et d'encourager les utiles ministres des muses; nous citerons entre autres les Polenta de Rimini, les Carrara de Padoue, les Visconti de Milan, les Beccaria de Pavie. Tel fut l'immense foyer qui dissipa les ténèbres du moyen âge, et répandit la lumière sur tout l'univers.

FIN DU DEUXIÈME VOLUME.

